

sous la direction de  
Mathieu Perona et Claudia Senik



# Le Bien-être en France *Rapport* 2022

Observatoire du Bien-être

**CEPREMAP**

CENTRE POUR LA RECHERCHE ECONOMIQUE ET SES APPLICATIONS

# Le Bien-être en France

## Rapport 2022

**Observatoire du Bien-être du Cepremap**

Sous la direction de **Mathieu Perona et Claudia Senik**

Collège scientifique : **Yann Algan, Andrew Clark, Sarah Flèche**

Conseillère scientifique : **Elizabeth Beasley**

Assistants de recherche : **Dylan Alezra et Corin Blanc**

Directeur de la publication : **Daniel Cohen**

Observatoire du Bien-être

**C E P R E M A P**

---

Citation : Mathieu Perona (dir.) et Claudia Senik (dir.). 2023. *Le Bien-être en France, Rapport 2022*. Paris : Observatoire du bien-être, Cepremap. <https://www.cepremap.fr/publications/le-bien-etre-en-...nce-rapport-2022/>

Ce rapport s'appuie sur les *Notes* publiées par l'Observatoire au cours des années 2022 et 2023, ainsi que sur les notes de conjoncture publiées trimestriellement

© Les éditions du Cepremap, 2023  
48, boulevard Jourdan – 75014 Paris  
[www.cepremap.fr](http://www.cepremap.fr)

ISBN 978-2-9564629-4-1

# Introduction

Ce troisième rapport de l'Observatoire du bien-être au CEPREMAP rend compte des évolutions qui ont marqué la vie des Français au cours de l'année écoulée. Au premier plan des préoccupations des Français, les chocs de l'inflation et de la guerre en Ukraine se conjuguent avec le réchauffement climatique pour nourrir une forte inquiétude vis-à-vis de l'avenir. Cette anxiété s'ajoute à la tendance structurelle au pessimisme des Français. Cette dernière se lit d'ailleurs dans la manière dont ils se représentent leur société et sa stratification, souvent en décalage avec la perception de leur propre situation, ce qui fait apparaître un étonnant mélange de malheur public et de bonheur privé. Parallèlement, la société se transforme, notamment le monde professionnel, avec l'installation durable du travail à distance dans les pratiques. C'est au prisme du bien-être subjectif que nous analysons ces différentes tendances de la société française.

\* \*  
\*

Alors que l'épidémie de Covid-19 commençait à appartenir au passé, que les relations sociales pouvaient reprendre leur cours et que l'économie redémarrait dans un contexte où les Français disposaient d'une épargne exceptionnelle accumulée pendant les confinements, cette embellie s'est brutalement brisée sur le début de la guerre en Ukraine et l'envolée de l'inflation au premier trimestre 2022. C'est ainsi que nos principaux indicateurs du bien-être sont retombés jusqu'à atteindre un niveau presque aussi bas qu'au moment de la crise des Gilets jaunes. Ce n'est pas seulement le mal-être instantané mais surtout les perspectives futures qui se dégradent. L'indice de confiance des consommateurs plonge au niveau le plus bas depuis 2016, entraînant dans sa chute les perspectives des Français concernant leur avenir personnel et celui de leur pays.

Si notre enquête trimestrielle nous permet de mesurer la montée de l'anxiété et du pessimisme provoquée par l'inflation, la guerre en Ukraine et le réchauffement climatique, d'autres sources d'information sont de nature à nous renseigner sur les émotions des Français, par nature plus spontanées et peut-être plus passagères. À cette fin, depuis 2021, notre observatoire élabore et met en ligne une série d'indicateurs de sentiment et d'émotions exprimés sur le réseau social Twitter. Ces indicateurs mettent en évidence une dégradation du moral des Français dès 2018, conjointement avec la crise des Gilets jaunes, puis un lent mouvement de retour à la normale depuis la fin de l'épidémie, entamé par le déclenchement de la guerre en Ukraine. Surtout, ces indicateurs soulignent la polarisation de l'espace public virtuel selon les affiliations politiques. Les utilisateurs abonnés à des comptes politiques d'extrême-gauche ou d'extrême-droite expriment plus

fréquemment des opinions et émotions négatives, de même que les abonnés à des médias classés aux extrêmes du spectre politique.

Au-delà de ces fluctuations, certains traits caractérisent de manière stable les Français, notamment leur pessimisme concernant l'avenir du pays, plus que le leur. Cet écart se retrouve dans la manière dont ils se représentent la société française, à l'image d'une hiérarchie pyramidale inégalitaire, mais au sein de laquelle ils sont très majoritairement persuadés d'appartenir à la classe moyenne et de connaître une certaine mobilité ascendante par rapport à leurs parents. Ces deux traits de la psychologie des Français sont au fondement de ce mélange paradoxal de bonheur privé et malheur public. Pourtant, malgré cette vision exagérément pessimiste de leur société, les Français, lorsqu'on leur demande dans quel pays ils aimeraient vivre, choisissent le plus souvent la France. Viennent ensuite l'Europe du Sud (Espagne, Portugal, Italie) et le Canada, une France en plus grand à l'accent de Nouveau Monde.

Ce rapport s'arrête naturellement sur l'une des grandes transformations récentes de la société française : le travail à distance. Mesure d'urgence adoptée lors de la pandémie, le télétravail s'est durablement installé dans les pratiques. La plupart des entreprises et administrations qui le peuvent proposent aujourd'hui à leurs salariés une ou plusieurs journées de télétravail, et cette option constitue un argument déterminant pour attirer les talents. Le débat sur le télétravail, qui est antérieur à la pandémie, montrait déjà comment ses avantages peuvent être retournés en inconvénients : autonomie mais risque d'isolement, flexibilité dans l'articulation des temps de vie mais empiètement du professionnel sur le personnel, etc. Un seul élément échappe à cette ambiguïté. Il s'agit des temps de trajet que le télétravail permet d'économiser – indiscutablement un élément positif. Sur les autres dimensions, l'attrait du télétravail n'est pas une rumeur : face à un choix d'emplois, sur une plate-forme de recrutement par exemple, les travailleurs sont en moyenne prêts à accepter un salaire inférieur pour avoir la possibilité de travailler quelques jours à domicile. Dans le même temps, l'expérience du Covid-19 montre que le passage au télétravail intégral est préjudiciable à la satisfaction de vie et à la santé mentale des salariés, et augmente le risque de dépression. Il n'est donc pas étonnant de voir se généraliser les modes d'organisation hybrides. Si quelques jours de télétravail par semaine offrent effectivement une respiration aux salariés, il n'est pas encore temps d'abolir totalement le lieu de travail.

Enfin, ce rapport s'achève sur le lien entre réchauffement climatique et bien-être. Depuis trois ans, le panorama du bien-être des Français et de leurs inquiétudes a été dominé par les menaces immédiates : le Covid-19, puis la guerre en Ukraine, et leurs conséquences sur l'inflation. Mais ces inquiétudes n'ont pas estompé la conscience du dérèglement climatique, elles se sont au contraire articulées, en les avivant, avec les craintes que ce dernier fait planer sur nos sociétés. Dans le cas français, nous soulignons la montée en puissance de la préoccupation environnementale, et plus spécifiquement de l'inquiétude face au changement climatique, qui a pris le pas sur des sujets plus locaux, comme la pollution de l'air. Une grande partie des Français a le sentiment d'agir déjà pour lutter contre le changement climatique, et beaucoup pensent déjà faire tout ce qui est en leur pouvoir. Comme les autres Européens, les Français les plus engagés dans des pratiques environnementales déclarent un niveau de bien-être plus élevé que ceux qui le sont moins, une relation confirmée par la recherche déjà abondante consacrée au lien entre transition écologique et bien-être subjectif.

# 1.

## 2022 : le choc de l'inflation sur le moral des Français

Alors que l'épidémie de Covid-19 commençait à appartenir au passé, que les relations sociales pouvaient reprendre leur cours et que l'économie redémarrait dans un contexte où les Français disposait d'une épargne exceptionnelle accumulée pendant les confinements, cette embellie s'est brutalement brisée sur le début de la guerre en Ukraine et l'envolée de l'inflation au premier trimestre 2022. C'est ainsi que nos principaux indicateurs du bien-être sont retombés jusqu'à atteindre un niveau presque aussi bas qu'au moment de la crise des Gilets jaunes. Ce n'est pas seulement le mal-être instantané mais surtout les perspectives futures qui se dégradent. L'indice de confiance des consommateurs plonge à un niveau inégalé depuis 2016, entraînant dans sa chute les perspectives des Français concernant leur avenir personnel. Si les Français sont structurellement pessimistes sur leur avenir et celui de leur pays, cette attitude s'est exacerbée au cours de l'année 2022.

Nous complétons ce tableau de la montée de l'anxiété et du pessimisme provoqués par l'inflation à l'aide d'une autre source d'information nature à nous renseigner sur les émotions des Français, par nature plus spontanées et peut-être plus passagères. Il s'agit d'une série d'indicateurs de « sentiment » et d'émotions exprimés sur le réseau social Twitter et que nous avons élaborés et mis en ligne.

### 1.1. Inflation, insatisfaction et pessimisme

C'est peu dire que le moral des Français, mesuré par le niveau de satisfaction dans la vie qu'ils déclarent, a connu de fortes fluctuations depuis le début de notre enquête. Cet indicateur connaît une forte hausse au moment des élections présidentielles de 2017, plonge en 2018 au moment de la crise des Gilets jaunes, se rétablit lentement, connaît un sommet au moment du premier déconfinement en mai 2020, mais rechute encore plus fortement au moment du deuxième confinement de la crise Covid. Depuis l'été 2021, il semblait devoir retrouver un niveau « normal », mais c'était sans compter avec l'invasion de l'Ukraine et la réapparition d'un phénomène oublié des Français : l'inflation. Le bien-être des Français connaît donc un nouveau déclin depuis le

premier trimestre de l'année 2022. Et cette flambée d'insatisfaction s'appuie surtout sur une inquiétude essentiellement financière vis-à-vis de l'avenir (Figure 1-1).

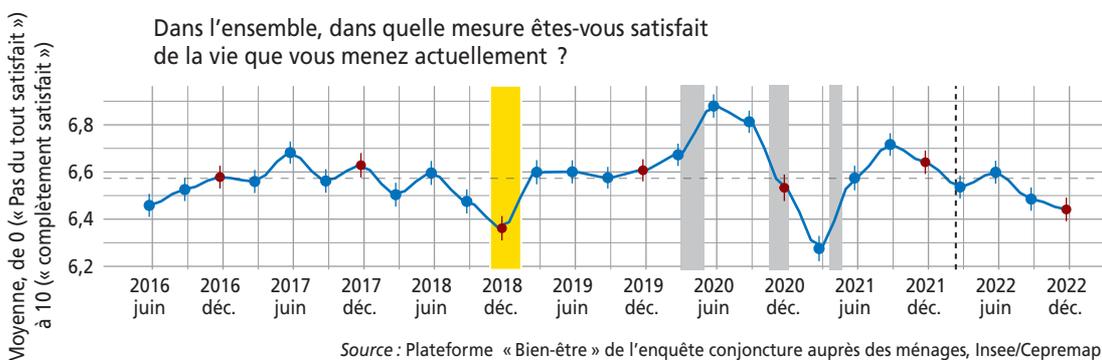


Figure 1.1

Comme dans l'ensemble des graphiques de ce Rapport, la bande jaune désigne la période la plus intense des manifestations du mouvement des Gilets jaunes. Les bandes grisées désignent les confinements en France métropolitaine. Le trait vertical pointillé marque le début de la guerre en Ukraine.

#### Encadré 1 – Temporalité de la collecte des données Camme

Notre plate-forme « Bien-être » est adossée à l'enquête de conjoncture auprès des ménages (Camme) de l'Insee. Cette enquête est réalisée par téléphone, selon un calendrier harmonisé au niveau européen, qui commence le plus souvent le dernier mercredi du mois précédent pour se finir le 17 ou le 18 du mois de l'enquête. Par convention, nous positionnons ici les réponses au 7<sup>e</sup> jour du mois du mois comme point médian pour nos graphiques.

En mars 2020, la quasi-totalité de la collecte était terminée au moment de l'annonce du premier confinement. Ce point représente donc bien le sentiment des Français juste avant cette annonce. Fin 2020, le deuxième confinement a été imposé en France métropolitaine du 30 octobre au 15 décembre, soit sur la quasi-totalité de la période de collecte. Le point de décembre 2020 reflète donc essentiellement le sentiment des Français pendant les dernières semaines de ce deuxième confinement. La collecte de la vague de mars 2022 a commencé le lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Elle a donc lourdement été influencée par l'actualité immédiate.

## UN PROBLÈME DE POUVOIR D'ACHAT

L'inflation a été la vraie surprise de l'année 2021. Après avoir figuré parmi les craintes majeures des pays occidentaux (Shiller 1999), l'inflation en avait quasiment disparu depuis le milieu des années 1980, soit pendant près de quarante ans. Le monde occidental s'était donc habitué à une économie sans inflation. Or, le retour de l'inflation est un facteur anxiogène, pour des raisons objectives (perte de pouvoir d'achat) et subjectives (incertitude).

L'inflation et le pouvoir d'achat occupent désormais une place centrale dans les préoccupations des Français. Les inquiétudes à ce sujet apparaissent d'ailleurs dès la sortie des confinements, du fait de la désorganisation des chaînes de valeur, avant même le déclenchement du conflit en Ukraine et ses conséquences immédiates sur les prix de l'énergie (mais aussi en cascade sur tout un ensemble de biens<sup>1</sup>). Ainsi, la part des ménages qui estiment que les prix ont fortement augmenté au cours de l'année passée s'accroît dès l'été 2021 et la sortie des confinements : elle double entre juin et décembre 2021 (passant de 25 % à 50 %) et atteint 75 % des ménages en décembre 2022. Dès la

1. Voir à ce sujet Ortmans et Tripier (2022).

fin de l'année 2022, les trois-quarts des Français anticipent une poursuite de la hausse des prix à l'avenir, à un rythme identique ou même accru (Figure 1.3). Ces chiffres atteignent leur plus haut niveau jamais enregistré depuis que ces statistiques sont produites, soit l'année 1972.

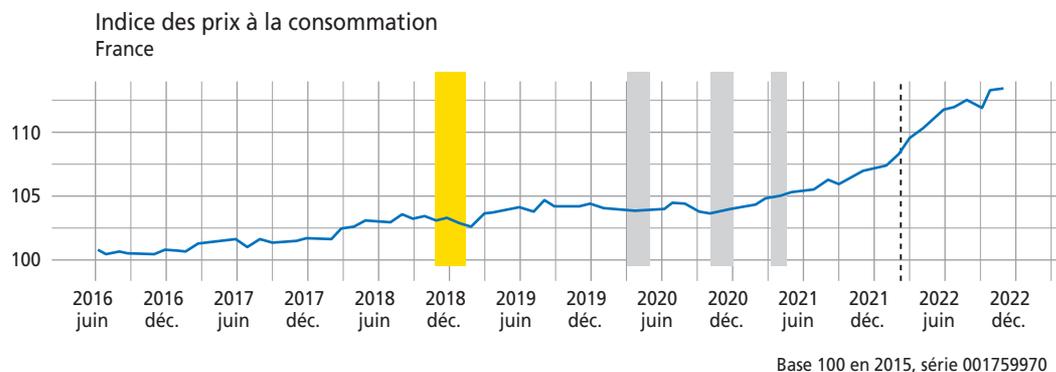


Figure 1.2

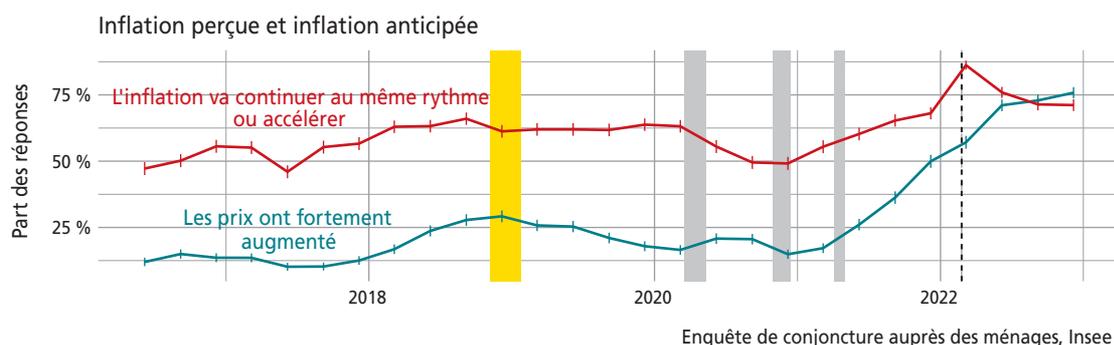


Figure 1.3

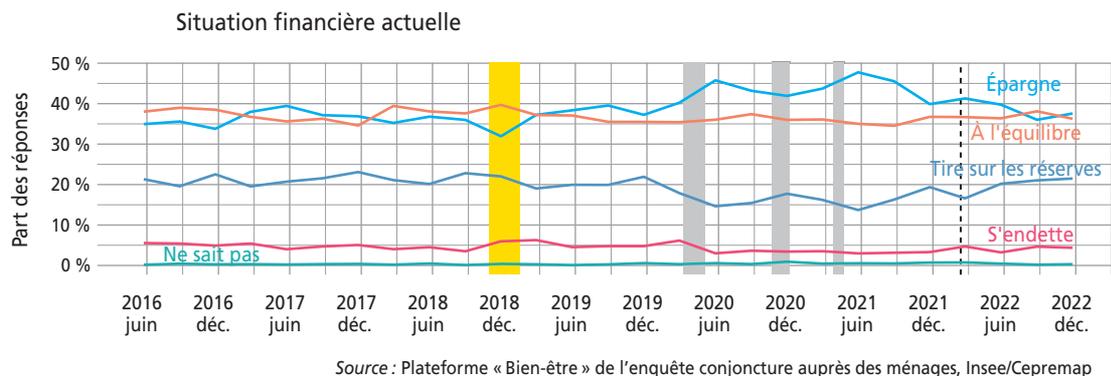


Figure 1.4

La chute de la satisfaction des Français semble bien traduire leur inquiétude financière. Si les ménages avaient accumulé une certaine épargne (involontaire) pendant les confinements, la situation change radicalement à partir du troisième trimestre 2021 : la part de ceux qui déclarent

pouvoir épargner chute tandis qu'augmente la part de ceux qui se sentent obligés de tirer sur leurs réserves ou de s'endetter pour boucler leurs fins de mois (Figure 1.4). Logiquement, l'appréciation par les Français de leur niveau de vie suit une tendance parallèle à la baisse (Figure 1.5).

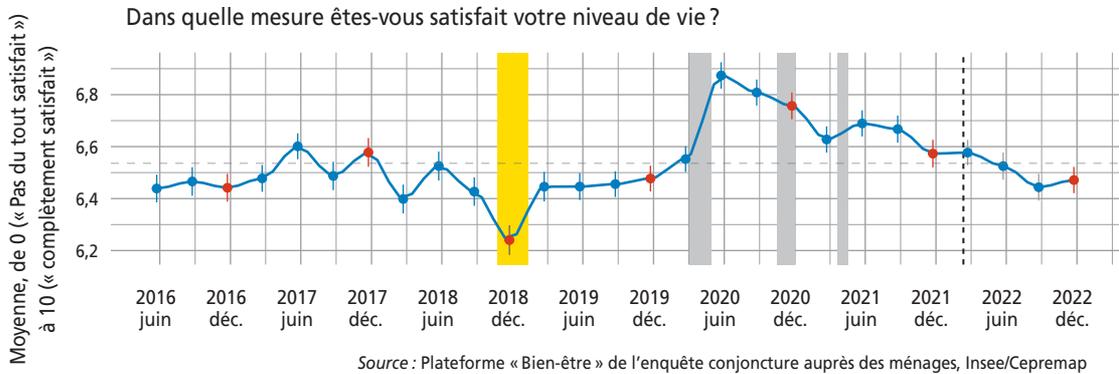


Figure 1.5

## UN CHOC DE PESSIMISME

Les anticipations pessimistes des Français concernant l'inflation à venir s'étendent à leur propre situation financière. La part des ménages qui pensent que leur propre situation financière va se dégrader au cours des 12 prochains mois passe de 15 % en juin 2021 à plus de 35 % en septembre 2022 (Figure 1.6).

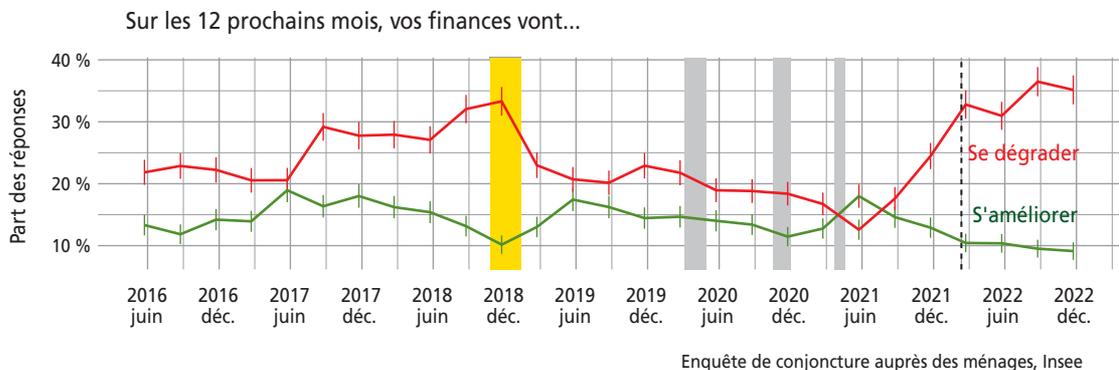


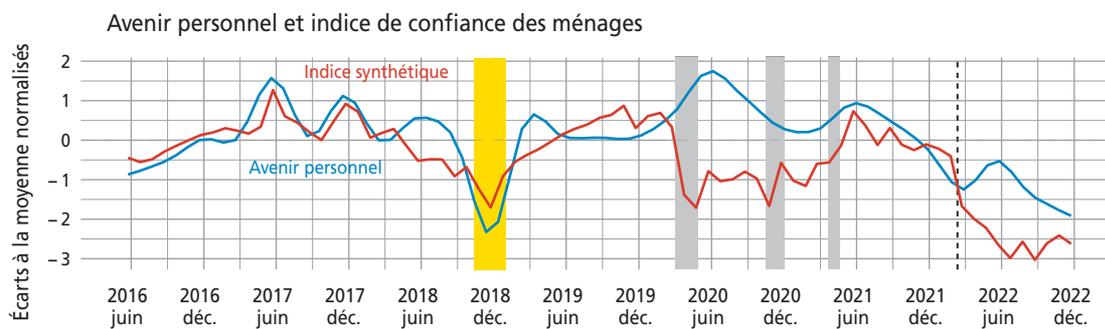
Figure 1.6

La crainte de l'avenir peut se lire à travers deux indices : l'indicateur synthétique de confiance des ménages de l'Insee et notre indicateur de perception par les Français de leur avenir personnel. Le premier est construit à partir de l'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages réalisée par l'Insee. Il comporte des questions sur l'opportunité de réaliser des achats importants ou d'épargner, mais aussi sur le niveau des prix, le niveau de vie en France, et la situation financière personnelle<sup>1</sup>. Le second mesure la réponse à la question suivante : *Quand vous pensez à ce que vous allez vivre dans les années à venir, êtes-vous satisfait de cette perspective ?* (réponses sur une échelle

1. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6685893>

de 0 à 10). La Figure 1.7 représente des deux indicateurs sur une même échelle : la perception par les Français de leur avenir personnel (en bleu) et l'indice synthétique de confiance des ménages de l'Insee (en rouge). On voit clairement ce dernier entraîner le premier dans sa chute depuis la fin de l'année 2021. L'indice de confiance des consommateurs de l'Insee se dégrade fortement et continuellement depuis juin 2021. Depuis mars 2022, il est même passé en dessous de son niveau d'avril 2020, lorsque l'ensemble de la population était confinée chez elle. La part des ménages qui considèrent que le niveau de vie en France va s'améliorer au cours des douze prochains mois suit le même mouvement. Pour cet indicateur, la baisse est comparable à celle qui a accompagné la crise des *subprimes* en juillet 2007 et à celle qui avait suivi l'annonce de l'apparition d'une nouvelle maladie à coronavirus en décembre 2019.

Remarquons que ces deux indicateurs ne sont pas toujours associés. Ils s'étaient par exemple dissociés pendant la pandémie. Le « quoi qu'il en coûte » du gouvernement français avait, semblait-il, rassuré les Français sur le fait que leur situation personnelle était protégée, malgré les circonstances. Mais le déclenchement du conflit en Ukraine a provoqué une cassure dans la confiance des ménages, tant il est devenu immédiatement apparent que la guerre et les sanctions perturberaient profondément le fonctionnement d'une économie mondiale encore fragile et exerceraient un impact massif sur les prix de l'énergie<sup>1</sup>. Certes, l'action du gouvernement, au travers du bouclier tarifaire<sup>2</sup> notamment, a réussi à rassurer les Français pour un temps sur leur avenir individuel, malgré la situation économique générale. Mais elle n'a pas pu empêcher les perceptions de l'avenir de se détériorer à partir de l'été 2022.



Source : Enquête conjoncture auprès des ménages, Insee et Plateforme « Bien-être » Insee/Cepremap

Figure 1.7

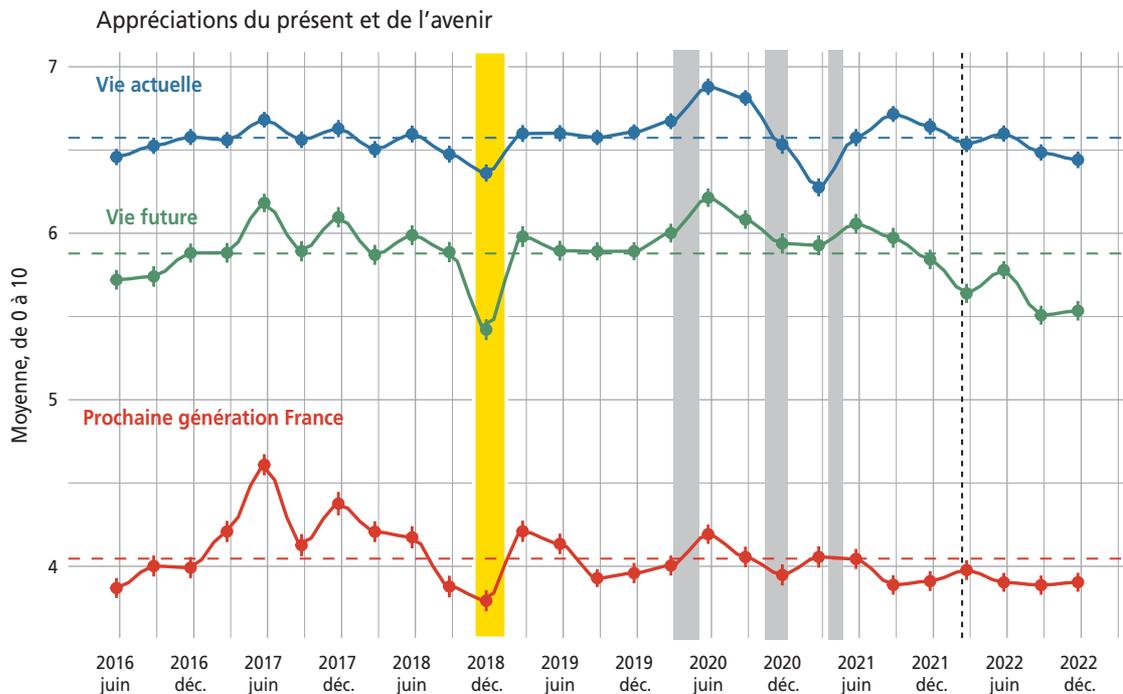
## UN AVENIR COLLECTIF ASSOMBRI

Le choc de pessimisme infligé par l'inflation se lit dans les réponses données par les Français aux questions portant sur leur avenir personnel, celui de la France et celui des générations futures. Certes, depuis le début de notre enquête, nous observons une hiérarchisation claire : sur une même échelle (de 0 à 10), leur appréciation de leur vie actuelle est plus favorable que celle des années à venir (*Vie future*), elle-même nettement meilleure que leur évaluation des perspectives de la prochaine génération en France (Figure 1-8). Au-delà de cette structure assez stable, on note

1. La Note de l'Observatoire Macro du Cepremap par Langot et Tripier (2022) documentait dès avril 2022 l'ampleur du coût de l'embargo sur les produits russes pour les finances publiques.

2. Pour une analyse des conséquences du bouclier tarifaire sur le pouvoir d'achat, voir par exemple Hairault, Langot, et Tripier (2022).

cependant la dégradation des projections des Français depuis le début de l'année 2022. Ce sont les anticipations concernant leur avenir personnel qui se dégradent le plus fortement.



Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 1.8

L'évaluation des perspectives de la prochaine génération, en France comme en Europe est en règle générale la plus pessimiste, et ce très nettement. De nos 16 questions formulées de façon « positive » (où 10 représente la meilleure situation et 0 la moins bonne), les deux questions relatives à l'avenir de la prochaine génération sont les seules à recueillir une réponse moyenne inférieure à 5. Les réponses à ces questions s'étaient nettement améliorées au moment de l'élection présidentielle de 2017 (Algan *et al.*, 2017), puis après la crise des Gilets jaunes (Perona 2019). Alors que les autres dimensions du bien-être subjectif connaissent des variations d'une ampleur inédite, les avis sur les perspectives de la prochaine génération avaient moins évolué pendant la pandémie de Covid-19. En revanche, ils se dégradent assez nettement depuis l'été 2021.

Ce choc de pessimisme s'ajoute à une tendance structurelle des Français à regarder avec nostalgie vers leur passé (voir chapitre 2). Nous posons depuis le début de notre enquête la question suivante : *Certaines personnes aimeraient bien vivre dans une autre époque en France. Si vous aviez le choix, laquelle choisiriez-vous ?* Nous laissons à cette question la possibilité de répondre « l'époque actuelle », et de fait 27 % des répondants la choisissent. Les deux tiers des répondants choisissent des périodes passées, tandis que l'avenir n'attire que moins de 3 % des répondants. Or, on note un net décrochage des réponses en faveur des époques passées depuis

le déclenchement de la guerre en Ukraine. L'inquiétude face à l'avenir a pour contrepartie le repli vers le passé.

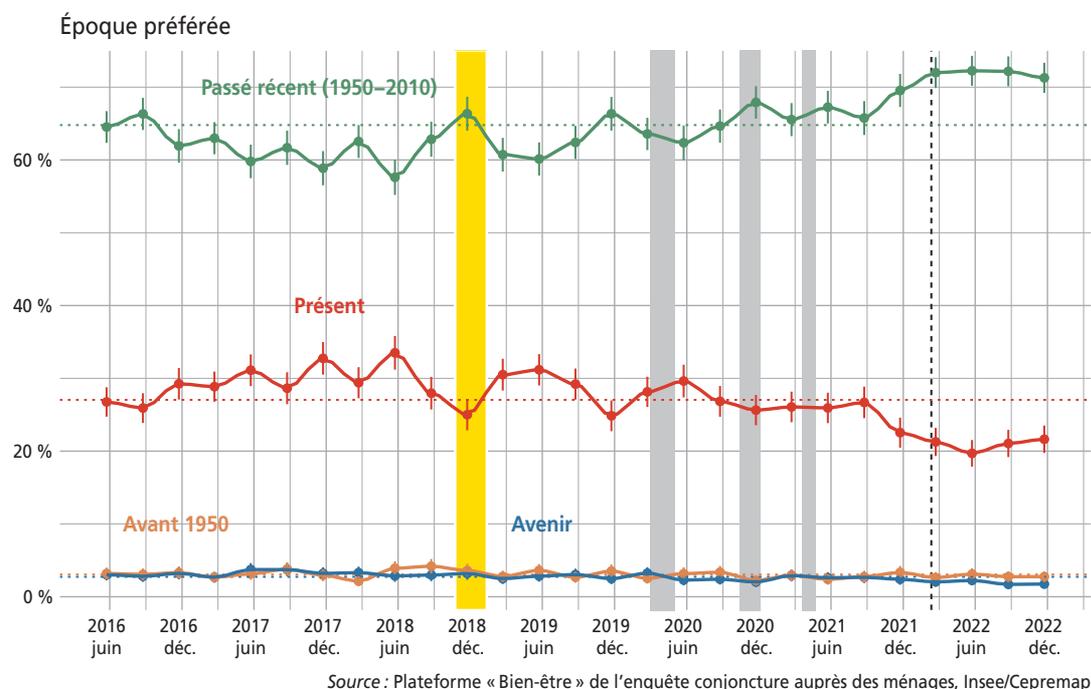


Figure 1.9

## POURQUOI L'INFLATION REND MALHEUREUX

Pourquoi l'inflation produit-elle cette insatisfaction et ce pessimisme ? L'inflation remet en cause l'équilibre financier des ménages. Elle est également synonyme de menace et d'incertitude. Tant que les revenus et la richesse ne sont pas indexés sur l'inflation, cette dernière rogne le pouvoir d'achat. Comme sa progression n'est pas connue à l'avance, il s'agit d'un facteur d'anxiété. De plus, l'inflation mesure l'augmentation des prix du panier de consommation moyen<sup>1</sup> des ménages (Figure 1.2). Or ce panier reflète les habitudes du plus grand nombre mais pas de tous. On parle ainsi d'inégalités d'exposition à l'inflation (*inflation inequalities* en anglais) pour désigner le fait que différentes personnes font face à des taux d'inflation différents, sur la même période et dans le même pays (Jaravel 2021). Selon la manière dont il consomme, chacun est exposé à un taux particulier d'inflation. Le taux officiel ne correspond donc jamais tout à fait aux perceptions, ce qui, en tant que tel, est un facteur de désarroi. Cette inégalité peut également devenir source de ressentiment, par exemple de la part de ceux qui sont obligés de prendre leur voiture pour aller au travail alors que le prix du carburant augmente.

Surtout, lorsque l'inflation touche à des « dépenses incompressibles », « contraintes » ou « pré-engagées », sur lesquelles les ménages n'ont que très peu de marge de manœuvre, elle peut devenir extrêmement préoccupante et se transformer en facteur de précarité. Or le poids de ces dépenses

1. En France, l'Insee propose un [Simulateur d'indice des prix personnalisé](#), qui permet d'évaluer le niveau d'inflation en fonction du type de biens et services que vous consommez et de leur part dans votre budget.

pré-engagées est très variable selon les catégories de revenu. L'Insee estime en moyenne à environ 30 % le poids de ces dépenses<sup>1</sup>. Mais derrière ce chiffre moyen se dissimulent de fortes disparités, si bien que l'inégalité en termes de revenu disponible, c'est-à-dire de « reste à dépenser » une fois les dépenses contraintes effectuées, est presque deux fois plus élevée que l'inégalité des niveaux de vie.

Une note récente de France stratégie<sup>2</sup> montre qu'en moyenne, trois postes de dépenses absorbent la moitié du revenu disponible des ménages. Il s'agit du logement au titre de la résidence principale (26 %), de l'alimentation (13 %) et du transport quotidien (11 %). *Le reste à dépenser* est défini comme le revenu disponible une fois ces dépenses effectuées. Il est naturellement plus élevé dans les catégories de la population les plus aisées. Surtout, dans le décile de revenu le plus faible, ces dépenses contraintes absorbent tout le revenu et ne laissent aucun reste à dépenser. L'inflation fait ainsi peser sur les plus démunis la menace d'une perte totale de liberté et de contrôle sur leurs dépenses. C'est pourquoi plusieurs organisations attentives à la pauvreté, tels que le Conseil national des politiques de lutte contre l'exclusion (CNLE) ou le Secours catholique s'attachent à mesurer le *reste pour vivre* ou le *revenu arbitral* (ressources totales moins dépenses pré-engagées).

## INÉGALE EXPOSITION À L'INFLATION ET MAL-ÊTRE

Au début des années 2000, des économistes ont démontré empiriquement que les niveaux de satisfaction de vie évoluaient systématiquement en fonction du taux d'inflation moyen des différents pays (Di Tella, MacCulloch, et Oswald 2001). Les inégalités d'exposition à l'inflation jouent aussi certainement un rôle, mais l'ampleur de cet effet n'avait jamais, jusqu'ici, fait l'objet d'une analyse empirique. C'est ce que nous faisons ici.

Pour évaluer l'impact des inégalités d'exposition à l'inflation sur le bien-être, on aimerait, idéalement, étudier un large échantillon de la population pour observer ce que chacun achète et combien il paie pour chaque produit, puis lui demander à quel point il se sent satisfait. Malheureusement, les données recueillies par les commerces et les instituts statistiques ne permettent pas cela, notamment parce qu'elles ne recueillent pas d'information sur le bien-être subjectif des consommateurs. Les données de notre Observatoire ont rendu cette étude possible dans le cas de la France. Pour analyser ces données, nous avons utilisé deux approches complémentaires.

Tout d'abord, nous avons examiné les opinions des consommateurs sur l'évolution des prix au cours de la dernière année. Pour mettre en évidence le lien entre l'inflation perçue et la satisfaction à l'égard du niveau de vie, nous déterminons la perception médiane de l'inflation, c'est-à-dire le taux d'inflation tel que la moitié des ménages estiment un taux d'inflation supérieur, et l'autre moitié un taux inférieur. Nous calculons ensuite la moyenne de satisfaction à l'égard du niveau de vie au sein de chaque groupe<sup>3</sup>. Il apparaît (Figure 1.10), qu'à chaque trimestre, les ménages qui sont plus exposés à l'inflation (estimation supérieure à la médiane) déclarent une satisfaction quant à leur niveau de vie inférieure (courbe rouge). Ceci était déjà vrai dans les périodes de faible inflation (2016-2019) et l'écart semble s'être accru depuis la fin de la pandémie.

1. Il s'agit des achats de logement (loyers et remboursements de prêts immobiliers), de nourriture, de services publics, de dépenses d'eau, de gaz, d'électricité et d'autres combustibles, des abonnements (téléphonique, internet, télévision, chaînes payantes), des services d'assurance et les services financiers, etc.

2. Cusset P.-Y. et Trannoey A. (2023). Reste à dépenser et territoires. France stratégie. La note d'analyse, février 2023, n° 118.

3. Comme les réponses ne sont qu'une approximation des taux d'inflation réellement vécus, nous appliquons certaines techniques comportementales et statistiques pour tenir compte du bruit et des biais.

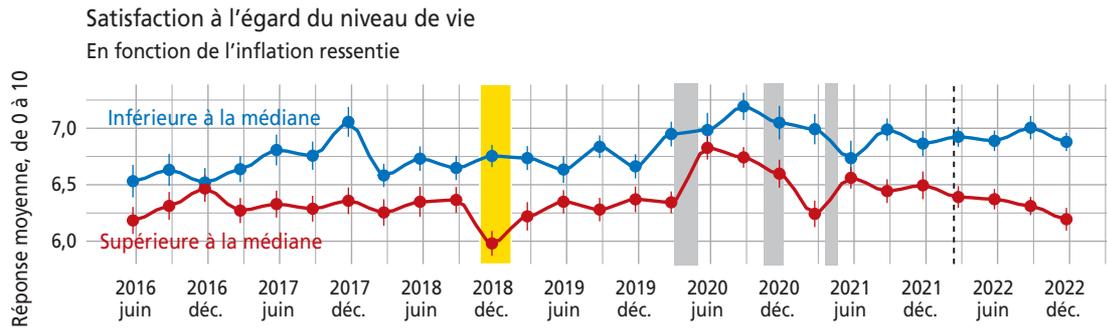


Figure 1.10

**Lecture :** les ménages évaluant l'inflation à un niveau inférieur à la médiane déclarent en moyenne une satisfaction à l'égard de leur niveau de vie en juin 2016 égale à 6,5 (sur une échelle de 0 à 10), contre 6,2 pour ceux dont l'estimation d'évaluation est supérieure à la médiane.

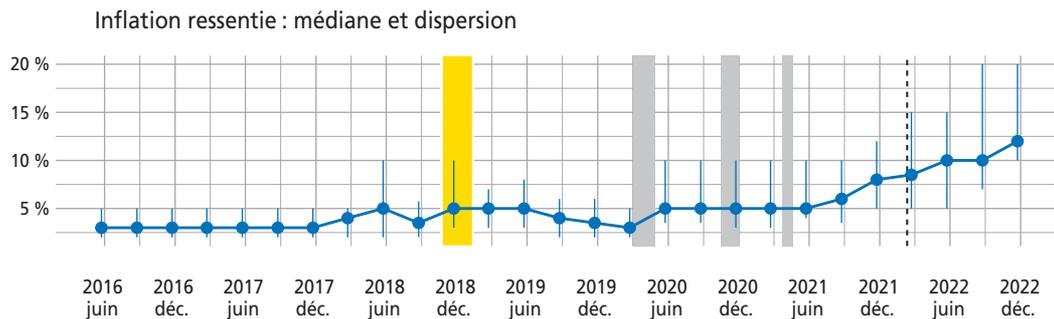
Deuxièmement, nous distinguons, au sein de notre échantillon, les ménages qui font le trajet domicile-travail en voiture et ceux qui le parcourent par d'autres moyens (vélo, bus, etc.), afin d'étudier comment ces groupes réagissent aux variations du prix de l'essence. On constate effectivement qu'au cours du temps, ceux qui se déplacent en voiture signalent une inflation plus élevée et une satisfaction relativement à leur niveau de vie plus faible lorsque le prix de l'essence augmente.

Les deux analyses révèlent que les inégalités d'exposition à l'inflation jouent un rôle important. À une date donnée, un consommateur qui évalue l'inflation à un niveau supérieur d'un point de pourcentage par rapport à un autre consommateur (comparable) subit une plus forte baisse de satisfaction. Cette baisse est encore plus importante que celle associée à une différence de revenu de 1 %.

Lorsque les prix sont stables, les inégalités d'exposition à l'inflation ont moins d'effet sur le bien-être psychologique de la population. C'est sans doute la raison pour laquelle elles n'ont pas reçu beaucoup d'attention jusqu'à présent. Cependant, l'écart d'inflation perçue par les consommateurs en France a triplé au cours des deux dernières années de données disponibles (mars 2020 à mars 2022). Le coût de la crise de l'inflation pour le bien-être sera alors sous-estimé si l'on ne considère que les chiffres agrégés.

De fait, la Figure 1.11 illustre ce phénomène : chaque point donne la valeur médiane de l'inflation estimée par les individus interrogés, et la barre verticale va du quart des réponses les plus faibles au quart des réponses les plus élevées. La période de faible inflation de 2016-2017 correspond à des écarts faibles, tandis que les deux derniers trimestres montrent que 25 % des ménages interrogés estiment l'inflation à plus de 20 % (au moment où nous écrivons ces lignes, l'Insee estime que l'indice des prix de la consommation a augmenté de 5,9 % sur un an).

Dans le contexte actuel, qui est celui d'une crise du coût de la vie, cette étude est un avertissement suggérant de considérer non seulement le niveau moyen de l'inflation, mais aussi sa dispersion parmi les citoyens. C'est pourquoi, au cours de la première année de son mandat, la présidente de la Banque Centrale Européenne, Christine Lagarde, a déclaré (Lagarde 2020) : « Nous devons suivre des concepts élargis d'inflation, qui prennent en compte les coûts auxquels les gens sont confrontés *dans leur vie quotidienne et qui reflètent leurs perceptions* ».



Médiane et écart entre les 25 % les plus faibles et les 25 % les plus élevés  
 Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 1.11

*Lecture :* le point représente la médiane des évaluations de l'inflation sur les 12 derniers mois. La barre verticale de part et d'autre de chaque point va du seuil des 25 % des réponses les plus faibles à celui de 25 % des réponses les plus élevées. En juin 2016, l'évaluation médiane était ainsi de 3,5 %, tandis que 25 % des personnes donnaient une évaluation inférieure à 2,0 % et 25 % donnaient une évaluation supérieure à 7,5 %. Pour juin 2022, ces chiffres sont respectivement 10 %, 5 % et 20 %. L'écart entre les seuils des 25 % des réponses les plus faibles et 25 % les plus élevées est ainsi passé de 5,5 points à 15 points.

## UNE NOTE POSITIVE : LES PROCHES ET LES RELATIONS INTER-PERSONNELLES

Pour finir sur une note positive, notons que l'insatisfaction et l'anxiété dues à l'économie ne brouillent pas les autres aspects de la vie des Français, ceux qui relèvent des relations inter-personnelles et qui restent relativement satisfaisants, notamment les relations avec les proches, l'équilibre des temps de vie ou le temps libre. Les relations avec les proches et le sentiment de pouvoir en attendre du soutien restent des points de satisfaction importants. Au sein de de notre jeu de questions, celles-ci attirent régulièrement les scores moyens les plus favorables. Dans ce domaine, nous constatons d'ailleurs, depuis décembre 2020, une hausse spécifique de l'appréciation donnée par les femmes, qui a nettement progressé en 2021 et est restée depuis à un niveau supérieur à celui d'avant la pandémie (Figure 1.12).



Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 1.12

**Encadré 2 – Vingt questions pour mesurer le bien-être en France**

Dans l'ensemble, dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la vie que vous menez actuellement ?	Note de 0 ('Pas du tout satisfait') à 10 (complètement satisfait')
Quand vous pensez à ce que vous allez vivre dans les années à venir, êtes-vous satisfait de cette perspective ?	Note de 0 ('Pas du tout satisfait') à 10 (complètement satisfait')
Et quand vous pensez à l'année dernière, comment vous situiez-vous sur une échelle de 0 à 10 ?	Note de 0 ('Pas du tout heureux') à 10 ('Très heureux')
Si vous vous comparez aux gens qui vivent en France en général, comment vous situez-vous sur une échelle de 0 à 10 ?	Note de 0 ('Beaucoup moins heureux') à 10 ('Beaucoup plus heureux')
Avez-vous le sentiment que ce que vous faites dans votre vie a du sens, de la valeur ?	Note de 0 ('Pas du tout de sens') à 10 ('Beaucoup de sens')
Au cours de la journée d'hier, vous êtes-vous senti heureux ?	Note de 0 ('Pas du tout heureux') à 10 ('Très heureux')
Au cours de la journée d'hier, vous êtes-vous senti déprimé ?	Note de 0 ('Pas du tout déprimé') à 10 ('Très déprimé')
Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de votre santé ?	Note de 0 ('Pas du tout satisfait') à 10 (complètement satisfait')
Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de l'équilibre entre le temps que vous consacrez à vos proches (enfants, parents, conjoint, amis proches) et le temps que vous consacrez à votre travail ?	Note de 0 ('Pas du tout satisfait') à 10 (complètement satisfait')
Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de votre temps libre, du temps que vous pouvez utiliser comme bon vous semble ?	Note de 0 ('Pas du tout satisfait') à 10 (complètement satisfait')
Dans quelle mesure êtes-vous satisfait votre niveau de vie ?	Note de 0 ('Pas du tout satisfait') à 10 (complètement satisfait')
Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de vos relations professionnelles, des relations que vous avez sur votre lieu de travail ou d'étude ?	Note de 0 ('Pas du tout satisfait') à 10 (complètement satisfait')
Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de votre travail en général ?	Note de 0 ('Pas du tout satisfait') à 10 (complètement satisfait')
Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de vos relations avec vos proches ?	Note de 0 ('Pas du tout satisfait') à 10 (complètement satisfait')
Y a-t-il des gens autour de vous sur qui vous pouvez compter en cas de besoin ?	Note de 0 ('Il n'y a personne sur qui je peux compter') à 10 ('Il y a de nombreuses personnes sur qui je peux compter')
Dans quelle mesure vous sentez-vous en sécurité lorsque vous marchez seul(e) dans votre quartier à la nuit tombée ?	Note de 0 ('Pas du tout en sécurité') à 10 ('Tout à fait en sécurité')
Comment pensez-vous que sera la vie en France pour la prochaine génération ?	Note de 0 ('Bien pire qu'aujourd'hui') à 10 ('Bien meilleure qu'aujourd'hui')
Comment pensez-vous que sera la vie dans les autres pays européens pour la prochaine génération ?	Note de 0 ('Bien pire qu'aujourd'hui') à 10 ('Bien meilleure qu'aujourd'hui')
Certaines personnes aimeraient bien vivre dans une autre époque en France. Si vous aviez le choix, laquelle choisiriez-vous ?	les années 50 les années 60 les années 70 les années 80 les années 90 les années 2000 les années 2010 Une autre décennie, un autre siècle dans le passé

Certaines personnes aimeraient bien vivre dans une autre époque en France. Si vous aviez le choix, laquelle choisiriez-vous ? (suite)

Certaines personnes aimeraient vivre dans un autre pays. Et vous, si vous aviez le choix, dans quel pays aimeriez-vous vivre ? (En imaginant que la langue et le fait de voir vos proches ne soit pas des obstacles)

Je suis content de vivre à l'époque actuelle  
Une autre période dans l'avenir, le futur

Réponse libre, recodée dans la nomenclature ISO-3 des pays et territoires

## BIBLIOGRAPHIE

- Algan, Yann, Elizabeth Beasley, Mathieu Perona, et Claudia Senik. 2017. « [Présidentielle : un choc d'optimisme](#) ». 2017-07. Notes de l'Observatoire du bien-être. Paris : Cepremap.
- Di Tella, Rafael, Robert J. MacCulloch, et Andrew J. Oswald. 2001. « [Preferences over Inflation and Unemployment : Evidence from Surveys of Happiness](#) ». *American Economic Review* 91 (1) : 335-41.
- Hairault, Jean-Olivier, François Langot, et Fabien Tripier. 2022. « [Pouvoir d'achat : la France résiste mieux que ses voisins grâce au bouclier tarifaire](#) ». 2022-03. Notes de l'Observatoire Macro. Paris : Cepremap.
- Insee. 2017. « [Le pouvoir d'achat ralentit, le climat conjoncturel reste favorable](#) ». Notes de conjoncture. Paris : Insee.
- Jaravel, Xavier. 2021. « [Inflation Inequality : Measurement, Causes, and Policy Implications](#) ». *Annual Review of Economics* 13 (1) : 599-629.
- Lagarde, Christine. 2020. « [The monetary policy strategy review : some preliminary considerations](#) ». Speech présenté à ECB and Its Watchers XXI, Frankfurt am Main, septembre 30.
- Langot, François, et Fabien Tripier. 2022. « [Le coût d'un embargo sur les énergies russes pour les économies européennes](#) ». 2022-02. Notes de l'Observatoire Macro. Paris : Cepremap.
- Ortmans, Aymeric, et Fabien Tripier. 2022. « [Le risque d'inflation en France et en Allemagne : le rôle des chaînes de valeur](#) ». 2022-04. Notes de l'Observatoire Macro. Paris : Cepremap.
- Perona, Mathieu. 2019. « [Le Bien-être des Français – Mars 2019 : Un retour à la normale](#) ». 2019-04. Notes de l'Observatoire du bien-être. Paris : Cepremap.
- Prati, Alberto. 2022. « [The well-being cost of inflation inequalities](#) ». 1870. CEPR Discussion Paper.
- Shiller, Robert. 1999. « [Why Do People Dislike Inflation ?](#) » In *Reducing Inflation : Motivation and Strategy*, édité par Christina Romer et David Romer, 13-70. University of Chicago Press.

## I.2 Une crise émotionnelle au miroir de Twitter

Depuis 2021, notre observatoire élabore et met en ligne une série d'indicateurs de « sentiment » et d'émotions exprimés sur le réseau social Twitter. D'un point de vue diachronique, ces indicateurs mettent en évidence une dégradation du moral des Français dès 2019, conjointement avec la crise des Gilets jaunes, puis un lent mouvement de retour à la normale depuis le retour de l'épidémie, entamé par le déclenchement de la guerre en Ukraine. Surtout, ces indicateurs soulignent la polarisation de l'espace public virtuel selon les affiliations politiques. Les utilisateurs abonnés à des comptes politique d'extrême-gauche ou d'extrême-droite expriment plus fréquemment des opinions et émotions négatives, de même que les abonnés à des médias classés aux extrêmes du spectre politique. Ces écarts recouvrent aussi des effets de générations : le niveau assez négatif de l'indice de sentiment des abonnés à Hugo Décrypte souligne un mal-être chez les plus jeunes – et une disposition à l'exprimer publiquement.

Comme l'expliquait Thomas Renault dans un ouvrage récent (Renault 2022), il est possible de mobiliser les techniques d'analyse automatique des messages postés sur le site de microblogging Twitter, afin d'en extraire en temps quasi-réel des indices de sentiment. C'est ainsi que notre observatoire met de telles séries temporelles à disposition sur un [baromètre en ligne](#) alimenté quotidiennement. Nous revenons ici sur les grandes lignes de ce que nous apprend cette nouvelle source d'information.

## MESURER LE MORAL DES FRANÇAIS À PARTIR DE TWITTER ?

Les utilisateurs de Twitter ne constituent pas, de toute évidence, un échantillon représentatif de la population française. En moyenne, les personnes qui publient sur le réseau de microblogging sont plus jeunes, vivent plus souvent en ville et sont titulaires de diplômes plus élevés que la population dans son ensemble. Toutefois, au cours de la décennie écoulée, ce réseau est devenu une plate-forme essentielle dans la circulation d'information. Médias, journalistes et institutions y ont une présence forte, et les actualités y sont publiées et commentées souvent avant même d'arriver aux médias traditionnels – quand ce n'est pas sur Twitter même que naît l'événement, à l'image du mouvement *#MeToo* de 2017 qui a donné une publicité inédite aux violences sexistes et sexuelles. C'est à cause de ce rôle qu'il nous semble révélateur d'analyser la tonalité émotionnelle de ce qui s'y dit.

Techniquement parlant<sup>1</sup>, nous analysons chaque jour un échantillon de messages (tweets) francophones, publiés durant la première seconde de chaque heure, et comprenant le mot « je », afin de retenir en priorité des messages exprimant une position personnelle, une émotion. Nous soumettons ensuite ce corpus à deux méthodes d'analyse automatisées, qui nous donnent respectivement des estimations d'un indice synthétique de sentiment, de très négatif (-1) à très positif (1) et des estimations d'expression de différentes émotions au travers de l'analyse jointe du texte et des émoticônes. Nous pouvons en outre segmenter cette analyse en fonction de ce que les utilisateurs et utilisatrices donnent comme information à leur sujet, soit explicitement – comme leur genre ou leur prénom dans leur profil – ou implicitement, au travers des autres comptes qu'ils suivent.

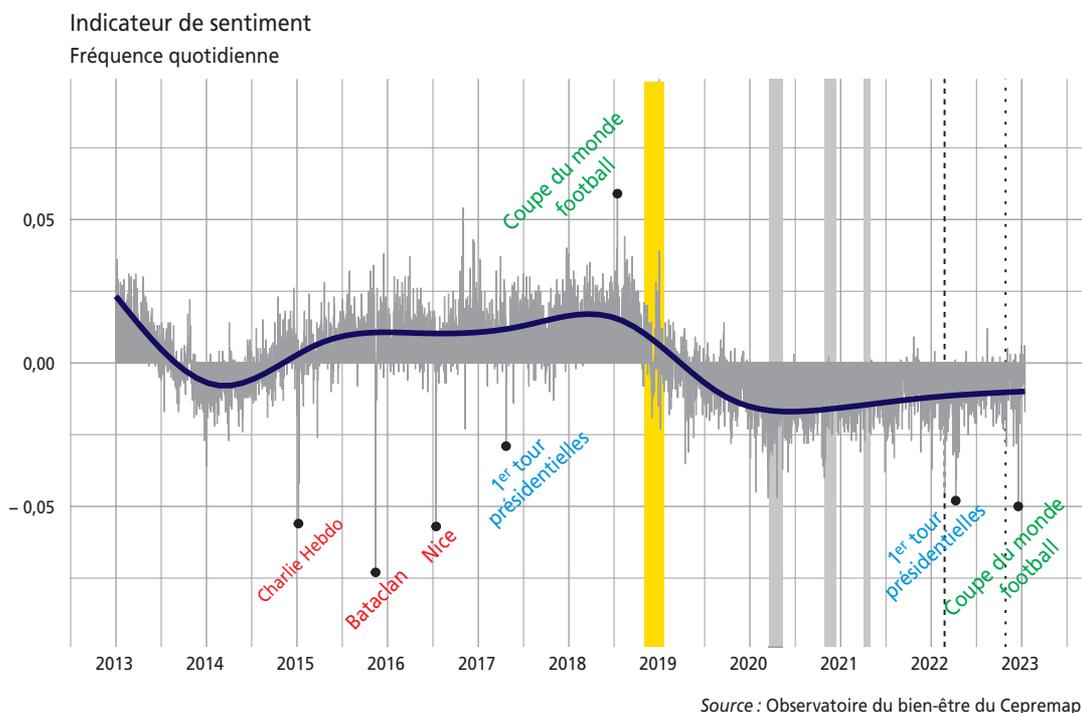
## UNE MONTÉE DE LA NÉGATIVITÉ

Notre méthode nous permet de remonter jusqu'en 2013, soit pratiquement dix ans. L'indice de sentiment n'ayant pas de point de référence, nous construisons un indicateur qui vaut en moyenne zéro sur l'ensemble de la période (Figure 1.13). L'indicateur varie beaucoup d'un jour à l'autre, mais le graphique d'ensemble met en évidence deux éléments saillants.

En premier lieu, quelques éléments ponctuels se répercutent massivement sur les sentiments exprimés. On voit ainsi nettement apparaître les attentats de 2015 et 2016 (Charlie Hebdo et Hypercacher, Bataclan, Nice), qui constituent des points d'autant plus extrêmes qu'ils se démarquent d'une période où l'indicateur était en moyenne plutôt positif. On voit aussi se détacher les deux finales de coupe du monde de football masculin, en 2018 (gagnée) et en 2022 (perdue), les premiers confinements, le début de la guerre en Ukraine. Sur le plan politique, les résultats du premier tour des élections présidentielles se distinguent également comme un moment d'expression de sentiments négatifs. Ceci est sans doute lié à une plus forte propension des partisans des candidats éliminés à exprimer leur mécontentement (malgré le fait que les élections présidentielles

1. Nous renvoyons à l'Opuscule (Renault 2022) pour une description plus détaillée de la méthodologie utilisée.

son, en France, plutôt l'occasion d'un regain d'optimisme<sup>1</sup>). Au regard de la gravité et des conséquences de certains de ces événements, le caractère très passager des pics positifs comme négatifs interpelle et révèle la forte réactivité, mais aussi le caractère très fugace des flux de Twitter. Seule la période du premier confinement se distingue avec plusieurs pics négatifs successifs.



**Figure 1.13**

Comme dans le reste de cet ouvrage, la zone jaune désigne la période la plus intense du mouvement des Gilets jaunes, les barres grises les confinements en France métropolitaine, la ligne en tirets le début de l'invasion russe en Ukraine. Nous ajoutons ici une ligne en pointillés pour le 28 octobre 2022, date de la prise de contrôle effective de Twitter par Elon Musk.

En second lieu, on observe sur le plus long terme une inflexion au lendemain de la crise des Gilets jaunes. Avant même que le Covid ne devienne une préoccupation<sup>2</sup>, l'indice de sentiment passe en territoire négatif, et y reste jusqu'au moment où nous écrivons ces lignes, en février 2023. La succession d'événements – pandémie, guerre en Ukraine – est évidemment plutôt propice à l'expression de sentiments négatifs, mais il est frappant de constater que le niveau bas est atteint avant le premier confinement. Cela suggère qu'au moins en ce qui concerne l'expression des émotions, quelque chose a changé avec la crise des Gilets jaunes ; une plus grande négativité dans l'expression sur le réseau s'est durablement installée. La récente prise de contrôle de Twitter par Elon Musk ne semble pas, pour l'instant, avoir fait évoluer significativement cet indicateur, ni dans un sens ni dans l'autre.

1. Voir par exemple Insee (2017) et Algan *et al.* (2017).

2. Notre baromètre trimestriel pris juste avant le premier confinement (Perona 2020) montre que les Français n'anticipaient pas le choc de la pandémie.

## LA GRANDE DIVERGENCE DES ÉMOTIONS

L'analyse jointe des émoticônes et du texte qui les accompagne nous permet de distinguer l'expression de la joie, de la peur, de la colère et de la tristesse. Ainsi que le montre la Figure 1.14, nous avons quatre émotions mais trois trajectoires depuis 2015.

Entre 2015 et 2018, l'expression de la joie (courbe verte) était plus fréquente que celle des trois émotions négatives. Or, elle connaît un point d'inflexion dans la deuxième partie de l'année 2016 et chute encore plus fortement en 2019 après la période des Gilets jaunes. Les deux séries d'émotions empruntent des trajectoires opposées, avec la montée des expressions d'émotions négatives et la chute des émotions positives. Même les déconfinements, qui coïncident avec un rebond significatif de nos autres indicateurs de bien-être subjectif, n'ont qu'un effet limité sur les expressions de joie, et cette courbe atteint son nadir au premier trimestre 2021, entre le deuxième et le troisième confinement<sup>1</sup>. Ce n'est qu'à partir de l'été 2021 que les fréquences des deux types d'émotions ont commencé à se rapprocher (avec une plus haute fréquence des expressions de joie, et une moindre prévalence des émotions négatives).

Les expressions de tristesse sont le pendant symétrique des expressions de joie, ce qui en fait l'émotion dominante de 2019 à 2022, avec une apogée lors du premier confinement. Lues de manière jointe, les deux séries indiquent un basculement courant 2016-2017, ensuite accentué par la crise des Gilets jaunes, vers une expression beaucoup plus négative des émotions.

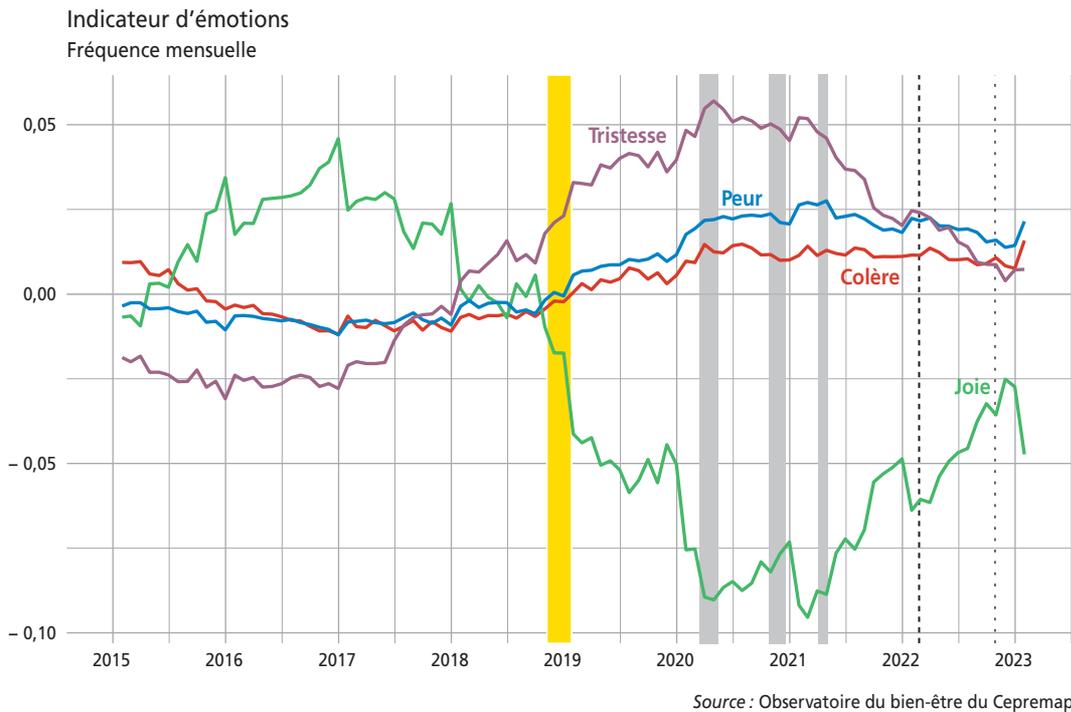


Figure 1.14

1. Notons les effets de saisons, illustrés par les pics, notamment les expressions de joie qui augmentent en fin d'année à la période des fêtes et diminuent brutalement en janvier.

Les expressions de la colère et de la peur suivent quant à elles des dynamiques très semblables, indiquant probablement une porosité entre les deux, un renforcement mutuel de ces deux émotions. Prenant son essor au moment de la crise des Gilets jaunes, la progression parallèle de la peur et de la colère pendant l'épidémie de Covid-19 démontre le lien étroit de ces deux sentiments qui, lors de cette période, ont constitué un moteur puissant de rejet de la politique sanitaire du gouvernement en général, et la vaccination en particulier. Enfin, si la tendance était plutôt à la baisse du 2022, le rebond de la peur et surtout de la colère début 2023 ne correspond pas à un phénomène saisonnier régulier, mais sans doute plutôt à l'inquiétude que nous avons évoquée précédemment.

## UN ÉCART RÉCENT EN FAVEUR DES HOMMES

De nombreux profils présentent une mention du genre de la personne, au travers de pronoms par exemple, ou comportent un prénom à partir duquel nous pouvons inférer un genre. Dans les deux cas, il s'agit bien évidemment de celui que la personne choisit de se donner, et une large part des comptes utilisent un pseudonyme que l'on ne peut relier aisément à un genre. Nous disposons toutefois d'un nombre suffisant de comptes affichant de telles informations pour proposer des séries détaillées (Figure 1.15).

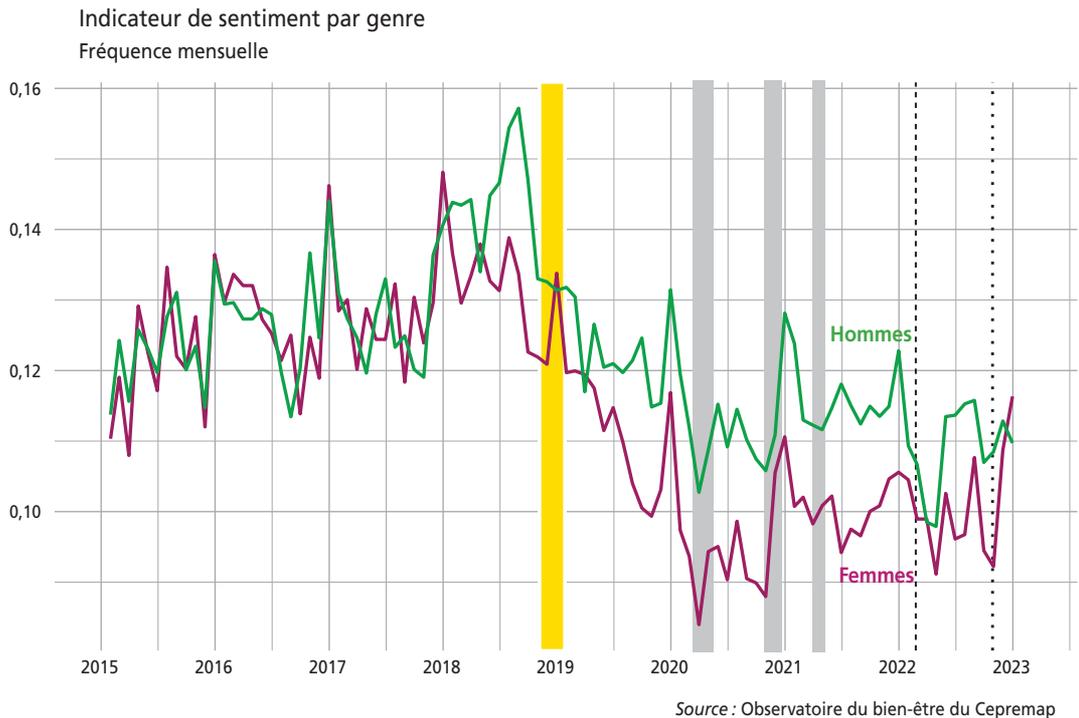


Figure 1.15

Soulignons que notre indice de sentiment est par construction centré en zéro, et les valeurs moyennes pour les comptes dont on peut inférer un genre sont toutes positives. La dynamique de ces deux courbes suit cependant assez largement celle de l'ensemble francophone, avec une plus grande négativité depuis 2019.

La mise en regard des indices pour les hommes et les femmes met en évidence l'émergence d'un écart. S'il ne faut pas donner trop d'importance au point haut de la mi-2018 chez les hommes – il correspond à la victoire de l'équipe de France à la coupe du monde de football masculin – on constate une dégradation nettement plus marquée de l'indice de sentiment pour les femmes en 2019. À partir de 2020 et le début de la pandémie, les mouvements des deux séries évoluent parallèlement, ce qui signifie que pendant ces deux ans, les comptes féminins ont en moyenne exprimé des sentiments plus négatifs que les comptes masculins. La remontée récente de l'indice de sentiment chez les femmes correspond à un effet de fin d'année plus marqué chez ces dernières, il se peut donc que les deux séries divergent à nouveau début 2023.

De nombreuses études ont montré par ailleurs que le confinement avait constitué une période plus difficile pour les femmes – plus souvent sommées de jongler entre le travail à distance et le travail domestique – que pour les hommes. Ces séries ne remettent pas en cause ces résultats, mais suggèrent qu'un facteur de divergence était déjà présent avant la pandémie, avec une émergence autour de 2018.

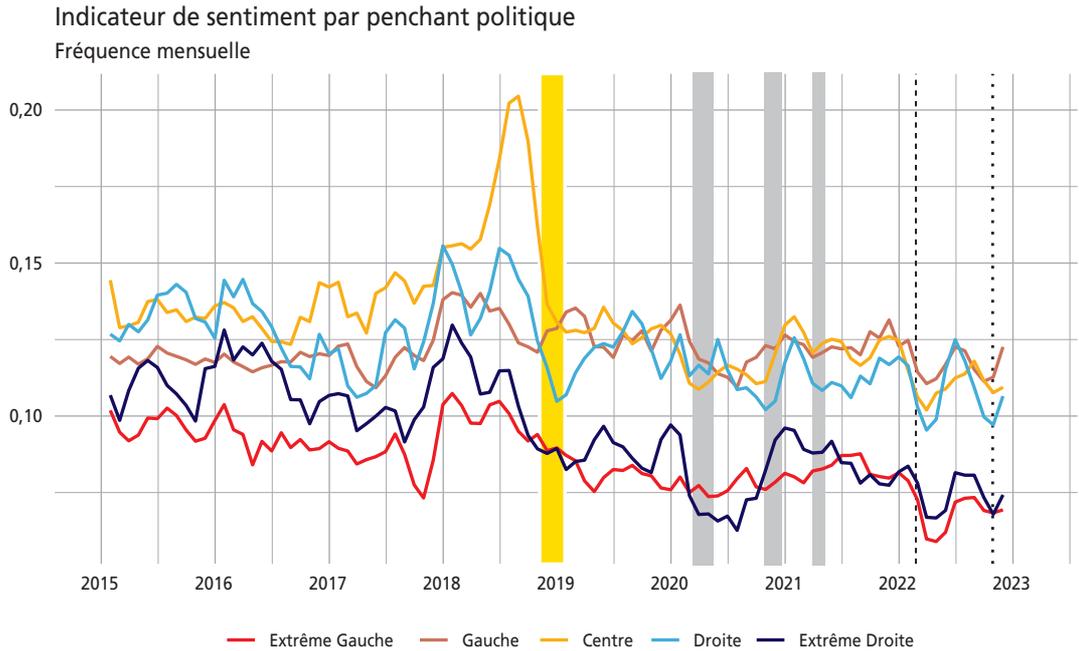
## UNE POLARISATION POLITIQUE DE L'INDICE DE SENTIMENT

Outre ses messages et la biographie sommaire de ses utilisateurs, l'utilisation d'un compte Twitter public nous informe aussi de la liste complète des comptes suivis par une personne. Nous tirons de cette liste une information sur les préférences politiques des utilisateurs, *via* leurs abonnements aux principaux comptes de personnalités politiques françaises. Bien évidemment, suivre le compte d'une personnalité politique n'implique pas nécessairement une adhésion à ses idées. Toutefois, la plupart des personnalités politiques françaises utilisent leur compte Twitter comme un outil de communication politique, et l'abonnement, au travers du comptage du nombre d'abonnés, est perçu comme une marque d'adhésion.

Depuis 2017 au moins, un nombre croissant de travaux ont mis en lumière la polarisation croissante de l'espace politique français selon des axes différents du clivage gauche-droite traditionnel, orienté par les revenus et la classe sociale. Nous avons, dans nos travaux passés, souvent souligné la manière dont la satisfaction dans la vie et la confiance interpersonnelle avaient structuré l'élection présidentielle de 2017 et l'adhésion au mouvement des Gilets jaunes<sup>1</sup> : l'insatisfaction dans la vie va de pair avec une adhésion aux extrêmes du spectre politique, l'extrême-gauche attirant les personnes plus confiantes envers les autres tandis que l'extrême-droite cumule insatisfaction et défiance. À l'inverse, l'essor d'Emmanuel Macron a été porté par les personnes à la fois satisfaites de leur vie et confiantes. Nous retrouvons sur Twitter une polarisation de cette nature (Figure 1.16).

L'indicateur de sentiment fait apparaître une opposition nette entre émotions des utilisateurs suivant leurs penchants politiques. D'une part, trois séries quasiment confondues correspondant aux abonnés à des personnalités allant de la gauche à la droite classique (de EELV et du Parti socialiste à l'UMP, en passant par les personnalités En Marche / Renaissance). Si l'on omet le pic de 2018 – encore la coupe du monde de football masculin – les trois séries évoluent au même niveau, sans distinction particulière, même au moment des élections.

1. Voir en particulier Gethin et Jenmana (2017), Algan, Beasley, Cohen, Foucault, *et al.*, (2019) et Algan, Beasley, Cohen, et Foucault (2019) pour une mise en perspective plus générale des liens avec l'adhésion aux idées populistes.



Source : Observatoire du bien-être du Cepremap

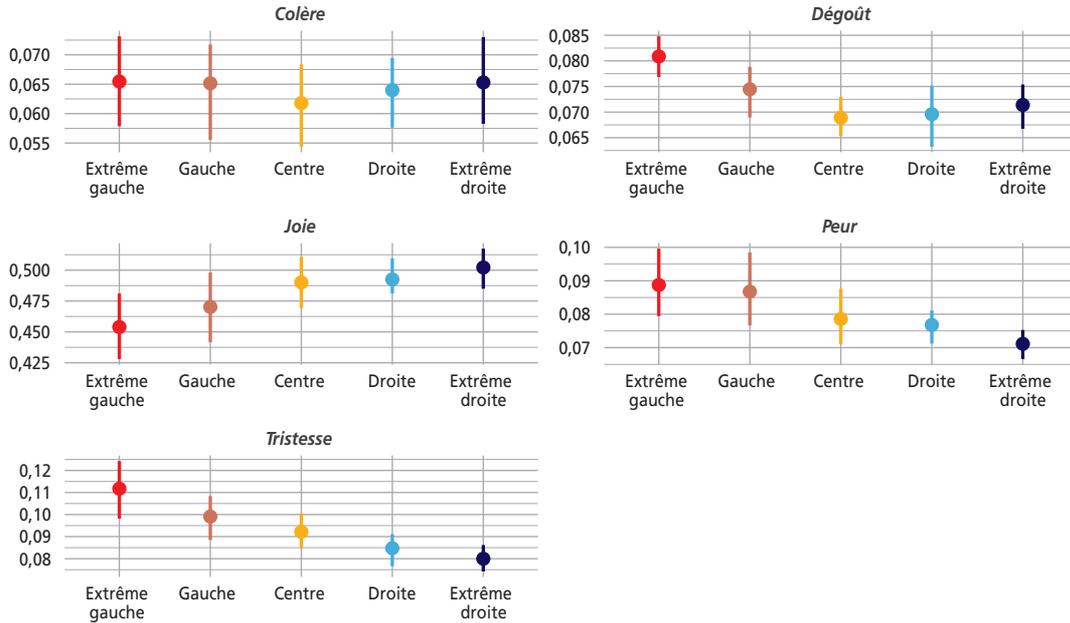
Figure 1.16

D'autre part, deux séries correspondant aux personnes abonnées aux comptes des partis extrêmes. Ces dernières expriment en moyenne des sentiments nettement plus négatifs. La courbe correspondant aux abonnés aux personnalités d'extrême-gauche est la plus basse, depuis 2015, début de notre série. Les abonnés aux personnalités d'extrême-droite, en revanche partent d'une situation intermédiaire entre l'extrême-gauche et les partis de gouvernement, mais expriment des sentiments plus négatifs à partir de la crise des Gilets jaunes – et restent à ce niveau, aussi bas que l'extrême-gauche depuis lors. Ces courbes viennent contredire l'idée d'une normalisation de l'extrême-droite, en particulier du Rassemblement national : ses abonnés sur Twitter sont significativement plus négatifs dans leurs messages que les abonnés des personnalités politiques plus au centre. L'arrivée au Parlement d'élus du RN ne semble pas avoir fait évoluer cette propension.

Ces dernières années, plusieurs travaux (voir par exemple Chau 2022) ont mis en évidence le rôle joué par les émotions dans la structuration du paysage politique français. Comme pour l'indice de sentiment, nous pouvons construire des indicateurs distincts d'expression des émotions en fonction des comptes politique suivis. Nous voyons effectivement apparaître (Figure 1.17) une polarisation de l'expression des émotions. Un gradient gauche-droite est nettement visible dans les expressions de la peur et de la tristesse, plus fréquentes à gauche, ainsi que de la joie, moins fréquente à gauche. La colère et le dégoût suivent plutôt une courbe en U, plus fréquente aux extrémités du spectre politique qu'au centre.

Il faut souligner qu'il s'agit ici de sentiments *exprimés* sur un réseau social public, qui peuvent être différents des sentiments que les personnes disent ressentir lorsqu'elles répondent à un sondage. Les schémas résultent donc de la combinaison entre les sentiments effectivement éprouvés et les normes de ce qu'il est acceptable d'exprimer selon l'obédience politique.

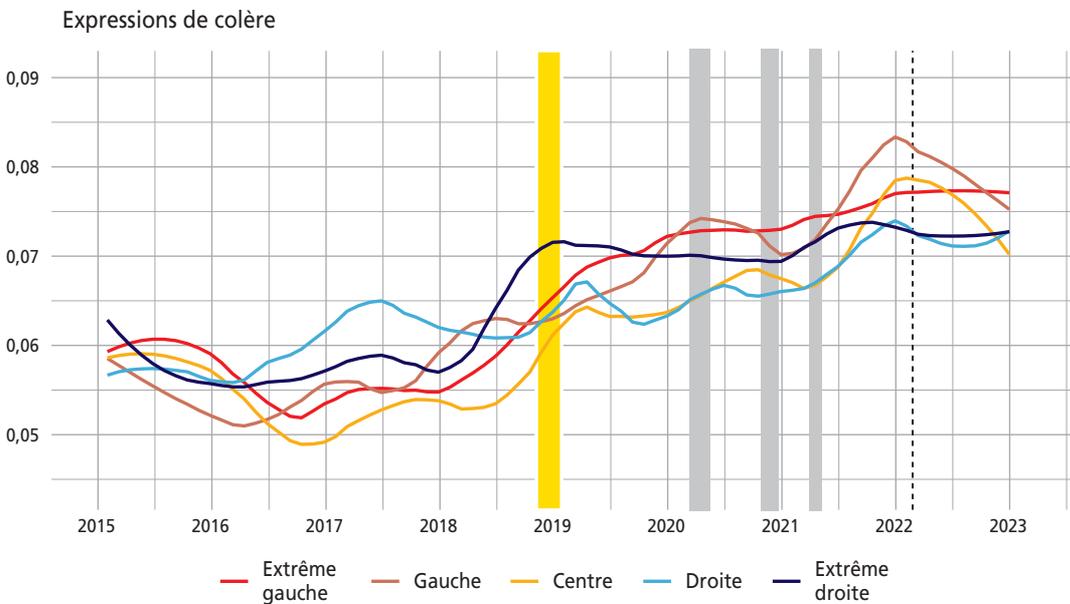
Expression des émotions



Source : Observatoire du bien-être du Cepremap

Figure 1.17

Niveau moyen. Les barres verticales représentent l'écart entre le premier quartile et le dernier quartile de l'indicateur entre 2015 et 2023.



Source : Observatoire du bien-être du Cepremap

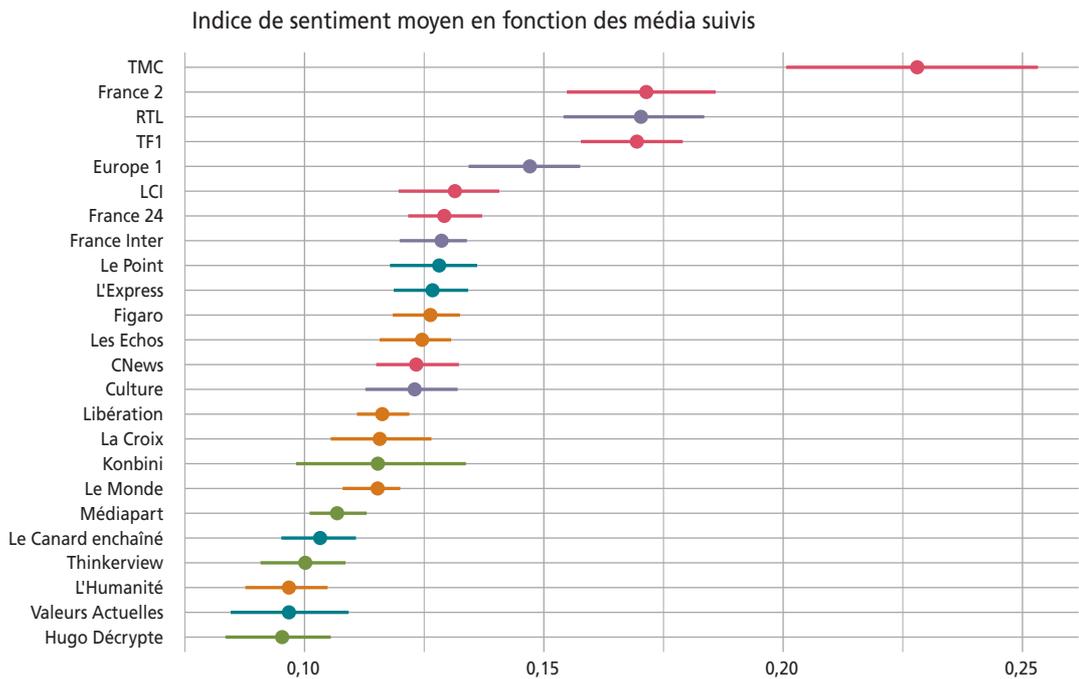
Figure 1.18

Séries lissées.

L'expression de la colère affiche un écart significatif entre le premier et le dernier quartile de revenu. Plus que les autres émotions, c'est une expression qui a varié dans le temps (Figure 1.18). Quel que soit le bord politique, les messages comportant une expression de colère sont devenus plus fréquents sur la période. En 2017 et 2018, l'expression de la colère sur Twitter était plutôt marquée à droite. On remarque en particulier une nette augmentation des expressions de la colère par les abonnés aux comptes d'extrême-droite dans les mois qui ont précédé la crise des Gilets jaunes et durant celle-ci. C'est au lendemain de la pandémie, et surtout en 2021, que les expressions de colère venues de la gauche, et plus fortement encore de l'extrême-gauche, sont devenues plus fréquentes. En 2022, nous constatons un relatif reflux de la colère à l'extrême-gauche et au centre.

### POLARISATION DES MÉDIAS : LA POLITIQUE ET LES GÉNÉRATIONS

Une autre manière d'évaluer l'orientation politique des utilisateurs de Twitter est d'analyser leurs abonnements aux comptes de grands médias, dont le positionnement politique est relativement bien connu. Nous représentons sur la Figure 1.18 l'indice de sentiment moyen des abonnés aux comptes d'une sélection de médias français.



Source : Observatoire du bien-être du Cepremap

Figure 1.19

Indice de sentiment moyen sur 2015-2022. Les barres indiquent l'écart entre le premier et le dernier quartile.

Cette comparaison fait d'abord apparaître une structuration en fonction du support, qui dénote probablement des publics et donc des modes d'utilisation de Twitter différents. Les abonnés à des comptes de chaînes de télévision expriment ainsi un sentiment d'ensemble plus positif que les

abonnés à des comptes de radio, eux-mêmes moins négatifs que les abonnés à des titres de presse. On observe également un contraste en fonction du contenu : les chaînes d'information (LCI, France 24) sont associées à un sentiment plus négatif que les chaînes généralistes. Ces différences reflètent certainement une utilisation des médias par les abonnés des médias TV plus orientée sur le divertissement (commentaires des émissions de TV, des films, etc.), et des abonnés aux médias papiers plus orientés sur l'actualité (en général plus sombre).

Au sein de chaque type de média, on retrouve la polarisation politique que nous avons soulignée dans nos premiers résultats : les abonnés à CNews ont l'indice de sentiment le plus négatif parmi les chaînes de télévision, ceux à *L'Humanité* ont le plus bas parmi les quotidiens, et ceux de *Valeurs Actuelles* parmi les hebdomadaires que nous avons relevés.

Les médias Web semblent en moyenne avoir des abonnés plus déprimés, y compris le très généraliste *Konbini*. Nous pensons qu'il s'agit là d'un effet générationnel. Nous ne connaissons pas l'âge des utilisateurs de Twitter, mais la position, tout en bas du classement, de *Hugo Décrypte*, connu pour s'adresser à un public jeune, indique certainement un fort degré d'expression des sentiments négatifs chez les adolescents et jeunes adultes, qui rejoint des constats réalisés par ailleurs (voir le chapitre 6 de cet ouvrage) sur la prévalence de l'éco-anxiété dans cette génération.

\* \*  
\*

L'un des avantages majeurs de cette source est de fournir de données plus fréquentes que les sondages, jusqu'à la fréquence quotidienne. Nous maintenons ainsi un [baromètre](#) mis à jour quotidiennement. Nous mettons également à disposition les données sur la plate-forme [DBnomics](#), sous l'intitulé *Twitter Emotion Index* [TWTEMO], dans un format réutilisable. Nous pensons en effet important de se saisir largement de ces signaux émergents pour enrichir l'analyse du bien-être et des émotions des Français.

## BIBLIOGRAPHIE

- Algan, Yann, Elizabeth Beasley, Daniel Cohen, et Martial Foucault. 2019. *Les origines du populisme : enquête sur un schisme politique et social*. Paris : Seuil.
- Algan, Yann, Elizabeth Beasley, Daniel Cohen, Martial Foucault, et Madeleine Péron. 2019. « [Qui sont les Gilets jaunes et leurs soutiens ?](#) » 2019-02-14. Notes de l'Observatoire du bien-être. Paris : Cepremap.
- Algan, Yann, Elizabeth Beasley, Mathieu Perona, et Claudia Senik. 2017. « [Présidentielle : un choc d'optimisme](#) ». 2017-07. Notes de l'Observatoire du bien-être. Paris : Cepremap.
- Chau, Stewart. 2022. *L'opinion des émotions*. Paris : Fondation Jean-Jaurès éditions.
- Gethin, Amory, et Thanasak Mark Jenmana. 2017. « [Du Mal-être au Vote Extrême](#) ». 2017-08. Notes de l'Observatoire du bien-être. Paris : Cepremap.
- Perona, Mathieu. 2020. « [Le Bien-être des Français – Mars 2020](#) ». 2020-05. Notes de l'Observatoire du bien-être. Paris : Cepremap.
- Renault, Thomas. 2022. *Le bonheur est sur Twitter : un baromètre du moral des Français*. Paris : Editions rue d'Ulm-Presses de l'Ecole normale supérieure.



# 2. Bonheur privé, malheur public

Au-delà de ses fluctuations conjoncturelles, certains traits caractérisent de manière stable le bien-être des Français, notamment leur pessimisme concernant l'avenir du pays, plus que le leur. Cet écart se retrouve dans la manière dont ils se représentent la société française, à l'image d'une hiérarchie pyramidale inégalitaire, mais au sein de laquelle ils sont très majoritairement persuadés d'appartenir à la classe moyenne et de connaître une certaine mobilité ascendante par rapport à leurs parents. Ces deux traits de la psychologie des Français sont au fondement de ce mélange paradoxal de bonheur privé et malheur public.

## 2.1 Pessimisme et passéisme

L'un des éléments marquants et constants de notre enquête trimestrielle sur le bien-être subjectif est le degré de pessimisme des Français. Leur évaluation de ce qu'ils vont vivre dans les années à venir est assez systématiquement plus négative que celle de leur situation actuelle, et leur appréciation des perspectives de la prochaine génération est plutôt sombre.

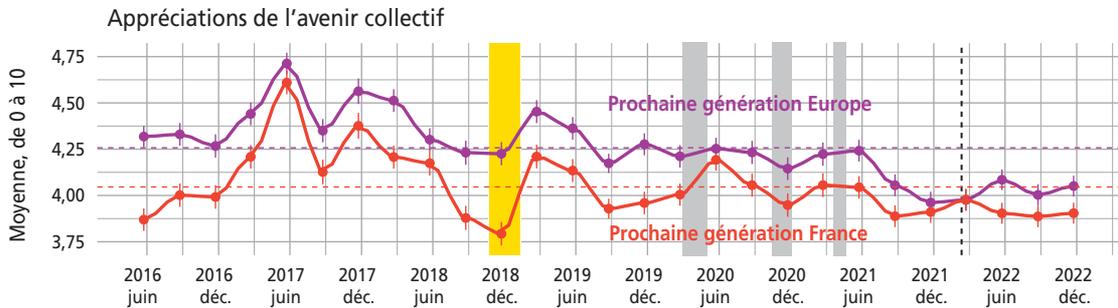
Si les jeunes sont plus optimistes que leurs aînés quant à leurs perspectives individuelles, ce clivage disparaît toutefois en ce qui concerne les perspectives collectives de long terme, toutes les tranches d'âge étant également pessimistes. À cette échelle, c'est plutôt le niveau de diplôme qui est discriminant, les diplômés d'un bac+2 et au-delà étant un peu plus optimistes. Inversement, les très pessimistes sont plus nombreux parmi les ménages modestes et peu diplômés.

Enfin, s'ils avaient le choix, beaucoup de Français préféreraient vivre dans un passé récent. Pour partie, cette appétence reflète une histoire personnelle : beaucoup choisissent la décennie de leurs 20 ans. D'autres sélectionnent une période antérieure à leur naissance, – souvent les années 1980 – une décennie associée à une image très positive aux yeux des Français.

### UN NOUVEAU REGARD SUR LE PESSIMISME DES FRANÇAIS

Parmi toutes les questions de notre tableau de bord, ce sont celles qui portent sur les perspectives des générations futures (en France et en Europe hors de France) qui recueillent les appréciations moyennes les plus basses. Les perspectives de la prochaine génération en Europe, en dehors de la France, évoluent de manière assez parallèle à celles portant sur la France (Figure 2.1), tout en étant un peu plus optimistes. Le pessimisme des Français comporte donc bien une dimension

nationale : si nous ressentons une communauté de destin avec les autres pays européens, la trajectoire de la France nous semble moins favorable que celle de ses voisins.



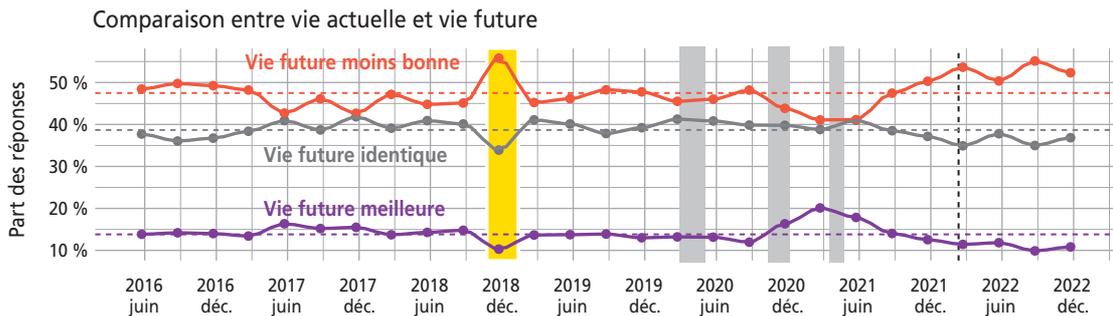
Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.1

### PESSIMISME INDIVIDUEL OU PESSIMISME COLLECTIF ?

Tous les Français sont-ils pessimistes pour eux et pour le pays ? Comme nous posons l'ensemble de nos questions sur le bien-être subjectif à toutes les personnes répondant à l'enquête, nous pouvons comparer le positionnement individuel des réponses.

En pratique, un peu moins de la moitié des répondants (47 %) se montrent plus négatifs quant à leurs perspectives personnelles dans les années à venir qu'en ce qui concerne l'évaluation de leur vie actuelle, 39 % sélectionnent la même note et 14 % ont une évaluation supérieure. La dégradation de l'évaluation de l'avenir en cours depuis l'été 2021 se traduit ici par une augmentation de la part des pessimistes, qui dépasse durablement les 50 % pour la première fois depuis le début de l'enquête (Figure 2.2).



Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.2

On peut également rapprocher l'évaluation par les répondants de la situation financière de leur ménage à 12 mois et du niveau de vie en France à la même échéance (Figure 2.3). On remarque alors la forte proportion de ceux qui anticipent une dégradation du niveau de vie en France, alors qu'ils sont moins pessimistes pour ce qui concerne leurs propres perspectives financières. Ils semblent anticiper une baisse assez générale du pouvoir d'achat, à laquelle leur situation personnelle (et leurs efforts) leur permettront d'échapper.

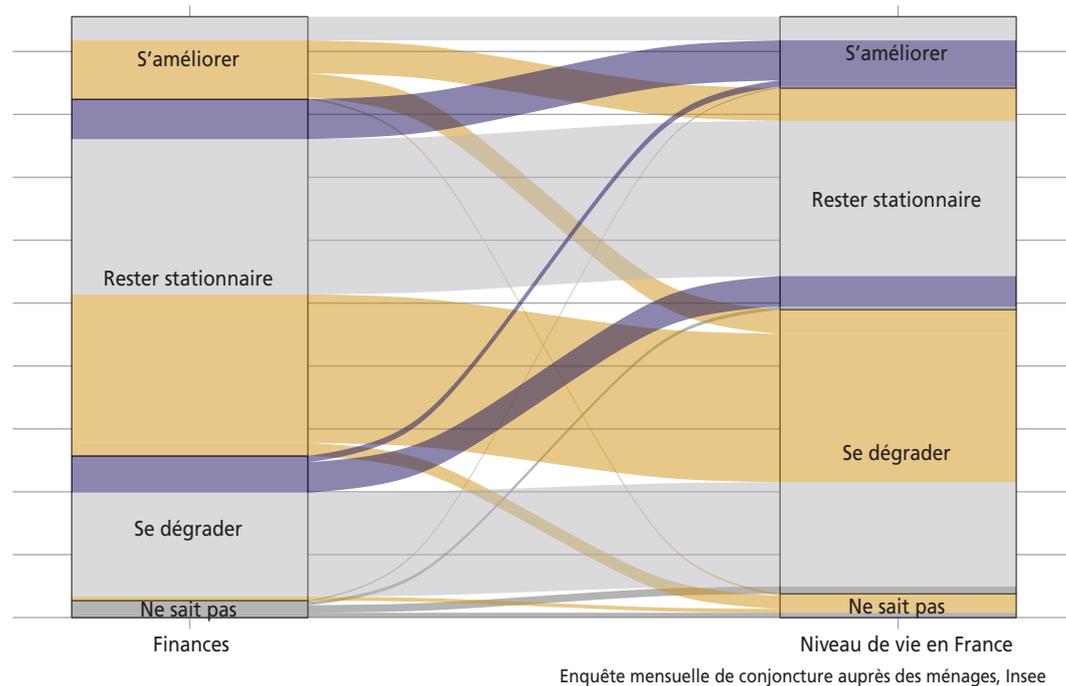


Figure 2.3

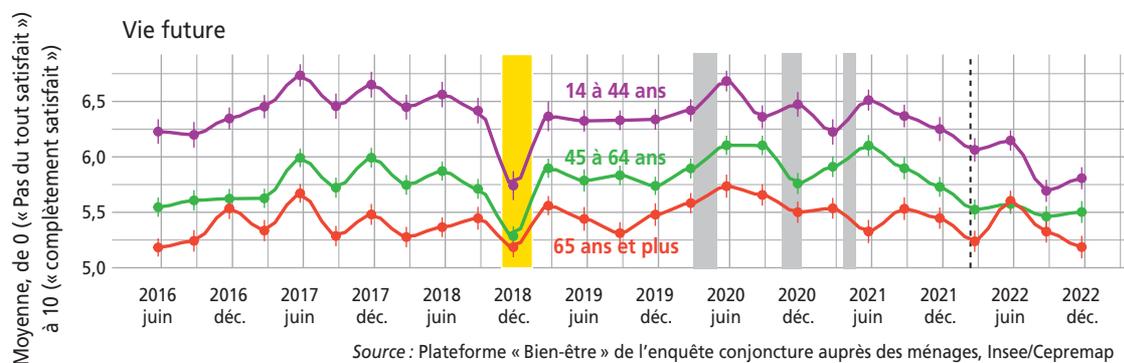


Figure 2.4

## CLIVAGES SOCIAUX DANS LA PERCEPTION DE L'AVENIR

Les perceptions de l'avenir dépendent naturellement de l'âge. Naturellement, les plus jeunes ont une vision plus positive de leur avenir proche que les personnes plus âgées, qui doivent raisonnablement anticiper les conséquences négatives du vieillissement<sup>1</sup> (Figure 2.4). La hiérarchie entre les classes d'âge est ainsi particulièrement marquée en ce qui concerne cette question. Depuis la guerre en Ukraine, le sentiment de cette dégradation des perspectives futures est davantage exprimé par les répondants de moins de 45 ans que par les générations plus âgées.

1. On observe cependant que la satisfaction dans la vie a en moyenne une courbe en U avec l'âge, avec un point bas entre la quarantaine et la cinquantaine, une remontée vers les 60 ans puis une nouvelle dégradation (Blanchflower 2020). Les plus jeunes devraient donc anticiper une dégradation de leur situation, et les cinquantenaires une amélioration.

Concernant l’avenir collectif toutefois, les écarts entre générations deviennent insignifiants. Un graphique semblable au précédent montrerait trois courbes très proches, qui se croisent en permanence : le pessimisme quant aux perspectives à moyen terme du pays ne comporte pas de forte dimension générationnelle.

En termes sociaux, la stratification est également en demi-teinte dès lors que l’on se projette à l’horizon de la prochaine génération. Les plus aisés sont en moyenne plus optimistes, mais les écarts sont faibles, et les mouvements convergents. Le niveau d’éducation est plus clivant, au sens où les plus diplômés (au-dessus de Bac+2) sont nettement plus optimistes quant aux perspectives de la prochaine génération que les moins diplômés. Cette structure reflète en partie les effets d’âge, puisque les plus jeunes sont en moyenne plus diplômés, mais un effet propre du diplôme vient s’y ajouter (Figure 2.5).

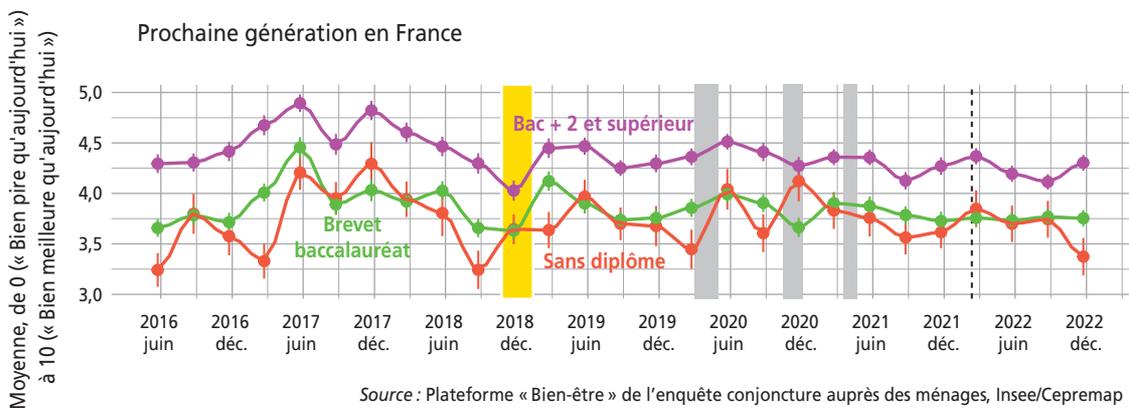


Figure 2.5

## SOMMES-NOUS TOUS PESSIMISTES ?

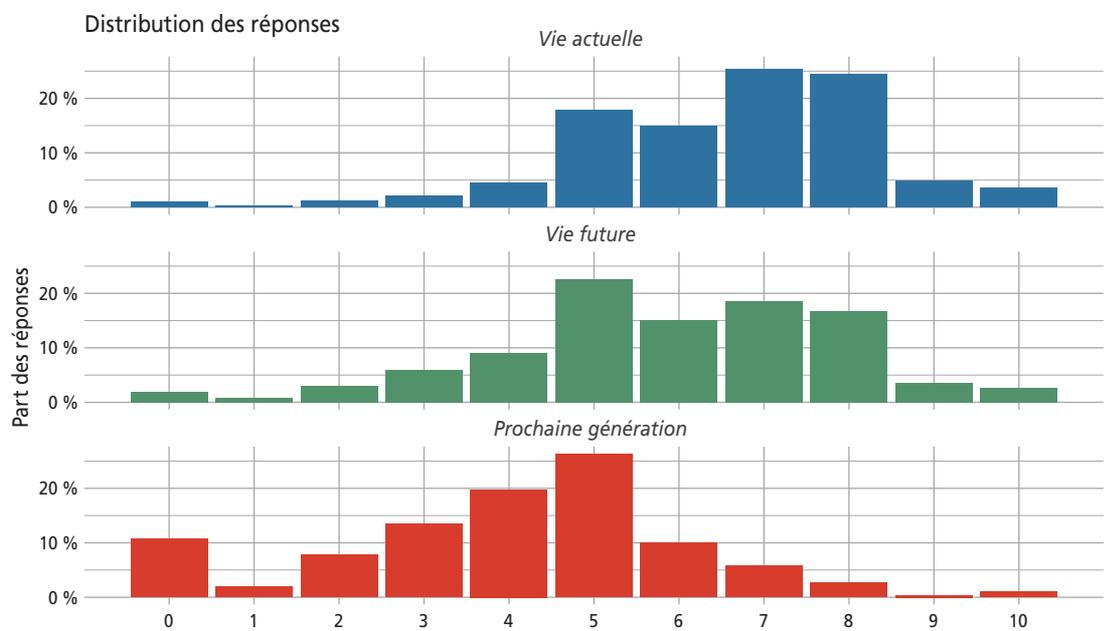
Ces évaluations moyennes peuvent refléter deux situations : soit un pessimisme collectif, soit un phénomène plus circonscrit, reposant sur une part de la population qui serait très pessimiste. Pour distinguer les deux, nous représentons la part des réponses sur chacun des barreaux de l’échelle de 0 à 10, pour les trois questions de la première figure (Figure 2.6).

La comparaison des réponses à ces questions montre que toutes les réponses se décalent un peu vers la gauche, vers une appréciation moins positive, lorsque l’on passe de l’évaluation de la situation présente à celle de la situation future, puis à celle de la prochaine génération. L’augmentation marquée du nombre de réponses à 5, barreau médian de l’échelle, pourrait refléter l’incertitude vis-à-vis de l’avenir.

Les réponses relatives à l’avenir de la prochaine génération en France sont clairement beaucoup plus pessimistes. D’une distribution où la plupart des réponses s’étalent entre 5 et 8, on passe à une distribution plus large, entre 3 et 6. La formulation de la question (« Comment pensez-vous que sera la vie en France pour la prochaine génération ? De 0 (‘Bien pire qu’aujourd’hui’) à 10 (‘Bien meilleure qu’aujourd’hui’) ») pourrait orienter la réponse, mais on observe qu’une majorité de personnes pensent que la prochaine génération fera face à une situation dégradée.

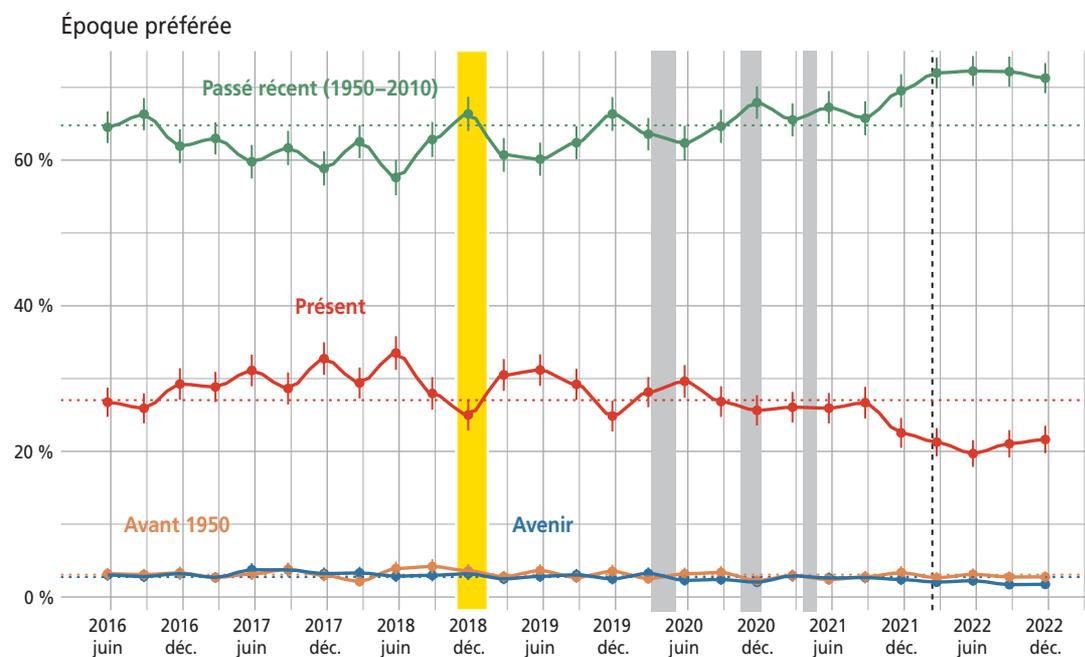
Remarquons qu’une personne sur dix choisit l’échelon 0, soit la pire évaluation possible, à cette question – une accumulation au bas de l’échelle à un niveau qui n’est observé dans aucune

des autres questions de notre tableau de bord (Perona 2022). Le faible niveau de l'évaluation moyenne s'explique donc aussi par une part significative de la population qui est *très* pessimiste quant à l'état de la France ou de l'Europe pour la prochaine génération.



Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.6



Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.7

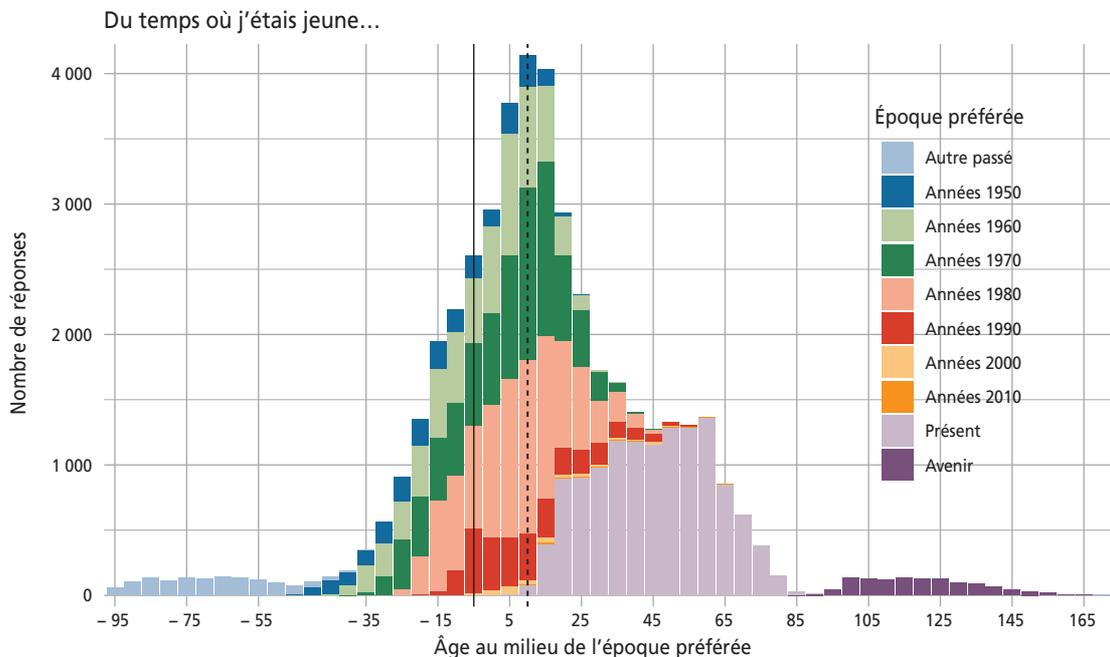
## UNE PRÉFÉRENCE PRONONCÉE POUR LE PASSÉ

Outre ces regards sur l'avenir, nous posons depuis le début de notre enquête la question : « *Certaines personnes aimeraient bien vivre dans une autre époque en France. Si vous aviez le choix, laquelle choisiriez-vous ?* ». Comme évoqué précédemment, 27 % des répondants indiquent une préférence pour l'époque présente. Les deux tiers des répondants choisissent des périodes passées (du passé récent surtout), tandis que l'avenir ne semble désirable qu'à moins de 3 % des répondants. Cette préférence pour le passé s'est accentuée depuis 2020 (Figure 2.8). Elle se concentre sur les années 1960 à 1980. Tant les deux premières décennies du XXI<sup>e</sup> siècle que le passé antérieur aux années 1950 ne récoltent que quelques pourcents des réponses. En dépit du succès des images de « la France d'avant », seuls 3 % des répondants aimeraient vivre dans une période antérieure aux années 1950.

## NOSTALGIE D'UN ÉTAT DU PAYS OU NOSTALGIE DE SA JEUNESSE ?

Cette préférence pour le passé correspond-elle au regret d'une époque précise de l'histoire de France ? S'agit-il au contraire d'une nostalgie de la part des répondants pour la période de leur jeunesse ? Ici, les personnes qui sélectionnent des périodes qu'elles ont vécues peuvent être influencées par le souvenir de leurs jeunes années, c'est-à-dire la décennie de leurs vingt ans.

C'est effectivement en partie ce que l'on observe (Figure 2.8). Dans une forte majorité, les personnes sélectionnent une époque où elles avaient entre 15 et 30 ans, avec un pic entre et 20 et 25 ans. Pour une bonne partie des répondants, la préférence pour le passé ne procède donc pas tant du désir de retrouver un état antérieur de la société française que les années de leur propre jeunesse.



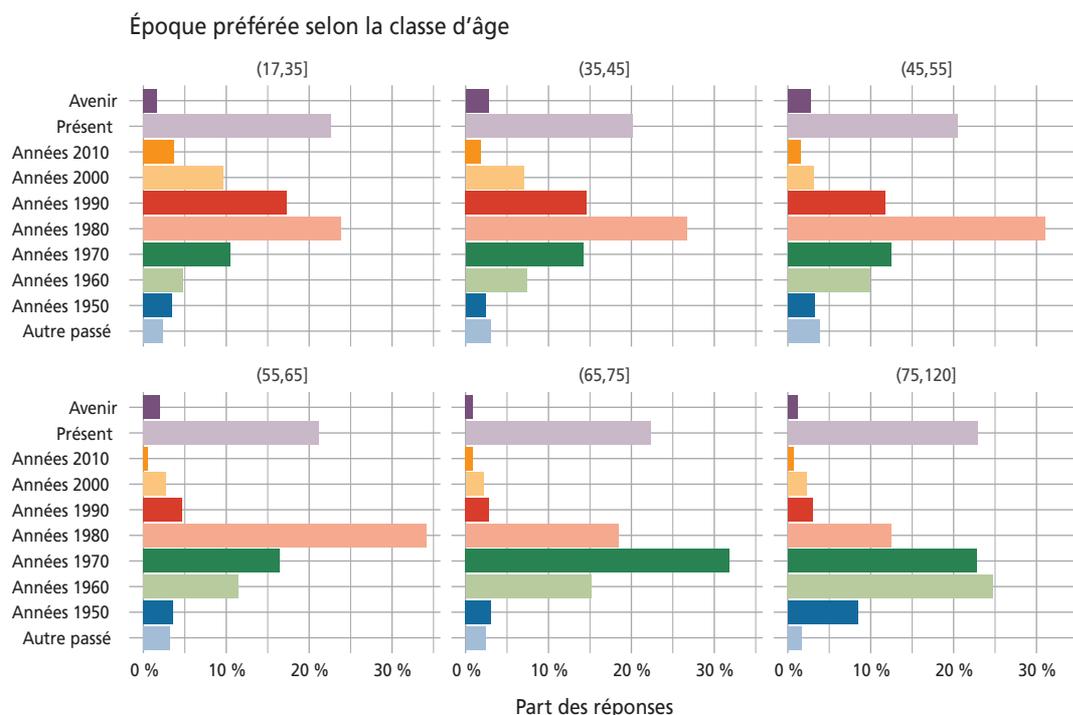
Source : Plate-forme « Bien-être » de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.8

Pour calculer l'âge à l'époque préférée, nous avons pris comme référence le milieu de chaque décennie, 1 900 pour Autre passé, et 2 100 pour l'avenir. La ligne pointillée verticale surligne la barre correspondant à 20-25 ans, la ligne pleine verticale la barre 5-10 ans.

Mais les choses sont différentes pour les réponses représentées à gauche de la ligne verticale : dans cette zone, les personnes n'étaient pas nées à l'époque qu'elles désignent, ou trop jeunes pour s'en souvenir (moins de 5 ans). Leur choix correspond donc bien à la représentation d'un état antérieur de la France, plus désirable que celui dans lequel se trouverait la France actuelle.

À elles seules, les années 1980 constituent la modalité de réponse la plus fréquente, quelle que soit la génération (Figure 2.9). L'effet de mémoire de la jeunesse joue à plein pour les classes d'âge entre 45 et 65 ans. En revanche, ce succès des années 1980 s'explique moins bien pour les générations plus jeunes. Il pourrait s'agir d'une transmission familiale car les personnes nées dans les années 1990 (30 ans en 2020) ont en moyenne des parents qui ont eu 20 ans pendant les années 1980, et ont pu léguer une image positive de cette époque.



Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.9

## PESSIMISTES ET PASSÉISTES ?

Nous avons vu qu'une personne sur 10 répondait à la question relative aux perspectives de la prochaine génération en choisissant la plus faible valeur possible, anticipant donc un futur bien sombre. Toutes les classes d'âge comptent environ 10 % de personnes très pessimistes. Ces dernières se caractérisent à la fois par un faible niveau de satisfaction, de diplôme et de revenu. Les réponses à 0 sont ainsi deux fois plus fréquentes (15 %) chez les ménages du tiers inférieur des revenus que chez ceux du tiers supérieur (7 %), et trois fois plus fréquentes chez les non-diplômés (17 %) que chez les titulaires d'un Master ou doctorat (5 %). De même, un quart des 10 % les moins satisfaits de leur vie (satisfaction dans la vie inférieure ou égale à 4) se positionnent à 0 quant aux perspectives de la prochaine génération. Ce profil correspond effectivement à celui des

personnes les plus susceptibles de préférer le passé au présent. Il ne s'agit pas d'un repli vers le passé lointain, mais d'une forte propension à se reporter à l'époque de sa jeunesse. Pessimisme et passéisme semblent ainsi aller de pair chez les personnes dont les espoirs de jeunesse ont été déçus.

\* \*  
\*

Notre enquête continue ainsi de mettre en évidence une tendance au pessimisme chez les Français. Celui-ci augmente lorsque l'horizon considéré est plus éloigné, et qu'il s'agit de l'avenir collectif plutôt qu'individuel. Les élections de 2017 avaient montré qu'il était possible de construire un programme qui fasse partager une vision plus positive de l'avenir collectif, mais cette amélioration a été de courte durée, et s'est évanouie suite à la crise des Gilets jaunes. Au-delà de ces événements, ce biais pessimiste rend probablement plus difficile l'élaboration du récit d'un avenir collectif désirable, en particulier dans un contexte de changement climatique.

## BIBLIOGRAPHIE

- Beasley, Elizabeth, Madeleine Péron, et Mathieu Perona. 2018. « *Diplôme, revenu et confiance* ». 2018-06. Notes de l'Observatoire du bien-être. Paris : Cepremap.
- Blanchflower, David G. 2020. « *Is Happiness U-shaped Everywhere? Age and Subjective Well-being in 132 Countries* ». *National Bureau of Economic Research Working Paper Series*, janvier.

## 2.2. La France dans le regard des Français

Si les Français continuent d'être en moyenne plus confiants dans leur avenir individuel qu'en l'avenir du pays, ceci pourrait être lié à la manière dont ils perçoivent leur position personnelle dans la société et la structure globale de celle-ci. En effet, la très grande majorité des Français pensent appartenir à la classe moyenne – quel que soit leur niveau de revenu, tout en se représentant la société française comme beaucoup plus inégalitaire qu'elle ne l'est, et sous une forme incompatible avec une classe moyenne aussi étendue. De même, les Français sont plus nombreux que les autres à estimer avoir gravi l'échelle sociale par rapport à leurs parents, et pouvoir encore franchir quelques barreaux à l'avenir. Ce n'est d'ailleurs pas tant en fonction de leur revenu, mais plutôt en fonction de leur auto-positionnement social et de leur perception de la société, que les Français éprouvent parfois un sentiment d'injustice et adhèrent aux motifs populistes.

Malgré cette vision exagérément pessimiste de leur société, les Français, lorsqu'on leur demande dans quel pays ils aimeraient vivre, choisissent en majorité la France. Viennent ensuite l'Europe du Sud (Espagne, Portugal, Italie) et le Canada, une France en plus grand à l'accent de Nouveau Monde.

## LA FRANCE, SOCIÉTÉ DE CLASSES MOYENNES OU PYRAMIDE INÉGALITAIRE ?

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle récente semblent refléter un clivage social important au sein de la société française. Il y aurait d'un côté, le vote « populiste » (RN, LFI) des perdants de la mondialisation, et de l'autre, le vote LREM des gagnants. Est-ce bien ainsi que les Français se représentent la structure sociale, et cela dépend-il de leur propre place au sein de cette dernière ? Pour le savoir, nous exploitons la dernière vague de l'enquête ISSP (*International Social Survey Programme*, 2019<sup>1</sup>) qui a interrogé 1600 Français. Cette enquête livre des résultats paradoxaux.

1. Les questions que nous exploitons ici sont issues d'un module thématique sur les inégalités. Prévu pour 2019, ce module a été administré en France en 2021.

## Une France de classes moyennes ou une société pyramidale ?

Tout d'abord, concernant leur propre position dans la hiérarchie sociale, représentée par une échelle de 1 à 10, la plus grande partie des Français se positionne sur l'échelon intermédiaire (échelon 5) et sur les échelons immédiatement voisins (Figure 2.10, panneau supérieur). Ceci donne l'idée d'une France essentiellement composée de classes moyennes. C'est effectivement ce qui apparaît lorsque l'on pose la question de cette manière (« À quelle classe sociale diriez-vous que vous appartenez ? »). L'immense majorité des Français disent appartenir à la classe moyenne (Figure 2.10, panneau inférieur), et surtout à la classe moyenne intermédiaire (Figure 2.11).

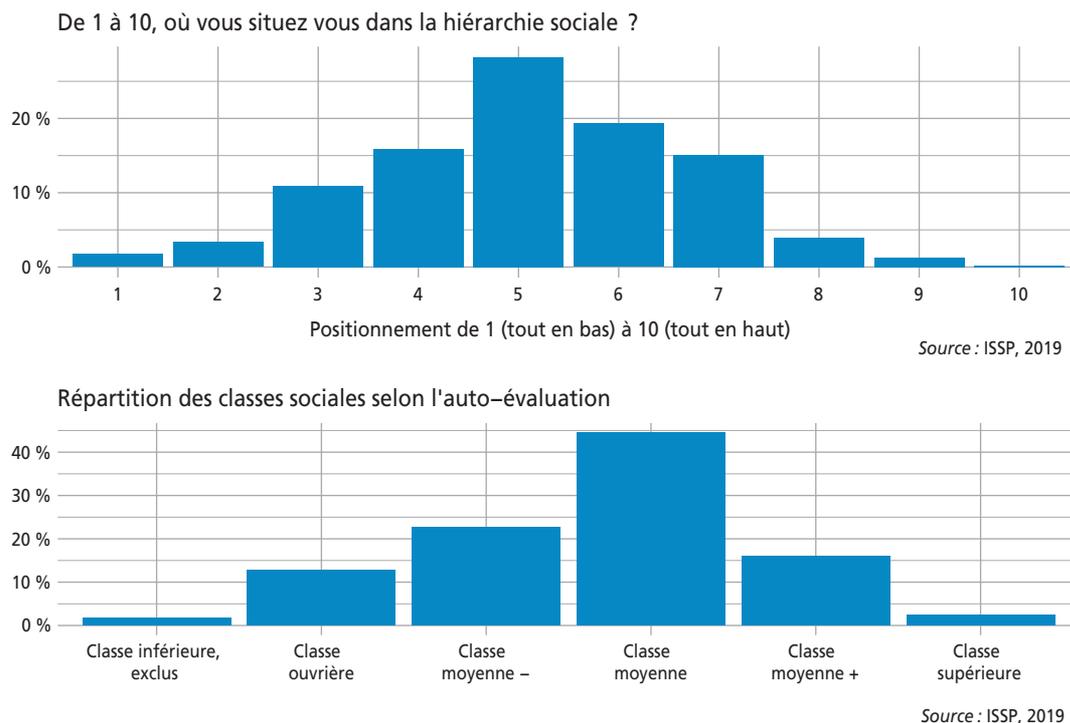


Figure 2.10

Cette perception varie bien entendu selon le revenu par unité de consommation du ménage<sup>1</sup>, avec le sentiment plus répandu d'appartenir à la classe moyenne inférieure (en violet) dans les quintiles de revenu plus bas, et l'impression de faire partie de la classe moyenne supérieure (en vert) plus fréquente dans le quintile le plus élevé de l'échelle des revenus.

Certes, le concept de classe moyenne est un peu flou. L'Observatoire des inégalités<sup>2</sup>, par exemple, le définit comme désignant les catégories intermédiaires entre les 30 % les plus pauvres et les 20 % les plus riches. Mais cette définition ne coïncide pas avec la perception des Français, puisque, même au sein des quintiles de revenu les plus faibles (moins de 1 126 euros par mois)

1. Le revenu par unité de consommation du ménage est défini comme le revenu mensuel net du ménage divisé par la somme pondérée de membres du foyer (1 pour le premier adulte, 0,5 pour le second et les enfants de plus de 14 ans, 0,3 pour les enfants de moins de 14 ans).

2. Schneider et Maurin (2014).

et les plus élevés (plus de 7 660 euros par mois par unité de consommation), la majorité des individus pense appartenir à l’une des fractions de la classe moyenne.

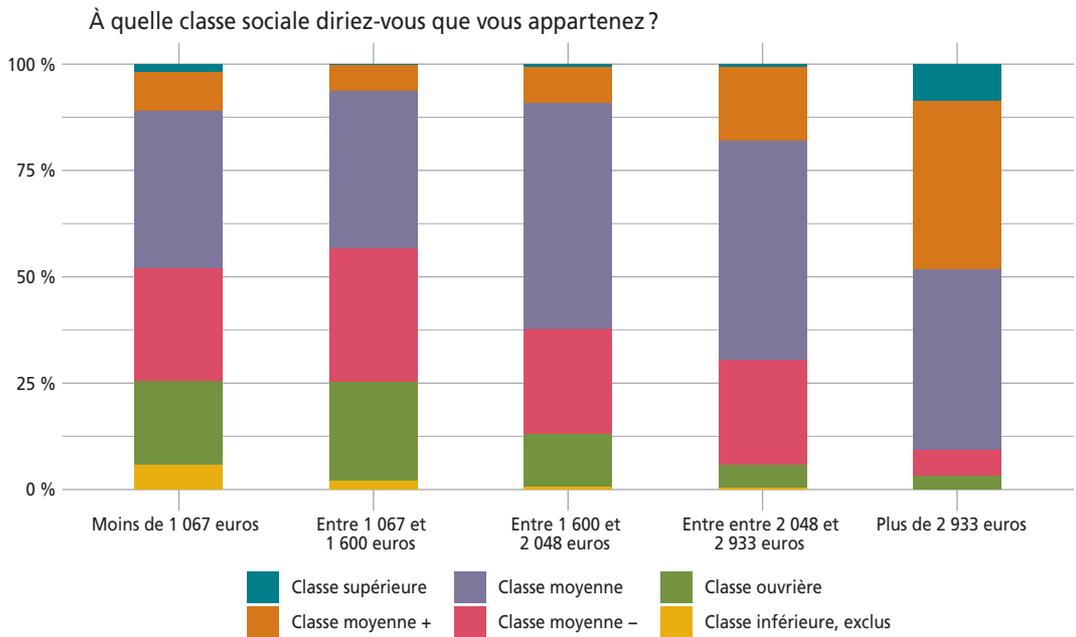


Figure 2.11

Une autre façon de mesurer la classe moyenne consiste à utiliser les données du recensement de l’Insee qui renseigne sur les catégories socio-professionnelles (CSP) des résidents et la clef de répartition des CSP en classes sociales proposée par l’Observatoire de la société<sup>1</sup>. Selon cette approche, la société française se composerait d’une classe moyenne majoritaire (plus de 40 %) où les professions intermédiaires occupent la plus grande place, puis d’une classe populaire importante (40 %) composée d’ouvriers et d’employés, et enfin, d’une classe supérieure comprenant les cadres (Figure 2.12).

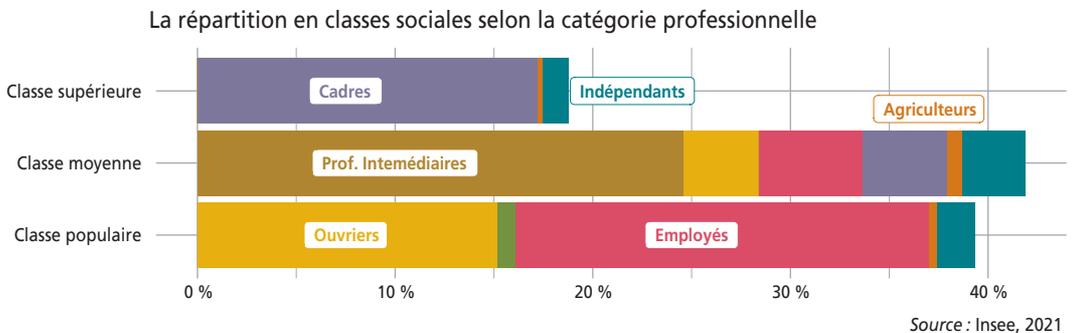


Figure 2.12

1. Centre d’observation de la société (2021).

Le rapprochement des deux derniers graphiques suggère que ce que l'Observatoire de la société définit comme « classe populaire » se retrouve dans l'auto-positionnement en « classe moyenne inférieure », tandis que les membres de la « classe supérieure » identifiée par l'Observatoire de la société se perçoivent comme faisant partie de la classe moyenne supérieure.

## Une France imaginée comme pyramidale

Cependant, malgré le fait que dans leur grande majorité, ils se voient appartenir à la classe moyenne, les Français se font une tout autre idée de la société dans son ensemble (Figure 2.13).

Types de société montrés dans l'enquête ISSP Inégalités, allant du plus inégalitaire (type A) au moins inégalitaire (type E)

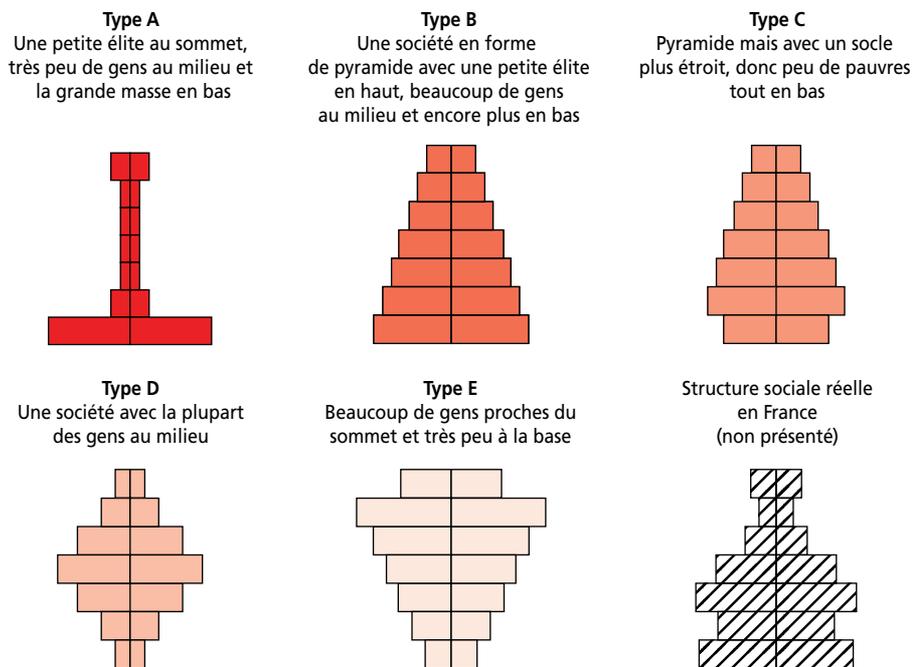
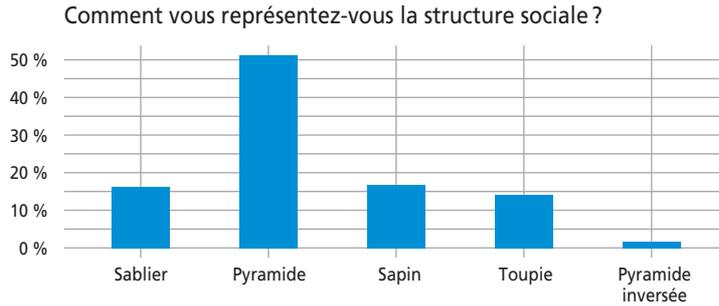


Figure 2.13

En effet, devant le choix au sein d'une série d'images de la société, la majorité des répondants choisit l'image d'une société pyramidale (type B, plus de 50 %), voire en sablier (type A, moins de 20 %), c'est-à-dire polarisée et très inégalitaire (Figure 2.14)<sup>1</sup>. Pourtant, la représentation correcte de la société française, compte tenu de la répartition des revenus ou de l'auto-positionnement des enquêtés, serait davantage de type « sapin » (type C), c'est-à-dire une pyramide avec un socle (de pauvres) plus étroit que son milieu (de revenus intermédiaires), voire une toupie (type D) majoritairement formée par les classes moyennes, avec des pointes étroites composées des plus riches et des plus pauvres.

1. Le type E, la pyramide inversée, recueille très peu de suffrages, et a sans doute été mal compris, au vu des différentes corrélations avec le rapport aux inégalités ou le positionnement politique. Par conséquent, nous n'analysons pas le choix de cette forme.



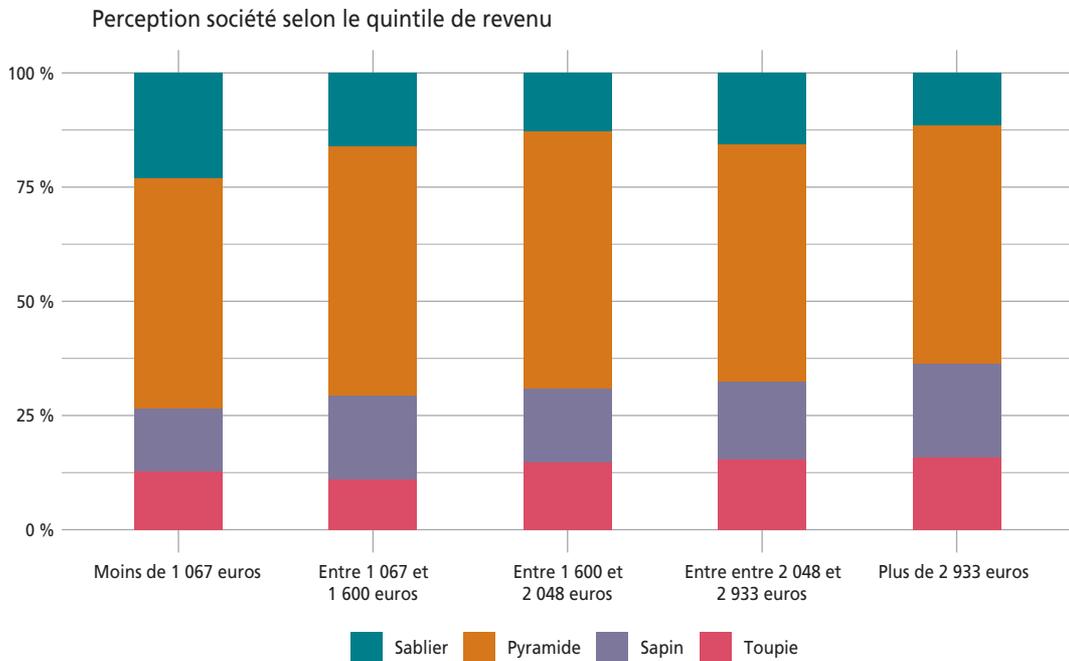
Source : ISSP, 2019

Figure 2.14

### Les déterminants de la représentation sociale

La représentation de la société par les individus est-elle dictée par la place que ces derniers pensent y occuper ? Ce n'est pas totalement le cas. Certes, ceux qui se voient appartenir à la classe supérieure ou moyenne-supérieure sont moins nombreux à se figurer la société comme une pyramide (type A - inégalitaire), et plus nombreux à choisir la forme d'une toupie (type D), ou d'un sapin (type C), formes plus égalitaires. Mais quelle que soit leur classe sociale subjective, un grand nombre d'individus, la majorité à l'exception de la classe supérieure, voient la société française comme une pyramide (type A).

Autre fait remarquable, la forme de la société perçue par les individus ne semble dépendre que très faiblement de leur propre niveau de revenu (Figure 2.15). La forme pyramidale est constamment prépondérante, au sein de toutes les catégories de revenu objectif. Elle est également largement dominante dans toutes les catégories sociales (Figure 2.16) et les affiliations politiques (Figure 2.17).



Source : ISSP, 2019

Figure 2.15

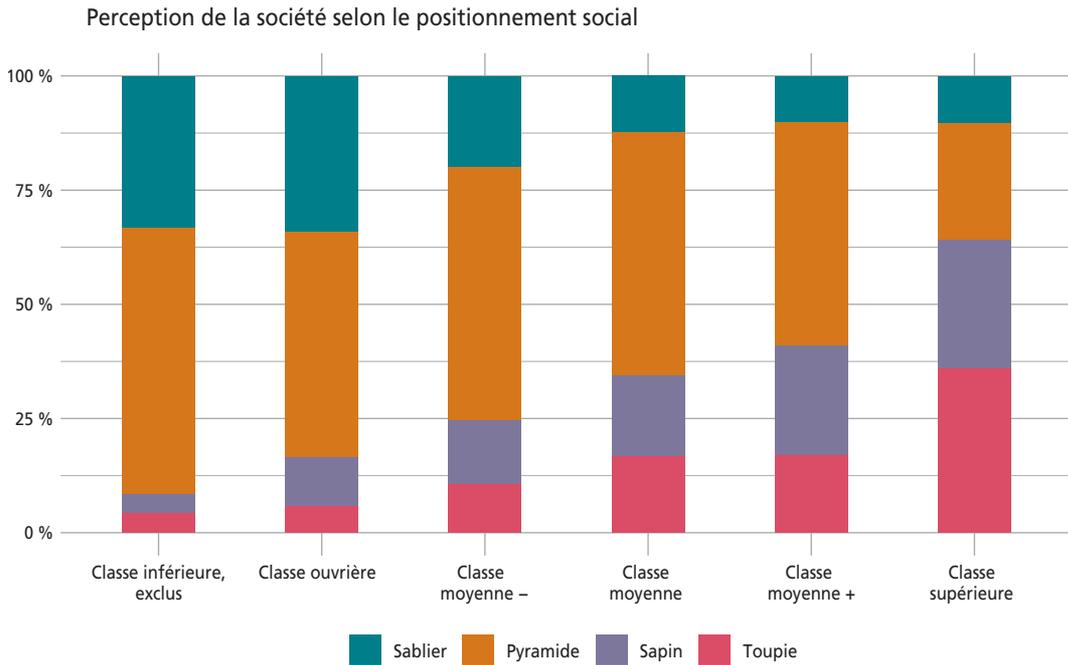


Figure 2.16

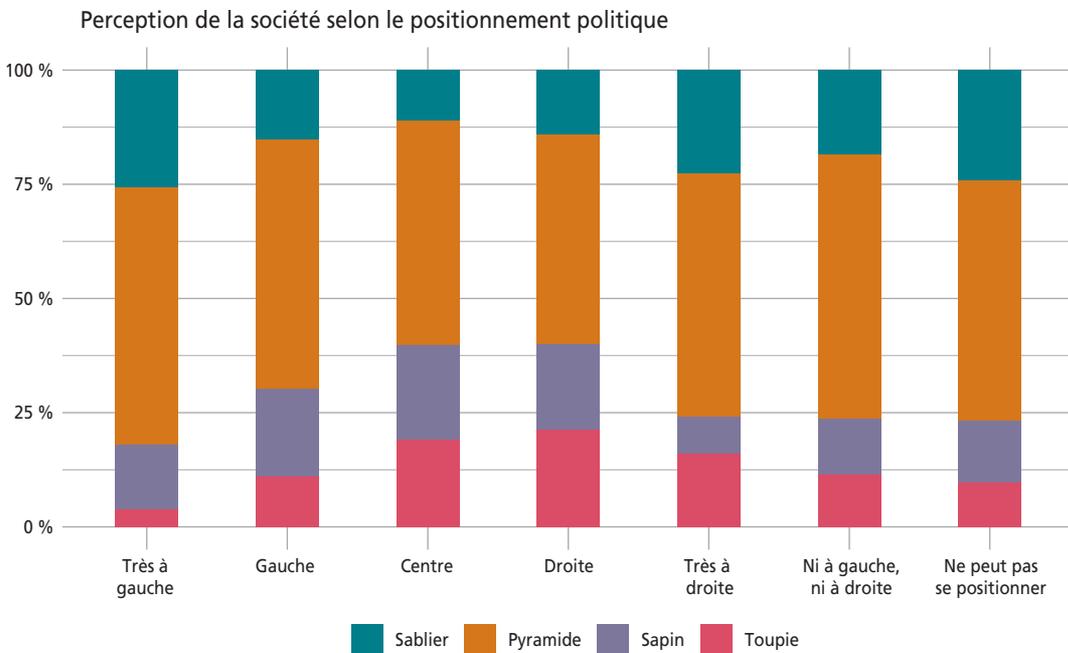


Figure 2.17

À la marge, les personnes qui se voient appartenir à des classes plus élevées et qui déclarent des positions plus centristes choisissent plus souvent les représentations plus égalitaires de la société (toupie ou sapin), tandis que ceux qui se voient dans les classes les plus défavorisées (classe ouvrière ou inférieure) et qui se positionnent aux extrêmes du spectre politique se représentent plus souvent la société comme un sablier.

On constate donc un hiatus entre la représentation générale de la société telle que l'imaginent les Français et leur place personnelle, tant objective que subjective, dans l'échelle sociale, autrement dit un nouveau *no bridge* entre l'échelle individuelle et l'échelle collective.

## Auto-positionnement et populisme

La perception inégalitaire de la société, traduite par la prépondérance de l'image de la pyramide se retrouve-t-elle dans d'autres dispositions des Français, notamment dans leur attitude vis-à-vis des inégalités de revenus et les attitudes « populistes » de rejet de l'élite ?

De fait, ceux qui se représentent la société française comme très inégalitaire, c'est-à-dire en forme de pyramide (type B) ou de sablier (type A), se déclarent les plus en colère au sujet des inégalités (« De 1 à 10, à quel point êtes-vous en colère vis-à-vis des différences entre riches et pauvres »). Ceci est encore plus vrai concernant des attitudes « populistes », c'est-à-dire hostiles à une supposée élite (Figure 2.18).

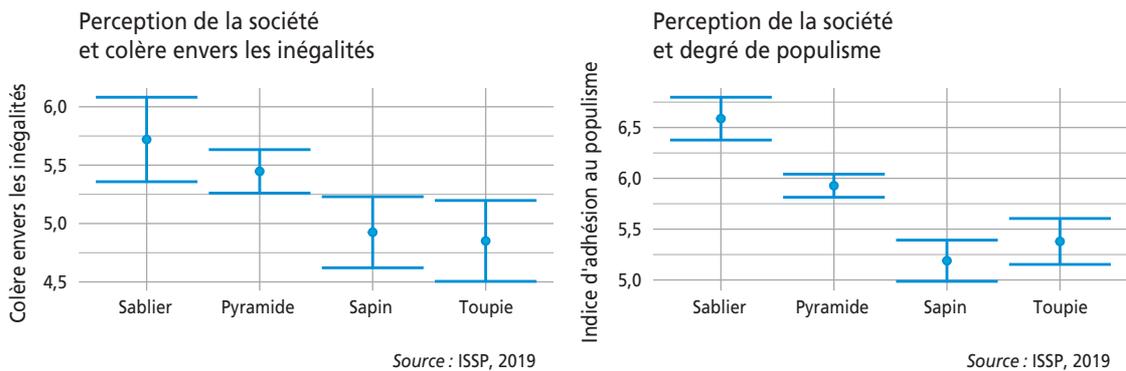


Figure 2.18

## Colère face aux inégalités de revenu

Nous avons retenu, parmi les questions qui abordent le sujet des inégalités de revenu, la formulation en termes de colère. L'importance des émotions dans les comportements politiques n'est plus à démontrer, notamment l'influence de la colère sur le vote extrême et les attitudes dites « populistes »<sup>1</sup>.

Les Français sont-ils en colère du fait des différences de revenu entre les riches et les pauvres ? Sur une échelle de 1 à 10, le point d'accumulation de la répartition des réponses se trouve sur la modalité 5, ce qui est traditionnellement une façon d'afficher une neutralité par rapport à la question (Figure 2.19). Néanmoins, plus d'un tiers de l'échantillon donne une réponse comprise

1. Yann Algan, Elizabeth Beasley, Daniel Cohen et Martial Foucault, *Les origines du Populisme*, 2019, La République des Idées. Pierre Rosanvallon, *Les épreuves de la vie : Comprendre autrement les Français*, Le Seuil, 2021

entre 7 et 10, marquant un rejet important des inégalités au sein de la société, contre environ un quart dont la réponse est comprise entre 1 et 4.

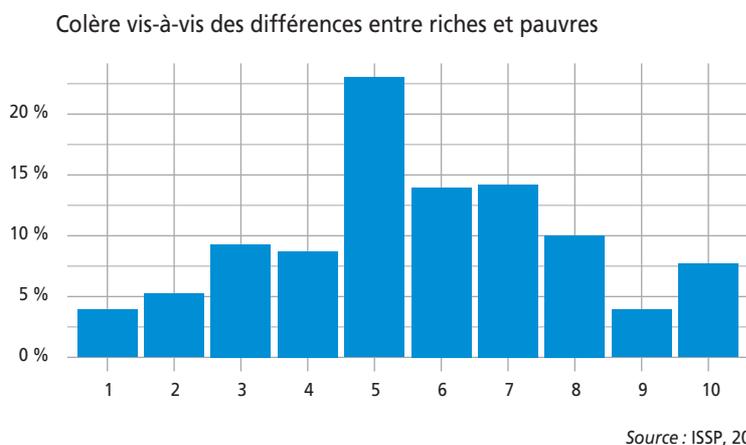


Figure 2.19

Bien entendu, l'attitude vis-à-vis des inégalités est fortement corrélée au positionnement politique : plus on se positionne à gauche, plus on se dit en colère du fait des différences entre riches et pauvres (Figure 2.20). En revanche, ici encore, ce sentiment ne dépend pas du niveau de revenu des répondants, à l'exception des plus riches, mais bien plutôt de leur positionnement social subjectif.

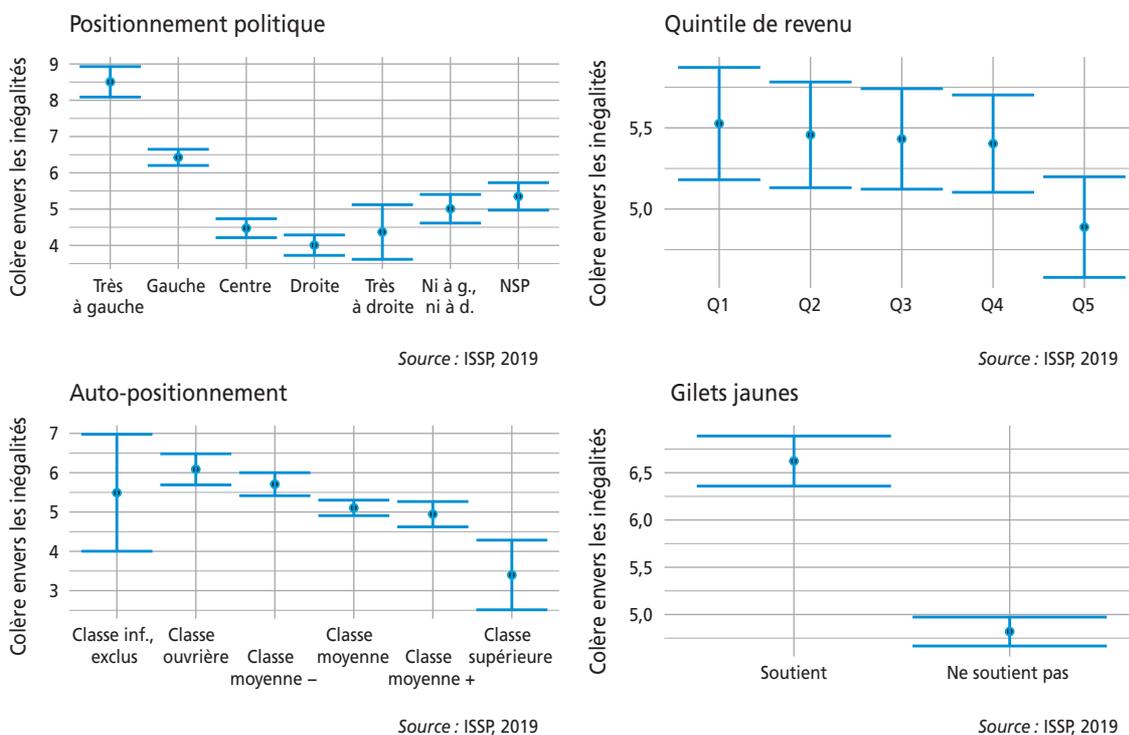


Figure 2.20

Quant à l'accord avec les énoncés « populistes », on remarque encre une fois la faible association avec les revenus réels des personnes (Figure 2.21) et la forte association avec leur classe sociale subjective.

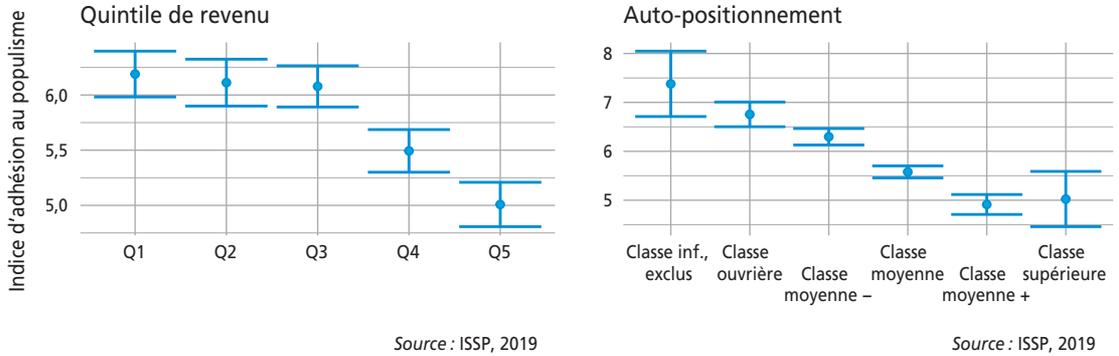


Figure 2.21

Enfin, toutes les questions liées au populisme affichent la même relation avec le rejet des inégalités, qu'il s'agisse des énoncés tels que « *Le gouvernement ne se soucie pas du niveau de vie de la population* », « *Les politiques parlent trop et agissent peu* », « *Il y a ceux qui produisent les richesses et ceux qui les prennent* », « *Ceux qui travaillent dur ne sont pas assez considérés* » (Figure 2.22), ou encore du soutien aux Gilets jaunes.

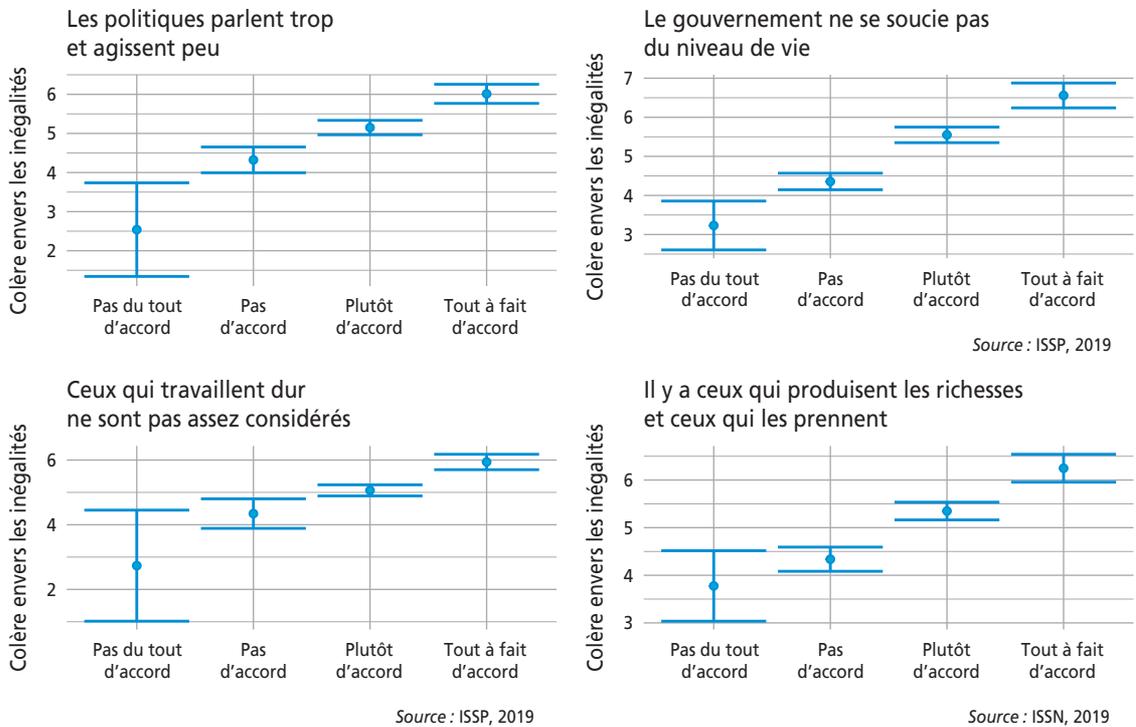


Figure 2.22

Ainsi, les attitudes « populistes » sont liées à une relative indignation vis-à-vis des inégalités, à la vision de la société que se forment les personnes et à leur classe sociale subjective, mais peu à leur propre revenu.

\* \*  
\*

Si la plupart des Français interrogés par l'enquête ISSP pensent appartenir à la classe moyenne, ils se font en même temps une idée inégalitaire de la société française, à l'image d'une pyramide comprenant une grande proportion de pauvres et des effectifs de plus en plus faibles à mesure que l'on s'élève dans l'échelle des positions. La classe sociale à laquelle les individus se sentent appartenir subjectivement est liée à leur degré d'indignation vis-à-vis des différences entre les riches et les pauvres, ainsi qu'à une série d'attitudes « populistes » de rejet de l'élite. Pourtant, étrangement, ces différentes opinions des Français semblent dissociées de leur propre niveau de revenu. Au total, on note un certain hiatus entre la vision globale que les Français se font de leur société et leur propre situation objective.

## Bibliographie

Centre d'observation de la société. 2021. « [Des classes moyennes toujours en progression – Centre d'observation de la société](#) ». 7 septembre 2021.

Schneider, Valérie, et Louis Maurin. 2014. « [Qui sont donc les classes moyennes ?](#) » Observatoire des inégalités.

## Annexe

### Données

L'enquête française Inégalités sociales a été conduite via le panel Elipss entre mars et avril 2021, auprès d'un échantillon national représentatif de panélistes. Les résultats sont présentés ici pour les 1674 réponses valides. Ils sont redressés en fonction du genre, de l'âge et de la catégorie socioprofessionnelle pour compenser les biais d'échantillonnage. Les données françaises sont accessibles sur le portail Quetelet Progedo Diffusion, et les données internationales sur le portail Gesis.

ISSP, ZA7600 (v2.0.0), [doi :10.4232/1.13829](https://doi.org/10.4232/1.13829)

### Questions utilisées

- De 1 à 10, où vous situez vous dans la hiérarchie sociale ? (1 – Au plus bas ; 10 – Au sommet)
- À quelle classe sociale diriez-vous que vous appartenez ? :
  - La classe inférieure, les exclus
  - La classe moyenne inférieure
  - La classe moyenne
  - La classe moyenne supérieure
  - La classe supérieure
- Certaines personnes éprouvent de la colère à propos des différences entre les riches et les pauvres, d'autres non. Vous personnellement, qu'éprouvez-vous quand vous pensez aux différences

- entre les riches et les pauvres en France ? Veuillez-vous placer sur une échelle de 0 à 10, où 0 signifie pas du tout en colère et 10 extrêmement en colère.
- Certains Gilets jaunes continuent aujourd’hui à se rassembler en France. Diriez-vous que vous soutenez toujours, que vous avez soutenu ou que vous n’avez jamais soutenu le mouvement des Gilets jaunes ? :
    - Je le soutiens toujours (soutiens)
    - Je l’ai soutenu mais ne le soutiens plus (ne soutiens pas)
    - Je ne le soutenais pas au début, mais je le soutiens à présent (soutiens)
    - Je ne l’ai jamais soutenu (ne soutiens pas)

### **Construction du score de sensibilité au « populisme »**

Nous calculons un score moyen des questions portant sur le populisme afin d’obtenir un indicateur allant de 1 à 10.

Liste des énoncés utilisés dans la construction du score de « populisme » :

- Les responsables politiques doivent suivre la volonté du peuple.
- C’est le peuple et pas les responsables politiques qui devrait prendre les décisions politiques les plus importantes.
- Les différences politiques entre l’élite et le peuple sont plus grandes que les différences au sein du peuple.
- Je préfère être représenté par un citoyen que par un responsable politique.
- Les responsables politiques parlent beaucoup et agissent trop peu
- En politique, lorsque l’on parle de compromis, c’est qu’on renonce en réalité à ses principes.
- Les groupes d’intérêt ont trop d’influence sur les décisions politiques.
- Dans ce pays, les gens qui travaillent dur ne sont pas assez bien considérés.
- Avant, le monde était bien meilleur.
- Le gouvernement de ce pays ne se soucie pas vraiment du niveau de vie de la population
- Dans la société française, il y a ceux qui produisent des richesses et ceux qui les prennent.
- En matière d’emploi, on devrait donner la priorité à un Français sur un immigré ?

Pour chacune des questions, il est possible de répondre 1 (« Tout à fait d’accord ») à 4 (« Pas du tout d’accord »). Nous avons inversé le sens de l’échelle pour des raisons de clarté.

## **LA MOBILITÉ SOCIALE PERÇUE PAR LES FRANÇAIS**

La plupart des Français interrogés pensent appartenir à la classe moyenne, mais se font paradoxalement une idée très inégalitaire de la société française à l’image d’une pyramide (type B sur la Figure 2.23), c’est-à-dire une grande proportion de pauvres et des effectifs de plus en plus faibles à mesure que l’on s’élève dans l’échelle des positions. Comment se situe la France par rapport aux autres pays participant à la même enquête ? Et au-delà de leur position relative statique, comment les Français se représentent-ils leur trajectoire de mobilité sociale ?

Types de société montrés dans l'enquête ISSP Inégalités, allant du plus inégalitaire (type A) au moins inégalitaire (type E)

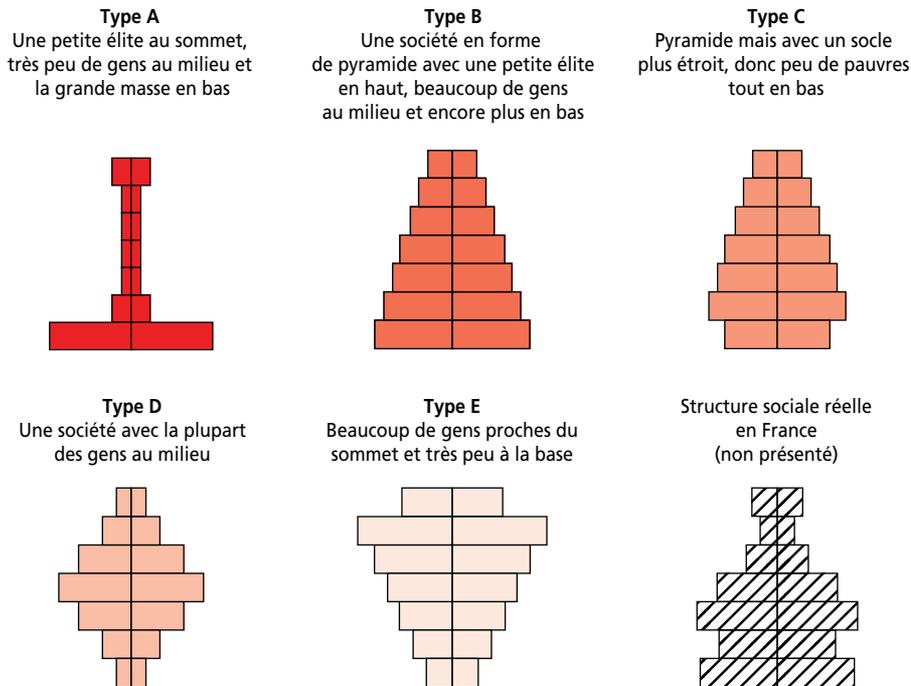
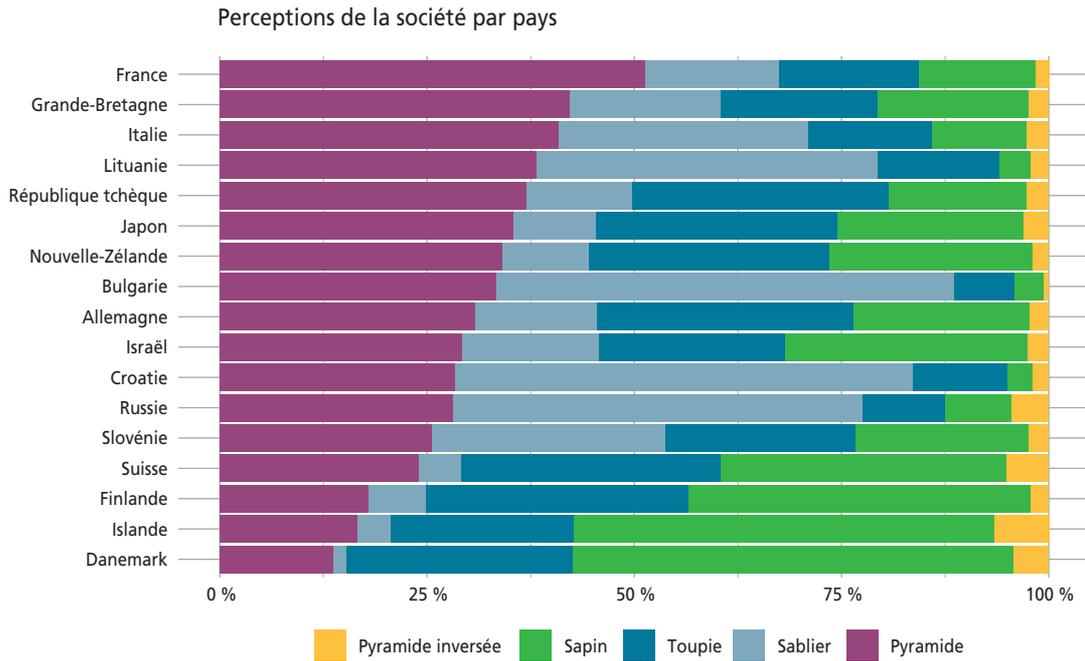


Figure 2.23

## Une image de la société particulièrement inégalitaire selon les Français

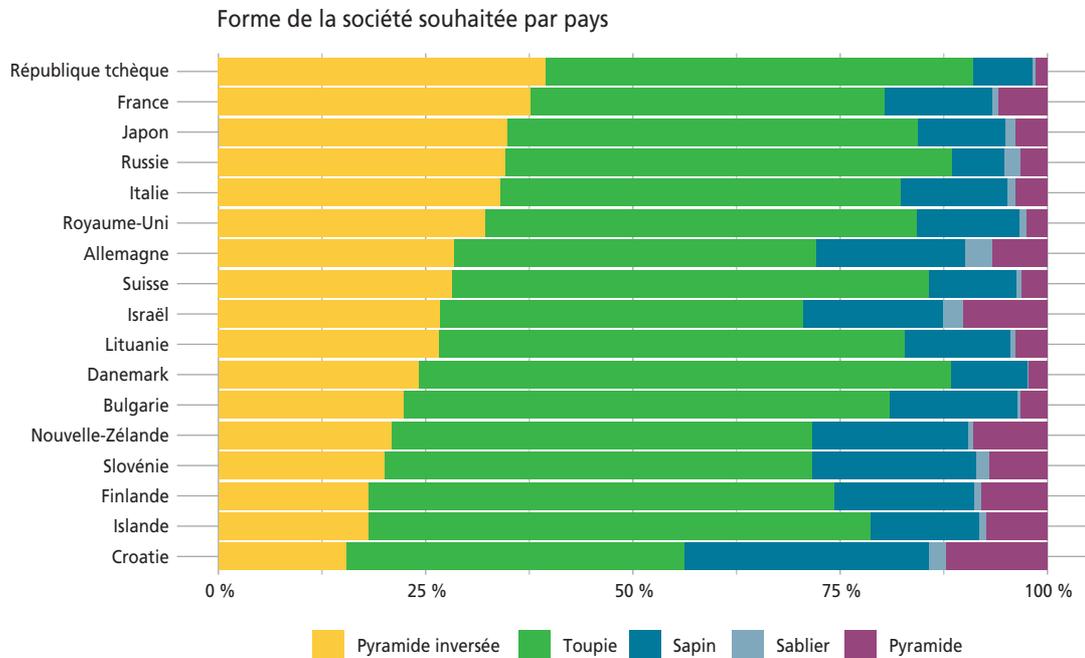
La première leçon de l'enquête ISSP (2019) est que la France est le pays de l'échantillon qui se perçoit le plus largement comme une société inégalitaire, en forme de pyramide, c'est-à-dire comportant un grand nombre de pauvres et un nombre de personnes de plus en plus faible à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie des revenus (Figure 2.24). Bien entendu, cette forme de pyramide ne correspond pas aux vœux de la population française, ni des autres pays, qui en majorité préféreraient une société en forme de pyramide inversée (beaucoup de riches et très peu de pauvres) ou de toupie (une grosse classe moyenne, Figure 2.25). Dans les pays nordiques, c'est d'ailleurs ainsi que les habitants perçoivent leur société, en forme de sapin ou de toupie. Notons la forte proportion de personnes qui voient leur société comme un sablier, c'est-à-dire très polarisée, dans certains pays anciennement socialistes : Russie, Croatie, Bulgarie, Slovénie et Lituanie.

Sachant que les Français pensent vivre dans une société pyramidale, à quel endroit s'y voient-ils chacun, personnellement ? En fait, comme la plupart des Européens, concernant leur propre position dans la hiérarchie sociale, représentée par une échelle de 1 à 10, la plus grande partie des Français se positionne sur les niveaux intermédiaires – entre 5 et 7. Cependant, avec les Russes, les Japonais et les Italiens, ils sont plus nombreux que les autres à se voir sur les échelons inférieurs à 5, et très peu à penser occuper les échelons supérieurs à 7. La Finlande, et, dans une moindre mesure, la Nouvelle-Zélande et Israël, sont les pays où la proportion de la population qui se voit sur les échelons supérieurs est la plus grande.



Source : ISSP, 2019

Figure 2.24



Source : ISSP, 2019

Figure 2.25

## Près de la moitié des Français se voient sur une trajectoire ascendante

On sait que les perspectives de mobilité comptent autant pour la satisfaction et le sentiment de justice que la position statique des personnes à un instant donné. Comment se positionne la France de ce point de vue ?

Rappelons qu'à ce sujet, les chiffres produits par les organismes spécialisés sont loin d'être parfaitement convergents. Ainsi, un rapport relativement récent de l'OCDE (OCDE 2019) décrit la France comme un pays connaissant une faible mobilité sociale, c'est-à-dire une forte inertie intergénérationnelle, semblable à l'Allemagne, soit un niveau beaucoup plus élevé que la Suède et le Danemark, et légèrement plus que l'Italie, le Royaume-Uni ou les États-Unis. Sous certaines hypothèses très controversées, l'OCDE a également calculé le nombre de générations nécessaires en moyenne pour que les enfants issus d'une famille modeste atteignent le revenu moyen du pays. Il faudrait en moyenne 6 générations pour converger vers le revenu moyen en France, contre 5 aux États-Unis et au Royaume-Uni, et 4,5 en moyenne dans les pays de l'OCDE. Ces chiffres, qui ont marqué les esprits, découlent cependant de l'hypothèse d'une progression constante des revenus pour chaque génération, ce qui ne correspond pas à la réalité. D'autres travaux de chercheurs conduisent à un diagnostic plus favorable et surtout, mettent en évidence la difficulté de séparer la mobilité des revenus de la déformation de la structure des rémunérations elle-même (Lefranc 2018 ; Lefranc et Trannoy 2005). L'article d'Alesina, Stantcheva, et Teso (2018) montre que les Français (comme les autres Européens) ont tendance à sous-estimer la mobilité intergénérationnelle de leur société, contrairement aux Américains, alors qu'ils sont dans une situation plus favorable, notamment pour ce qui est de la mobilité des enfants originaires du quintile inférieur de revenus. Surtout, une étude récente de l'Insee (Abbas et Sicsic 2022a ; 2022b) contredit les conclusions pessimistes de l'OCDE. Elle compare les revenus d'adultes de 28 ans à ceux de leurs parents dix ans plus tôt. Parmi les enfants de parents défavorisés appartenant aux 20 % des ménages les plus modestes, un quart font partie à 28 ans des 40 % des ménages les plus aisés ; 12 % rejoignent les 20 % les plus riches. Plus de deux tiers des enfants de parents modestes gagnent mieux leur vie que ces derniers. À l'inverse, 15 % des enfants de parents aisés connaissent une mobilité descendante et se retrouvent, à 28 ans, parmi les 20 % des ménages les plus modestes. Enfin, selon cette étude de l'Insee, les enfants d'immigrés connaissent une mobilité ascendante plus forte que la moyenne, de 15 % contre 10 %. De fait, les analyses qui suivent montrent que les Français se voient généralement comme étant personnellement sur une trajectoire sociale dynamique.

Dans l'enquête ISSP, les personnes interrogées indiquent la position de leurs parents, leur position relative actuelle, ainsi que la position future qu'elles anticipent<sup>1</sup>. Concernant la mobilité intergénérationnelle (position actuelle – position des parents), la France fait partie des pays dont les habitants sont les plus nombreux à se voir sur une position plus élevée que celle de leurs parents (Figure 2.26) et à anticiper une mobilité future ascendante (Figure 2.27), à l'opposé de la Russie et du Japon par exemple.

1. Pour rappel :

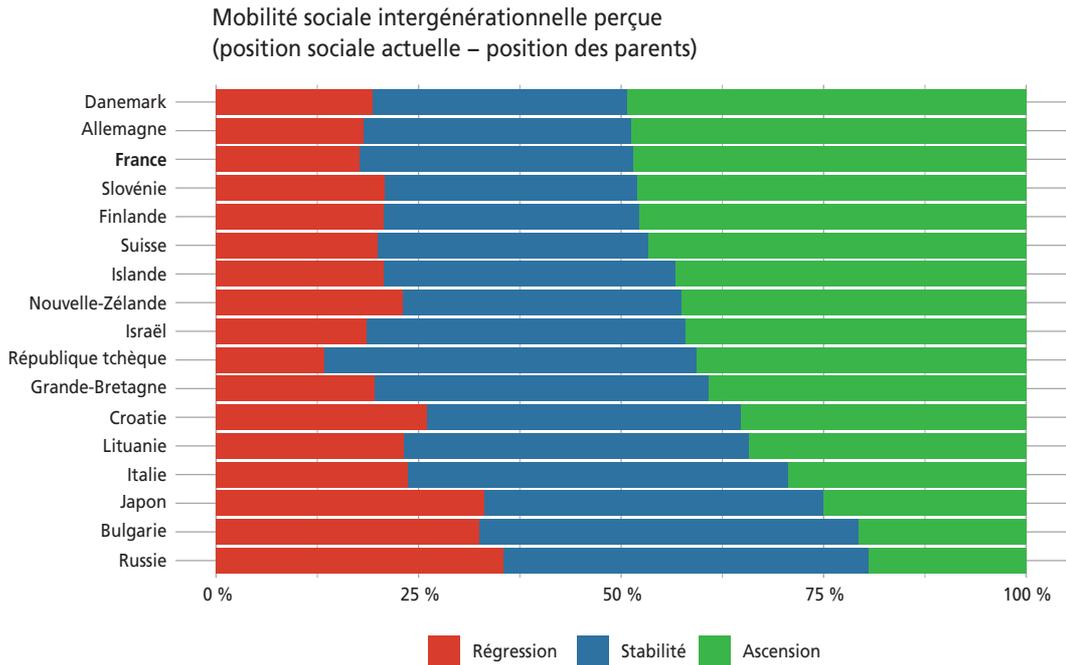
**Position sociale actuelle** : dans notre société, il y a des groupes qui sont plutôt au sommet de la société et d'autres qui sont plutôt en bas. Voici une échelle qui va du sommet au bas. Où vous situeriez-vous sur cette échelle ? (de 1 à 10)

**Position sociale des parents** : et lorsque vous pensez à la famille où vous avez grandi, où l'auriez-vous située sur cette échelle ? (de 1 à 10)

**Position sociale anticipée** : et dans 10 ans, où pensez-vous être situé sur cette échelle ? (de 1 à 10)

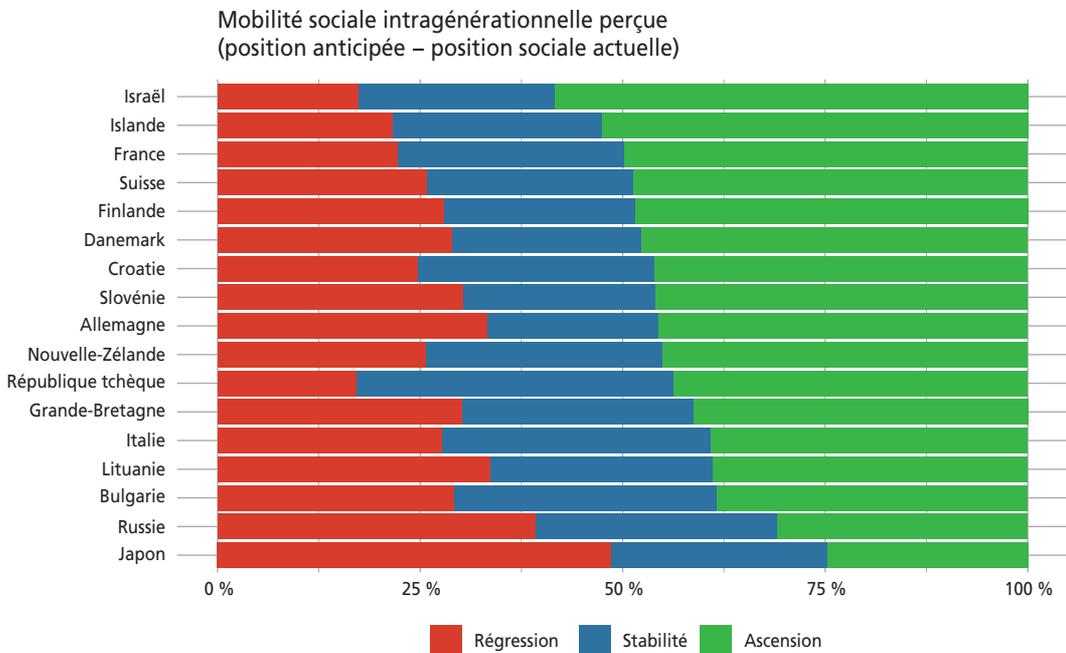
**Mobilité sociale inter-générationnelle** : position actuelle – position des parents.

**Mobilité sociale intra-générationnelle** : position anticipée – position actuelle.



Source : ISSP, 2019

Figure 2.26



Source : ISSP, 2019

Figure 2.27

La Figure 2.28 illustre d'une autre manière le même phénomène. Le panneau de gauche représente sur l'axe horizontal la position de leurs parents lorsqu'ils étaient enfants et sur l'axe vertical la position où se voient actuellement les individus interrogés. La diagonale représente la situation où ils pensent avoir conservé la même position relative que leurs parents. Les pays en dessous de la diagonale, la Russie, le Japon et l'Italie par exemple, sont ceux dont les habitants estiment, en moyenne, avoir connu une mobilité relative descendante par rapport à leurs parents. La France est au contraire bien au-dessus de la diagonale, de même que l'Allemagne, la Finlande et Israël par exemple. Le panneau de droite représente la position future anticipée par les individus en fonction de la position actuelle, qu'ils pensent occuper. Là encore, les Français sont en moyenne relativement optimistes sur leurs perspectives de mobilité sociale ascendante, contrairement aux Allemands, aux Danois et surtout aux Japonais.

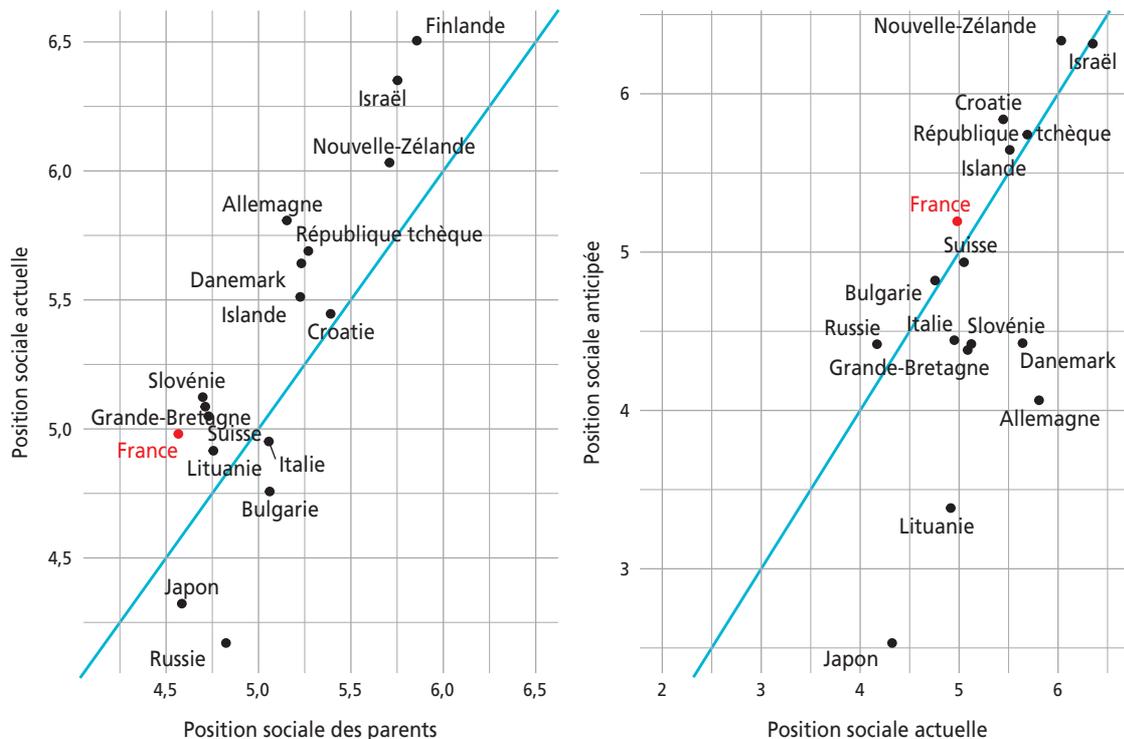


Figure 2.28

### Un processus de « retour à la moyenne » ?

Les graphiques suivants permettent de préciser ces observations agrégées dans le cas de la France.

Les Figures 2.29 et 2.30 illustrent le poids des personnes qui se voient sur une trajectoire intra- ou inter-générationnelle ascendante, stable ou descendante, en fonction de différents critères. Peu de gens pensent être issus de parents occupant les échelons sociaux les plus élevés (8, 9 et 10). Ceux qui situent leurs parents sur les échelons inférieurs se voient pour la plupart sur une trajectoire ascendante par rapport à ces derniers.

Si l'on fait abstraction des effectifs et que l'on s'intéresse aux perceptions au sein de chaque échelon, il est frappant de constater que jusqu'à l'échelon 4, la majorité des gens se voient sur une

trajectoire ascendante par rapport à la position relative de leurs parents, alors que, de manière symétrique, la plupart des personnes qui pensent être issues de parents en position relativement favorisée se voient sur une trajectoire descendante. Ainsi, la mobilité intergénérationnelle telle que les Français l’imaginent peut être décrite comme un processus de « retour à la moyenne ».

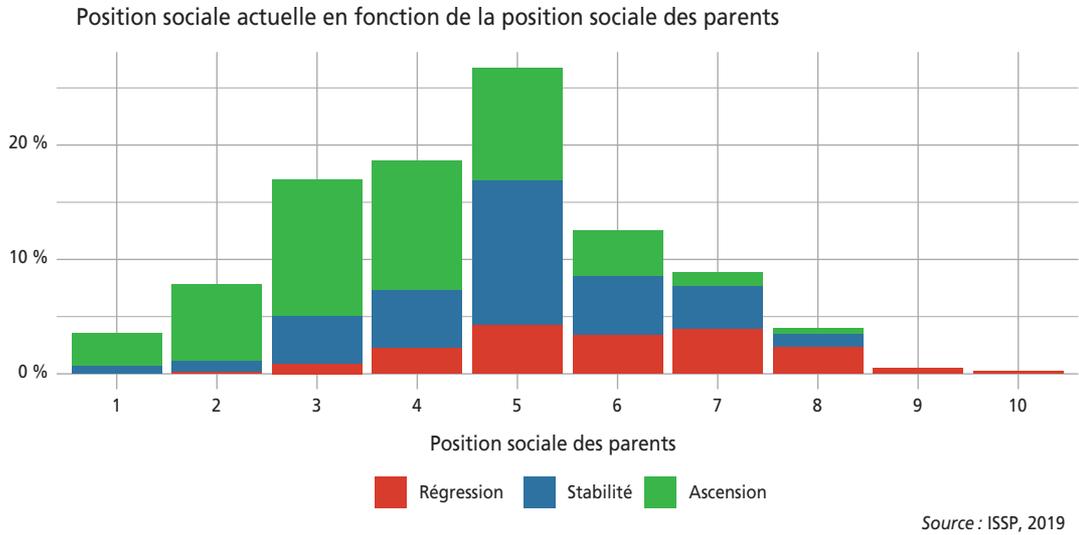


Figure 2.29

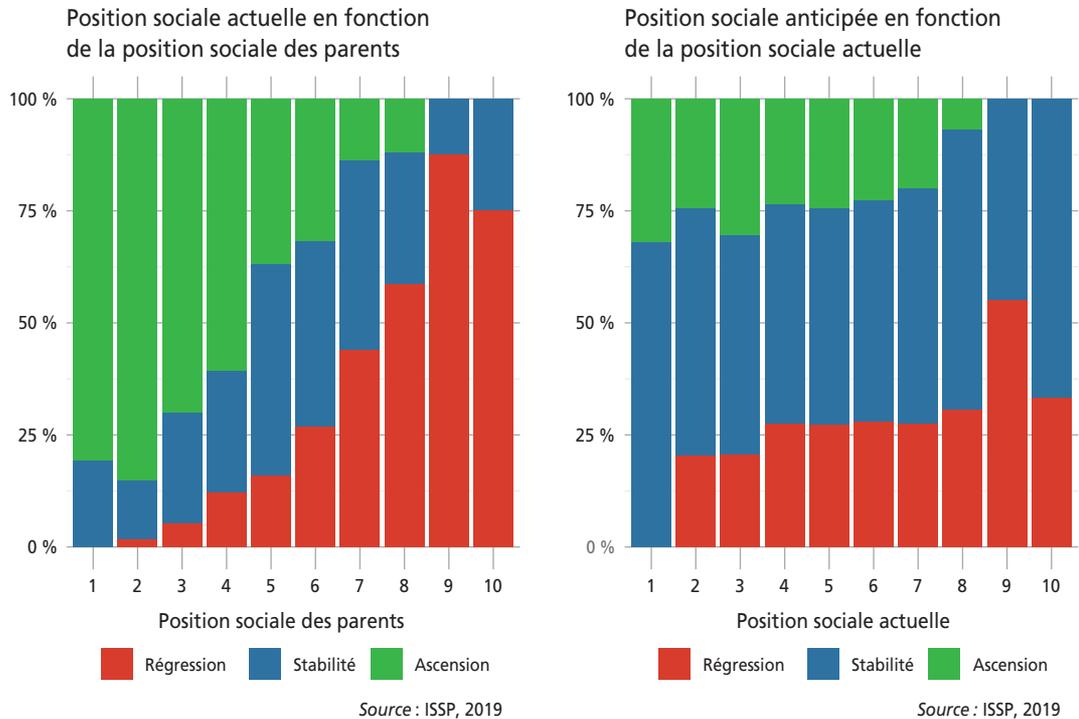


Figure 2.30

En revanche, pour ce qui est de la mobilité personnelle anticipée (intragénérationnelle), cette perception de retour à la moyenne est atténuée, et la stabilité est la perception largement majoritaire.

## Revenu, classe sociale et positionnement politique

Les figures suivantes distinguent ces perceptions selon le revenu des individus enquêtés. Ceux du quintile le plus pauvre (moins de 1 067 euros) pensent occuper une position moins élevée que celle de leurs parents, mais anticipent une progression. Les trois quintiles au-dessus se voient sur une trajectoire ascendante à la fois intergénérationnelle et intragénérationnelle. Cependant les deux quintiles les plus riches n'anticipent plus de mobilité ascendante, bien qu'ils se situent en moyenne aux alentours du sixième barreau de l'échelle sociale (Figure 2.31).

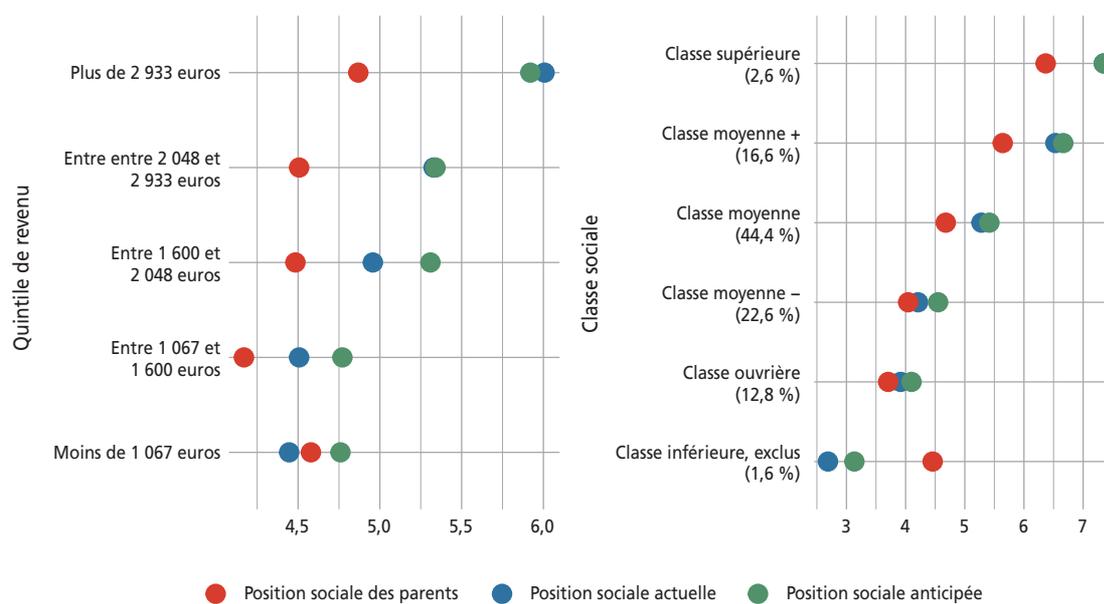


Figure 2.31

Pour ce qui est de la classe sociale perçue, seuls ceux qui se voient dans la « classe inférieure ou des exclus » perçoivent une mobilité descendante par rapport à leur parents. Toutes les autres classes se voient sur une trajectoire intergénérationnelle et intragénérationnelle ascendante.

La trajectoire perçue est-elle liée à la représentation que les individus se font de la société ? La Figure 2.32 montre que ceux qui voient la société comme un sapin ou une toupie (peu de pauvres) sont beaucoup plus optimistes quant à leur propre trajectoire (et se positionnent au-dessus de l'échelon médian). Ceux qui l'imaginent comme une pyramide perçoivent une mobilité intergénérationnelle – mais pas intragénérationnelle – ascendante, et se positionnent légèrement au-dessus de l'échelon médian. De façon surprenante, ceux qui l'imaginent comme un sablier (société polarisée) pensent également être sur une trajectoire dynamique, même s'ils se positionnent au bas de l'échelle, au-dessous de l'échelon médian.

Enfin, en ce qui concerne le lien avec le positionnement politique (panneau de droite), c'est à droite que la mobilité ascendante est perçue comme la plus forte. Bien entendu, en termes de

niveau, la droite et le centre se positionnent sur des échelons plus élevés que les autres sensibilités politiques (au-dessus de 5).

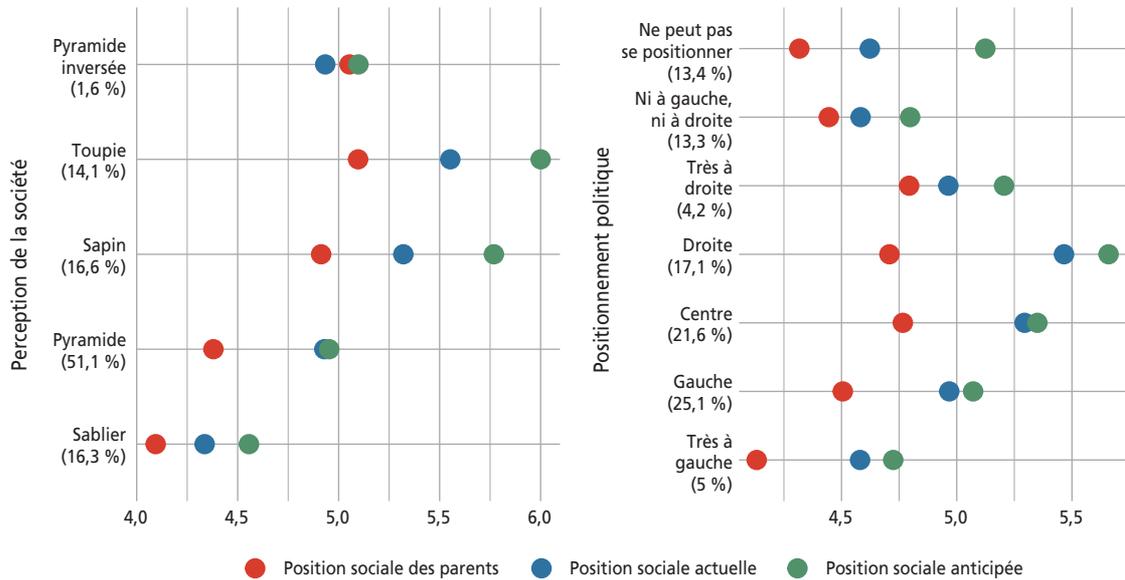


Figure 2.32

Au total, malgré une vision assez inégalitaire de la société dans son ensemble, pour ce qui est de leur position personnelle et surtout de leur trajectoire personnelle de mobilité sociale intergénérationnelle (par rapport à leurs parents) et intragénérationnelle (anticipée pour eux-mêmes), les Français, à l'exception de ceux qui se voient tout en bas de l'échelle sociale, se montrent assez optimistes.

Qu'il s'agisse de leur situation présente ou de leurs anticipations, ces chapitres illustrent ainsi ce trait de la psychologie sociale des Français, à savoir la dissociation entre l'image négative qu'ils se font de la société et l'idée plus favorable de leur propre sort.

## Annexes

### Données

L'enquête française *Inégalités sociales* a été conduite via le panel Elipss entre mars et avril 2021, auprès d'un échantillon national représentatif de panélistes. Les résultats sont présentés ici pour les 1 674 réponses valides. Ils sont redressés en fonction du genre, de l'âge et de la catégorie socio-professionnelle pour compenser les biais d'échantillonnage. Les données françaises sont accessibles sur le portail Quetelet Progedo Diffusion, et les données internationales sur le portail Gesis.

ISSP, ZA7600 (v2.0.0), doi :10.4232/1.13829

### Définition du positionnement et de la mobilité sociale

**Position sociale actuelle :** Dans notre société, il y a des groupes qui sont plutôt au sommet de la société et d'autres qui sont plutôt en bas. Voici une échelle qui va du sommet au bas. Où vous situeriez-vous sur cette échelle ? (de 1 à 10)

**Position sociale des parents** : Et lorsque vous pensez à la famille où vous avez grandi, où l'aeriez-vous située sur cette échelle ? (de 1 à 10)

**Position sociale anticipée** : Et dans 10 ans, où pensez-vous être situé sur cette échelle ? (de 1 à 10)

**Mobilité sociale inter-générationnelle** : position actuelle – position des parents ?

**Mobilité sociale intra-générationnelle** : position anticipée – position actuelle.

### Variables de segmentation

*Quintiles de revenus* : nous les définissons à l'aide de la distribution des revenus dans l'enquête.

*Classes sociales* : À quelle classe sociale diriez-vous que vous appartenez ?

- La classe inférieure, les exclus
- La classe moyenne inférieure
- La classe moyenne
- La classe moyenne supérieure
- La classe supérieure

*Positionnement politique* : En politique, les gens parlent de gauche et de droite. Vous-même, diriez-vous que vous vous situez...

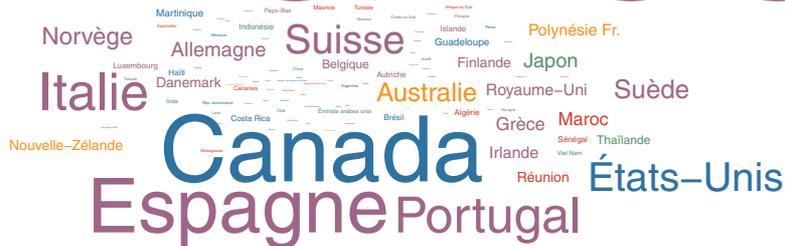
- très à gauche
- à gauche
- au centre
- à droite
- très à droite
- ni gauche, ni de droite
- ne peut pas se positionner

### Bibliographie

- Abbas, Hicham, et Michaël Sicsic. 2022a. « [Qui gravit l'échelle des revenus par rapport à ses parents ?](#) » 2022-04.
- Abbas, Hicham, et Michaël Sicsic. 2022b. « [Une nouvelle mesure de la mobilité intergénérationnelle des revenus en France](#) ». 73. Insee Analyses. Paris : Insee.
- Alesina, Alberto, Stefanie Stantcheva, et Edoardo Teso. 2018. « [Intergenerational Mobility and Preferences for Redistribution](#) ». *American Economic Review* 108 (2) : 521-54.
- Lefranc, Arnaud 2018. « [Intergenerational Earnings Persistence and Economic Inequality in the Long Run : Evidence from French Cohorts, 1931–75,](#) » *Economica*, 85(340) : 808-845.
- Lefranc, Arnaud, et Alain Trannoy. 2005. « [Intergenerational Earnings Mobility in France : Is France More Mobile than the US ?](#) » *Annales d'Économie et de Statistique*, n° 78 : 57-77.
- OCDE. 2019. « [L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale](#) ». OCDE Éditions.

## 2.3 Vivre ailleurs ?

# France



Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap



Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.33

Pays les plus choisis. La couleur reflète le continent.

En mars 2022, nous avons ajouté à notre plate-forme trimestrielle la question : « *Certaines personnes aimeraient vivre dans un autre pays. Et vous, si vous aviez le choix, dans quel pays aimeriez-vous vivre ? (En imaginant que la langue et le fait de voir vos proches ne soient pas des obstacles)* ». Derrière cette question, nous interrogeons les Français sur leurs aspirations éventuelles à un autre modèle, à une société différente – qu’il s’agisse de la réalité du pays concerné ou de l’image qu’ils en ont. Afin de ne pas limiter arbitrairement les choix, la réponse est libre, recodée ensuite par les enquêteurs selon la nomenclature internationale des pays et des territoires – ce qui permet de

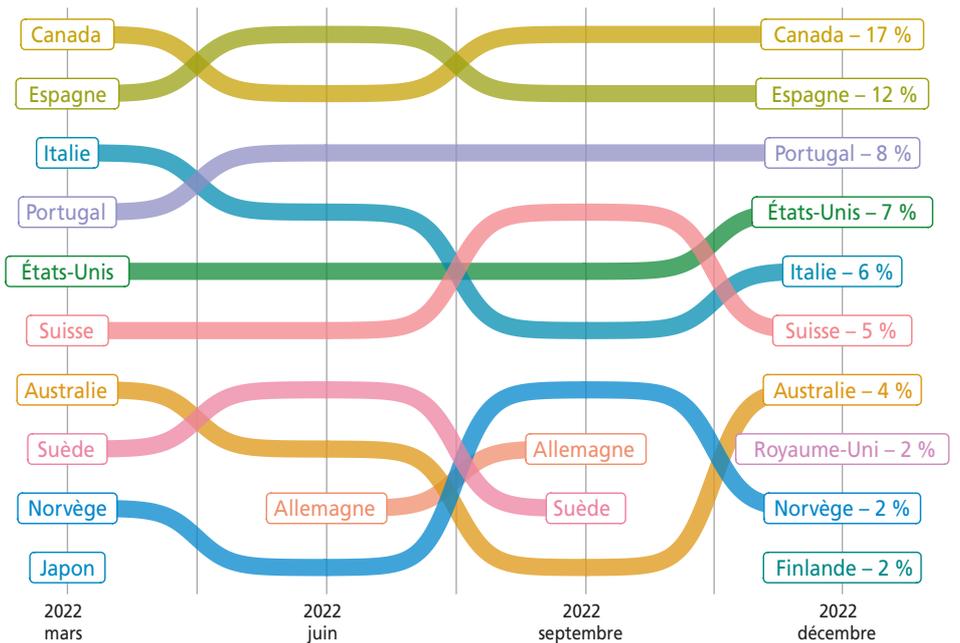
prendre en compte séparément les collectivités françaises d'outre-mer. Sur trois vagues trimestrielles, nous recueillons un total de 137 pays et territoires différents<sup>1</sup>.

La formulation de notre question suggérait le choix d'un pays étranger. Pourtant, la France est de très loin le pays le plus souvent choisi, avec 43 % des réponses<sup>2</sup>. En dépit de leur insatisfaction et de leur pessimisme affichés, les Français ne semblent donc pas rêver de quitter à leur pays.

Pour la Figure 2.33, nous avons construit un nuage de mots mettant en évidence les pays les plus fréquemment cités, en incluant la France (panneau du haut) ou en ne retenant que les autres pays (panneau du bas). Parmi les pays étrangers, le Canada arrive en tête, avec 17 % des réponses, suivi par l'Espagne, le Portugal et l'Italie, qui rassemblent au total 30 % des réponses. Les États-Unis n'arrivent qu'en cinquième position, avec un peu moins de 6 % de réponses. La domination du violet dans le nuage de points montre qu'au-delà des pays les plus choisis, les destinations européennes dominent largement : à l'exception du Canada et des États-Unis, les Français citent le plus fréquemment des pays géographiquement proches.

Lorsque l'on s'intéresse aux dix pays les plus choisis, le haut du classement est donc remarquablement stable (Figure 2.34) : si l'on intègre la Suisse aux pays déjà cités, nous avons là les six pays les plus choisis à chaque trimestre depuis mars 2022.

Les dix pays les plus choisis : enquête Camme



Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.34

Lecture : en décembre 2021, le Canada a réuni 17 % des réponses autres que la France.

1. En janvier 2023, 247 codes ISO 3166-1 alpha-3 sont définis.
2. Nous excluons dans l'ensemble de ce travail les non-réponses et les refus de répondre.

Ce classement recoupe assez largement celui établi à partir du Gallup World Poll. Couvrant la quasi-totalité des pays du monde, cette enquête comporte en effet une question sur le pays vers lequel on voudrait émigrer (Figure 2.35). On y voit qu'internationalement la France continue d'être une destination de référence, avec 4 % des réponses mondiales. À l'échelle mondiale, les États-Unis font plus rêver qu'en France (18 % dans Gallup contre 7 % dans notre enquête). Les Français dans notre enquête affichent une préférence plus marquée pour le Canada – qui a sans doute l'image d'une synthèse entre la France et l'Amérique – ainsi que pour les pays du Sud de l'Europe.

Pays vers lequel le plus de répondants désirent émigrer

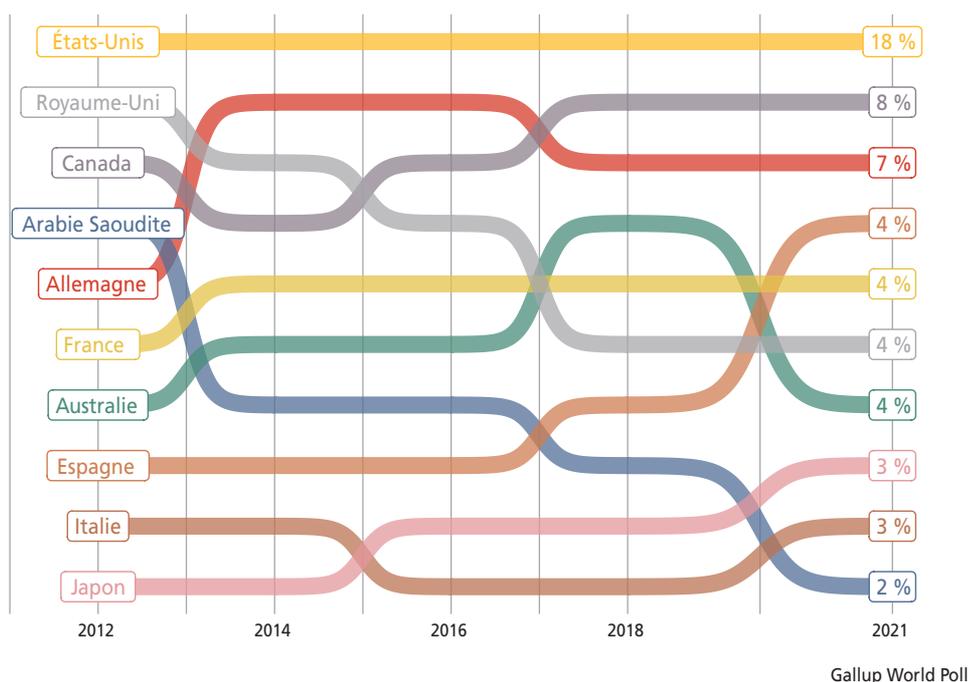


Figure 2.35

## UN HAUT DE CLASSEMENT CONSENSUEL, DES CONTRASTES ENSUITE

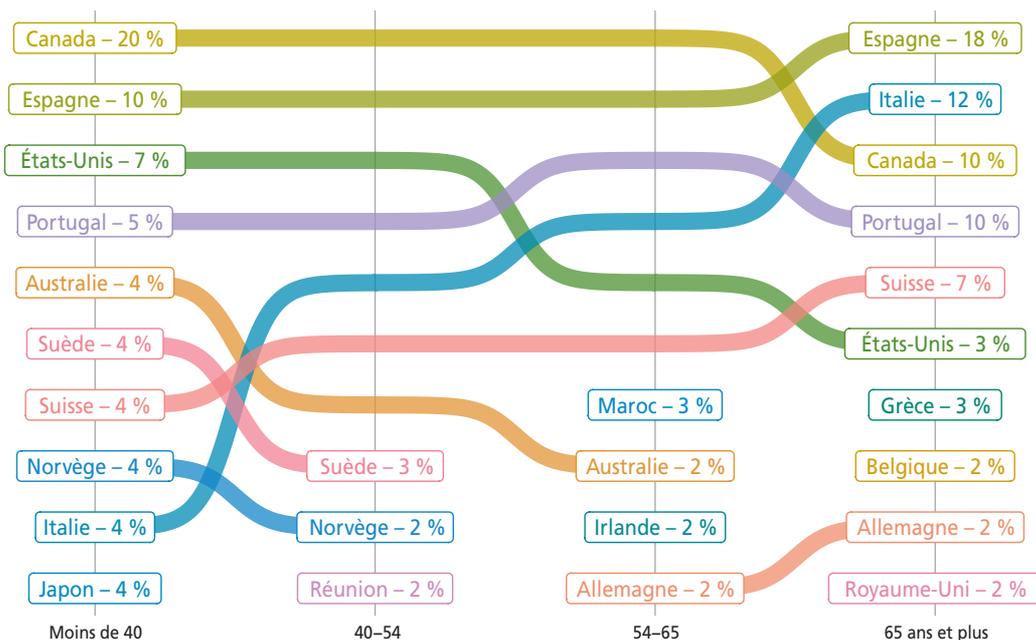
Dans ses grandes lignes, ce classement fait consensus. Qu'il s'agisse des réponses des hommes ou des femmes, les sept pays les plus choisis sont les mêmes, avec des changements mineurs sur l'ordre du troisième au cinquième. La préférence pour la France est un peu plus marquée pour les femmes (45 %) que pour les hommes (42 %). Il faut descendre plus bas dans le classement pour voir apparaître des différences entre les sexes, avec la Norvège et le Royaume-Uni dans les pays les plus cités par les femmes, mais pas par les hommes, qui leur préfèrent l'Allemagne et le Japon.

Les contrastes selon l'âge sont plus marqués. Les plus jeunes (moins de 40 ans dans notre échantillon<sup>1</sup>) sont 28 % à choisir la France, une part qui augmente avec l'âge pour atteindre

1. Réalisée par téléphone sur des ménages redevables de la taxe d'habitation, l'enquête Camme ne couvre un peu moins bien les jeunes adultes. Les classes d'âges que nous utilisons ici sont déterminées en fonction des observations disponibles plutôt que de la distribution effective des âges dans la population Française.

40 % chez les 54-65 ans et 55 % chez les plus de 65 ans. Les choix de pays (Figure 2.36) révèlent que l'attrance pour le Canada provient de la partie la plus jeune de notre échantillon : 20 % des réponses hors France chez les moins de 40 ans, contre 10 % chez les plus de 65 ans. Inversement, l'Espagne, et surtout l'Italie, sont davantage populaires chez les plus âgés. Certains pays n'apparaissent, au bas du classement des 10 pays préférés, que dans certaines générations, comme le Japon chez les plus jeunes<sup>1</sup> ou le Maroc, en septième position chez les 54-65 ans.

Les dix pays les plus choisis selon la classe d'âge



Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.36

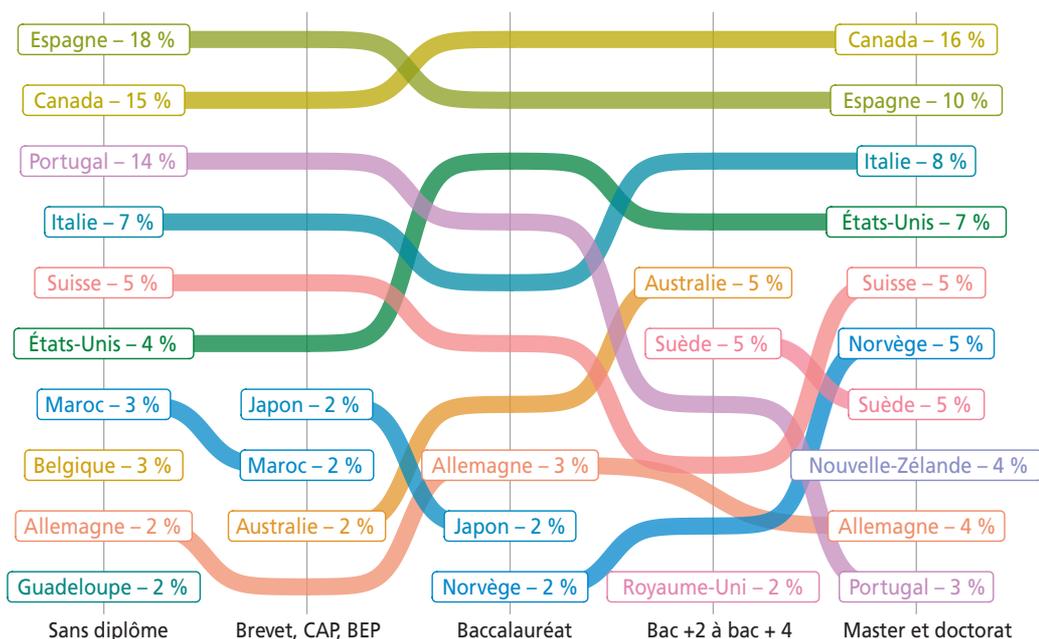
On remarque, en étudiant le nuage de mots, des présences relativement discrètes mais significatives dans les réponses. D'une part, les départements, collectivités et territoires d'outre-mer, que notre nomenclature permet de distinguer de la France métropolitaine. À eux seuls, les DOM (plus Mayotte) rassemblent 3 % des réponses, et se classeraient en huitième position de l'ensemble. Avec les autres territoires et collectivités, ils montent encore d'une place. D'autre part, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et le Sénégal apparaissent nettement. Les pays issus des anciennes colonies françaises d'Afrique du Nord atteignent ainsi 2,6 % des réponses, et ceux d'Afrique sub-saharienne 1,1 %. La présence de ces pays et territoires illustre l'influence des trajectoires individuelles et familiales, un facteur qui contribue peut-être à expliquer la place du Portugal.

Socialement parlant, le revenu semble faire peu de différence. Au bas du classement, le Japon est remplacé par l'Allemagne chez les plus riches, et le Maroc apparaît dans les réponses du tiers inférieur des revenus, ce qui peut correspondre à des effets d'âge. Le niveau de diplôme est lui

1. Les dessins animés japonais ont commencé à connaître une diffusion massive en France à partir de 1978. La première génération largement exposée aux exportations culturelles nippones dépasse donc aujourd'hui les 40 ans.

aussi fortement tributaire des effets de génération<sup>1</sup>, mais fait apparaître certains contrastes. La préférence pour la France est plus marquée (55 % des réponses) chez les non diplômés, pour la plupart âgés, et elle tombe à 38 % chez les bacheliers ainsi que chez les titulaires d'un diplôme de niveau supérieur. Statistiquement, le fait de ne disposer à ce jour que de trois vagues entraîne un peu d'instabilité dans notre classement lorsqu'on le découpe ainsi en cinq catégories. Le haut du classement (Figure 2.37) dépend peu du diplôme, à l'exception du Portugal nettement moins souvent mentionné par les diplômés de l'enseignement supérieur. À l'inverse, les pays nordiques (Suède, Norvège) ont plus de succès auprès de ces derniers.

Les dix pays les plus choisis selon le niveau de diplôme



Source : Plateforme « Bien-être » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.37

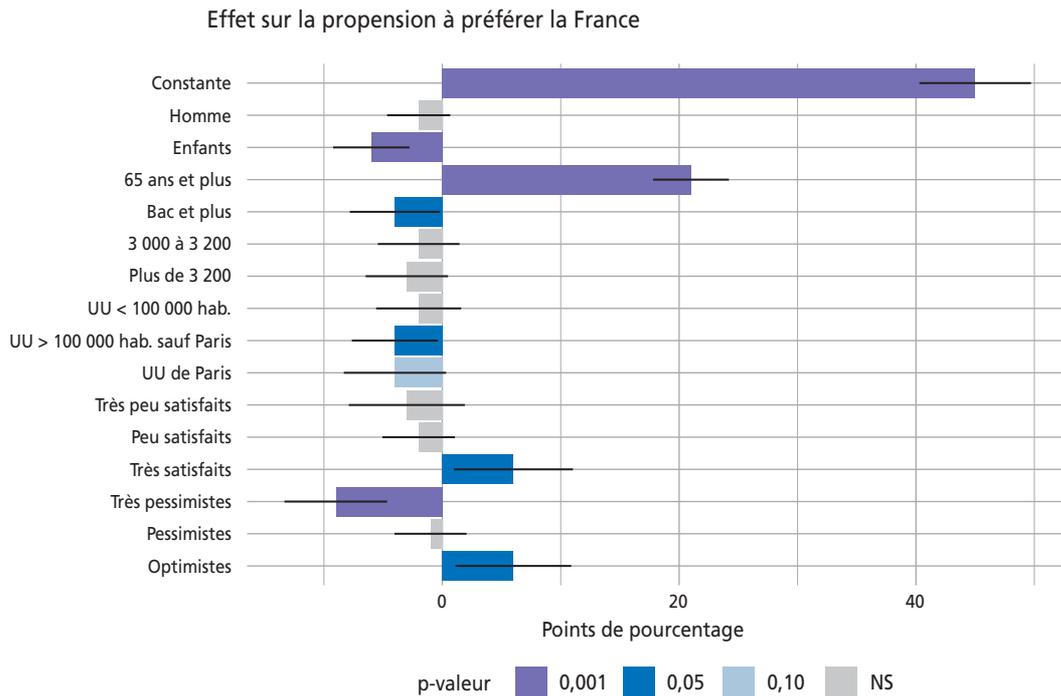
Ce consensus relatif se retrouve si nous croisons les réponses avec des dimensions de bien-être subjectif plutôt que des éléments socio-démographiques. Le classement des six pays étrangers les plus cités évolue peu lorsque l'on passe des personnes les plus insatisfaites de leur vie aux plus satisfaites, ou que l'on passe des personnes les plus pessimistes sur l'avenir de la prochaine génération en France aux plus optimistes.

Le niveau de bien-être joue davantage sur la propension à choisir spontanément la France. Les plus optimistes sur l'avenir du pays sont 50 % à le citer en réponse à cette question, contre tout de même 34 % des plus pessimistes – soit trois fois plus que le Canada, premier pays étranger. Le gradient est un peu plus faible lorsque l'on considère la satisfaction générale à l'égard de sa vie actuelle (la France est choisie par 44 % des plus satisfaits, et par 35 % des moins satisfaits).

1. Dans l'édition 2022 de *La France, Portrait social*, l'Insee indique que les titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme supérieur représentent plus de 70 % des 25-34 ans, contre 41 % des 55-64 ans.

## QUI PRÉFÈRE LA FRANCE ?

L'analyse qui suit révèle que ce sont les plus diplômées, les plus âgés, les plus satisfaits de leur vie et les plus optimistes qui ont le plus de chances de choisir la France comme pays de résidence préféré. Afin de déterminer le poids relatif de ces éléments, nous effectuons une décomposition (formellement, une régression) de la probabilité pour une personne de choisir la France, en fonction de ce que nous savons d'elle grâce à l'enquête (Figure 2.38).



Source : Plate-forme « Bien-être » de l'enquête de conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 2.38

Coefficients d'une régression logistique sur la probabilité de choisir la France en réponse à la question sur le pays où on aimerait vivre. Modalités de référence : Femme, Sans enfants, Moins de 65 ans, Diplôme inférieur au baccalauréat, Revenu mensuel du ménage inférieur à 2 000 €, Commune rurale, Satisfaction dans la vie 7-8, Perspectives de la prochaine génération 5-6. La couleur des barres reflète la significativité statistique du coefficient. Les barres grises indiquent des effets qui ne sont pas statistiquement différents de zéro.

Pour ce faire, nous définissons un point de départ : ici, une femme sans enfants de moins de 14 ans avec elle, âgée de moins de 65 ans, titulaire d'un diplôme inférieur au baccalauréat, vivant dans un ménage aux revenus mensuels inférieurs à 2 000 €, dans une commune rurale, qui déclare une satisfaction dans la vie de 7 ou 8 (les modalités les plus fréquentes) et une appréciation des perspectives de la prochaine génération en France de 5 ou 6 (*idem*). Cette personne fictive aurait une probabilité de 45 % de déclarer préférer la France en réponse à la question qui nous intéresse ici. Nous pouvons alors examiner les différences liées à la variation de l'une de ces caractéristiques, toutes choses égales par ailleurs. Nous voyons (barres grises) que le sexe et le

revenu n'ont pas d'effet significatif sur cette préférence. L'âge joue en revanche un rôle majeur, avec une forme d'effet de seuil : les personnes de plus de 65 ans ont une propension nettement plus forte à préférer la France – 20 points de pourcentage de plus – que les plus jeunes. La présence d'enfant(s) dans le ménage réduit en revanche la préférence pour la France. Être titulaire d'un diplôme supérieur au baccalauréat ou d'habiter dans une grande ville réduisent également de quelques points la probabilité de déclarer préférer la France.

En termes de bien-être, nous constatons que les personnes qui se positionnent au sommet de l'échelle de satisfaction dans la vie (9 ou 10) sont plus enclines à indiquer la France dans leur réponse à la question posée (6 points de pourcentage de plus). L'appréciation des perspectives de la prochaine génération est également décisive : être très pessimiste (0 ou 1 sur l'échelle de 0 à 10) réduit en moyenne de 9 points de pourcentage la probabilité de choisir la France, tandis qu'être optimiste (de 7 à 10) augmente cette propension de 6 points. Au total, un niveau plus élevé de bien-être subjectif accroît donc la propension à choisir la France.

## L'ATTRAIT DE LA PROXIMITÉ

Les futures vagues de l'enquête nous permettront de séparer encore plus finement les éléments de choix relatifs à l'âge, au revenu, au niveau de diplôme et au bien-être. Toutefois, il apparaît déjà que les Français font d'abord le choix de la proximité lorsqu'ils répondent à cette question. D'une part, parce que la réponse « France » domine, même chez les plus insatisfaits ou les plus mobiles (jeunes et diplômés). D'autre part, parce que la sélection est dominée par des pays qui entretiennent de forts liens de proximité avec la France, liés à la langue, comme le Canada, ou des liens géographiques et historiques. Le plus souvent, il s'agit de plusieurs liens à la fois, comme pour les pays d'Europe du Sud, qui sont à l'origine des grandes vagues migratoires des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, les départements, territoires et collectivités françaises d'outre-mer, et les pays qui ont été des colonies françaises. Seuls les États-Unis représentent un modèle radicalement différent, qui séduit un peu plus les jeunes et les plus diplômés, mais reste à une place très en retrait pour les répondants Français, par rapport à l'attrait que le pays suscite à l'échelle mondiale.

# 3. Le grand bouleversement du télétravail

Mesure d'urgence adoptée lors de la pandémie, le télétravail s'est durablement installé dans nos pratiques. La plupart des entreprises et administrations qui le peuvent proposent aujourd'hui à leurs salariés une ou plusieurs journées de télétravail, et cette option constitue un argument déterminant pour attirer les talents. Le débat sur le télétravail, qui date d'avant la pandémie, montrait déjà comment ses avantages peuvent être retournés en inconvénients : autonomie mais risque d'isolement, flexibilité dans l'articulation des temps de vie mais empiètement du professionnel sur le personnel, meilleures conditions pour se concentrer mais perte des relations informelles, etc.

Un seul élément échappe à cette ambiguïté. Il s'agit des temps de trajet que le télétravail permet d'économiser, ce qui, en tant que tel est indiscutablement un élément positif. Nous commençons donc par présenter les résultats de la recherche sur l'impact des trajets domicile-travail sur le bien-être. Le coût psychologique et physique de ces trajets est souvent sous-estimé au moment du choix des lieux de résidence et de travail. Or, il a brutalement été mis en évidence par le basculement d'un grand nombre de salariés en télétravail, et il joue aujourd'hui un grand rôle dans l'attachement à ce nouveau dispositif.

Au-delà de la seule question des temps de transport, l'expérience du télétravail durant les périodes de confinement est riche d'enseignements sur la manière dont cette organisation agit sur le bien-être. Parce que la pratique du travail intégralement à distance semble finalement plutôt défavorable au bien-être et à la santé mentale, il n'est pas étonnant de voir se généraliser les modes d'organisation hybrides.

## 3.1 Le coût exorbitant des trajets domicile-travail

Se rendre sur son lieu de travail et en revenir occupe près d'une heure par personne et par jour travaillé en France, ce qui nous positionne parmi les pays européens où ces trajets sont les plus longs<sup>1</sup>. Mais aujourd'hui, l'expérience du télétravail, l'augmentation du coût financier de ces

---

1. Lecomte (2019) donne un temps moyen de 1 h 23 par jour travaillé et par personne, tandis que la DARES (2015) donne une moyenne de 50 minutes. Les deux études s'appuient sur des chiffres de 2010, mais diffèrent dans le périmètre exact des trajets pris en compte. L'enquête plus récente de Pearce *et al.* (2020) sur des données 2019 parvient également à un décompte proche de 50 minutes en moyenne.

migrations pendulaires et la prise de conscience de leur coût écologique viennent interroger la place à leur donner. Du côté du bien-être subjectif, les enquêtes d'emploi du temps montrent que les transports font partie des moments les plus désagréables de la journée. Elles mettent en évidence des effets de seuils – les trajets trop longs pèsent lourdement sur la satisfaction, et des différences selon le mode de transport choisi. Mais peut-être ces inconvénients sont-ils correctement pris en compte par ceux qui acceptent de subir de longs trajets en échange d'un meilleur emploi ou d'un meilleur logement ? Ce n'est pas ce que suggèrent les recherches sur le sujet. Nous en proposons ici un tour d'horizon, largement appuyé sur la revue critique pluridisciplinaire réalisée par Chatterjee *et al.* (2020).

## LES DÉPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL EN FRANCE

De nombreux travaux donnent une image détaillée des déplacements entre travail et domicile, y compris des différences entre genres, territoires et catégories socio-professionnelles en France (voir par exemple (Lecomte 2019) et (Pearce *et al.*, 2020) déjà cités). Sans vouloir les restituer intégralement ici, nous en présentons ici quelques éléments essentiels. En premier lieu, la voiture individuelle reste le mode de transport le plus utilisé en France, à 74 %, suivie par les transports en commun (16 %), la marche (6 %), et le vélo (2 %). Dans le choix du mode de transport, la distance domicile-travail détermine le recours à la marche ou au vélo plutôt qu'aux transports en commun ou à la voiture – cette dernière restant majoritaire même pour les distances de moins de deux kilomètres (Figure 3.1)<sup>1</sup>. Le choix du mode de transport dépend beaucoup de l'offre disponible. Ceci est évident pour les transports en commun, mais aussi pour la marche ou le vélo, qui ne peuvent être envisagés au quotidien que si le trajet propose des infrastructures adaptées et sécurisées.

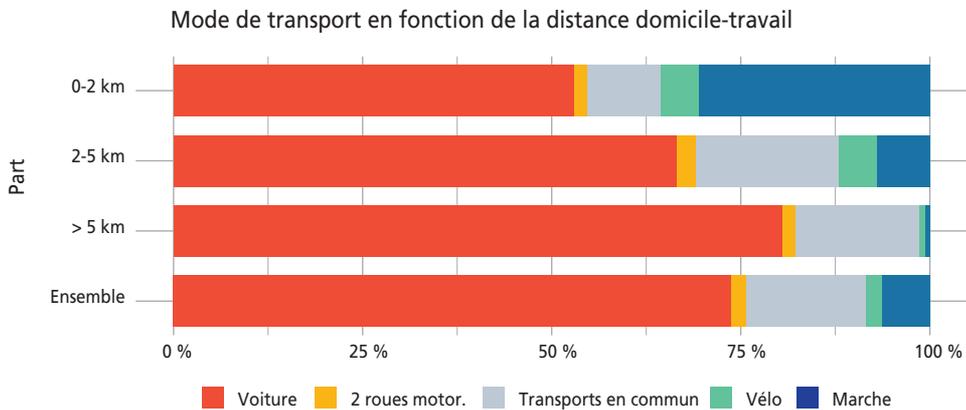


Figure 3.1

En second lieu, il importe de distinguer distance et temps de transport. Ainsi, ce sont les habitants des zones périurbaines qui parcourent le plus de distance – et donc qui sont les plus exposés

1. Comme le signalent les autrices de (Lecomte 2019), d'autres éléments pèsent sur la décision du mode de transport, comme par exemple accompagner ses enfants dans un établissement plus éloigné du domicile que ne l'est le lieu de travail.

au coût des carburants – mais ce sont les habitants des centres des grandes métropoles qui passent le plus de temps à se rendre sur leur lieu de travail.

En troisième lieu, les écarts entre catégories socio-professionnelles font apparaître un paramètre supplémentaire, celui de la vitesse moyenne. Ainsi, les cadres parcourent à la fois des distances plus élevées et mettent en moyenne plus longtemps à se rendre à leur travail, mais avec une vitesse moyenne plus rapide. Travaillant plus souvent au cœur des métropoles, ils bénéficient des réseaux de transport en commun les plus efficaces, même s'ils habitent plus loin. En revanche, les employés ont des navettes plus courtes, mais plus lentes. Les ouvriers, de leur côté, ont des temps et des distances de déplacement dans la moyenne, mais ont plus que les autres catégories recours à la voiture, habitant ou travaillant dans des zones moins bien dotées en transport en commun.

## UN MAUVAIS MOMENT À PASSER ?

Sur le plan affectif, le temps passé à se rendre au travail est l'un de ceux qui génèrent le plus de sentiments négatifs et le moins de sentiments positifs<sup>1</sup>. Sans surprise, la sensation qui domine est celle du stress, qui est particulièrement forte chez les automobilistes. Au rebours de la promesse d'autonomie de l'automobile, les déplacements domicile-travail se caractérisent souvent par la frustration du désir de contrôler la situation et le temps de parcours. De ce fait, ce sont les marcheurs qui pâtissent le moins, car l'usage du transport en commun réduit également le sentiment de contrôle, tandis que les cyclistes souffrent de leur sentiment de vulnérabilité dès lors que les infrastructures ne sont pas complètement adaptées. Les femmes sont plus fréquemment stressées que les hommes par leurs trajets domicile-travail. Plus souvent en charge de l'accompagnement des enfants, elles sont plus contraintes que les hommes par des horaires externes.

Deux faits majeurs émergent des enquêtes disponibles. D'abord, la satisfaction à l'égard des temps de transports est d'autant plus élevée que cette durée est courte<sup>2</sup>, ce qui suggère que ces trajets sont vus comme un mal nécessaire. Ensuite, à durée égale, les gens qui marchent ou vont à vélo ont une opinion plus positive de leurs trajets que les automobilistes, les transports en commun arrivant en dernière position. En moyenne, lire, écouter de la musique ou méditer dans les transports en commun ne suffit pas à compenser les inconvénients des heures de pointe.

La quasi-totalité de ces études reposent, nous y reviendrons, sur des corrélations. Les automobilistes sont en moyenne moins satisfaits que les cyclistes, mais que se passe-t-il quand un automobiliste prend un vélo ? Les expériences sont encore rares, mais une expérimentation hollandaise reposant sur des accès différents à l'achat de vélos électrique suggère que ce mode de transport est plébiscité par les anciens automobilistes.

## DES CONSÉQUENCES EN CHAÎNE

Comme il n'y a que 24 heures dans une journée, le temps passé dans les transports est utilisé au détriment d'autres activités. Les enquêtes d'emploi du temps montrent que des trajets plus longs sont associés avec un temps moindre passé avec les amis, en loisirs ou en activité physique, et

1. Sauf mention contraire, les éléments présentés ici proviennent de la revue de littérature effectuée par Chatterjee *et al.* (2020).

2. Au moins jusqu'à 90 minutes. Au-delà, on rentre souvent dans le domaine de trajets professionnels plus rares et qui peuvent être réalisés dans de meilleures conditions de confort, à l'image d'une cadre se rendant une fois par semaine dans un établissement de son entreprise en prenant un train à grande vitesse.

avec la famille pour les hommes. Cela se traduit par une satisfaction plus faible à l'égard de ses relations sociales et de ses loisirs, et certaines études mettent en évidence une moindre confiance dans les autres chez les personnes ayant des temps de trajet élevé.

Le stress des trajets ne disparaît pas dès l'arrivée sur son lieu de travail. Plusieurs enquêtes mettent ainsi en évidence un impact négatif sur la première partie de la journée de travail en fonction de la durée et du niveau de stress des déplacements en voiture ou en transport en commun. Le cas du vélo est plus ambigu car l'effet positif de l'activité physique sur le bien-être est souvent réduit par le stress de la circulation. Certes les personnes qui le pratiquent ont, en moyenne, un indice de masse corporelle plus faible, se sentent en meilleure santé, et sont moins souvent absentes pour cause de maladie que les automobilistes. Mais le sens de la causalité n'est pas totalement univoque puisqu'il faut être sportif et en bonne santé pour privilégier ce type de transport actif. D'autant que les **inégalités sociales de santé** se conjuguent avec des inégalités d'accès au logement et à l'emploi, qui conditionnent largement le fait d'avoir ou non le choix de son mode de déplacement.

Lorsque le choix est possible, deux limites fréquemment évoquées à l'adoption de la marche ou du vélo sont l'exposition plus élevée à la pollution – au moment où il y a le plus de voitures sur la route – et un effet de compensation, les déplacements actifs venant se substituer à d'autres activités physiques. Pourtant, les enquêtes disponibles montrent que ces deux arguments ne sont pas fondés. Les bénéfices nets de l'activité physique, même dans un environnement pollué (hors pics de pollution), restent positifs. Et la bascule vers des modes de transport plus actifs s'accompagne en moyenne d'une augmentation modérée de l'activité physique.

## ET DANS L'ENSEMBLE ?

Certes, mes trajets domicile-travail sont longs et stressants, mais s'ils me permettent d'exercer une activité professionnelle bien rémunérée et épanouissante, le jeu n'en vaut-il pas la chandelle ? En d'autres termes, observe-t-on sur la satisfaction dans la vie, une mesure plus générale et évaluative, une compensation entre le coût subjectif du transport d'une part et les conditions d'habitat et de travail d'autre part ? La réponse est plutôt négative.

Toutes choses égales par ailleurs, on constate dans la quasi-totalité des enquêtes une relation négative entre le temps de trajet vers son travail et la satisfaction dans la vie, avec une pénalité particulièrement lourde pour les trajets longs (à partir d'une à deux heures par jour selon les enquêtes). À revenu égal, il vaut donc mieux habiter près de son lieu de travail. Le lieu d'habitation comme le lieu de travail sont toutefois le résultat de choix et de contraintes, ce qui rend les analyses sur une photo de la population difficiles à interpréter. Les enquêtes en panel, qui suivent les mêmes personnes sur plusieurs années, indiquent que la relation dépend de multiples facteurs, dont le pays, le territoire ou le genre. Ainsi, une analyse souvent citée sur le cas allemand (Stutzer et Frey 2008) met en évidence qu'un allongement du temps de transport de 18 minutes (par rapport au temps moyen) est associé à une perte de satisfaction de vie équivalente à un huitième de celle qu'on subit quand on perd son emploi. Intégrant l'effet des gains de salaire ou de confort du logement, cette évaluation indique que les membres du panel sont soit contraints d'accepter des temps de transport plus long, soit sous-estiment la perte de bien-être que ceux-ci vont engendrer.

On ne trouve toutefois pas d'impact similaire dans les données de panel britanniques : les pertes de satisfaction à l'égard du travail et des loisirs semblent compensées par les gains en salaire

et en confort. Cette compensation cache cependant des différences. Ainsi, les femmes les plus qualifiées subissent une pénalité importante du fait des temps de transport (Jacob *et al.*, 2019), cette augmentation traduisant souvent des choix contraints par la localisation de l'emploi de leur partenaire masculin, ce qui limite leurs propres opportunités.

## DES ÉVALUATIONS NÉCESSAIRES

Comme nous l'avons indiqué plus haut, la plupart de ces études reposent sur des corrélations, et ne permettent pas d'établir un strict lien de cause à effet, par exemple entre le mode de transport choisi et la satisfaction de vie. Des expérimentations larges d'incitations au changement du mode de transport seraient nécessaires pour évaluer plus rigoureusement l'effet sur le bien-être subjectif du passage à des déplacements plus actifs (en sus, évidemment, du gain écologique). Les ouvertures d'infrastructures – de la piste cyclable à la ligne de métro – sont encore trop rarement évaluées sous l'angle du bien-être. Les mesures de bien-être disponibles ne sont pas relevées avec une maille assez fine pour évaluer l'impact sur le bien-être de choix d'urbanisme – infrastructures de transport, développement de zones d'activités économiques et résidentielles, évolutions du réseau et du bâti.

La manière dont l'évolution des modes de travail et de transports affectent les différents groupes sociaux constitue une autre question largement ouverte, et qu'il faudra explorer si l'on veut aller au-delà de l'opposition caricaturale entre le cadre urbain qui peut se rendre au travail en vélo et l'employé qui doit traverser la moitié de l'agglomération en voiture sans réelle option de transport en commun. On manque également d'évaluation des externalités négatives de bruit et de pollution imposées par ceux qui prennent leur voiture aux heures de pointe sur l'ensemble des personnes présentes dans les zones traversées.

L'essentiel des recherches portent sur les déplacements dans ou autour de l'espace urbain. Il s'agit d'abord d'une question de données et de proportion : neuf Français sur dix vivent dans l'aire d'attraction d'une ville, dont la moitié dans le centre (de Bellefon *et al.*, 2020). Ainsi les trajets domicile-travail impliquent souvent un passage en ville, même pour les habitants des zones rurales. Les enjeux sont cependant différents dans ces dernières : la faible densité rend plus coûteuse la desserte par des transports en commun – quand elle existe – et les distances plus importantes limitent les possibilités de recours aux transports actifs, dont l'usage souffre aussi du manque d'équipements dédiés. L'évaluation de dispositifs spécifiques en train de se mettre en place (aide au covoiturage, transports en commun modulant leur trajet en fonction de la demande) bénéficieraient probablement d'une analyse en termes de bien-être subjectif.

Toutes ces observations semblent conduire à l'apologie du télétravail, source de bien-être pour les télétravailleurs eux-mêmes, ainsi que sur les autres, grâce à une moindre congestion des moyens de transport. De fait, l'économie des temps de transport constitue un des tous premiers motifs de satisfaction à l'égard du télétravail en Île-de-France (Brajon et Leroi, 2022). On pourrait redouter que les nouveaux télétravailleurs ne choisissent de vivre plus loin de leur emploi, en vue d'une meilleure qualité de vie, quitte à subir des trajets plus longs les jours de travail en présentiel. On a ainsi cru, pendant la pandémie, à un exode urbain à venir, mais rien de tel ne semble avoir été relevé en 2022 (Marie 2023). Faut-il donc réduire autant que possible le travail sur site, en profitant des possibilités nouvellement offertes par les technologies numériques ? Le chapitre suivant aborde cette question en élargissant l'étude de l'impact du télétravail sur le bien-être subjectif, au-delà de la question des trajets domicile-travail.

## BIBLIOGRAPHIE

- Bellefon, Marie-Pierre de, Pascal Eusebio, Jocelyn Forest, Olivier Pégaz-Blanc, et Raymond Warnod. 2020. « [En France, neuf personnes sur dix vivent dans l'aire d'attraction d'une ville](#) ». 211. Insee Focus. Paris : Insee.
- Brajon, Delphine et Pascale Leroi. 2022. « [Le télétravail s'installe durablement](#) ». 930. Note Rapide. Paris : Institut Paris Région.
- Chatterjee, Kiron, Samuel Chng, Ben Clark, Adrian Davis, Jonas De Vos, Dick Ettema, Susan Handy, Adam Martin, et Louise Reardon. 2020. « [Commuting and wellbeing : a critical overview of the literature with implications for policy and future research](#) ». *Transport Reviews* 40 (1) : 5-34.
- DARES. 2015. « [Les temps de déplacement entre domicile et travail : Des disparités selon l'organisation des horaires de travail](#) ». 2015-081. DARES Analyses. Paris : DARES.
- Jacob, Nikita, Luke Munford, Nigel Rice, et Jennifer Roberts. 2019. « [The Disutility of Commuting ? The Effect of Gender and Local Labor Markets](#) ». *Regional Science and Urban Economics* 77 (juillet) : 264-75.
- Lecomte, Constance. 2019. « [Se déplacer au quotidien : enjeux spatiaux, enjeux sociaux](#) ». En Détail. Paris : Observatoire des Territoires.
- Marie, Jean-Baptiste (dir.). 2023. *Exode urbain. Un mythe, des réalités*. Paris : Gip L'Europe des Projets Architecturaux et Urbains.
- Pearce, Marc, Sylvie Landrière, Christophe Gay, et Tom Dubois. 2020. « [Enquête nationale Mobilité et modes de vie 2020](#) ». Paris : Forum Vies Mobiles.
- Stutzer, Alois, et Bruno S. Frey. 2008. « [Stress That Doesn't Pay : The Commuting Paradox](#) ». *The Scandinavian Journal of Economics* 110 (2) : 339-66.

### 3.2 Faut-il abolir le lieu de travail ?

Pendant de longues années, les salariés ont rêvé de pouvoir travailler à distance au moins un jour par semaine, tout en se heurtant à la réticence sceptique des entreprises. Mais en mars 2020, le dispositif du télétravail, qui concernait moins de 5 % des travailleurs avant le Covid-19, a soudain été imposé à près de 40 % d'entre eux. Au terme de cette expérience de plus d'un an, reviendra-t-on au *statu quo ante* ? Ou bien, à l'inverse, se dirige-t-on vers un modèle d'entreprise totalement hors-les-murs ?

Dans la plupart des pays, le recours massif et forcé au télétravail chaque fois qu'il était possible d'exercer son emploi depuis son domicile a fait partie de la panoplie des interventions non pharmaceutiques contre la pandémie en 2020 et 2021. Variable selon les pays, ceci a concerné environ un tiers des emplois, principalement dans le secteur des services. Ce choc a provoqué l'accélération d'une évolution ancienne mais lente, conduite par la technologie numérique qui permet aux salariés de travailler en dehors des locaux de l'entreprise, à domicile, dans des bureaux distants ou dans des espaces de *co-working*. Cette extension des interactions à distance au moyen des technologies de l'information constituera certainement l'un des faits marquants de la pandémie de Covid-19.

Une fois la pandémie terminée, il est peu probable que l'on revienne au *statu quo ante*, car le stigmate potentiel qui était associé au travail à distance a disparu, et les travailleurs ainsi que les entreprises ont réalisé des investissements substantiels dans les équipements nécessaires pour travailler à domicile (Barrero, Bloom, et Davis 2021). Ainsi, dans le cas des États-Unis, la

proportion d'emplois qui pourraient techniquement passer au télétravail intégral serait d'environ 37 % à 45 %, et pourrait même atteindre des niveaux plus élevés dans certains secteurs et professions (Dingel et Neiman 2020 ; Dey *et al.*, 2020 ; Hensvik, Le Barbanchon, et Rathelot 2020). Les enjeux sont importants, car un passage massif et durable au télétravail déclencherait une chaîne de conséquences de grande ampleur, non seulement sur les modalités de travail, mais aussi sur l'occupation du territoire, le marché du logement, les coûts salariaux, les niveaux d'emploi et la croissance macroéconomique (Bergeaud et Ray 2021 ; Pabilonia et Vernon 2022).

Le maintien ou non du travail à domicile dépend de son impact sur la productivité (du côté de la demande de main-d'œuvre) et de la valeur que les travailleurs voient dans cet arrangement. Nous nous intéressons ici à l'offre de travail : le télétravail favorise-t-il le bien-être des travailleurs ?

Les sources du bien-être au travail sont connues : autonomie, qualité des relations humaines avec les collaborateurs, perspectives de progression et sens. Or, *a priori*, chacun de ces leviers est susceptible d'être soit activé, soit neutralisé par la distance à l'entreprise. On peut s'attendre, par exemple, à ce que le travail à distance soit favorable à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, à moins que la porosité entre ces deux domaines ne devienne une source de tension, notamment pour les femmes. Le travail à distance pourrait appauvrir les interactions interpersonnelles, affectant surtout ceux qui bénéficient de l'entreprise en tant que structure d'intégration sociale, mais il pourrait au contraire susciter de nouvelles formes de coopération horizontale<sup>1</sup>. Le travail à distance pourrait être favorable à l'expression de l'autonomie des travailleurs en leur permettant de planifier et d'organiser leur travail de façon plus personnalisée, ou bien au contraire, pour certains d'entre eux, s'accompagner d'une surveillance électronique redoublée. Seul l'allègement des contraintes liées aux trajets domicile-travail constitue une source de bien-être indiscutable. Que sait-on alors, empiriquement, sur le lien entre télétravail et bien-être subjectif ?

## QU'AVAIT-ON APPRIS AVANT LE COVID ?

Avant la crise sanitaire, et malgré la rareté du télétravail, qui ne concernait que 3 à 5 % des travailleurs dans les pays de l'OCDE (Pabilonia et Vernon 2022), de nombreuses études empiriques avaient examiné la relation entre le travail à domicile et le bien-être subjectif, sans pourtant parvenir à des résultats cohérents (Gajendran et Harrison 2007 ; Bailey et Kurland 2002). La seule observation univoque et systématique de ces études était le moindre effet bénéfique du travail à domicile sur la santé mentale et physique des femmes, par rapport à celle des hommes, celles-ci étant davantage accaparées par les tâches ménagères et les soins aux enfants lorsque les frontières entre travail et vie familiale s'estompent (Oakman *et al.*, 2020 ; Yang *et al.*, 2023 ; Xiao *et al.*, 2021). Pour le vérifier, il est utile d'exploiter les « enquêtes d'emploi du temps » qui renseignent sur les activités réalisées tout au long de la journée par les répondants (Lyttelton, Zang, et Musick 2020 ; Pabilonia et Vernon 2022). On constate alors que le si télétravail augmente le temps consacré à la garde des enfants, tant pour les pères que pour les mères, ces dernières consacrent relativement plus de temps aux travaux ménagers et sont plus susceptibles de travailler en présence d'un enfant que les pères. Au total, le télétravail accroît les écarts entre les sexes en matière de travail domestique. Ces données montrent aussi que le télétravail se traduit par un gain de temps et de flexibilité importants, que les enfants et les parents passent plus de temps ensemble, ce qui est probablement bénéfique pour leur bien-être, mais que les télétravailleurs

1. Voir par exemple Hergeux (2023).

passent plus de temps seuls. C'est peut-être pourquoi ils ne jouissent pas nécessairement d'une meilleure santé mentale (Song, Guo, et Zhang 2019 ; Wang *et al.*, 2022).

Des expériences célèbres menées en entreprise avant la pandémie de Covid-19 suggèrent un effet positif du télétravail sur le bien-être. L'une d'elles (Bloom *et al.*, 2015) concerne le centre d'appel d'une grande agence de voyage chinoise (Ctrip). Dans le cadre de la méthode désormais bien connue d'une « expérience aléatoire contrôlée », parmi les employés qui s'étaient portés volontaires pour le travail à domicile, certains ont effectivement été désignés, de manière aléatoire, pour pratiquer cette organisation du travail pendant neuf mois, tandis que les autres restaient au bureau. L'impact du télétravail sur le bien-être des salariés s'est révélé positif. Ces derniers font état d'une meilleure satisfaction au travail, et leur taux de démission diminue de moitié. À la suite de l'expérience, l'entreprise Ctrip a d'ailleurs étendu la possibilité de travailler à domicile à l'ensemble de ses salariés : la moitié de ceux qui avaient déjà expérimenté le dispositif ont choisi d'y rester, ce qui montre que tous les salariés ne vivent pas cette organisation de la même manière.

Pour estimer l'appétence des travailleurs pour le travail à distance, de nombreuses expériences d'un type spécifique ont été conduites, dans le cadre général de la recherche sur les conditions de travail. Il s'agit d'« expériences de choix » menées auprès de salariés afin d'identifier leurs attentes et leurs préférences concernant les caractéristiques de leur emploi. Cette approche vise à estimer la valeur que les travailleurs attribuent à différents aspects de l'emploi. Sont-ils prêts à accepter un salaire plus faible en échange de la possibilité de télétravailler (par exemple), ou au contraire exigeraient-ils un salaire plus élevé si le travail devait se faire à domicile ? Pour le savoir, les chercheurs les mettent en situation de choisir entre des paires d'emplois aux caractéristiques différentes. Que ces situations de choix soient réelles (concernant de vrais emplois, sur une plateforme de recrutement par exemple) ou hypothétiques, c'est-à-dire réalisés par le biais d'enquêtes, elles conduisent aux mêmes résultats (Mas et Pallais 2017).

Ainsi, lors d'une expérience réputée, des chercheurs ont profité de l'occasion d'une campagne de recrutement à grande échelle pour un centre d'appels américain (Mas et Pallais 2017). Des annonces d'offre d'emploi ont été placées sur une grande plateforme de recrutement pour des postes d'enquêteurs téléphoniques. Au cours du processus de sélection, il a été demandé aux candidats leur préférence entre deux postes : d'une part un poste de base, c'est-à-dire sur site (dans la région du candidat), offrant un horaire traditionnel de 40 heures, de 9 h à 17 h, du lundi au vendredi, et d'autre part un autre poste comportant d'autres caractéristiques, notamment, dans certains cas, la possibilité de travailler à domicile. Les chercheurs avaient fait varier de façon aléatoire la différence de salaire entre ces deux options. Ayant interrogé environ 7 000 candidats, ils ont pu estimer la « disposition à payer » pour un certain nombre d'arrangements. Or, parmi tous les dispositifs proposés, il apparaît que c'est le travail à domicile qui est le plus apprécié. En moyenne, les candidats à l'emploi se montrent prêts à accepter un salaire inférieur de 8 % pour avoir la possibilité de travailler à domicile. Les femmes accordent encore plus d'importance que les hommes au travail à domicile, surtout les mères de jeunes enfants. Ici encore on relève des différences entre les travailleurs. Vingt-cinq pour cent d'entre eux sont prêts à renoncer à au moins 2,45 \$ de l'heure, soit environ 14 % de leur salaire, pour travailler à domicile. Cependant environ 20 % des candidats choisissent de travailler exclusivement sur place, même à salaire égal.

Certes, à ce stade, les deux expériences évoquées concernent des emplois dont la dimension sociale et coopérative est faible puisqu'il s'agit de centres d'appel. Afin d'approfondir la validité externe de ces résultats expérimentaux, les auteurs de la dernière étude ont ensuite introduit des

expériences de choix dans une enquête nationale (UAS<sup>1</sup>), touchant alors une population générale de travailleurs (Mas et Pallais 2017). Ils obtiennent une estimation de même ordre de grandeur de la disposition à payer pour la possibilité de travailler à domicile (8,4 % du salaire en moyenne). Naturellement, parmi les répondants à l'enquête, ceux qui disposent déjà de la possibilité de travailler à domicile valorisent beaucoup plus cette option (à 18,7 % du salaire contre 8,6 %). Le temps de trajet entre domicile et travail joue également un rôle important dès qu'il dépasse une heure aller-retour.

Une expérience de choix réel de même nature (He, Neumark, et Weng 2021) permet d'étendre les résultats à un ensemble beaucoup plus vaste de métiers. Il s'agit d'une expérience de terrain réalisée sur un très grand site d'offres d'emplois en ligne en Chine, où sont postées des dizaines de millions d'offres par an, visité par plus de 100 millions de demandeurs d'emploi chaque année, dont des millions sont actifs sur le site chaque jour. Ce site est spécialisé dans les emplois de cols blancs à haut niveau d'éducation. Par exemple, on y trouve des postes tels que : *ingénieur Java*, *directeur financier*, *directeur des ressources humaines*, *directeur du marketing* ou encore *directeur des ventes* apparaissent au sein de catégories plus larges telles que *logiciels*, *finances*, *ressources humaines*, *marketing* et *gestion des ventes*. L'expérience montre que, même sur cet éventail assez divers de professions, les annonces proposant une flexibilité du lieu (télétravail) attirent des taux de candidature plus élevés, même pour des salaires inférieurs.

D'autres expériences de choix hypothétiques conduisent à des conclusions similaires. Ainsi, une expérience de choix introduite dans l'enquête américaine sur les conditions de travail (AWCS) a montré que la possibilité de travailler à distance équivaldrait en moyenne, aux yeux des salariés, à une augmentation de salaire de 4,1 %. Elle serait encore davantage valorisée par les femmes, les blancs et les personnes plus diplômées (Maestas *et al.*, 2018).

## LES EXPÉRIENCES DE CHOIX POST-COVID

L'expérience du télétravail pratiqué pendant le Covid a-t-elle modifié le rapport des salariés à ce dispositif ? Plusieurs études montrent que l'attrait pour le travail à distance n'a fait que s'accroître.

Dans le contexte américain, une enquête conduite en 2021 auprès de 30 000 salariés (SWA<sup>2</sup>) suggère que le télétravail (partiel) est largement plébiscité (Barrero, Bloom, et Davis 2021). L'enquête comprend la question suivante : « *Après le COVID, en 2022 et plus tard, à quelle fréquence souhaiteriez-vous bénéficier de jours de travail rémunérés à domicile ?* » Environ la moitié des employés qui peuvent travailler à domicile dans leur emploi actuel (et près de 40 % de tous les répondants) souhaitent partager la semaine de travail entre le domicile et les locaux de l'employeur. Près de deux tiers des répondants et près de 80 % de ceux qui peuvent travailler à domicile souhaitent le faire au moins un jour par semaine. Environ 30 % souhaitent travailler à domicile toute la semaine, notamment les femmes qui ont des enfants de moins de 12 ans.

Cette enquête pose également directement la question de la « disposition à payer » qui est estimée de manière indirecte dans les expériences de choix précitées : « *Après le COVID, en 2022 et plus tard, que penseriez-vous de travailler à domicile 2 ou 3 jours par semaine ?* » Les options de réponse sont « *Positif : je le verrais comme un avantage ou un salaire supplémentaire* », « *Neutre* » et « *Négatif : je le verrais comme un coût ou une réduction de salaire* ». Si la réponse est « positive » ou

1. *Understanding America Study*, <https://uasdata.usc.edu/>.

2. *Survey of Working Arrangements and Attitudes (SWAA)*, [www.wfhresearch.com](http://www.wfhresearch.com).

« négative », viennent alors les questions suivantes : *Quelle serait l'augmentation [ou la réduction] de salaire (en pourcentage de votre salaire actuel) qui serait pour vous équivalente à la possibilité de travailler à domicile 2 ou 3 jours par semaine ?*<sup>1</sup>.

- Moins de 5 % d'augmentation [réduction] de salaire
- Une augmentation [réduction] de salaire de 5 à 10 %
- Une augmentation [réduction] de salaire de 10 à 15 %
- Une augmentation [réduction] de salaire de 15 à 25 %
- Une augmentation [réduction] de salaire de 25 à 35 %

Près de deux tiers des personnes interrogées désirent travailler à domicile 2 ou 3 jours par semaine. Plus de la moitié d'entre elles déclarent que cela équivaut à une augmentation de salaire de 5 % ou plus, et près d'une personne sur cinq à une augmentation de salaire de 15 % ou plus. Au total, la grande majorité des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête aimeraient travailler à domicile au moins un jour par semaine, et plus de la moitié d'entre elles se disent prêtes à accepter une baisse de salaire importante (7 % en moyenne) pour avoir la possibilité de travailler à domicile à raison de deux ou trois jours par semaine après la pandémie. 40 % de ceux qui pratiquent déjà le travail à distance un ou plusieurs jours par semaine déclarent qu'ils quitteraient leur emploi ou en chercheraient un autre si leur employeur exigeait un retour complet sur le site de l'entreprise. Les employeurs, quant à eux, prévoient que le travail à domicile est envisageable pour la moitié des employés, à raison de deux jours par semaine.

Sur la base du même questionnaire, les chercheurs ont ensuite conduit une enquête mondiale auprès de travailleurs à temps plein dans 27 pays, en 2021 et 2022, pour étudier l'avenir du travail à distance (Zarate 2022). Leurs constats sont similaires : tant les employeurs que les employés s'attendent à ce que le travail à domicile se poursuive après la pandémie, même si les plans des employeurs sont en deçà des souhaits des travailleurs à cet égard. Aux yeux des travailleurs, la possibilité de travailler à domicile deux à trois jours par semaine équivaut à 5 % de leur salaire en moyenne, avec des évaluations plus élevées pour les femmes, les personnes ayant des enfants, les travailleurs hautement qualifiés et ceux qui ont des trajets plus long. La disposition à payer pour pouvoir travailler à distance (à revenu national égal) est légèrement négative pour Taïwan et positive pour tous les autres pays, allant d'environ 7-8 % du salaire au Brésil, en Égypte, en Inde et en Turquie, à 8,8 % en Serbie, et près de 12 % en Ukraine (avant le conflit). Au niveau mondial, un quart des employés qui pratiquent effectivement le télétravail un ou plusieurs jours par semaine déclarent qu'ils quitteraient leur emploi, ou en chercheraient un qui autorise le télétravail, si leur employeur exigeait un retour complet sur site.

Dans le même ordre d'idées, une autre enquête fondée sur une expérience de choix réalisée en Pologne pendant la période Covid, conduit à estimer qu'en moyenne les travailleurs sacrifieraient 5,1 % de leurs revenus pour avoir la possibilité de travailler à domicile, en particulier pour 2 à 3 jours par semaine (7,3 %) plutôt que 5 jours par semaine (2,8 %) (Lewandowski, Lipowska, et Smoter 2022).

Enfin, mentionnons une dernière expérience (aléatoire, contrôlée) conduite en 2021 et 2022 chez Trip.com, une agence de voyages mondiale cotée au NASDAQ, comptant 35 000 employés, et dont le siège est à Shanghai (Bloom, Han, et Liang 2022). Au sein du groupe des 1 612 ingénieurs

1. *How much of a pay raise [cut] (as a percent of your current pay) would you value as much as the option to work from home 2 or 3 days a week ?*

et employés du marketing et de la finance des divisions Airfare et IT, ceux qui étaient nés un jour impair (le 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>... jour du mois) se sont vu offrir la possibilité de télétravailler le mercredi et le vendredi. Les autres (dont l'anniversaire tombait un jour pair) ont continué à venir au bureau à plein temps comme avant. On constate que cet arrangement hybride a permis de réduire les démissions de 35 % (de 7,2 % à 4,7 %) et d'augmenter la satisfaction au travail dans le groupe « de traitement » qui bénéficiait du dispositif par rapport au groupe « de contrôle » qui n'en bénéficiait pas. Notons que les mesures de productivité, telles que les lignes de code écrites, ont augmenté de 8 %, et la productivité auto-évaluée des employés s'est accrue. Compte tenu de ces avantages sur le plan de la fidélisation, de la satisfaction au travail et de la productivité, l'entreprise a étendu le travail hybride à l'ensemble de la société après la fin de l'expérience.

## LE TÉLÉTRAVAIL ET LE BIEN-ÊTRE SUBJECTIF

Puisque la plupart des salariés du monde entier semblent valoriser la possibilité de travailler à distance, voire seraient prêts à renoncer à une partie de leur salaire pour saisir cette possibilité, se sont-ils sentis plus heureux de télétravailler lorsque cela leur a été imposé par les confinements liés au Covid ?

La question peut sembler étrange dans un contexte où le bien-être de la population a fortement chuté. Il s'agit ici de démêler l'effet du travail à distance en tant que tel du contexte anxio-gène de la pandémie. En réalité, l'épisode de Covid-19 est même propice à l'identification de l'impact du télétravail sur le bien-être dans la mesure où le télétravail a été imposé du jour au lendemain à tous ceux qui le pouvaient, ce qui exclut le problème habituel d'auto-sélection, du moins pendant les périodes de confinement les plus strictes. On peut en effet considérer qu'au cours de ces épisodes, une personne travaillait à domicile si cela avait été décidé par le gouvernement ou par son employeur et non par elle-même, ce qui permet au chercheur d'identifier l'effet causal du télétravail sur son bien-être en évitant de le confondre avec l'effet des caractéristiques des personnes désireuses de travailler à distance.

Cependant, même dans ce contexte, il n'est pas facile de mesurer l'effet propre du travail à domicile sur le bien-être subjectif, indépendamment du contexte du Covid. Pour le faire, il est nécessaire de réunir plusieurs conditions. En premier lieu, il faut suivre les mêmes individus depuis la période antérieure à la pandémie puis au cours de celle-ci. Ensuite, il faut pouvoir les observer à différents moments pendant la période de Covid, afin de mesurer leur bien-être subjectif selon qu'ils travaillent à domicile ou non. On peut alors espérer distinguer l'effet du passage au travail à domicile de l'impact général de la pandémie et de l'impact différentiel de la crise sur les travailleurs selon qu'ils occupent ou non un emploi « télétravaillable ».

Deux études menées dans le cadre de notre Observatoire réunissent ces conditions d'identification de la causalité. Leurs résultats sont surprenants. Le passage au télétravail intégral se révèle *préjudiciable* à la satisfaction de vie (enquête allemande) et à la santé mentale (enquête anglaise) (Pierce *et al.*, 2020 ; Pelly *et al.*, 2021 ; Sibley *et al.*, 2020 ; Anaya *et al.*, 2021 ; Banks et Xu 2020 ; Brodeur *et al.*, 2021 ; Schmidtke *et al.*, 2021 ; Gueguen et Senik 2022). Il réduit notamment le sentiment d'être utile, la concentration, la confiance en soi, le sentiment de joie, la capacité de prendre des décisions, et augmente le risque de dépression. Mais ce résultat concerne les employés qui ont travaillé à domicile à plein temps, et non à temps partiel. En revanche, le télétravail partiel, encore appelé « hybride » n'exerce pas d'effet notable. Ces résultats sont confirmés par d'autres études fondées sur les mêmes types de sources (Reuschke et Felstead 2020 ; Bertoni *et al.*, 2021 ; Schifano *et al.*, 2021).

Nous identifions également l'impact de la durée du travail à domicile. À cet égard, on pouvait potentiellement s'attendre à deux effets opposés : une adaptation positive aux nouvelles contraintes sociales, technologiques et organisationnelles, ou une désocialisation de plus en plus délétère du fait de la distance à l'entreprise et aux collègues. De fait, on observe une évolution dynamique au cours de laquelle la détérioration initiale de la santé mentale disparaît après plusieurs mois *consécutifs* de télétravail. Il s'agit certainement d'un phénomène d'adaptation à une organisation nouvelle, même si l'on ne peut pas écarter totalement l'hypothèse d'un phénomène d'auto-sélection, au sens où les personnes auxquelles cela convenait le mieux ont continué plus longtemps à travailler intégralement à distance.

### Encadré 3

L'enquête longitudinale anglaise auprès des ménages britanniques (UKHLS), habituellement annuelle, a développé un module supplémentaire Covid-19 avec des vagues fréquentes depuis avril 2020, et qui contient à la fois des mesures de satisfaction de vie et de santé mentale. Nous observons ainsi les mêmes personnes à huit moments différents pendant l'épisode Covid, entre avril 2020 et mars 2021. De même, l'enquête allemande (SOEP) interroge les mêmes personnes chaque année avant 2020, soit deux fois pendant la vague de Covid-19. Comme de nombreuses personnes ont alternativement travaillé à distance et sur site, nous pouvons identifier l'impact spécifique du travail à domicile sur leur bien-être subjectif.

## UN RÉVÉLATEUR DES CULTURES DE GENRE

L'une des particularités du télétravail tel qu'il a été pratiqué pendant la pandémie tient au fait que les écoles ont également été fermées pendant de longues périodes, plaçant les parents en situation de travailler à domicile avec leurs enfants. Toutes les études montrent que cette situation a été délétère pour le bien-être et la santé mentale des parents. Elles sont également l'occasion de mettre en lumière l'asymétrie des responsabilités parentales en matière de soins aux enfants et de répartition des tâches ménagères. Cependant, l'expérience du confinement souligne aussi les différences entre cultures nationales concernant ces responsabilités.

On a vu, à l'aide des expériences de choix, que les femmes, et notamment les mères de jeunes enfants, accordaient une plus grande valeur à la possibilité de télétravailler et étaient particulièrement disposées à accepter un salaire inférieur en contrepartie de cette liberté (Mas et Pallais 2017). Cet arrangement, en permettant aux femmes de mieux équilibrer contraintes familiales et professionnelles en présence d'enfants devrait donc être propice à leur bien-être. En réalité, les travaux empiriques tendent à aboutir à une conclusion opposée. Comme nous l'avons évoqué, concernant la période pré-COVID-19, ce dispositif semblait moins favorable au bien-être des femmes que des hommes, car l'effacement des frontières entre le travail et le domicile pèse davantage sur elles (Oakman *et al.*, 2020 ; Yang *et al.*, 2023 ; Xiao *et al.*, 2021). De même, pour la période Covid, parmi les télétravailleurs, les mères font plus fréquemment état de sentiments d'anxiété, de solitude et de dépression que les pères (Lyttelton, Zang, et Musick 2020 ; Bertoni *et al.*, 2021).

Nos propres travaux permettent de vérifier ces résultats. Au Royaume-Uni, l'influence du télétravail (à la fois partiel et complet) se révèle particulièrement néfaste à la satisfaction de vie et à la santé mentale des mères d'enfants de moins de 15 ans, surtout entre les mois d'avril et juillet 2020 quand l'enseignement à domicile était le plus répandu. En revanche, nous ne détectons aucun effet spécifique des enfants pour les hommes qui télétravaillent. En Allemagne, comme nous l'avons vu, le télétravail a exercé un effet moyen négatif sur la satisfaction de vie des employés

au cours des deux premières années de la pandémie. Ici encore, la baisse de la satisfaction de vie n'est constatée que pour les mères d'enfants en âge scolaire, et non les hommes célibataires ou les mères de très jeunes enfants.

Certes, l'impact négatif du télétravail sur les mères est probablement dû à la charge que représente « l'école à la maison », une caractéristique qui n'a aucune raison d'être associée au travail à domicile à l'avenir. Cependant, ces résultats confirment la plus grande porosité des contraintes professionnelles et familiales pour les femmes, c'est-à-dire l'étendue de l'asymétrie des rôles masculins et féminins.

Plus généralement, le télétravail s'articule avec les normes propres à chaque culture en matière de répartition des tâches entre conjoints au sein du foyer. Dans un cadre de forte asymétrie des rôles, il n'est pas étonnant que le temps consacré par les femmes aux tâches ménagères et à la garde des enfants augmente de manière disproportionnée, ainsi que le multitâche et les interruptions de travail. Mais qu'en est-il dans des environnements plus égalitaires ?

À cet égard, une approche comparative de la France, de la Suède et de la Suisse, réalisée par la sociologue Julie Landour pendant le confinement, est très révélatrice (Landour 2023). L'auteur a sélectionné des couples socialement comparables, composés de cadres hétérosexuels cohabitants et ayant au moins un enfant de moins de 12 ans. Cependant dans toutes ces familles, ce sont les hommes que travaillaient à leur domicile pendant le Covid, tandis que leurs conjointes avaient maintenu leur activité professionnelle à l'extérieur du foyer. Comment, dans cette situation particulière, où ce sont les hommes qui sont « au foyer », les tâches familiales et domestiques se répartissent-elles ?

Rappelons que ces trois pays sont caractérisés par des régimes familiaux différents, la Suède présentant le modèle le plus équilibré du point de vue de la contribution de la femme et de l'homme aux revenus et aux soins, et la Suisse le modèle le plus traditionnel. Autres différences : avant la pandémie, le télétravail était plus diffusé en Suède et en Suisse qu'en France et y était davantage exercé par des hommes que par des femmes.

Le constat est édifiant : En France, les hommes télétravaillent mais conservent un rôle marginal d'appoint dans les tâches domestiques. En Suisse, les hommes endossent une part plus importante du travail domestique et parental, mais les femmes en restent les principales orchestratrices. À l'opposé, en Suède, on assiste à une complète réorganisation du travail domestique et parental dans laquelle c'est l'homme, puisqu'il travaille à domicile, qui endosse l'essentiel des tâches associées à cet espace – tâches ménagères comme soins aux enfants, allant jusqu'à se séparer des aides extérieures auxquelles le ménage recourrait avant la pandémie (femme de ménage, baby-sitter). Ces résultats très contrastés montrent que le télétravail ne fait qu'agir comme un révélateur de ces normes de division du travail entre hommes et femmes.

## DES RÉSULTATS PARADOXAUX ?

Compte tenu de l'impact négatif du travail à distance sur le bien-être subjectif, du moins au cours des premiers mois de confinement, il peut sembler surprenant que de nombreux salariés dans le monde manifestent le désir de continuer à travailler à domicile, comme le montrent de nombreuses enquêtes (Barrero, Bloom, et Davis 2021). En réalité, ceci s'explique par le fait que la plupart d'entre eux aspirent à travailler *partiellement* à domicile, plutôt que totalement. Ce sont en effet uniquement les travailleurs à domicile et à plein temps qui ont souffert de cette situation, et non ceux qui télétravaillaient « souvent » au lieu de « toujours » (dans l'enquête anglaise que

nous exploitons). De fait, les expériences de choix évoquées plus haut concernaient pour la plupart la possibilité de travailler à distance quelques jours par semaine, et non intégralement.

Il se pourrait également que les travailleurs aient une image idéalisée du télétravail, en associant l'idée du domicile à un état agréable, sans anticiper les conséquences négatives de cette organisation sur leur santé mentale. Une enquête auprès de milliers d'Américains travaillant à temps plein et qui avaient pratiqué le travail à domicile pendant la pandémie permet de comprendre ce que les salariés attendent du télétravail (Barrero, Bloom, et Davis 2021). À la question « *Quels sont les principaux avantages du travail à domicile ?* », avec la possibilité de choisir jusqu'à trois options, 51 % répondent « *Pas de trajet* », 44 % « *Horaires de travail flexibles* », 41 % « *Moins de temps pour se préparer au travail* », 37 % « *Calme* » et 18 % « *Moins de réunions* ». Il s'agit donc essentiellement d'économie et de gestion du temps. À la question « *Quels sont les principaux avantages de travailler dans les locaux professionnels de votre employeur ?* » 49 % répondent « *Collaboration en face à face* », 49 % « *Socialisation* », 41 % « *[maintenir] les limites entre le travail et la vie personnelle* », et 40 % « *Meilleur équipement* ». Il s'agit donc plutôt d'avantages liés à l'activité de travail elle-même. Ainsi, il n'est pas surprenant que si le télétravail à temps partiel présente l'avantage de desserrer les contraintes temporelles auxquelles font face les travailleurs, cette organisation poussée à temps complet finisse par peser sur la satisfaction au travail et le moral des salariés. Quant aux chefs d'entreprise interrogés lors de la même enquête, s'ils désirent en majorité faire venir les travailleurs sur place trois jours ou plus par semaine, c'est pour des raisons tenant à la culture du lieu de travail, à la motivation et à l'innovation. Ils sont néanmoins nombreux à voir des avantages au travail à domicile à raison d'un ou deux jours par semaine. Il semble donc régner un certain accord entre employeurs et employés en faveur du maintien du télétravail partiel, même si le nombre de jours désiré par les premiers est plus faible que celui espéré par les seconds.

## CHANGER DE MODÈLE ?

Avec son déclenchement soudain et inattendu, l'épidémie de Covid-19 et les épisodes de confinement qu'elle a imposés constituent quasiment une « expérience naturelle » permettant d'analyser l'impact causal du travail à domicile sur le bien-être subjectif, mais posent également certaines limites quant à la généralité de ces analyses. En premier lieu, le fait que le télétravail ait été imposé à tous les travailleurs (dans la mesure du possible) signifie qu'il était exempt de toute notion de privilège ou de stigmatisation. Ensuite, les individus travaillaient à domicile au sens propre, par opposition à d'autres formes de travail à distance. En troisième lieu, plusieurs membres d'un même ménage travaillaient souvent à domicile en même temps. Enfin, les enfants étaient également à la maison pendant la journée. À l'avenir, et en régime « normal », aucune de ces circonstances particulières ne devrait se reproduire à l'identique, même s'il reste que la relation entre travail à domicile et bien-être subjectif, notamment pour les femmes, dépendra du type de structure familiale.

Les résultats de la recherche suggèrent que le fait de travailler entièrement à domicile est susceptible d'avoir un effet néfaste sur le bien-être subjectif. En moyenne sur la période, le passage au travail à domicile à plein temps détériore la santé mentale des salariés. Il réduit notamment le sentiment d'être utile, la concentration et la capacité de prendre des décisions.

Pourtant, les « expériences de choix » conduites par des chercheurs montrent sans ambiguïté que les salariés valorisent la possibilité de télétravailler. Lorsque plusieurs emplois, assortis de niveaux de rémunération différents et de la possibilité – ou non – de travailler à distance leur sont

proposés, les travailleurs se montrent prêts à accepter un salaire d'environ 5 % à 8 % plus faible à condition de pouvoir télétravailler certains jours de la semaine. Les gens se tromperaient-ils en imaginant que le télétravail est propice à leur bien-être ? Sont-ils aveuglés par la promesse de gain de temps de transport et de flexibilité, au point de négliger leur besoin d'interactions en présence avec leurs collaborateurs ?

En réalité, ces deux types d'observation ne sont pas contradictoires. En effet, les expériences de choix proposent en général la possibilité de travailler quelques jours à distance, c'est-à-dire une forme d'organisation hybride. Et c'est cette organisation qui est plébiscitée, et non le travail à distance à temps complet. Il s'agit donc d'une question de degré. En effet, la deuxième leçon de nos études est que l'on n'observe pas de déclin du bien-être de ceux qui ont seulement pratiqué le télétravail partiel pendant les périodes de confinement. Ainsi, si quelques jours de télétravail par semaine offrent effectivement une respiration aux salariés, et leur permettent d'économiser une partie de leur temps de transport, il n'est pas encore temps d'abolir totalement le lieu de travail.

Notons que toutes les études portant sur l'impact du télétravail sur le bien-être subjectif font état de différences importantes selon les personnes (Zarate 2022). Les expériences de choix comme les données d'enquête montrent que les relations au télétravail dépendent de l'âge, du sexe et du niveau d'éducation (et bien sûr de la longueur des trajets domicile-travail). Le télétravail ne peut donc être jugé universellement comme étant bon ou mauvais pour le bien-être des travailleurs s'il leur est imposé ; en revanche, il leur sera bénéfique s'il est offert comme une possibilité, un nouveau degré de liberté.

## BIBLIOGRAPHIE

- Anaya, Lina, Peter Howley, Muhammad Waqas, et Gaston Yalonzky. 2021. « [Locked down in distress : a causal estimation of the mental-health fallout from the COVID-19 pandemic in the UK](#) ». Available at SSRN 3873973.
- Bailey, Diane E., et Nancy B. Kurland. 2002. « [A Review of Telework Research : Findings, New Directions, and Lessons for the Study of Modern Work](#) ». *Journal of Organizational Behavior* 23 (4) : 383-400.
- Banks, James, et Xiaowei Xu. 2020. « [The mental health effects of the first two months of lockdown during the COVID-19 pandemic in the UK](#) ». *Fiscal Studies* 41 (3) : 685-708.
- Barrero, Jose Maria, Nicholas Bloom, et Steven J. Davis. 2021. « [Why Working from Home Will Stick](#) ». Working Paper. Working Paper Series. National Bureau of Economic Research.
- Bergeaud, Antonin, et Simon Ray. 2021. « [Adjustment Costs and Factor Demand : New Evidence from Firms' Real Estate](#) ». *The Economic Journal* 131 (633) : 70-100.
- Bertoni, Marco, Danilo Cavapozzi, Giacomo Pasini, et Caterina Pavese. 2022. « [Remote Working and Mental Health During the First Wave of the COVID-19 Pandemic](#) ». SSRN Scholarly Paper. Rochester, NY.
- Bloom, Nicholas, Ruobing Han, et James Liang. 2022. « [How Hybrid Working From Home Works Out](#) ». Working Paper. Working Paper Series. National Bureau of Economic Research.
- Bloom, Nicholas, James Liang, John Roberts, et Zhichun Jenny Ying. 2015. « [Does Working from Home Work ? Evidence from a Chinese Experiment](#) ». *The Quarterly Journal of Economics* 130 (1) : 165-218.
- Brodeur, Abel, Andrew E. Clark, Sarah Fleche, et Nattavudh Powdthavee. 2021. « [COVID-19, Lockdowns and Well-Being : Evidence from Google Trends](#) ». *Journal of Public Economics* 193 (janvier) : 104346.

- Dey, Matthew, Harley Frazis, Mark A. Loewenstein, et Hugette Sun. 2020. « [Ability to work from home : evidence from two surveys and implications for the labor market in the COVID-19 pandemic](#) ». *Monthly Labor Review*, 1-19.
- Dingel, Jonathan I., et Brent Neiman. 2020. « [How Many Jobs Can Be Done at Home ?](#) » *Journal of Public Economics* 189 (septembre) : 104235.
- Gajendran, Ravi S., et David A. Harrison. 2007. « [The Good, the Bad, and the Unknown about Telecommuting : Meta-Analysis of Psychological Mediators and Individual Consequences](#) ». *The Journal of Applied Psychology* 92 (6) : 1524-41.
- Gueguen, Guillaume, et Claudia Senik. 2022. « [Adopter Le Télétravail ? L'impact Du Travail à Distance Sur Le Bien-Être](#) ». 2201. *Notes de l'Observatoire Du Bien-Être*. Notes de l'Observatoire du Bien-être. Cepremap.
- He, Haoran, David Neumark, et Qian Weng. 2021. « [Do Workers Value Flexible Jobs ? A Field Experiment](#) ». *Journal of Labor Economics* 39 (3) : 709-38.
- Hensvik, Lena, Thomas Le Barbanchon, et Roland Rathelot. 2020. « [Which Jobs Are Done from Home ? Evidence from the American Time Use Survey](#) ». In *SSRN Electronic Journal*.
- Hergeux, Jérôme. 2023. « Quarante ans de télétravail volontaire ». In *Le travail à distance. Défis, enjeux et limites*, édité par Claudia Senik. Paris : La Découverte.
- Landour, Julie. 2023. « Quand les hommes télétravaillent. Variations des arrangements domestiques en France, en Suède et en Suisse ». In . . *Le travail à distance. Défis, enjeux et limites*, édité par Claudia Senik. Paris : La Découverte.
- Lewandowski, Piotr, Katarzyna Lipowska, et Mateusz Smoter. 2022. « [Working from Home During a Pandemic - A Discrete Choice Experiment in Poland](#) ». SSRN Scholarly Paper. Rochester, NY.
- Lyttelton, Thomas, Emma Zang, et Kelly Musick. 2020. « [Gender Differences in Telecommuting and Implications for Inequality at Home and Work](#) ». SSRN Scholarly Paper. Rochester, NY.
- Maestas, Nicole, Kathleen J. Mullen, David Powell, Till von Wachter, et Jeffrey B. Wenger. 2018. « [The Value of Working Conditions in the United States and Implications for the Structure of Wages](#) ». RAND Corporation.
- Mas, Alexandre, et Amanda Pallais. 2017. « [Valuing Alternative Work Arrangements](#) ». *American Economic Review* 107 (12) : 3722-59.
- Oakman, Jodi, Natasha Kinsman, Rwth Stuckey, Melissa Graham, et Victoria Weale. 2020. « [A Rapid Review of Mental and Physical Health Effects of Working at Home : How Do We Optimise Health ?](#) » *BMC Public Health* 20 (1) : 1825.
- Pabilonia, Sabrina Wulff et Victoria Vernon. 2022. « [Telework, Wages, and Time Use in the United States](#) ». *Review of Economics of the Household* 20 (3) : 687-734.
- Pelly, Diane, Michael Daly, Liam Delaney, et Orla Doyle. 2021. « [Worker Well-Being before and during the COVID-19 Restrictions : A Longitudinal Study in the UK](#) ». *Working Papers*, Working Papers, janvier.
- Pierce, Matthias, Holly Hope, Tamsin Ford, Stephani Hatch, Matthew Hotopf, Ann John, Evangelos Kontopantelis, *et al.*, 2020. « [Mental Health before and during the COVID-19 Pandemic : A Longitudinal Probability Sample Survey of the UK Population](#) ». *The Lancet. Psychiatry* 7 (10) : 883-92.
- Reuschke, Darja, et Alan Felstead. 2020. « [Homeworking in the UK : before and during the 2020 lockdown](#) ». WISERD Report. Cardiff : Wales Institute of Social and Economic Research and Data.
- Schifano, Sonia, Andrew E Clark, Samuel Greiff, Claus Vögele, et Conchita d'Ambrosio. 2021. « [Well-being and working from home during COVID-19](#) ». *Information Technology & People*.

- Schmidtke, Julia, Clemens Hetschko, Ronnie Schöb, Gesine Stephan, Michael Eid, et Mario Lawes. 2021. « [The Effects of the COVID-19 Pandemic on the Mental Health and Subjective Well-Being of Workers : An Event Study Based on High-Frequency Panel Data](#) ». *IZA Discussion Papers*, IZA Discussion Papers, août.
- Sibley, Chris G., Lara M. Greaves, Nicole Satherley, Marc S. Wilson, Nickola C. Overall, Carol H. J. Lee, Petar Milojev, *et al.*, 2020. « [Effects of the COVID-19 Pandemic and Nationwide Lockdown on Trust, Attitudes toward Government, and Well-Being](#) ». *The American Psychologist* 75 (5) : 618-30.
- Song, Yan, Shu Guo, et Ming Zhang. 2019. « [Will Environmental Regulations Affect Subjective Well-Being ? – A Cross-Region Analysis in China](#) ». *Environmental Science and Pollution Research* 26 (28) : 29191-211.
- Wang, Jianghao, Yichun Fan, Juan Palacios, Yuchen Chai, Nicolas Guetta-Jeanrenaud, Nick Obradovich, Chenghu Zhou, et Siqi Zheng. 2022. « [Global Evidence of Expressed Sentiment Alterations during the COVID-19 Pandemic](#) ». *Nature Human Behaviour* 6 (3) : 349-58.
- Xiao, Yijing, Burcin Becerik-Gerber, Gale Lucas, et Shawn C. Roll. 2021. « [Impacts of Working From Home During COVID-19 Pandemic on Physical and Mental Well-Being of Office Workstation Users](#) ». *Journal of Occupational and Environmental Medicine* 63 (3) : 181-90.
- Yang, Duanyi, Erin L. Kelly, Laura D. Kubzansky, et Lisa Berkman. 2023. « [Working from Home and Worker Well-Being : New Evidence from Germany](#) ». *ILR Review*, janvier, 00197939221148716.
- Zarate, Cevat Giray Aksoy, Jose Maria Barrero, Nicholas Bloom, Steven J. Davis, Mathias Dolls, and Pablo. 2022. « [Working from Home around the World](#) ». *Brookings* (blog). 8 septembre 2022.



# 4. Eco-anxiété, éco-action et bien-être

Depuis trois ans, le bien-être des Français et leurs inquiétudes ont été dominé par des menaces immédiates : le Covid-19, puis la guerre en Ukraine, et leurs conséquences sur l'inflation. À ces inquiétudes s'ajoute la conscience accrue du dérèglement climatique et des menaces inédites que ce dernier fait planer sur nos sociétés.

Dans le cas français, nous illustrons la montée en puissance de la préoccupation environnementale, et plus spécifiquement de l'inquiétude face au changement climatique, qui a pris le pas sur des sujets plus locaux, comme la pollution de l'air. Une grande partie des Français a le sentiment d'agir déjà pour lutter contre le changement climatique, et beaucoup pensent déjà faire tout ce qui est en leur pouvoir. Comme ailleurs, les Français les plus engagés dans des pratiques environnementales déclarent un niveau de bien-être plus élevé que ceux qui en font moins, ou s'en préoccupent moins.

Par rapport aux autres Européens, les Français sont parmi les plus conscients du problème climatique. En pratique, ils sont en avance par rapport aux autres Européens sur le tri des déchets et l'évolution de l'alimentation (produits bio, réduction de la consommation de viande), mais en retard dans le domaine des transports et des produits jetables. L'examen détaillé des pratiques confirme la continuité entre les déclarations générales et les actions spécifiques, avec des différences selon les catégories sociales.

Au regard de la vivacité des inquiétudes des Français et du nombre de ceux qui affirment avoir modifié leurs habitudes, une mesure pourtant cruciale de lutte contre le changement climatique rencontre une forte opposition. Il s'agit de la taxe carbone. Dès 2016, avant que les Gilets jaunes n'en fassent un sujet politiquement explosif, cette mesure pâtissait déjà d'un niveau de soutien plus faible, et politiquement plus clivé, que d'autres actions plus consensuelles telles que les subventions aux énergies renouvelables et la mise en place de normes d'efficacité énergétique pour les appareils électroménagers.

Ce chapitre se termine par une revue générale de la recherche déjà abondante consacré au lien entre transition écologique et bien-être subjectif. Le coût du dérèglement climatique sur le bien-être va au-delà de ses conséquences économiques : nous souffrons de nous retrouver plongés dans un monde plus incertain et menaçant, et cela trouve des expressions diverses : solastalgie, éco-anxiété, éco-colère. Si l'éco-anxiété apparaît paralysante et

génératrice de mal-être, l'éco-colère agit au contraire comme une motivation à agir pour le climat, action qui restaure un sentiment de sens. C'est pourquoi de nombreuses enquêtes mettent en évidence que bien-être subjectif et engagement dans la lutte contre le changement climatique vont de pair, suggérant que cette perspective d'une écologie punitive n'est pas inéluctable.

## 4.1 Des Français préoccupés par l'environnement

En 2021, les préoccupations environnementales se hissaient au deuxième rang des inquiétudes principales des Français, derrière la violence et l'insécurité (Millot et Müller 2022). Un véritable renversement de l'ordre des inquiétudes s'est opéré notamment depuis les confinements successifs de 2020. Grâce au travail de prévention et de médiatisation de nombreux acteurs, les problèmes environnementaux, historiquement souvent écartés au profit de sujets comme le chômage et l'immigration, sont aujourd'hui amplement reconnus par la population française. Toutefois ces dangers sont variés et différemment perçus selon les groupes sociaux. Afin d'atténuer leurs conséquences néfastes, de nombreuses pratiques pro-environnementales existent. De nature multiple, allant du tri des déchets ménagers au transport quotidien « propre », ils font aujourd'hui partie intégrante de la vie des Français. Nous montrons que ces efforts exercent une influence positive sur le bien-être de ceux qui les pratiquent<sup>1</sup>.

### UNE INQUIÉTUDE QUI MONTE

Parce qu'elles deviennent de plus en plus visibles, connues et même parfois subies, les questions environnementales d'aujourd'hui ne sont plus les mêmes qu'il y a cinq ans (Figure 4.1). Parmi les événements environnementaux dits globaux, le réchauffement climatique est le plus cité en tant que préoccupation majeure. Alors que 45 % des Français le plaçait parmi ses deux premières préoccupations en 2016, il est mentionné par plus de 60 % d'entre eux en 2021. Cette progression régulière montre la prise de conscience grandissante par les Français de l'urgence de la crise climatique en cours.

L'occurrence de catastrophes naturelles et la disparition animale et végétale de masse<sup>2</sup> sont intimement liées au réchauffement climatique. Ainsi, malgré quelques variations, la perception de ces préoccupations reste relativement stable ces dernières années. Après une sensible diminution en 2019, un regain d'inquiétude concernant les catastrophes naturelles est en cours. La multiplication des incendies dévastateurs ces dernières années, provoquée par l'élévation des températures et les stress hydriques récurrents au cours de l'été, ainsi que des tempêtes et des inondations à d'autres périodes touche directement les Français.

Les préoccupations environnementales sont aussi locales. La pollution de l'air ainsi que la pollution de l'eau, des rivières et des lacs sont les problèmes locaux qui inquiètent le plus, d'ailleurs même que les catastrophes naturelles à certaines périodes. Citée par 45 % des répondants en

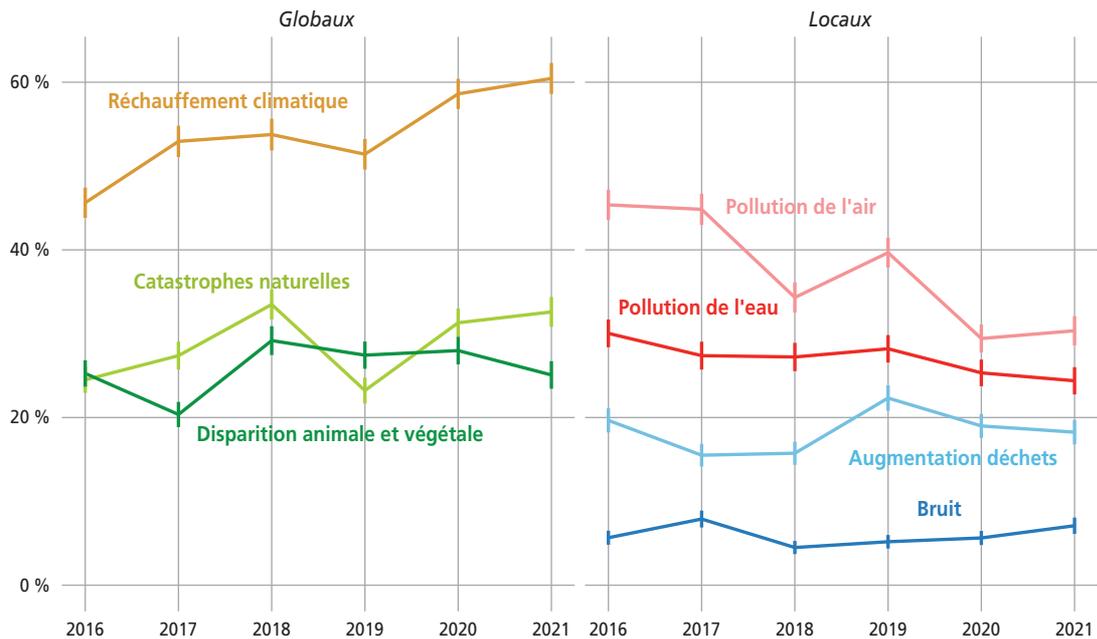
1. Notre travail s'inscrit dans la continuité des études déjà produites par le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires sur le sujet (Pautard 2021). L'ensemble des résultats présentés provient des plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (CAMME) réalisée par l'Insee.

2. D'après le récent Planète Vivante 2022 du WWF, une baisse de 69 % des populations d'animaux sauvages vertébrés s'est produite en moins de cinquante ans.

2016, on remarque toutefois une diminution significative de la préoccupation liée à la pollution de l'air année après année. Ce résultat est probablement dû aux hivers plus chauds vécus ces dernières années<sup>1</sup>. Les Français réduisent alors en partie l'utilisation de la voiture individuelle et des chauffages individuels et donc les pics de pollution pendant cette période.

Quels sont les deux problèmes liés à la dégradation de l'environnement qui vous paraissent les plus préoccupants ?

Évènements environnementaux



Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.1

Finalement, il est bon de remarquer que seuls 1,7 % des Français estiment qu'aucun de ces problèmes ne fait partie des deux préoccupations les plus urgentes en 2021. Néanmoins, si ces préoccupations écologiques font généralement l'unanimité, les différentes générations ne donnent pas la même priorité à chacune d'entre elles.

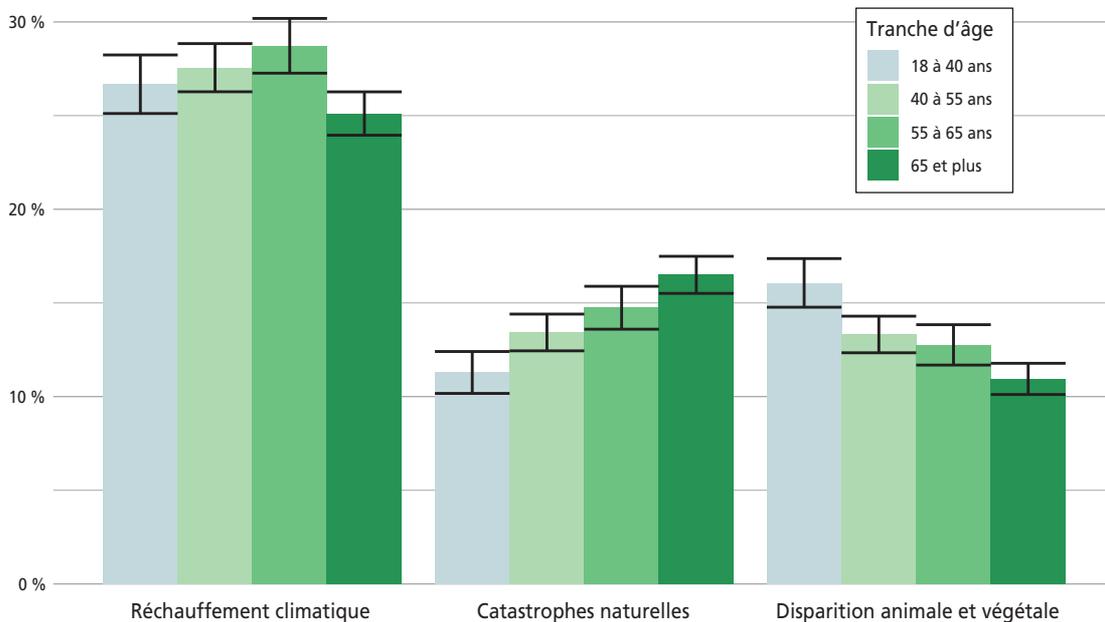
### Quelques différences générationnelles

Selon leur âge, les Français ne se sentent pas concernés par les mêmes préoccupations environnementales. Pour les événements globaux, les catastrophes naturelles, sont majoritairement désignées par les plus âgés, alors que la disparition d'espèces animales et végétales est un thème bien plus préoccupant pour les plus jeunes.

1. L'hiver 2019-2020 a été identifié par Météo France comme le plus chaud depuis 1900, avec un excédent de température de + 2,7 °C par rapport à la moyenne des températures hivernales calculées entre 1981 et 2010.

Quels sont les deux problèmes liés à la dégradation de l'environnement qui vous paraissent les plus préoccupants ?

Évènements globaux

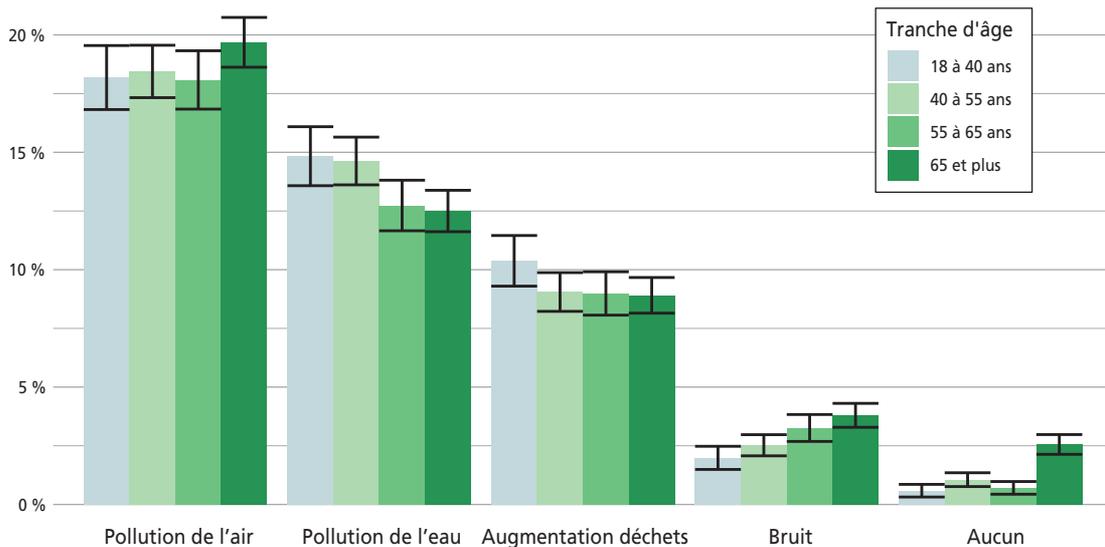


Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.2

Quels sont les deux problèmes liés à la dégradation de l'environnement qui vous paraissent les plus préoccupants ?

Évènements Locaux



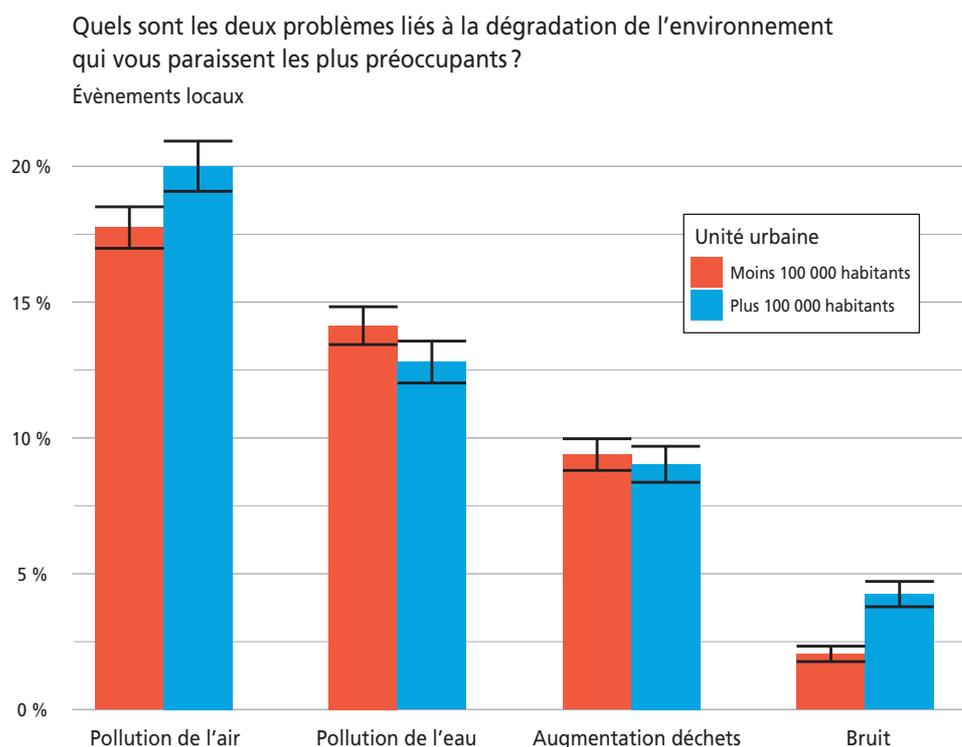
Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.3

Cette divergence des préoccupations selon l'âge reflète certainement l'expérience de chacun ainsi que son horizon de vie. Le réchauffement climatique est tout de même majoritairement choisi comme préoccupation principale, quel que soit l'âge. Ce ne sont pas les plus jeunes qui désignent l'urgence climatique en premier mais la tranche 55 à 65 ans, première génération à avoir été alertée du dérèglement climatique dans les années 1980/90. Les préoccupations locales sont moins différenciées selon l'âge (Figure 4.3), même si la grande majorité de ceux que n'inquiète aucun évènement appartient au groupe 65 ans et plus. Ces derniers ne représentent toutefois qu'une faible fraction de la population.

### Et par zone d'habitation

Si les préoccupations varient en fonction de l'âge, elles dépendent aussi de la zone d'habitation des personnes<sup>1</sup>. On relève un écart entre les communes en fonction de leur taille (Figure 4.4). La pollution de l'air est un sujet touchant bien plus les grandes villes puisqu'elles doivent souvent faire face à des pics de pollution liés au trafic automobile. Il en va de même pour la gêne liée au bruit. La pollution de l'eau quant à elle inquiète plus pour les habitants de petites communes, probablement du fait de leur proximité avec les rivières et les lacs dont la pollution est de plus en plus régulière et visible.



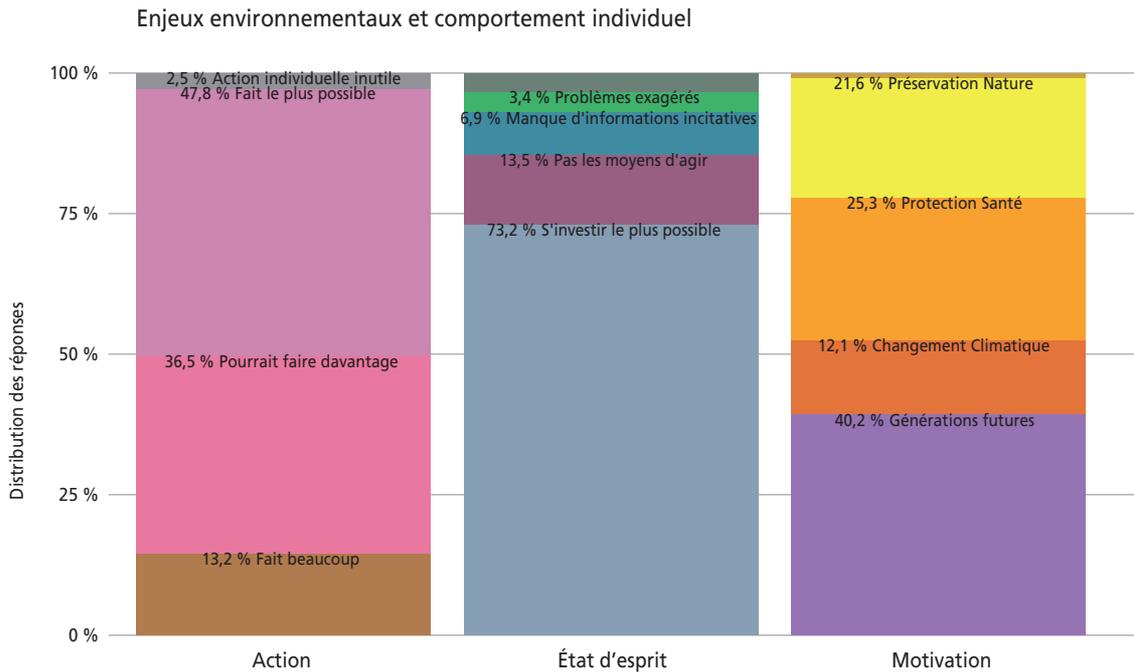
Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.4

1. L'enquête CAMME ne nous permet pas de connaître précisément la localisation des répondants. En revanche, nous connaissons la démographie autour de leur résidence principale. Nous procédons ainsi à un découpage sommaire afin de différencier les réponses des habitants selon qu'ils vivent dans des villes de plus ou moins de 100 000 habitants.

## UNE INQUIÉTUDE QUI POUSSE À AGIR

L'éco-anxiété des Français les pousse à l'action<sup>1</sup>. 61 % de la population déclare participer activement à la lutte pour la protection de l'environnement, plus d'un tiers des répondants estiment pouvoir faire davantage et seule une très faible fraction pense qu'il n'est pas vraiment utile d'agir individuellement. Les Français estiment très majoritairement (73,2 %) que chacun doit s'investir le plus possible. Une part encore importante (13,5 %) ne disposent pas des moyens nécessaires pour agir à leur niveau (Figure 7). Ainsi, une grande majorité de la population est consciente et s'inquiète des problèmes environnementaux, désire fondamentalement agir mais trouve difficile d'en faire davantage.



Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.5

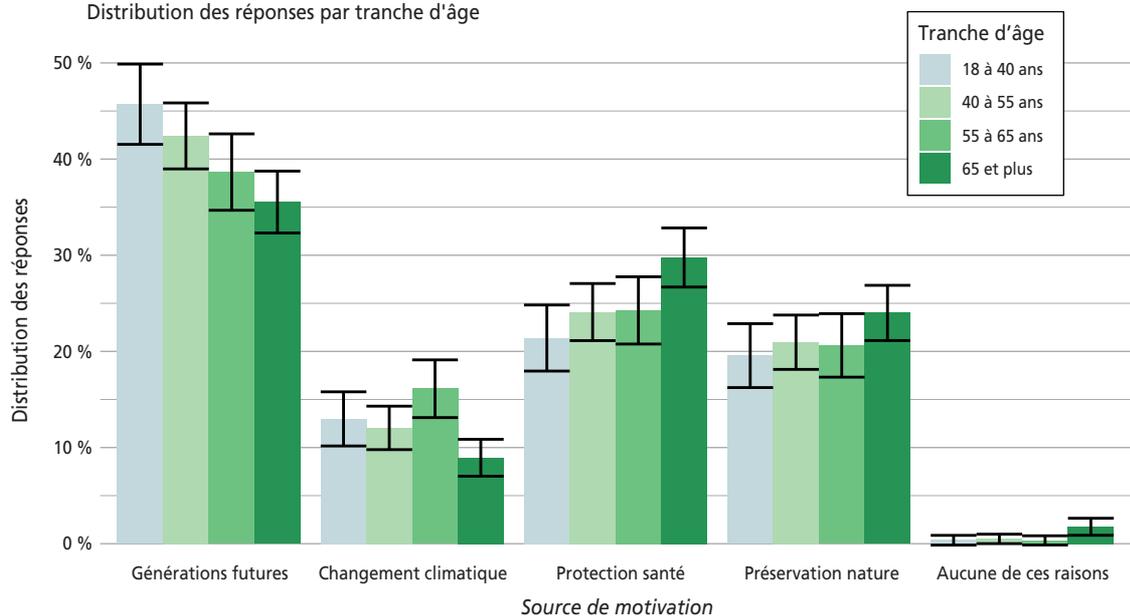
Les motivations entraînant l'action pro-environnementales des individus sont plus diversement réparties. Si 40 % de la population pense avant tout à laisser aux générations futures un environnement de qualité, la protection de la santé (25 %) ainsi que de la nature et des espèces animales et végétales (22 %) constituent autant de motifs d'action. Bien entendu, ces motivations diffèrent selon l'âge des individus.

Léguer un environnement sain aux générations futures constitue la motivation principale pour l'ensemble de la population (Figure 4.6). Toutefois, les générations plus anciennes sont plus partagées et espèrent aussi protéger leur santé et celle de leurs proches. Le changement climatique en lui-même n'est pas réellement une source d'inspiration pour la population. Ce sont davantage ses conséquences désastreuses sur la société, la santé et l'environnement qui alertent et motivent.

1. Trois nouvelles questions portant sur l'évaluation subjective de l'action pro-environnementale ont été intégrées à la plateforme « Environnement » de l'enquête CAMME en 2020. Il est demandé comment les individus agissent, ce qui les motive le plus pour protéger l'environnement à leur niveau, et leur état d'esprit concernant ce thème.

Aujourd'hui, qu'est-ce qui vous motive le plus à agir pour protéger l'environnement ?

Distribution des réponses par tranche d'âge

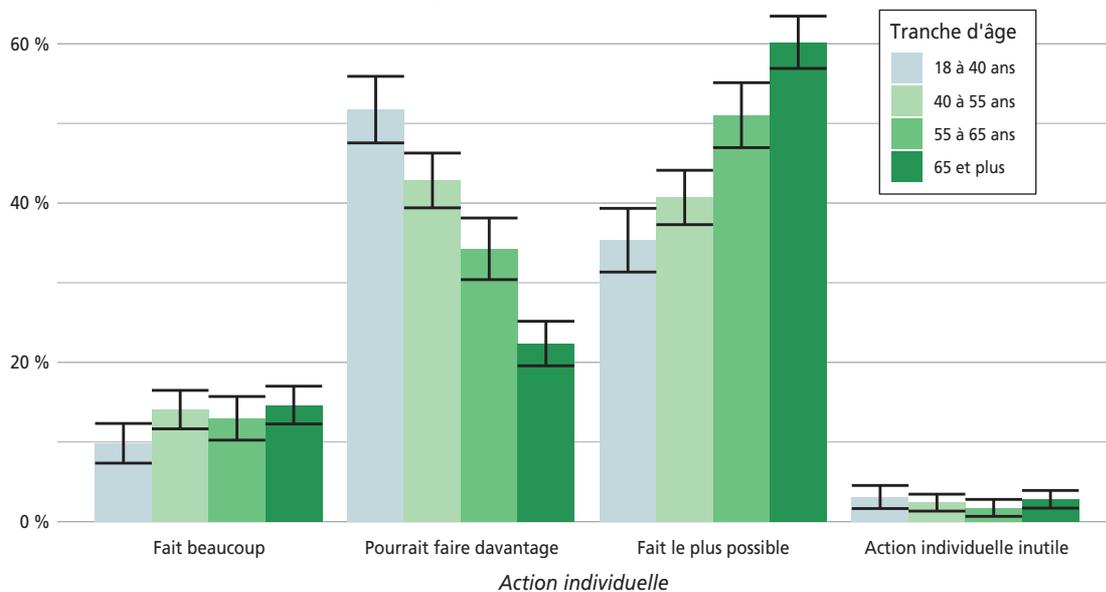


Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.6

À votre niveau, comment agissez-vous pour protéger l'environnement ?

Distribution des réponses par tranche d'âge



Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.7

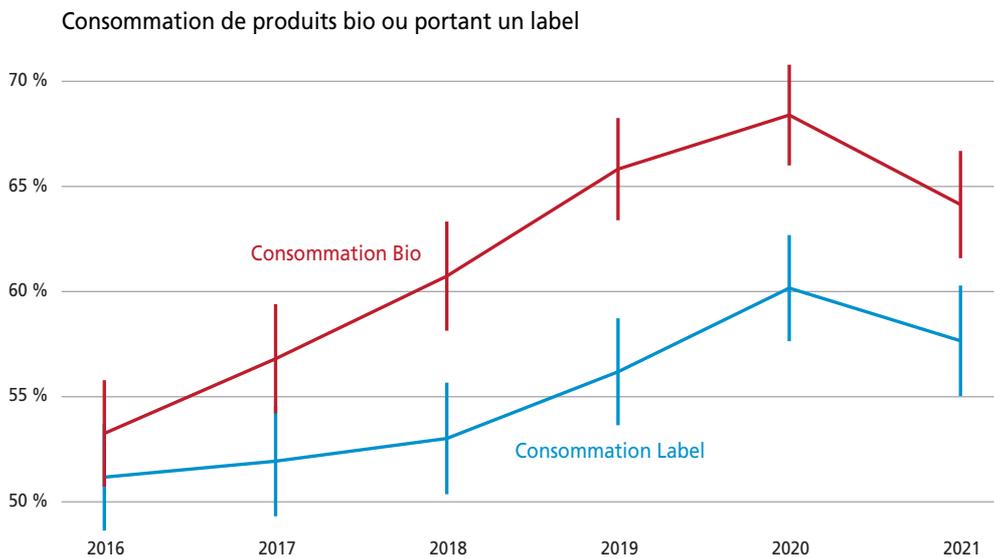
Un écart important semble également aujourd’hui installé entre jeunes et moins jeunes quant à la possibilité d’agir (Figure 4.7). Les populations les plus âgées disent en majorité faire le plus possible et avoir atteint une certaine limite. Au contraire, les générations les plus jeunes indiquent majoritairement pouvoir faire davantage pour protéger l’environnement. Les jeunes seraient-ils plus réalistes quant à l’importance des efforts à fournir pour protéger l’environnement, ou bien sont-ils plus optimistes sur leur capacité d’action ?

## LES PRATIQUES PRO-ENVIRONNEMENTALES DES FRANÇAIS

Si la majorité des Français désignent les pouvoirs publics comme acteur principal de la lutte contre la dégradation environnementale, ceci ne les empêche pas de modifier leurs propres habitudes en matière de transport, de consommation intensive en carbone, en pesticides, en déchets et en énergie.

### Des actions concrètes de différente nature

Selon l’enquête CAMME, presque 65 % des consommateurs ont réalisé des achats dans un magasin bio ou dans le rayon bio d’un supermarché dans le mois précédent l’enquête de 2021 (Figure 4.8). 57 % d’entre eux auraient acheté un ou plusieurs produits portant un label écologique sur la même période. Si cela ne nous indique pas le caractère régulier et systématique de ce type de consommation, on constate tout de même son augmentation jusqu’en 2020.



Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l’enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

Figure 4.8

Cette progression correspond à la multiplication des produits bio et portant un label bio. Mais c’est avant tout parce qu’ils sont perçus comme une consommation saine pour soi que ces produits sont achetés (Kressmann 2022) et non pas tant par priorité écologique. La prise de conscience de cette différence a probablement contribué à la baisse des ventes de produits bio que l’on observe en 2021. On note aussi la grande diversité de labels ne fournissant pas nécessairement les mêmes

garanties de qualité sanitaire et écologique, comme la protection de la biodiversité et l'interdiction des cultures sous serres chauffées (Prados 2022). On peut également relever la montée de la consommation responsable des Français au travers de questions sur la provenance géographique des achats alimentaires, l'attention portée aux déchets impliqués par la consommation ménagère et les habitudes de consommation d'énergie.

On observe une diminution de ceux qui ne pratiquent jamais aucune de ces actions (Figure 4.9). Par exemple, presque 39 % des Français ne faisaient jamais attention aux déchets impliqués par leur consommation en 2016. Ils ne sont plus que 29 % dans ce cas en 2021. Une progression partagée pour les actions de type consommation alimentaire locale et économie d'énergie. Il faut d'ailleurs noter en cette période de pénurie énergétique que déjà 70 % des Français en 2021 baissaient souvent ou toujours le chauffage pour limiter leur consommation d'énergie. Le peu de consommation locale pour les produits non-alimentaires reflète notamment les coûts associés à ce type de produits, inenvisageable pour une partie de la population, ou tout simplement l'inexistence des produits dans certains cas.

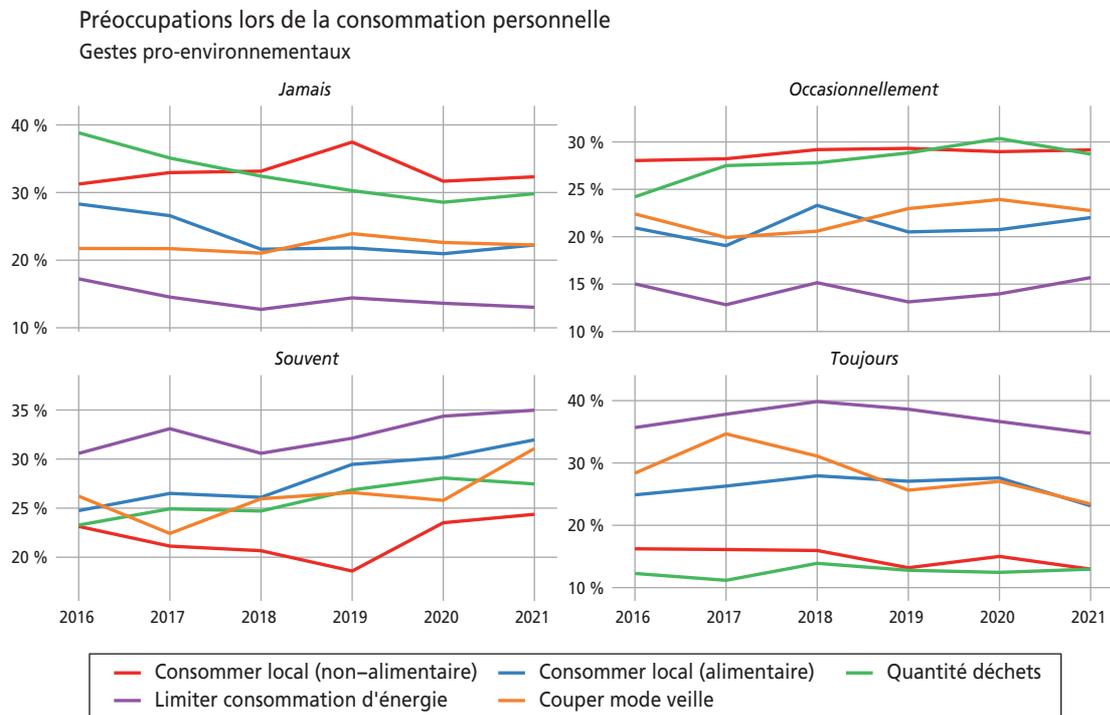


Figure 4.9

## Des pratiques légèrement différenciées

Une autre source (ESS) révèle certaines différences de pratiques. Les plus jeunes, par exemple, ont moins souvent isolé leur logement (ils ne sont pas propriétaires) et prennent moins en compte la consommation d'énergie comme caractéristique décisive lors de l'achat d'un appareil ménager.

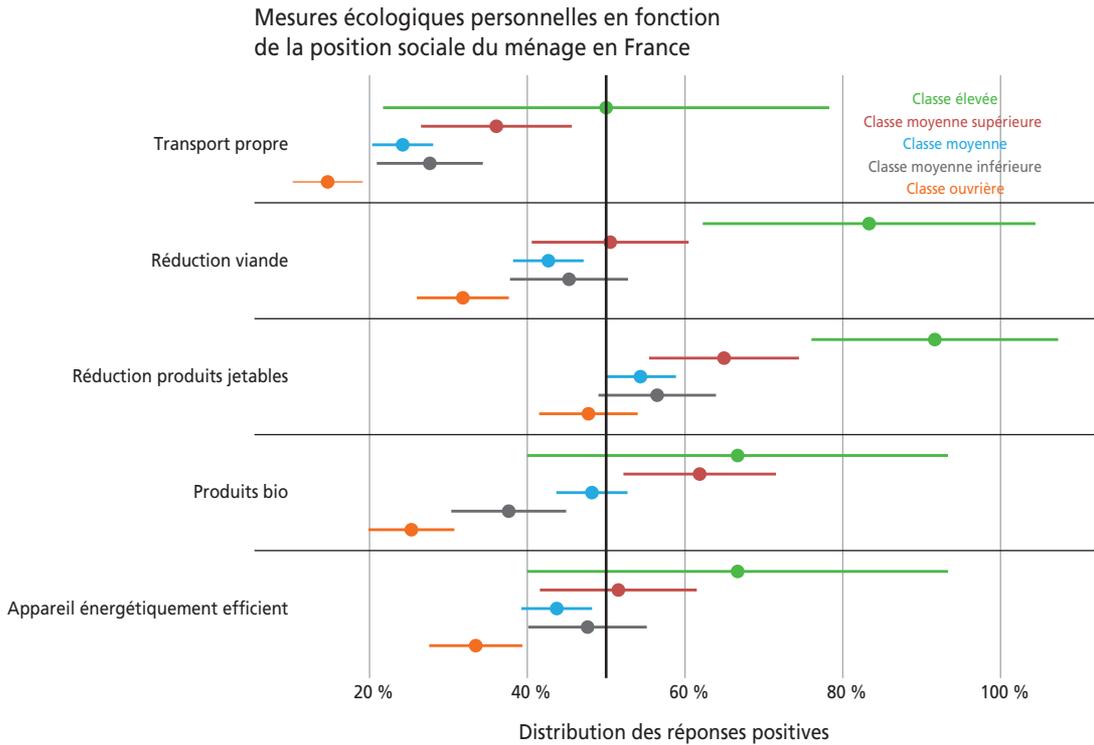


Figure 4.10

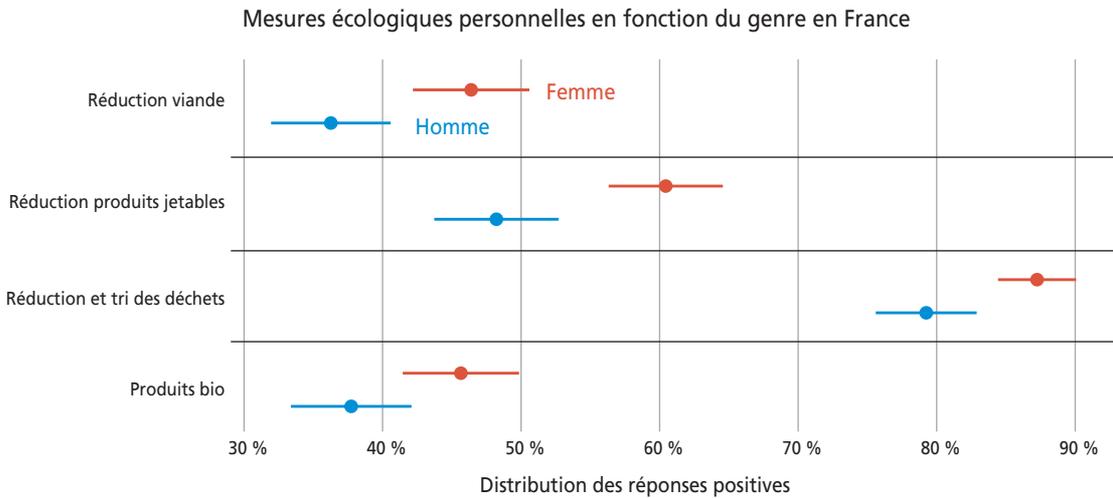
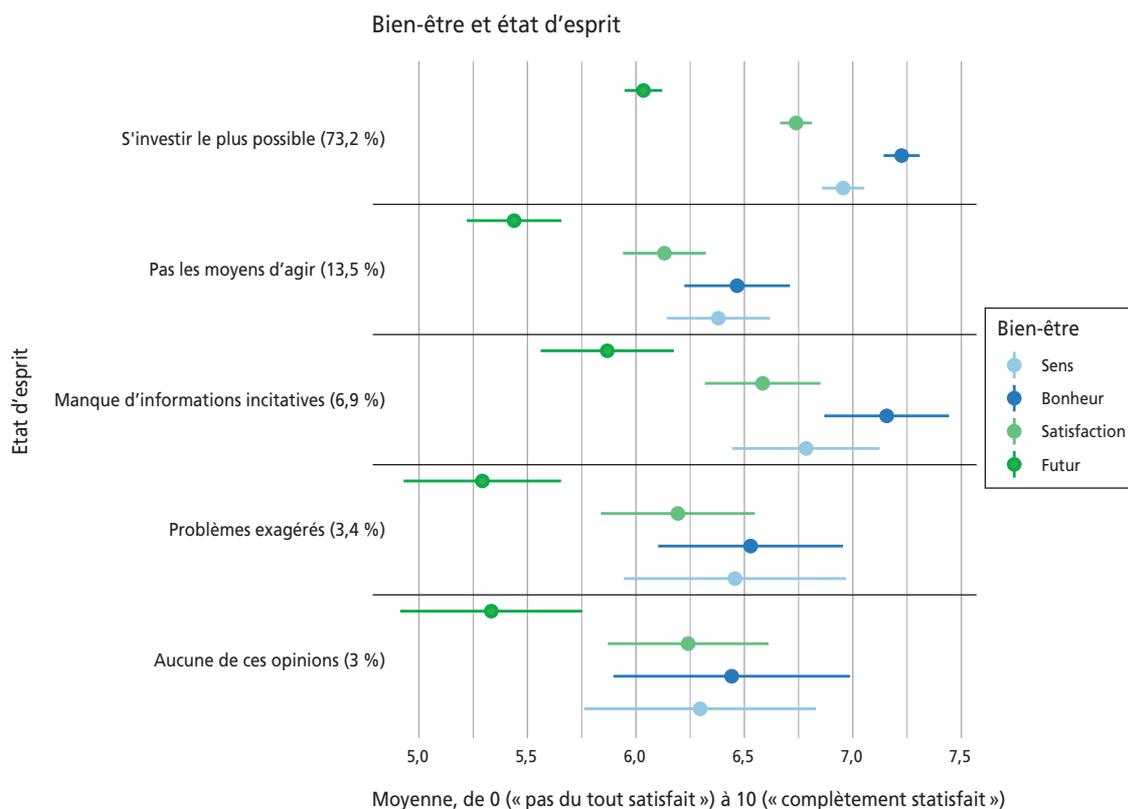


Figure 4.11

De leur côté, les ménages disposant d'un faible revenu ont plus de difficultés à acheter des produits bio, des appareils énergétiquement efficaces, mais aussi à se passer de la voiture. Ce sont les plus riches qui réduisent le plus fréquemment leur consommation de produits jetables en limitant par exemple leurs achats en supermarché et se tournant vers des alternatives zéro déchet. Enfin la consommation de viande est également fortement influencée par la position sociale : les ménages les plus modestes la réduisent en moyenne moins fréquemment que les autres (Tavoularis et Sauvage 2018). Ce résultat va de pair avec une plus faible prise en compte de l'empreinte carbone lors des achats de nourriture par ces populations (13 % chez les ouvriers contre 34 % des individus de la classe moyenne supérieure). C'est aussi pour réduire les émissions individuelles de GES que les plus riches modifient leurs moyens de transport (20 % chez les représentants de la classe moyenne supérieure contre 5 % chez les ouvriers), mais cette différence ne doit pas cacher l'écart initial du nombre de voyages et la diversité des transports utilisés en fonction de la richesse des individus.

Enfin, les femmes ont ainsi tendance à acheter plus souvent des produits bio ou à faire le tri des déchets, ce qui est certainement lié au fait qu'elles sont en moyenne plus souvent en charge des tâches ménagères comme les courses ou la cuisine. En outre, environ une Française sur deux dit réduire sa consommation de viande en 2021, tandis que seulement 36 % des hommes ont intégré cette pratique dans leur quotidien.

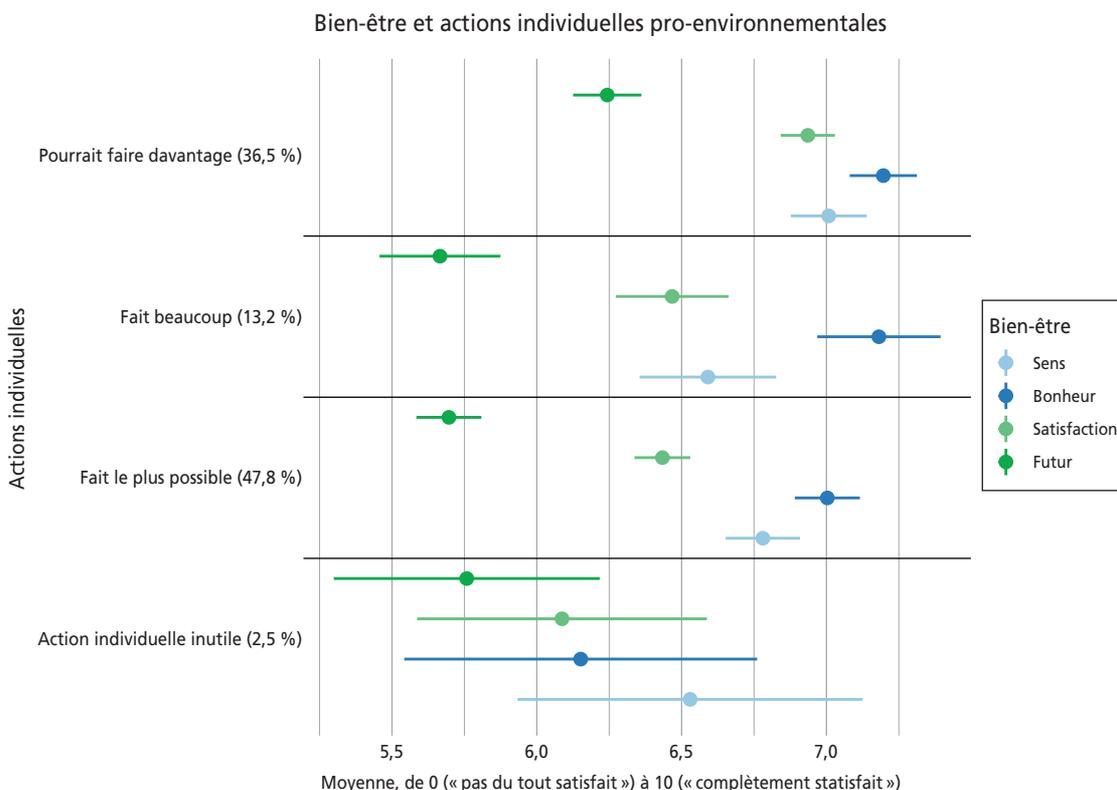


Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

**Figure 4.12**

## Engagement et bien-être

L'envie d'agir est source de bien-être subjectif. Les personnes qui indiquent la nécessité d'un investissement individuel maximal déclarent également un niveau de satisfaction dans la vie plus élevé que ceux qui évoquent un manque de moyen pour agir. C'est chez ceux déclarant que tous devraient s'investir le plus possible pour protéger l'environnement que l'on observe le plus fort sentiment que leur vie a un sens. À l'inverse, la satisfaction de vie des personnes trouvant les problèmes environnementaux exagérés est particulièrement faible (Figure 4.12). De même, ce sont les personnes qui estiment pouvoir faire davantage pour l'environnement qui déclarent les plus hauts niveaux de satisfaction de vie et d'optimisme concernant leurs perspectives futures (Figure 4.13).



Source : Plateformes « Bien-être » et « Environnement » de l'enquête conjoncture auprès des ménages, Insee/Cepremap

**Figure 4.13**

Les actions pro-environnementales elles-mêmes semblent constituer des facteurs de bien-être, notamment, le déplacement à l'aide de transports respectueux de l'environnement, la réduction et le tri des déchets, l'achat de produits bio, et la prise en compte de l'empreinte carbone au moment des achats alimentaires.

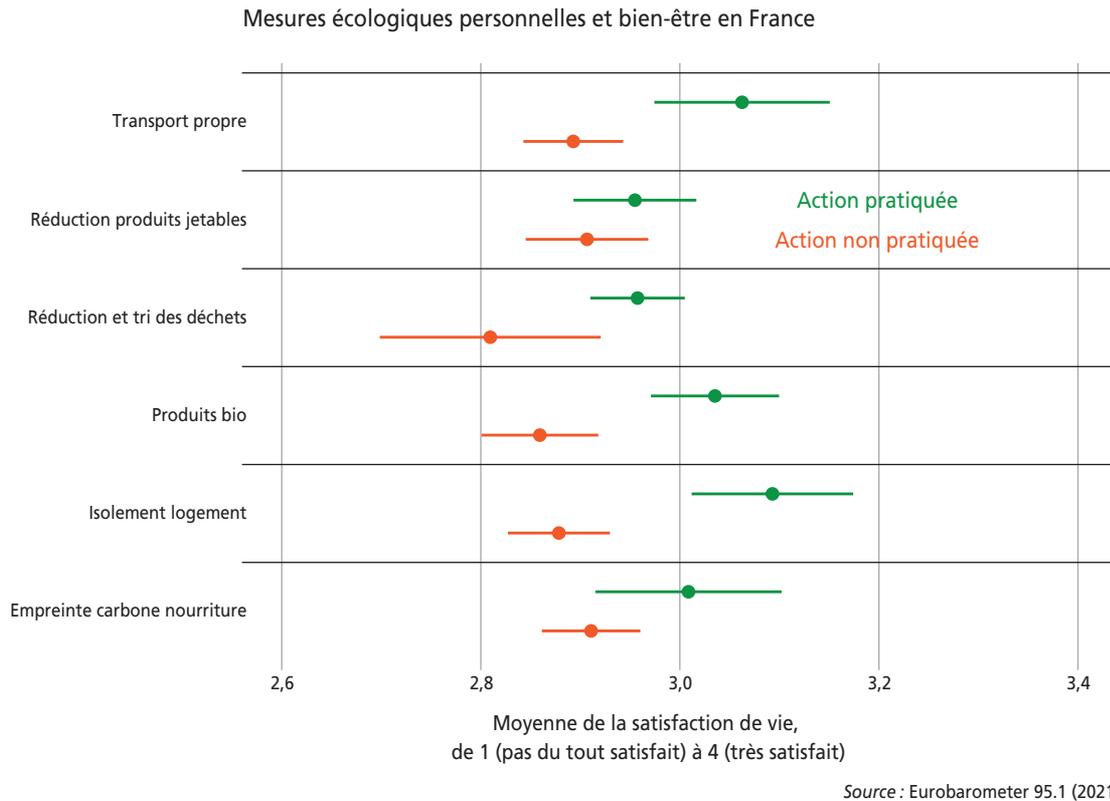


Figure 4.14

## QUI S'OPPOSE À LA TAXE CARBONE EN FRANCE ?

En 2018 le mouvement des Gilets jaunes a démontré, avec une certaine violence, l'opposition radicale d'une partie des Français à la hausse des prix des combustibles fossiles. La politique fiscale avait pourtant été présentée comme étant, d'une part, une réponse efficace pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, et d'autre part une politique juste si un système de redistribution l'accompagnait (Guesnerie 2010 ; Schubert 2009). De nombreuses études ont ensuite tenté d'expliquer pourquoi cette opposition fut si intense (Douenne et Fabre 2022) et quels étaient les individus les plus représentés par ce mouvement (Algan *et al.*, 2019). Les déterminants de cette opposition étaient-ils déjà présents plusieurs années avant le mouvement contestataire ? Ces personnes étaient-elles uniquement opposées à une taxe carbone ou bien à l'ensemble des mesures environnementales ? En utilisant des données d'enquête datant de 2016, nous essayons de mettre en évidence les clivages préexistants à la crise des Gilets jaunes, et qui deviendront ensuite les déterminants du soutien à ce mouvement<sup>1</sup>.

Nous étudions ici les déterminants de l'acceptabilité de trois politiques environnementales en France : l'augmentation des taxes sur les combustibles fossiles comme le pétrole, le gaz et le

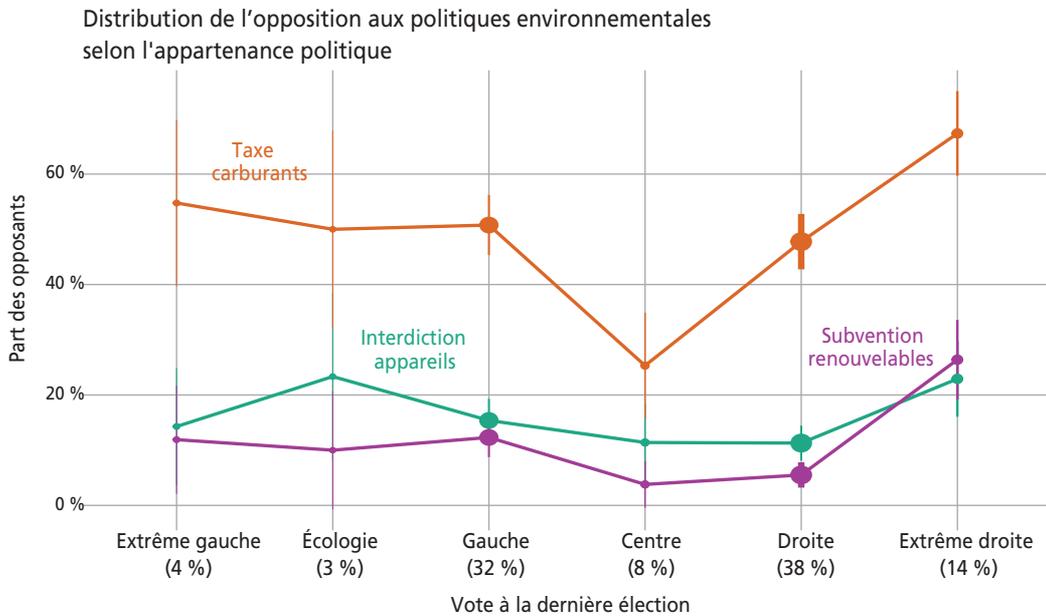
1. Cette analyse est rendue possible grâce au module *Attitudes to Climate Change and Energy* de la vague 8 déployée par l'Enquête sociale européenne en 2016.

charbon, les subventions publiques aux énergies renouvelables comme l'énergie solaire ou éolienne et l'interdiction de la vente des produits ménagers les moins performants sur le plan énergétique<sup>1</sup>.

Le soutien de ces politiques environnementales n'est pas homogène au sein de la population française. La littérature a déjà démontré ces dernières années que les Gilets jaunes de 2018 étaient majoritairement issus des ménages populaires, avec des revenus souvent inférieurs au niveau médian en France, votant pour les partis d'extrême droite ou d'extrême gauche et habitant dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Est (Algan *et al.*, 2019). Nous retrouvons ces conclusions parmi les opposants à l'augmentation des taxes sur les combustibles fossiles en 2016. Mais cela n'est pas entièrement vrai pour les deux autres types de politique environnementale.

### L'extrême droite

On constate que le vote pour un parti d'extrême droite aux dernières élections est significativement corrélé avec un soutien plus faible aux subventions aux énergies renouvelables et à la taxe sur les carburants.



Source : European Social Survey ESS8, Attitudes to Climate Change and Energy

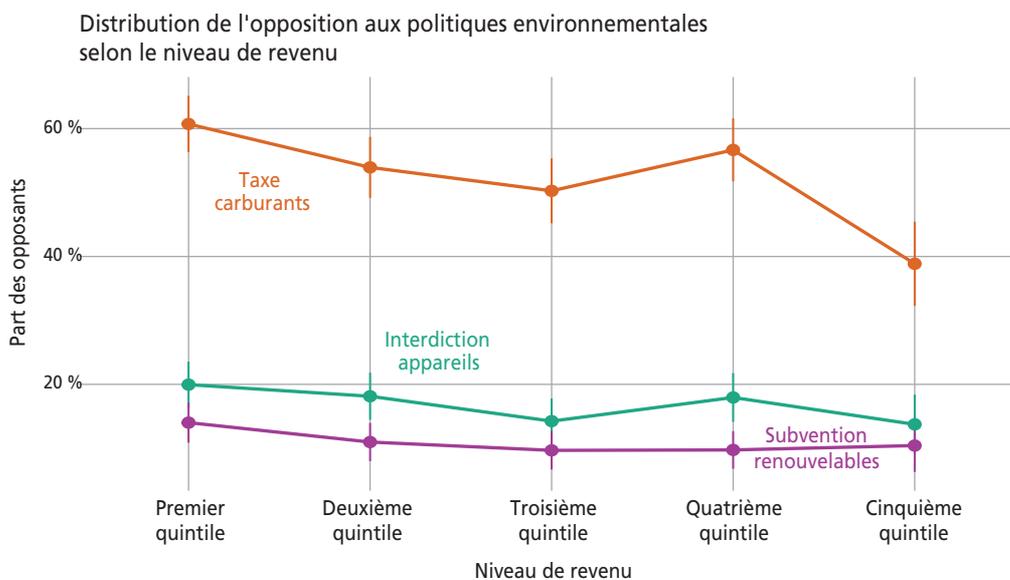
Figure 4.15

### Les plus pauvres

L'opposition aux politiques d'interdiction et de subventions n'est pas déterminée par le niveau de revenu des individus en 2016. D'après ce graphique, 10 % à 20 % des répondants ne soutiennent pas ces politiques, quelle que soit leur place sur l'échelle des revenus en France. Cependant il est

1. L'augmentation des taxes sur les combustibles fossiles, l'interdiction de vente des appareils énergétiquement inefficients et les subventions publiques des énergies renouvelables seront respectivement appelées Taxe carburants, Interdiction appareils et Subvention renouvelables dans nos graphiques.

clair que les individus les plus précaires sont fermement opposés à une politique de hausse des taxes sur les combustibles fossiles. La différence entre le premier quintile de revenu (les 20 % les moins riches) et le cinquième (les 20 % les plus riches) est frappante : la part d'opposants décroît de 20 points de pourcentage, de 60 % à 40 %. La perception d'une taxe régressive, pesant plus lourd sur les épaules des moins riches que sur celles des autres, entraîne logiquement ce faible soutien chez les premiers quintiles.



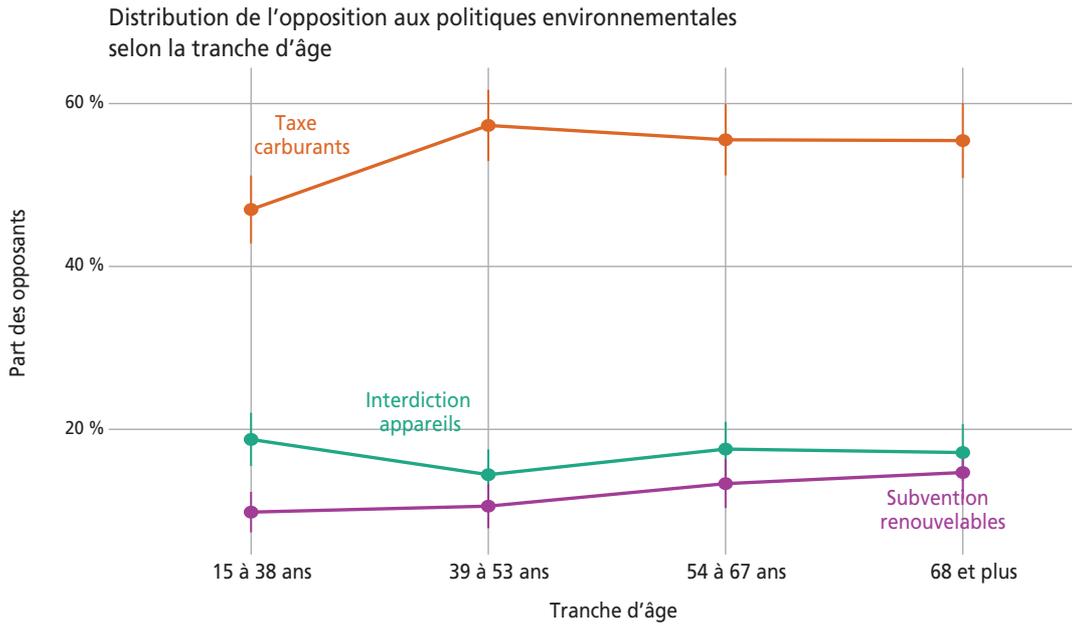
Source : European Social Survey ESS8, Attitudes to Climate Change and Energy

Figure 4.16

## Les plus jeunes

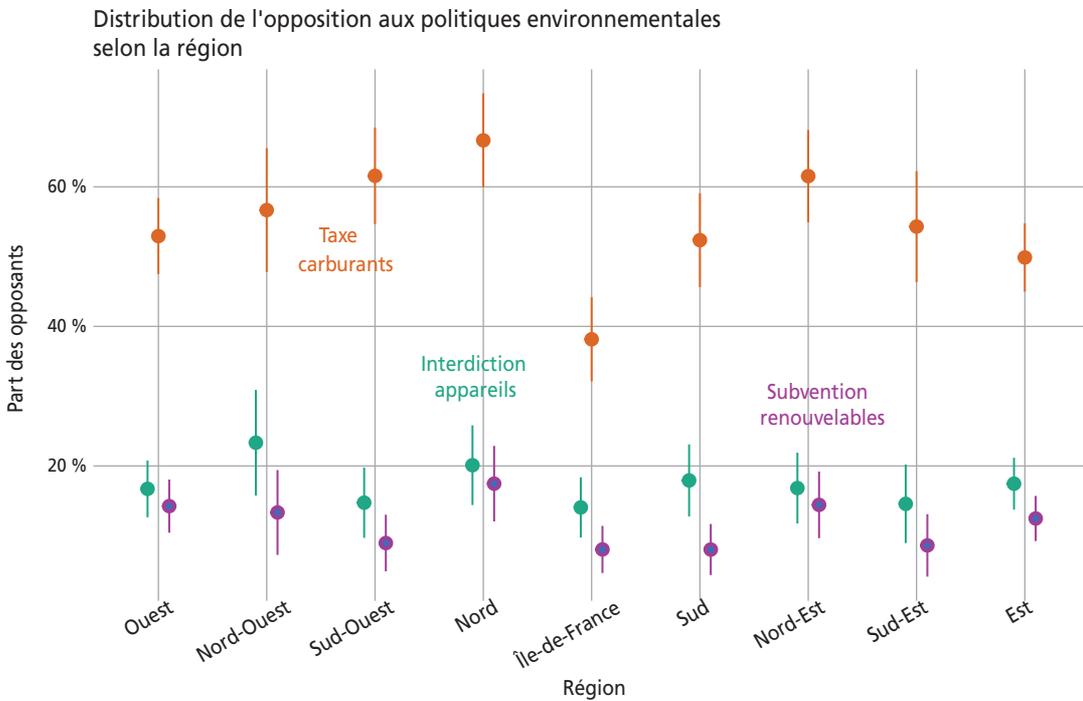
L'âge contribue également à expliquer l'opposition à l'augmentation des taxes sur les combustibles fossiles. Les générations entièrement intégrées dans la vie active, dont les individus ont entre 39 et 53 ans, soutiennent moins souvent cette politique que les plus jeunes, âgés de 15 à 38 ans. Cela s'explique naturellement par les conséquences différenciées de l'augmentation du coût du transport sur ces populations.

On peut aussi penser à la différence, selon les générations, des efforts individuels à accepter pour réduire le réchauffement climatique. Les plus jeunes sont aussi ceux qui estiment le plus pouvoir faire davantage pour l'environnement (Blanc 2022). Une politique fiscale avec des effets conséquents sur le quotidien serait donc plus facilement acceptée par les jeunes. Cependant, en ce qui concerne l'opposition aux deux autres types de politique, aux conséquences plus homogènes sur les individus de générations différentes, l'âge des répondants ne semble pas avoir d'influence. La part des opposants est contenue entre 10 et 20 % selon la tranche d'âge pour ces deux politiques.



Source : European Social Survey ESS8, Attitudes to Climate Change and Energy

Figure 4.17



Source : European Social Survey ESS8, Attitudes to Climate Change and Energy

Figure 4.18

## La région Nord

Enfin, l'opposition à la politique fiscale est plus forte dans les régions du Nord, du Nord-Est et du Sud-Ouest. Nous savons que la localisation et l'appartenance politique sont fortement corrélées en France. Cependant, notre étude quantitative suggère l'existence d'un rejet géographique en plus de l'effet politique. Par exemple, la hausse des taxes sur les combustibles fossiles est partiellement acceptée en Île de France, quelle que soit l'orientation politique des répondants, avec seulement 40 % d'opposition. Ce résultat peut sûrement s'expliquer par la plus faible utilisation de la voiture dans cette région (Calvier et Jacquesson 2015).

Les caractéristiques socio-démographiques, si importantes pour expliquer l'opposition à une politique fiscale sur les combustibles fossiles, ne semblent donc pas affecter les deux autres politiques environnementales. Deux autres déterminants se distinguent des variables précédemment étudiées : la confiance envers autrui et la responsabilité personnelle ressentie face au changement climatique (voir *infra*).

## LES FRANÇAIS DANS LA MOYENNE DE L'EUROPE EN MATIÈRE ÉCOLOGIQUE

En 2021, le changement climatique était considéré par l'ensemble des Européens comme le problème le plus inquiétant pour le monde, au même titre que la propagation des maladies infectieuses. Bien que bouleversés par la pandémie mondiale du Covid-19, les habitants des pays de l'Union européenne sont restés conscients des conséquences néfastes du réchauffement climatique,

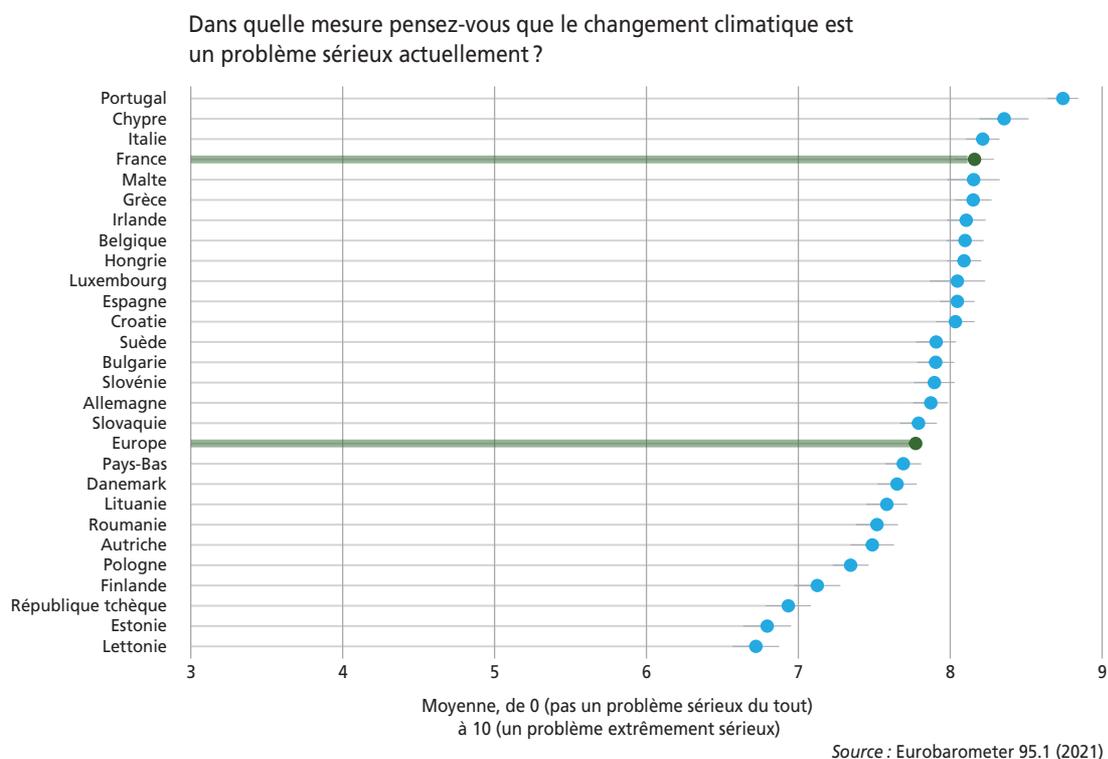


Figure 4.19

notamment du fait de la multiplication des catastrophes naturelles. La réduction à grande échelle des émissions de gaz à effet de serre (GES), la modification des modes de vies et l'adaptation des infrastructures dans les zones à risque sont devenues aujourd'hui des mesures vitales.

Existe-t-il de fortes différences entre pays européens en matière de perception du changement climatique et de pratiques écologiques ? Ou bien les différences éventuelles s'expliquent-elles plutôt par la position sociale des individus ?

### Un consensus environnemental européen

C'est au Portugal que s'exprime la plus forte inquiétude vis-à-vis du changement climatique. En 2022, la péninsule a été touchée par une sécheresse record et des incendies ravageurs, entraînant la destruction de 94 000 hectares de forêt. Les Français font également partie des individus les plus préoccupés par le réchauffement climatique en Europe. En revanche, on constate un intérêt moins prononcé dans certains pays d'Europe centrale et orientale, notamment chez les habitants de la République tchèque, de l'Estonie et de la Lettonie.

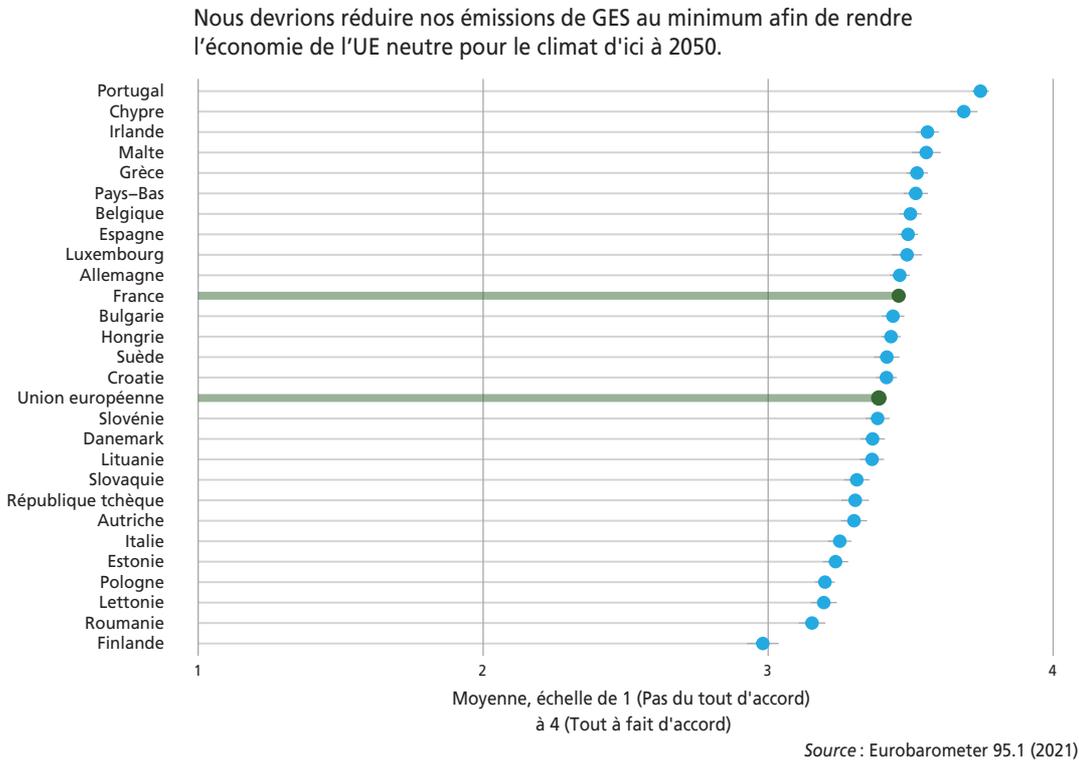


Figure 4.20

Pour limiter le réchauffement climatique à 2 °C<sup>1</sup>, objectif défini par le Giec, il faudrait se limiter à un budget carbone total d'environ 900 GtCO<sub>2</sub>e<sup>2</sup>. Or, en 2021, les émissions mondiales

1. Avec une probabilité de 83 %.  
 2. Une giga tonne équivaut à un milliard de tonnes. Ce budget prend aussi en compte d'autres gaz à effets de serre que le CO<sub>2</sub> comme le CH<sub>4</sub> ou le N<sub>2</sub>O.

de gaz à effet de serre s'élevaient environ à 50 GtCO<sub>2</sub>e. Ce budget carbone risque donc d'être s'épuisé en moins de 18 ans, si aucune réduction des émissions de gaz à effet de serre n'est réalisée (Schubert et Henriet 2021). C'est pourquoi l'Union Européenne fait de la neutralité carbone dès 2050 sa stratégie principale<sup>1</sup>. Cette décision est plébiscitée par l'ensemble de la population européenne : interrogés, 91 % des répondants disent être plutôt ou tout à fait d'accord avec la nécessité de « *réduire nos émissions de gaz à effet de serre au minimum tout en compensant les émissions restantes [...] afin de rendre l'économie de l'UE neutre pour le climat d'ici à 2050.* »

L'adhésion à cette politique varie cependant selon les pays. Les personnes les plus favorables à la politique de neutralité carbone se trouvent en majorité dans les pays où les conséquences du changement climatique seront les plus importantes à court terme : la sécheresse et les incendies au Portugal et en Espagne, les inondations et les tempêtes à Chypre et Malte ou encore en Irlande. C'est dans les pays d'Europe centrale et orientale que l'adhésion est la moins forte. Sans surprise, une corrélation positive forte existe entre la perception du caractère urgent et sérieux du changement climatique et l'adhésion à la décision de réduire les émissions de GES.

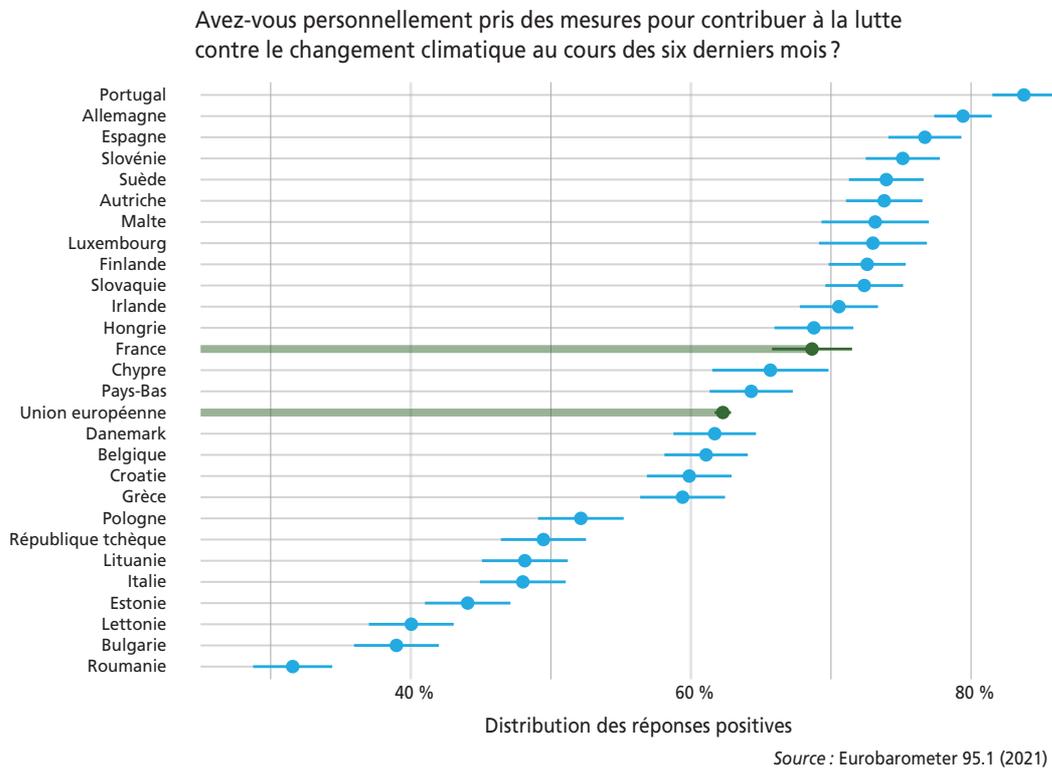


Figure 4.21

### Qui s'active en Europe ?

Transformer nos habitudes quotidiennes pour les mettre en phase avec les objectifs environnementaux est aujourd'hui une nécessité largement admise par les Français. En effet, 62 % d'entre eux estiment qu'il faudra modifier de façon importante nos modes de vie, et 87 % désirent

1. Pacte vert pour l'Europe, 2019

« revenir à l'essentiel et au bon sens plutôt que d'innover à tout prix » (Agence de la transition écologique 2023). Cependant, il semble difficile d'intégrer des pratiques respectueuses de l'environnement dans la routine des individus. Alors que le changement climatique est considéré comme un problème sérieux par la grande majorité des Européens, les actions individuelles pour contribuer à le limiter sont encore faiblement ancrées dans leurs habitudes. À la question « Avez-vous personnellement pris des mesures pour contribuer à la lutte contre le changement climatique au cours des six derniers mois ? », seulement 62 % des Européens répondent par l'affirmative en 2021. À cela s'ajoute une forte hétérogénéité entre pays. Les Portugais occupent encore une fois la tête du classement, avec 83 % de réponses positives, tandis qu'en Italie, moins d'une personne sur deux dit avoir adapté ses habitudes. L'inquiétude face au changement climatique n'est donc pas systématiquement vectrice de transformation des pratiques.

### Quelles actions concrètes des individus pour l'environnement en Europe ?

Au niveau individuel, quelle est la nature des pratiques respectueuses de l'environnement ? Notre étude montre que la réduction et le tri des déchets ainsi que de la consommation de produits jetables, comme les sacs plastiques ou les emballages superflus, sont les deux mesures les plus prisées par les Européens. Elles se sont répandues notamment grâce aux nombreuses campagnes de prévention, telles que la *Semaine Européenne de la Réduction des Déchets*, rendez-vous européen annuel de sensibilisation à cette question.

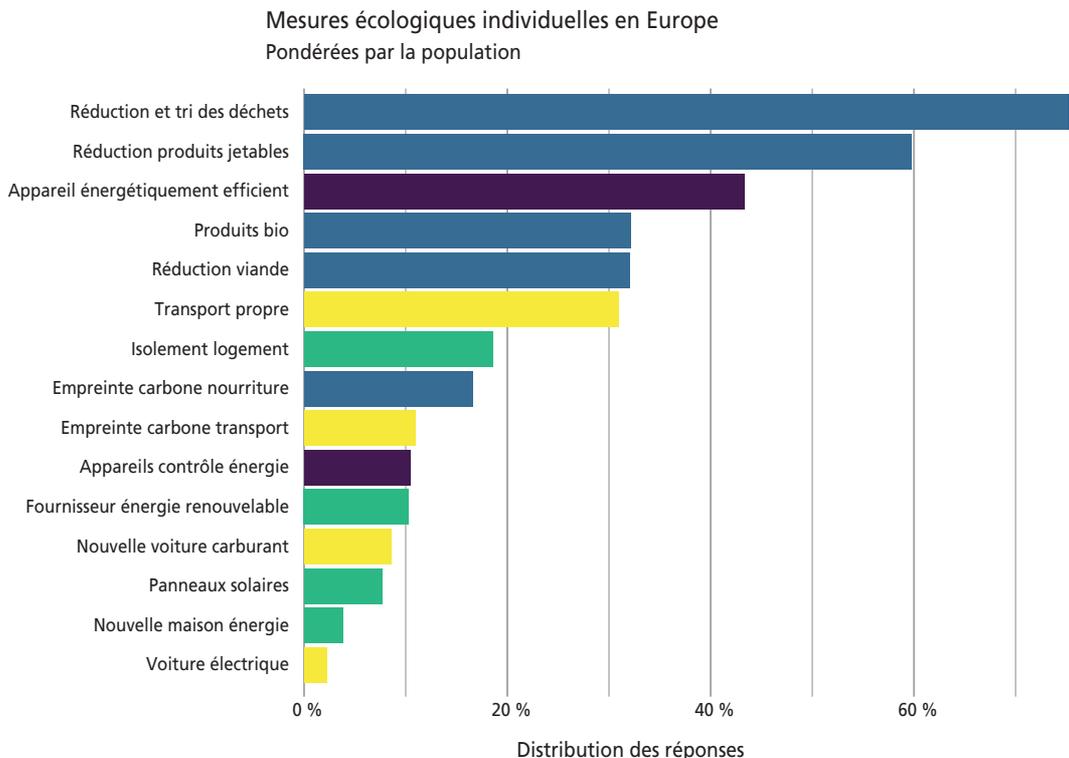


Figure 4.22

À l'inverse, d'autres actions restent plus marginales. Certaines peuvent représenter un coût monétaire important, comme acheter une voiture électrique ou des équipements énergétiquement efficaces. D'autres ne peuvent être mises en œuvre que par des individus propriétaires de leur logement. Enfin, certaines entraînent une remise en cause des habitudes et styles de vie, telles que la réduction de la consommation de viande ou la prise en compte de l'empreinte carbone du transport lors de la planification des vacances.

En France, le tri est pratiqué par 83 % des Français, et la réduction des produits jetables par un peu plus de la moitié de la population. Quelques spécificités sont à noter : l'achat d'aliments issus de l'agriculture biologique ainsi que la réduction de la consommation de viande sont deux mesures en vogue en France avec un différentiel d'environ 10 points de pourcentage par rapport à la moyenne européenne. À l'inverse, seulement un quart des Français choisissent souvent un mode de transport respectueux de l'environnement, comme le vélo ou les transports en commun, plutôt que la voiture privée, tandis qu'en moyenne en Europe, une personne sur trois fait ce choix.

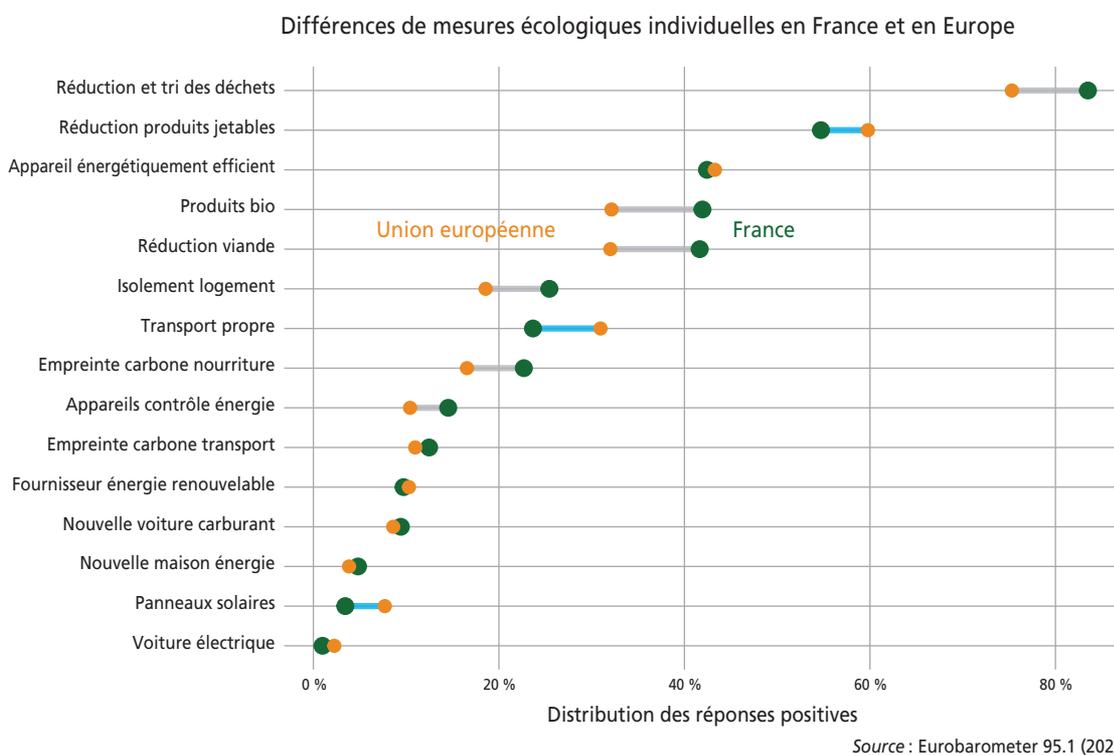
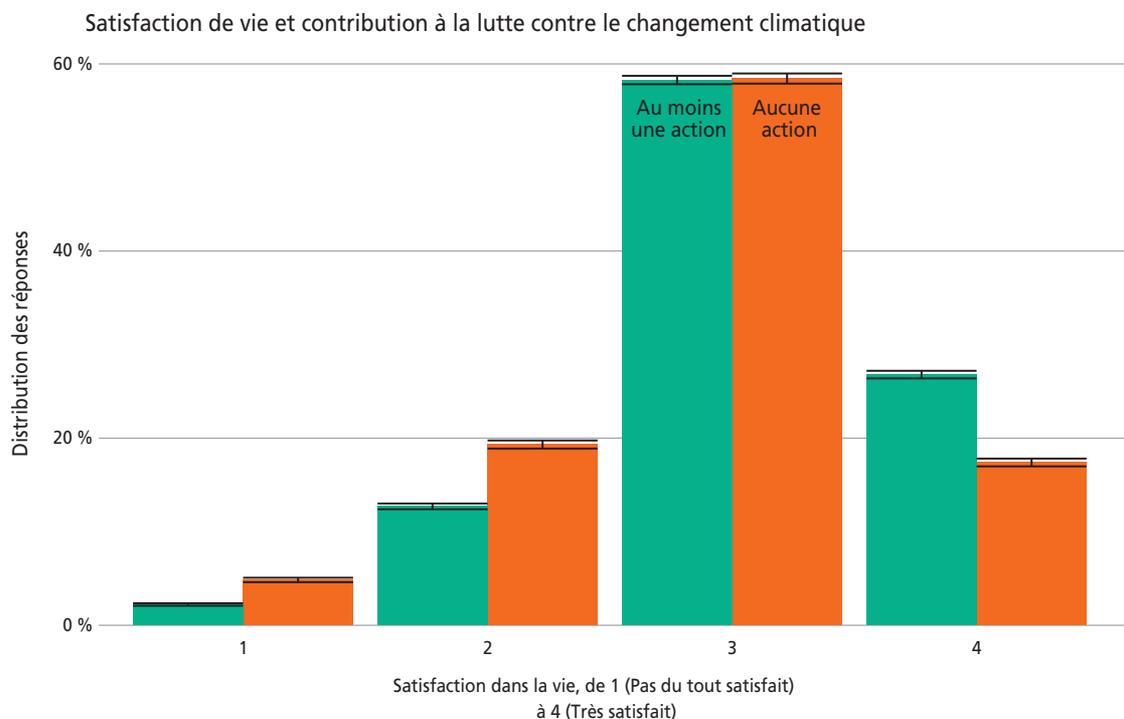


Figure 4.23

## Pratiques écologiques et satisfaction

Une corrélation positive émerge de notre étude entre la satisfaction de vie des Européens et leur pratique d'actions respectueuses de l'environnement dans les 6 mois précédant les enquêtes de 2017, 2019 et 2021. 26 % des individus déclarant qu'ils avaient contribué à la lutte contre le changement climatique disent être très satisfaits de la vie qu'ils mènent, tandis que c'est le cas pour seulement 17 % des autres répondants. Bien entendu, ces données ne permettent pas de

savoir si les plus satisfaits sont les plus engagés dans la protection de l'environnement, ou si c'est l'engagement lui-même qui apporte un surplus de satisfaction.



Source : Eurobarometer 95.1, 91.3 and 87.1 (2021, 2019, 2017)

Figure 4.24

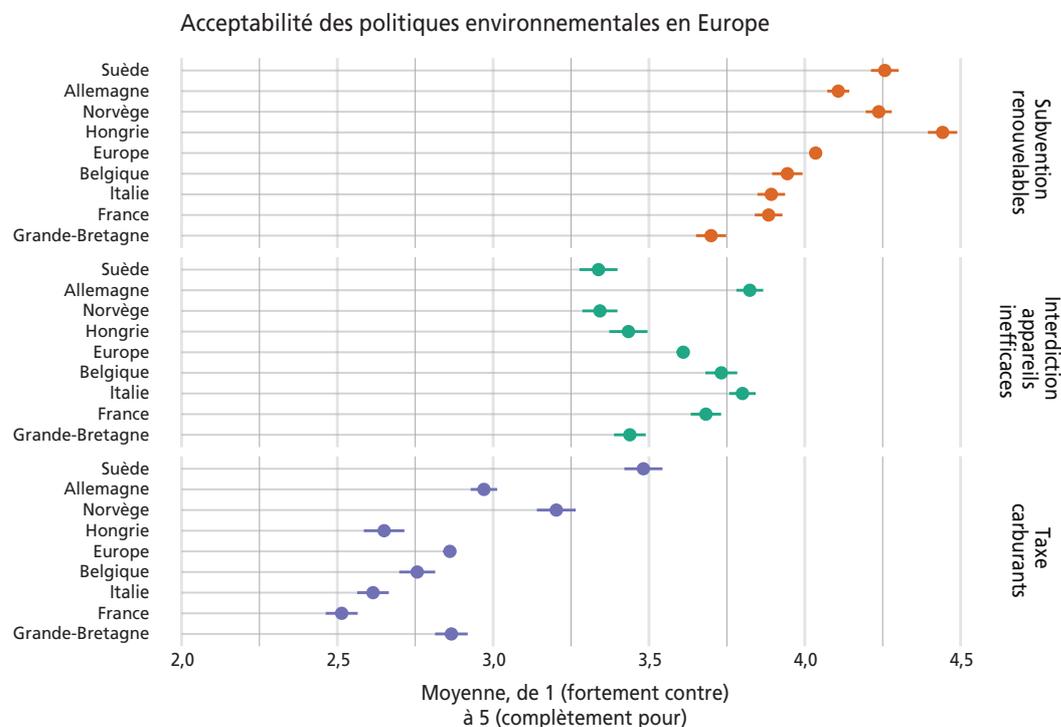
## L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE DES POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES EN EUROPE

Les politiques publiques ayant pour objectif la protection de l'environnement et la réduction de l'empreinte écologique de l'activité humaine sont loin d'être perçues et acceptées de manière uniforme en Europe. L'augmentation des taxes sur les combustibles fossiles, ainsi que les subventions publiques des énergies renouvelables, ou encore l'interdiction de la vente des appareils ménagers les moins économes en énergie, n'échappent pas à cette logique.

En Europe, il apparaît clairement que les subventions publiques aux énergies renouvelables sont plus largement soutenues que les autres politiques environnementales. Ce sont dans les pays du Nord de l'Europe, comme la Suède et la Norvège, mais aussi en Allemagne ou en Hongrie que les populations sont les plus favorables à cette politique. En revanche, les pays d'Europe de l'Ouest tels que la Belgique, la France, l'Italie et la Grande-Bretagne sont en-dessous de la moyenne européenne. Malgré ces différences, près de 80 % des répondants sont favorables aux subventions publiques ciblant les énergies renouvelables.

La France est l'un des pays les plus en faveur d'une politique d'interdiction des appareils les moins efficaces en termes d'énergie, avec l'Allemagne, l'Italie et la Belgique. Mais c'est aussi le pays d'Europe où le soutien pour une taxe sur les carburants est le plus faible. Moins de 25 % des répondants sont favorables à cette mesure tandis que la moyenne européenne est d'une personne

sur trois. Si la méconnaissance du fonctionnement de ce type de mesure explique en partie cette opposition, c'est surtout son apparence régressive (défavorable aux plus pauvres) et la méfiance populaire envers la classe politique qui entraînent sa faible acceptabilité (Chiroleu-Assouline 2022).



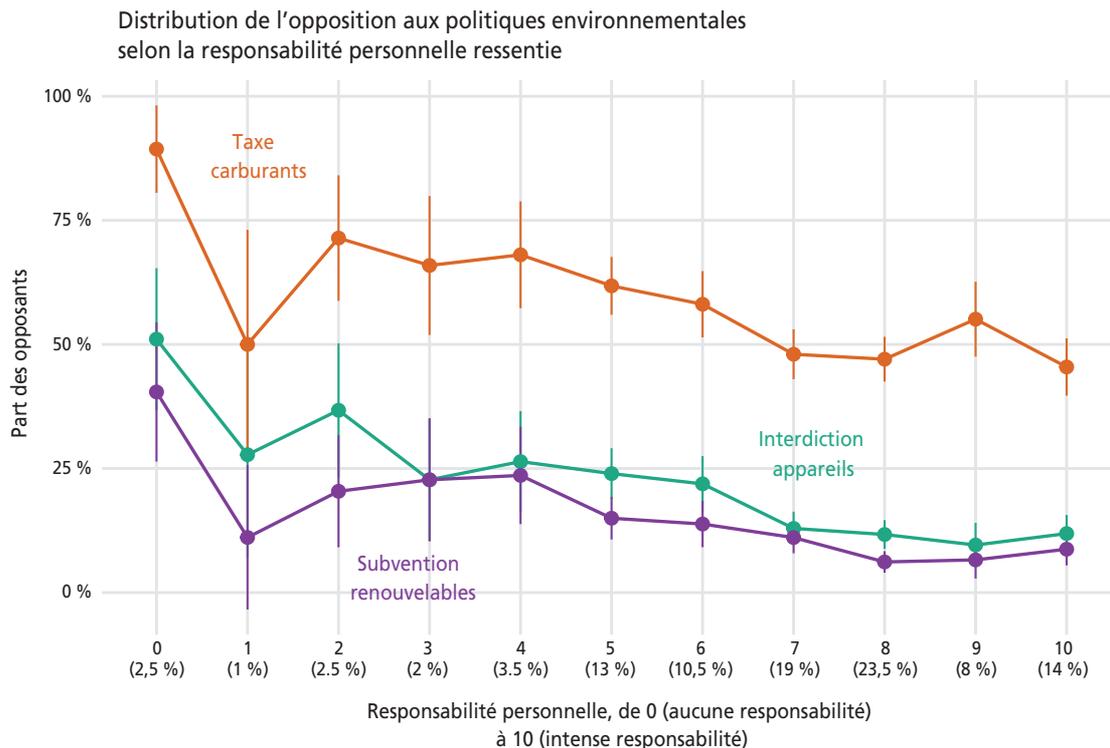
Source : European Social Survey ESS8, Attitudes to Climate Change and Energy

Figure 4.25

## Se sentir responsable

Dans leur article *A Value-Belief-Norm Theory of Support for Social Movements: The Case of Environmentalism*, Paul C. Stern et ses coauteurs (Stern *et al.*, 1999) soutiennent que la responsabilité ressentie par les individus face aux problématiques environnementales est un déterminant critique de leur activisme, de leurs changements de comportement (Boto-García et Buccioli 2020) et de leur soutien politique (Bouman *et al.*, 2020). Ce sentiment dépendrait de deux représentations : la conscience de la menace qui pèse sur l'environnement et la conviction que les actions individuelles sont efficaces pour le protéger.

Nous vérifions qu'effectivement se sentir plus responsable face au changement climatique entraîne systématiquement un soutien accru à tous les types de mesures évoquées. L'effet le plus fort concerne l'adhésion à la politique d'interdiction des appareils inefficaces. En revanche, 90 % des personnes qui indiquent ne ressentir aucune responsabilité personnelle face au changement climatique s'opposent à une taxe sur les carburants, contre 45 % de ceux qui se sentent responsables. Cette différence se chiffre respectivement à 40 et 32 points de pourcentage pour la politique d'interdiction de vente des appareils énergétiquement inefficaces et la politique de subvention publique aux énergies renouvelables (Figure 4.26).



Source : European Social Survey ESS8, Attitudes to Climate Change and Energy

Figure 4.26

Nous observons également une forte corrélation entre les convictions des individus concernant l'efficacité des actions individuelles et leur sentiment de responsabilité personnelle. Une personne profondément convaincue que ses pratiques sont pertinentes et peuvent faire la différence pour protéger l'environnement ressent une forte responsabilité face au changement climatique, un enseignement crucial pour la lutte contre le réchauffement climatique (Dechezleprêtre *et al.*, 2022).

## Le rôle de la confiance

Une note de notre Observatoire<sup>1</sup> nous apprenait en 2019 que le manque de confiance dans les autres jouait un rôle déterminant dans l'opposition à la taxe carbone. Les auteurs expliquaient notamment que les Gilets jaunes et leurs soutiens ne croyaient plus en la redistribution pourtant promise par les décideurs publics parce qu'ils étaient convaincus qu'elle profiterait seulement aux autres. Nous retrouvons ce résultat en ce qui concerne la taxe sur les combustibles fossiles : une personne manifestant une confiance plus faible en les autres se déclare en moyenne moins en faveur de cette politique. Les répondants indiquant le niveau le plus faible de confiance interpersonnelle s'y opposent à 60 % contre seulement 30 % parmi ceux indiquant une confiance forte (figure 4.27).

1. *Qui sont les Gilets jaunes et leurs soutiens ?* (Algan *et al.*, 2019).

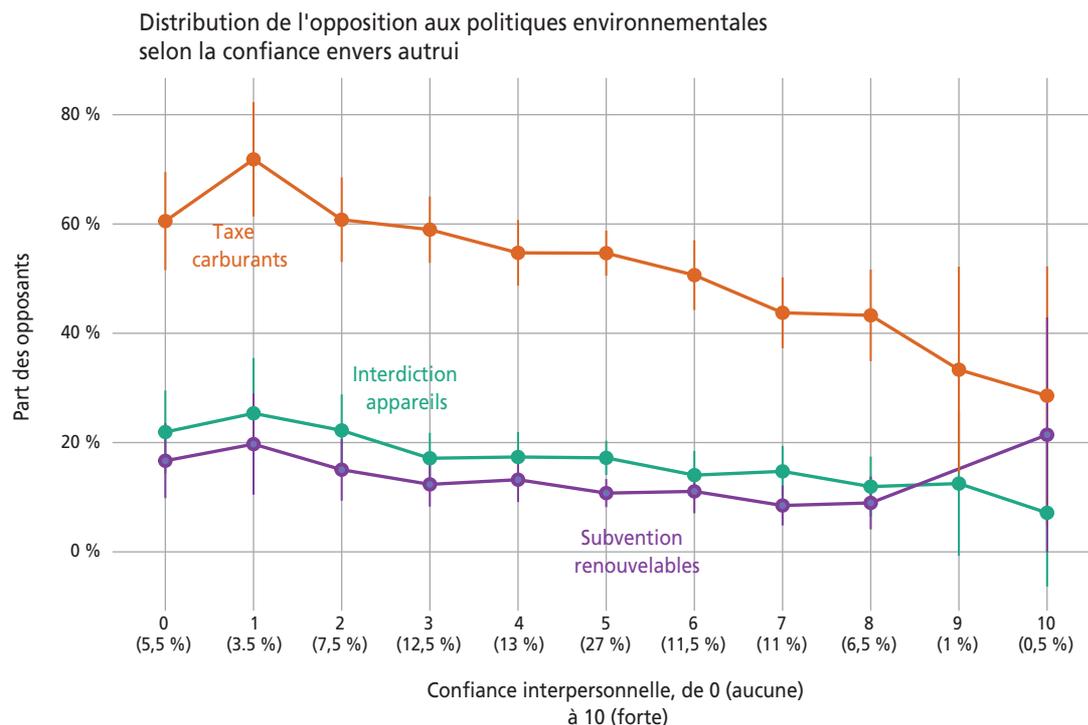


Figure 4.27

Cependant cette conclusion ne s'applique pas aux deux autres politiques environnementales. C'est certainement parce qu'elles affectent tout le monde de la même manière (elles ne sont pas perçues comme « régressives ») et ne semblent pas (en apparence) toucher aux finances des ménages, que les subventions aux énergies renouvelables et l'interdiction des produits énergétiquement inefficients sont acceptées. Leur fonctionnement économique appelle également moins d'explications : une subvention et une interdiction de vente sont deux mesures plus compréhensibles qu'une politique de redistribution des bénéfices engendrés par une taxe sur les combustibles fossiles.

\* \*  
\*

Ainsi, si la transition écologique dépend avant tout des politiques publiques d'investissement dans les technologies vertes, les infrastructures nécessaires et la recherche, les citoyens ont désormais une conscience aigüe de l'urgence climatique. On note que ceux qui sont mobilisés et adoptent des comportements plus respectueux de l'environnement font état d'un plus haut niveau de satisfaction de vie. Sans pouvoir établir le sens de la causalité, cette association est porteuse d'une note d'optimisme quant à l'impact de la transition écologique sur le bien-être subjectif.

## BIBLIOGRAPHIE

Agence de la Transition Ecologique. 2023. « Les Français aspirent à changer de modèle de société mais sont pris dans des injonctions contradictoires », 2023.

- Algan, Yann, Elizabeth Beasley, Daniel Cohen, Martial Foucault, et Madeleine Péron. 2019. « [Qui sont les Gilets jaunes et leurs soutiens ?](#) » 2019-02-14. Notes de l'Observatoire du bien-être. Paris : Cepremap.
- Blanc, Corin. 2022. « [L'environnement et les Français, préoccupations et pratiques](#) ». 2022-13. Notes de l'Observatoire du bien-être. Paris : Cepremap.
- Boto-García, David, et Alessandro Bucciol. 2020. « [Climate Change : Personal Responsibility and Energy Saving](#) ». *Ecological Economics* 169 (mars) : 106530.
- Bouman, Thijs, Mark Verschoor, Casper J. Albers, Gisela Böhm, Stephen D. Fisher, Wouter Poortinga, Lorraine Whitmarsh, et Linda Steg. 2020. « [When Worry about Climate Change Leads to Climate Action : How Values, Worry and Personal Responsibility Relate to Various Climate Actions](#) ». *Global Environmental Change* 62 (mai) : 102061.
- Calvier, Céline, et Françoise Jacquesson. 2015. « [En Île-de-France, l'usage de la voiture pour aller travailler diminue](#) ». *Insee Analyses*, janvier, 4.
- Chiroleu-Assouline, Mireille. 2022. « [Rendre acceptable la nécessaire taxation du carbone : Quelles pistes pour la France ?](#) » *Revue de l'OFCE* N° 176 (1) : 15-53.
- Dechezleprêtre, Antoine, Adrien Fabre, Tobias Kruse, Bluebery Planterose, Ana Sanchez Chico, et Stefanie Stantcheva. 2022. « [Fighting Climate Change : International Attitudes Toward Climate Policies](#) ». *NBER, Working Paper 30265*.
- Douenne, Thomas, et Adrien Fabre. 2022. « [Yellow Vests, Pessimistic Beliefs, and Carbon Tax Aversion](#) ». *American Economic Journal : Economic Policy* 14 (1) : 81-110.
- Guesnerie, Roger. 2010. *Pour une politique climatique globale : blocages et ouvertures*. Collection Opuscules du Cepremap. Rue d'Ulm.
- Kressmann, Gil. 2022. « [Un marché bio en crise profonde](#) ». *Paysans & société* 393 (3) : 34-40.
- Millot, Charlotte, et Jörg Müller. 2022. « [Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale : l'opinion des Français en 2022](#) », ADEME, Crédoc, 20.
- Pautard, Eric. 2021. « [Pratiques environnementales des Français en 2020 : agir à l'échelle individuelle](#) », Service Statistique du Ministère de la Transition Ecologique.
- Perona, Mathieu. 2023. « [À pied, à vélo, en bus ou en voiture : les trajets domicile-travail](#) ». 2023-01. Note de l'Observatoire du Bien-être. Paris : Cepremap.
- Prados, Justine. 2022. « [AB, Demeter, HVE... Les labels sont-ils vraiment écolos ?](#) » *Vert, le média qui annonce la couleur*, 2022.
- Schubert, Katheline, et Fanny Henriët. 2021. *La transition énergétique : objectif zen*. Collection Opuscules du Cepremap. Rue d'Ulm, Presses de l'École normale supérieure.
- Schubert, Katheline. 2009. *Pour la taxe carbone. La politique économique face à la menace climatique*. Collection Opuscules du Cepremap. Rue d'Ulm, Presses de l'École normale supérieure.
- Stern, Paul C, Thomas Dietz, Troy D Abel, Greg Guagnano, et Linda Kalof. 1999. « [A Value-Belief-Norm Theory of Support for Social Movements : The Case of Environmentalism](#) ». *Human Ecology Review* 6 (2) : 18.
- Tavoularis, Gabriel, et Eléna Sauvage. 2018. « [Les nouvelles générations transforment la consommation de viande](#) », Crédoc.

## 4.2. Bien-être et transition écologique : une revue des travaux existants

Du sentiment d'impuissance à la révolte, de la représentation d'une écologie punitive à celle d'une sobriété heureuse, le thème du bien-être traverse les représentations du changement climatique et de la nécessaire transition écologique. Nous réalisons ici un parcours de la littérature scientifique qui mobilise la mesure du bien-être subjectif pour éclairer ces enjeux.

Le bien-être subjectif constitue une manière de mesurer les effets du changement climatique, ses conséquences matérielles, mais aussi le coût important de la plus grande variabilité du climat. À une échelle plus locale, il souligne les effets délétères de la pollution et ceux, bénéfiques, d'un accès à des espaces naturels.

On constate ainsi que le changement climatique génère de fortes réactions émotionnelles. Si l'éco-anxiété pèse aujourd'hui sur le bien-être d'un nombre croissant de Français, et particulièrement des jeunes générations, la colère à l'égard de la lenteur des progrès accomplis constitue un puissant facteur de passage à l'action. Elle n'est heureusement pas le seul facteur. De nombreuses études soulignent qu'adopter des comportements plus éco-responsables va de pair avec un niveau de bien-être plus élevé.

Notre compréhension de la manière dont se construit l'évaluation de la satisfaction dans la vie fournit en parallèle des outils pour dessiner les transitions vers des modes de vie moins consommateurs en ressources et évaluer l'acceptabilité des évolutions proposées.

\* \*  
\*

Le changement climatique est aujourd'hui une préoccupation générale. Pour 78 % des Européens, il s'agit de l'un des principaux problèmes de notre temps (Lauwerier et Verdier 2022)<sup>1</sup>. Ses conséquences comme les mesures pour en limiter les effets évoquent des images sombres. De l'éco-anxiété à l'écologie punitive, non seulement le changement climatique menace de peser sur notre bien-être actuel, mais le chemin vers une société plus respectueuse de l'environnement semble devoir passer par une réduction drastique de notre bien-être. Un parcours des recherches liant bien-être subjectif et transition écologique conduit à un constat plus nuancé. Il peint aussi un paysage incomplet. La plupart des études relevées ici révèlent des corrélations entre des conséquences du changement climatique et le bien-être. Celles qui mettent rigoureusement en évidence une conséquence de cause à effet sont une minorité, parfois pour des raisons structurelles, liées à la difficulté de réaliser des expériences ou au manque de données. Nous espérons que cette revue des travaux existants rendra compte de l'intérêt et les enjeux de la prise en compte du bien-être subjectif pour dessiner les contours d'une trajectoire de transition et d'adaptation au changement climatique.

Le bien-être subjectif constitue d'abord un instrument de mesure des impacts du changement climatique sur les humains, au-delà d'une évaluation purement monétaire. Il fait apparaître des conséquences des modifications du climat et de la destruction de l'environnement plus lourdes que la seule estimation des dommages imposés à l'activité économique. Inversement, la contribution au bien-être d'un accès à la nature n'est que très imparfaitement reflétée dans les valeurs de marché. Les approches sous l'angle du bien-être soulignent ainsi l'urgence à agir, tant pour

1. L'ensemble de bibliographie de cette section est accessible en ligne sur la plate-forme Zotero : [https://www.zotero.org/groups/4705729/observatoire\\_du\\_bien-tre\\_du\\_cepremap\\_public/collections/IAARL5SA](https://www.zotero.org/groups/4705729/observatoire_du_bien-tre_du_cepremap_public/collections/IAARL5SA)

réduire les conséquences du changement climatique que pour reconfigurer notre habitat, avec, en contrepartie, des dispositions à payer qui semblent à la hauteur des enjeux.

Les émotions négatives face au changement climatique pèsent naturellement sur le bien-être, particulièrement sur celui des jeunes. D'un sentiment d'impuissance délétère, l'éco-anxiété, à un engagement écologique porteur de sens, il existe cependant de nombreuses passerelles. Greta Thunberg a incarné la colère face à l'inaction des générations actuellement au pouvoir, mais d'autres chemins existent, d'autant plus que le passage à l'action n'est pas forcément synonyme de chemin du sacrifice. De nombreuses études montrent en effet que les personnes les plus engagées dans des comportements éco-responsables ont aussi un niveau de bien-être plus élevé. Il semble ainsi possible de dessiner un chemin vers une transition écologique motivée autant par la recherche du bien-être que par la volonté d'éviter l'effondrement.

## LE BIEN-ÊTRE SUBJECTIF COMME INSTRUMENT DE MESURE

Nous consacrons une bonne partie de nos travaux à montrer comment les métriques de bien-être subjectif permettent de dessiner et de comprendre des situations dont l'analyse échappe à une approche par les échanges monétaires. Le changement climatique ne fait pas exception.

### Évaluer les effets du changement climatique

Le changement climatique va bien évidemment avoir un effet direct sur les fondamentaux du bien-être, à commencer par la sécurité alimentaire ou la malnutrition. La fréquence plus élevée événements climatiques extrêmes – sécheresses, inondations, tempêtes – multiplie les occasions de mauvaises récoltes, d'épidémies et de malnutrition (Frumkin *et al.*, 2008). Au-delà de ces événements spectaculaires, mais dont on peut, en France, se croire relativement préservé, nous sommes tous concernés. L'épidémie de Covid-19 nous a ainsi largement sensibilisés aux risques posés par la transmission de maladies d'espèces animales vers l'humain. La redistribution des espèces animales avec le changement climatique vient augmenter ce risque (Pecl *et al.*, 2017). Nous en faisons déjà l'expérience avec l'extension en France métropolitaine de l'aire du moustique tigre, vecteur de maladies comme le chikungunya, la dengue ou le virus Zika, ou l'extension de l'aire des tiques porteuses de la maladie de Lyme. Une représentation juste des conséquences du changement climatique doit donc intégrer non seulement ses conséquences sur le système productif, mais aussi sur la manière dont il va modifier l'expérience quotidienne de tout un chacun, allant du risque accru de maladie à l'exposition plus fréquente à des aléas climatiques (Charlson *et al.*, 2021).

Ceci commence à être prise en compte dans les travaux internationaux. Pour le sixième rapport d'évaluation (RE6) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), le deuxième groupe de travail consacre ainsi son septième chapitre aux conséquences du changement climatique sur « la santé, le bien-être et la structure des sociétés humaines » (Cissé, *et al.*, 2022). La perspective adoptée est dominée, à l'image des recherches existantes, par les questions relatives à la santé, la détresse matérielle et la santé mentale, particulièrement dans les populations les plus touchées.

### Climat et bien-être

S'il est techniquement exact, l'usage du terme « réchauffement climatique » a longtemps constitué un obstacle à la prise de conscience de la gravité du problème. Après tout, l'attrait des provinces méridionales, de la Côte d'Azur en France à la *Sun Belt* américaine, semble indiquer qu'un climat un

peu plus chaud ne serait pas désagréable. Cette intuition est confirmée par de nombreuses études. Les personnes vivant sous un climat agréable, avec un ensoleillement généreux et une humidité faible, déclarent en moyenne une satisfaction dans la vie plus élevée (Murray, Maddison, et Rehdanz 2013 ; P. Frijters et Van Praag 1998 ; Mkrtchyan *et al.*, 2018 ; Zapata 2022). D'un pays à l'autre, le climat, la richesse et leur interaction expliquent à eux seuls 35 % des différences de mal-être subjectif (Fischer et Van de Vliert 2011). À la lumière de ces résultats, plusieurs travaux estiment qu'il existe un climat optimal, avec des températures moyennes autour de 18°C (Maddison et Rehdanz 2011). À l'échelle de la journée, on estime qu'une journée ensoleillée est plus propice à ce que les gens se déclarent heureux qu'une journée pluvieuse. Sur la satisfaction dans la vie, qui a une dimension plus évaluative, les résultats varient d'une enquête à l'autre (Feddersen, Metcalfe, et Wooden 2012 ; Paul Frijters, Lalji, et Pakrashi 2020). Or, à l'exception de quelques rares régions d'Europe du Nord, le changement climatique va éloigner l'essentiel de l'humanité de cet idéal, et non l'en rapprocher. Certes, il est possible que de vastes zones actuellement peu peuplées deviennent plus accueillantes, mais elles ne pourront accueillir les immenses populations dont le changement climatique rend l'habitat actuel invivable, sans compter les coûts énormes, et souvent sous-estimés, de la destruction des sociétés liées à la migration (Banerjee, Duflo, et Jaquet 2020).

Le réchauffement climatique d'autant plus une mauvaise nouvelle qu'en pratique, c'est moins la température moyenne qui compte que la plus faible proportion de mois nettement plus chauds ou plus froids (Maddison et Rehdanz 2020), autrement dit la régularité du climat. Après la richesse des pays telle que mesurée par le PIB, cette régularité constitue pour les travaux liant climat et bien-être le second facteur expliquant les différences de bien-être entre les pays. En rendant la météo plus instable et les phénomènes extrêmes plus fréquents, la multiplication d'épisodes de canicule en été et d'événements météorologiques extrêmes tout au long de l'année par exemple, le changement climatique nous éloigne tous de cet optimum régulier, avec des conséquences néfastes sur notre bien-être. À titre d'exemple, des recherches ont déjà montré qu'une augmentation de la variabilité des pluies (à volume total comparable) a un effet négatif sur le bien-être des agriculteurs éthiopiens, au-delà de ce qu'explique la baisse de leur production (Alem et Colmer 2014), un phénomène également observé en Inde (Pailler et Tsaneva 2018), ou au Royaume-Uni lors des pluies excessive (Berleemann, Regner, et Tutt 2020). L'intuition fondamentale est que la satisfaction dans la vie, mesure-clef du bien-être subjectif, est influencée non seulement par le niveau de la consommation (ou des revenus), mais aussi, et de manière très sensible, par le risque perçu de voir son niveau de vie se dégrader suite à des événements incontrôlables (Berleemann et Eurich 2021 ; Zander, Moss, et Garnett 2019).

Au-delà de ce motif du risque, il semble établi que l'exposition à des catastrophes naturelles a des impacts multiples sur le bien-être subjectif, en plus et au-delà de l'effet de la perte de revenu. De nombreuses études illustrent l'effet délétère de l'exposition à la sécheresse sur la santé mentale (Stanke *et al.*, 2013). Au Brésil, un programme de lutte contre la pauvreté est parvenu à préserver les conditions de vie matérielles de familles touchées par la sécheresse, mais n'a pas complètement enrayer leur perte de bien-être (Bedran-Martins, Lemos, et Philippi 2018), ce qui indique qu'indemniser les ménages victimes ne suffit pas à annuler les conséquences de tels événements. Ainsi, si on considère la perte de satisfaction dans la vie plutôt que la seule valeur de la réduction de la production agricole, l'augmentation de la fréquence des sécheresses va coûter à l'Australie l'équivalent de 1 % de son PIB chaque année (Carroll, Frijters, et Shields 2009).

Le même constat d'effets qui dépassent les destructions matérielles s'observe pour les autres types de catastrophes naturelles, comme les ouragans en Floride (Acierno *et al.*, 2007), les feux

de forêt en Espagne (Sekulova et van den Bergh 2013), en France, en Italie et au Portugal (Kountouris et Remoundou 2011), ou encore les inondations (von Möllendorff et Hirschfeld 2016 ; Luechinger 2009 ; Sekulova et van den Bergh 2016). À court terme, les catastrophes ont aussi un impact sur le bien-être des populations proches mais non directement touchées, comme le montre aux États-Unis l'épisode de l'ouragan Katrina (Kimball *et al.*, 2006).

Ces coûts subjectifs des catastrophes naturelles sont inégalement répartis. Au Vietnam, les femmes mettent plus longtemps à se remettre de l'exposition à une inondation que les hommes, et y perdent une plus grande partie de leur revenu (Hudson, Pham, et Bubeck 2019). Les catastrophes naturelles viennent augmenter les risques pour la santé mentale des populations initialement plus vulnérables (Hrabok, Delorme, et Agyapong 2020). Les enfants sont tout particulièrement concernés, ils subissent à la fois un effet direct et le contrecoup des tensions accrues au sein des familles (Keenan *et al.*, 2004).

## Du bien-être à la disposition à payer

Le bien-être subjectif a également été mobilisé afin de valoriser des biens et services rendus par l'environnement et qui ne passent pas par un marché et échappent aux comptes nationaux (Welsch et Ferreira 2014 ; Welsch 2007). Si les discussions sur la méthodologie et l'ampleur des estimations obtenues restent vives (Welsch et Kühling 2011 ; Ferreira et Moro 2013), l'approche par le bien-être subjectif constitue une approche permettant d'estimer la disposition à financer des mesures de lutte contre le changement climatique (Frey, Luechinger, et Stutzer 2010 ; C. Fleming et Ambrey 2017 ; Beja 2012). L'objectif est d'estimer l'équivalent monétaire d'un meilleur environnement, en particulier au regard de la pollution de l'air (Welsch 2006 ; Kopmann et Rehdanz 2013 ; Ambrey, Fleming, et Chan 2014 ; Bayer, Keohane, et Timmins 2009 ; Cuñado et de Gracia 2013 ; Welsch 2002 ; Levinson 2012 ; Luechinger 2009 ; 2010 ; Ambrey et Fleming 2014).

## ENVIRONNEMENT LOCAL, POLLUTION, ESPACES VERTS

Par nature, le changement climatique est un phénomène global. Ses conséquences et les dispositifs d'adaptation ont en revanche une dimension fortement locale. L'environnement local – qualité de l'air, accès à des espaces naturels, à des parcs, etc. – explique en effet une grande partie des différences de bien-être entre pays et au sein de chaque pays (Ahmadiani *et al.*, 2020 ; Brereton, Clinch, et Ferreira 2008 ; 2008 ; Gandelman, Piani, et Ferre 2012), et ce indépendamment du revenu des personnes (Ferreira et Moro 2013).

### Pollution de l'air

Si la pollution de l'air est perceptible lors d'épisodes importants, elle est le plus souvent invisible. Pourtant, de nombreuses études réalisées dans de nombreux pays mettent en évidence l'effet délétère de la pollution de l'air sur le bien-être subjectif (Smyth, Mishra, et Qian 2008 ; Li, Folmer, et Xue 2014 ; Ferreira *et al.*, 2013 ; Rehdanz et Maddison 2008 ; Ahumada et Iturra 2021 ; Welsch 2002 ; Ambrey, Fleming, et Chan 2014 ; Bayer, Keohane, et Timmins 2009 ; Cuñado et de Gracia 2013). Au rebours de l'idée que les pollutions les plus visibles affecteraient davantage le bien-être ressenti, on constate que le lien entre bonheur et pollution est net en ce qui concerne les particules les plus fines, mais moins avec les tailles les plus élevées, qui sont visibles mais efficacement interceptées par le système respiratoire (X. Zhang, Chen, et Zhang 2020).

Lorsqu'il est possible de suivre plus finement dans le temps à la fois le bien-être et la qualité de l'air, on constate un effet durable de la pollution demeure (Guo *et al.*, 2021 ; MacKerron et Mourato 2009). Ces travaux indiquent que les populations concernées ne s'habituent pas à pollution, au point qu'avoir subi dans le passé des épisodes importants de pollution laisse des traces visibles sur le bien-être actuel (Menz 2011 ; Menz et Welsch 2012). La théorie économique voudrait que cet effet négatif ressenti de la pollution soit reflété dans les prix de l'immobilier, mais cela ne semble pas être le cas (Rehdanz et Maddison 2008).

Malgré l'abondance de publications, ce champ de recherche reste limité par la difficulté de distinguer l'effet propre de la pollution des autres raisons qui peuvent conduire les habitants à résider à des endroits exposés (Levinson 2020). On peut toutefois en tirer deux leçons. La première est que l'effet de la pollution de l'air sur le bien-être est manifestement ressenti par les personnes exposées, qui devraient donc soutenir des mesures de réduction de cette pollution. La deuxième, plus quantitative, est que la disposition à payer tirée de ces études varie de 4 \$ à 40 \$ par jour de pic de pollution évité (selon les niveaux de vie des pays concernés), ce qui est cohérent avec d'autres estimations du coût de la pollution, en particulier ses effets sur la santé. En d'autres termes, le ressenti vis-à-vis d'une exposition à la pollution est cohérent avec des estimations qui reposent sur des informations quant au risque sanitaire effectif qui sont en général peu ou mal connues du grand public.

### Espaces verts, biodiversité et contact avec la nature

De très nombreuses études mettent en évidence le lien entre le fait d'habiter à proximité d'espaces verts et le bien-être, à commencer par la santé mentale. Ce champ de recherche se diffuse dans les revues économiques et médicales (Smyth, Mishra, et Qian 2008 ; MacKerron et Mourato 2009 ; Hazer *et al.*, 2018 ; Krefis *et al.*, 2018 ; Vanaken et Danckaerts 2018 ; McCormick 2017 ; Thompson Coon *et al.*, 2011 ; Alcock *et al.*, 2014 ; van den Berg *et al.*, 2010). Cependant, le lien dépend de la mesure de bien-être considérée et des personnes (Houlden *et al.*, 2018). C'est sans doute pourquoi les travaux conduisent à des résultats parfois contradictoires (Mueller, Flouri, et Kokosi 2019 ; Tillmann *et al.*, 2018 ; Reece *et al.*, 2021). La simple proximité, quotidienne (habiter près d'un parc) ou imposée (sorties scolaires en forêt), ne semble pas suffire à exercer systématiquement un impact sur le bien-être. Les études qualitatives dans le domaine soulignent qu'un facteur déterminant semble être le sentiment de connexion avec la nature, mais les contours de ce sentiment restent flous. Dans certains cas, on constate aussi la prégnance de facteurs très pratiques : en Nouvelle-Zélande, la présence d'espaces verts accessibles ne bénéficie qu'aux personnes qui se sentent suffisamment en sécurité dans leur quartier pour s'y déplacer seules à pied (Fleming, Manning, et Ambrey 2016). Ce dernier exemple illustre un aspect fondamental. Si l'accès physique à un espace vert est nécessaire, il n'est pas suffisant pour générer des bénéfices. Il faut également que l'espace naturel en question soit connu et perçu comme accessible et accueillant (Ruckelshauß 2020).

La biodiversité constitue un sujet particulier, dans la mesure où on s'attend à ce que son lien avec le bien-être soit assez indirect. Il n'existe pas de mesure synthétique unique de la biodiversité, mais des études mettent en évidence une corrélation entre le bien-être et la diversité des populations d'oiseaux (Methorst *et al.*, 2021), voire l'écosystème dans son ensemble (Ambrey et Fleming 2014). Inversement, on peut démontrer l'effet négatif sur la satisfaction du fait de vivre dans un pays exposé à des espèces invasives détruisant des arbres (Jones 2020).

## LES ÉMOTIONS FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Cette synthèse a jusqu'ici mis en avant les conséquences du changement climatique sur la dimension évaluative du bien-être subjectif, la satisfaction à l'égard de la vie qu'on mène actuellement. Le bien-être subjectif a naturellement un fort versant émotionnel, et le changement climatique suscite des réactions vives. En 2021, une large étude a ainsi montré que la moitié des jeunes dans dix pays différents déclaraient se sentir tristes, anxieux, en colère, impuissants ou coupables à cause du changement climatique (Marks *et al.*, 2021). Pour 43 % d'entre eux, ces émotions ont un impact négatif sur leur vie quotidienne. L'éventail d'émotions présentées pose la question des conséquences de ces émotions sur le comportement. Dans le contexte actuel, il s'agit de savoir si cette inquiétude est constructive ou délétère, si elle conduit à un engagement dans la lutte contre le réchauffement climatique, ou seulement à une détresse (Clayton 2020 ; Verplanken, Marks, et Dobromir 2020). Pour simplifier, s'agit-il d'une éco-anxiété paralysante, ou d'une éco-colère qui pousse à l'action (Stanley *et al.*, 2021) ?

### L'éco-anxiété

L'*American Psychological Association* définit l'éco-anxiété comme un ensemble d'états anxieux relatif à l'anticipation d'une catastrophe environnementale ou écologique, ou une peur chronique d'un effondrement de l'écosystème. Si le terme est entré récemment dans le débat public, cela fait plus de dix ans que les psychologues observent un lien entre le changement climatique et la prévalence de stress, d'anxiété et d'épisodes dépressifs, en particulier chez les jeunes et les femmes (Searle et Gow 2010). Il a cependant fallu attendre une décennie pour disposer d'une mesure expérimentalement validée de l'éco-anxiété (Clayton et Karazsia 2020). Celle-ci met en évidence des niveaux d'anxiété particulièrement élevés chez les jeunes générations, mais aussi plus généralement un lien entre éco-anxiété et mal-être dans toutes les générations (McBride *et al.*, 2021). Conformément à la distinction que nous avons établie entre éco-anxiété et éco-colère, la première ne présente pas d'association avec des comportements pro-environnementaux : elle marque la détresse et le découragement face à un problème dont l'échelle nous dépasse. L'attention particulière portée aux jeunes découle naturellement du fait qu'ils seront les principales victimes des conséquences encore à venir, mais aussi, dès maintenant, d'une plus grande vulnérabilité aux effets délétères de l'éco-anxiété (Sanson, Van Hoorn, et Burke 2019). Celle-ci semble entraîner ou accélérer des problèmes de santé mentale plus larges (Sanson, Van Hoorn, et Burke 2019). Intervenant à des stades cruciaux du développement du cerveau et de la personnalité, ils augmentent la probabilité de développer des pathologies mentales à l'âge adulte (Wu, Snell, et Samji 2020).

Il ne faudrait pas penser que ce phénomène est circonscrit aux pays riches. Les pays émergents sont déjà les plus touchés par les conséquences du changement climatique, et l'éco-anxiété y est présente. On peut ainsi mesurer la présence d'éco-anxiété chez les jeunes aux Philippines (Reyes *et al.*, 2021) ou le lien entre les sentiments négatifs dus au changement climatique et l'insomnie et les problèmes de santé mentale dans un panel de 25 pays comprenant tant des pays de l'OCDE que des pays émergents (Ogunbode *et al.*, 2021).

### L'éco-colère

Par opposition à une éco-anxiété qui conduit les personnes à se replier sur elles-mêmes et sur un sentiment d'impuissance face au changement, l'éco-colère constitue une passerelle vers l'action, permettant de dépasser la peur et les doutes quant à la possibilité de l'action collective. Dans

une large mesure, Greta Thunberg a incarné cette dynamique qui va d'un sentiment de révolte à l'appel à toutes les générations de prendre tout de suite leurs responsabilités face à la catastrophe annoncée (Pouchain et Petit 2022). Contrairement à l'éco-anxiété, l'éco-colère est associée à la fois à des niveaux plus élevés de bien-être subjectif et à un engagement plus fort dans des actions de lutte contre le changement climatique. Les personnes se déclarant en colère face au changement climatique ont ainsi un sentiment plus fort que leur vie à un sens, une confiance plus élevée dans la science et dans les associations de lutte pour l'environnement (Ojala 2005 ; Stanley *et al.*, 2021). Plusieurs études suggèrent de mobiliser consciemment cette colère pour faire passer les jeunes en souffrance (éco-anxieux) d'un état de peur paralysante à un état d'action positive. Il ne s'agit heureusement pas du seul levier qui peut être mobilisé. Un ensemble d'études dessine un chemin hors de l'éco-anxiété en deux étapes. Il s'agit d'abord de reconnaître le bien-fondé de ces sentiments, au travers d'activités et de discussions permettant leur expression sans jugement. Dans une deuxième étape, d'autres activités peuvent favoriser la prise de contrôle et l'engagement dans une action favorable à l'environnement (Pihkala 2020).

## LUTTER ET S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le terme d'*écologie punitive* résume en France l'idée que de nombreux moyens de lutte contre le changement climatique se feraient au détriment du bien-être individuel. Pourtant, les pays en tête des classements internationaux en termes de bien-être sont aussi ceux qui affichent les meilleures performances en matière d'indicateurs de développement durable (Iriarte 2022). La trajectoire vers des modes de vie plus compatibles avec l'environnement est-elle nécessairement uniquement douloureuse ?

### Limiter la consommation ?

Nous avons à plusieurs reprises souligné le rôle que le revenu et la consommation jouent dans la construction du bien-être, en France en particulier (Algan *et al.*, 2018). Dans cette perspective, les injonctions à plus de sobriété dans notre consommation semblent inéluctablement impliquer une baisse significative de notre bien-être. Le constat de la relation entre consommation et bien-être dépend cependant du fonctionnement actuel de la société. Or, l'une des découvertes importantes de l'économie du bien-être subjectif est qu'à partir d'un certain niveau de revenu, le supplément de satisfaction apporté par la consommation supplémentaire est faible (Germain 2020) et procède essentiellement d'un effet de comparaison par rapport aux autres (Senik 2014). Du côté du bien-être, les effets délétères de cette course à l'échalote (ou ce tapis roulant hédonique) sont bien documentés (Pickett et Wilkinson 2019), mais on peut aussi les voir du point de vue écologique comme une consommation évitable. C'est dans cette ordre d'idées que certains chercheurs proposent la mise en place de niveaux maximum (et minimum) de consommation compatibles avec la transition climatique (Lamb et Steinberger 2017) – une déclinaison de l'idée d'un budget carbone contraignant (Henriet et Schubert 2021).

### Des impacts hétérogènes

Malgré le consensus sur son efficacité (Douenne et Fabre 2019 ; 2022 ; Guesnerie 2010 ; Schubert 2009), la taxe carbone est très mal acceptée par les populations et suscite des réactions violentes. Mais d'autres moyens de lutter contre le changement climatique sont associés à des gains de bien-être : recyclage, dépenses pour la protection de l'environnement et autres taxes « vertes » en sont des exemples analysés par le *Green New Deal* européen (Ortega-Gil, Cortés-Sierra, et

ElHichou-Ahmed 2021). On peut ajouter à cette liste les bâtiments conçus pour diminuer leur empreinte environnementale (D. Zhang et Tu 2021). Une analyse plus fine semble toutefois nécessaire. Dans le cas de la Chine, il est ainsi possible de montrer que les solutions fondées sur la contrainte, le marché ou la coopération informelle ont des effets différents sur le bien-être selon les régions où elles sont mises en place (Song, Guo, et Zhang 2019).

À des niveaux encore plus fins, on constate que certaines initiatives environnementales peuvent augmenter les inégalités de bien-être, voire pénaliser celui de certaines personnes, ce qui peut avoir des conséquences importantes sur l'acceptabilité générale des politiques environnementales. Par exemple, les politiques d'encouragement à la pratique du vélo et des trottinettes électriques et de découragement de l'usage de l'automobile augmentent vraisemblablement les inégalités de bien-être car elles bénéficient plutôt à des personnes dont le profil initial est associé à une satisfaction de vie plus élevée : des ménages urbains habitant relativement près de leur lieu de travail (Krekel et Prati 2022). Une politique de transition dans les transports doit par conséquent prêter une attention particulière à ses effets distributifs – en région parisienne, cela concerne très vraisemblablement les usagers des transports en commun.

L'un des défauts d'une vision centrée sur le changement climatique a peut-être été de considérer que dès lors qu'un investissement était bénéfique pour le climat, sa vertu devait suffire à emporter l'adhésion. Généralement, nous sommes pourtant attentifs aux conséquences négatives des activités économiques. On ne manque pas d'études montrant les conséquences négatives sur le bien-être d'habiter, par exemple, à proximité de forages pétroliers ou de mines de charbon. Et que penser du fait qu'en Allemagne, l'implantation d'éoliennes a un effet négatif sur les personnes habitant à proximité (Krekel 2020) ?

## Plus verts et plus heureux

La question de l'éco-colère et de l'éco-anxiété constitue la partie la plus visible à ce jour des relations entre bien-être subjectif et action pro-environnementale. Plus généralement, un grand nombre d'études mettent en évidence un lien positif entre une vaste gamme d'indicateurs de bien-être subjectif et le fait d'avoir des comportements plus respectueux de l'environnement, tels que trier ses déchets, limiter l'empreinte carbone de ses déplacements, prêter attention au bilan écologique de son alimentation, etc. (Welsch 2020 ; Kaida et Kaida 2016 ; Schmitt *et al.*, 2018 ; Zawadzki, Steg, et Bouman 2020 ; Netuveli et Watts 2020 ; Minton *et al.*, 2018 ; Zannakis, Molander, et Johansson 2019). La principale difficulté est qu'il s'agit dans la plupart du temps de corrélations : les gens les plus heureux ou satisfaits de leur vie ont-ils des comportements plus responsables, ou bien sont-ce ces comportements qui contribuent à les rendre plus heureux ? En tout état de cause, ce constat doit conduire à nuancer la manière de présenter la transition écologique. Au rebours de l'image d'une écologie punitive, ces études suggèrent qu'on peut être à la fois plus heureux et plus respectueux de l'environnement. Il semble donc utile de revoir la manière de présenter ces comportements, non plus comme un sacrifice de son bien-être individuel au nom du bien commun, mais comme l'adoption de nouvelles manières de consommer ou de se déplacer qui vont *in fine* de pair avec un niveau plus élevé de bien-être (Prinzing 2020).

## Une variété d'effets

Au-delà de ce constat d'ensemble, il faut toutefois considérer à un niveau plus fin les relations entre les types de comportements et les dimensions du bien-être subjectif. Par exemple, les

comportements correspondant à une sobriété choisie dans sa consommation auraient un effet positif sur le sentiment d'être heureux, tandis que l'activisme a un coût en termes de bien-être (Carrero, Valor, et Redondo 2020). L'option de la sobriété choisie recouvre d'ailleurs des dynamiques contradictoires. Une étude conduite en Thaïlande montre que le fait de réparer des objets ou d'acheter des objets plus durables, même s'ils sont plus chers, est associée à une satisfaction dans la vie plus élevée, mais que restreindre les achats d'objets identifiés comme non nécessaires réduit cette même satisfaction (Leelakulthanit 2019). Contrairement à une idée pourtant intuitive, le recours régulier aux achats en ligne peut constituer une aide dans une démarche de sobriété, en donnant plus facilement accès à des biens et services plus respectueux de l'environnement (Guillen-Royo 2019). Une étude espagnole montre que les comportements écologiques exercent tantôt un effet positif sur les émotions, tantôt un effet sur le sentiment que la vie a du sens (Ibáñez-Rueda et Wanden-Berghe 2022).

Dans le cas français, une étude qui mobilise notre plate-forme trimestrielle consacrée au bien-être observe qu'une satisfaction de vie élevée est associée à une plus forte tendance à acheter des produits bio, locaux, et à éviter l'excès d'emballages. En revanche, les comportements plus difficiles à modifier à court terme, comme le mode de transport ou la consommation d'énergie, n'ont pas, dans cette étude, de lien fort avec le bien-être subjectif. Ce sont plutôt les personnes qui ont un fort sentiment que leur vie a du sens qui s'engagent non seulement dans les achats responsables mais aussi dans les économies d'énergie (Krekel et Prati 2022).

## Pourquoi agir ?

La plupart des comportements éco-responsables s'inscrivent peu ou prou dans le problème de l'action collective : pourquoi fournir un effort si les autres ne le font pas ? L'image de soi auprès des autres peut constituer une motivation. Le lien entre action et bien-être est d'ailleurs souvent plus fort pour les actions difficiles, plus spectaculaires (Del Saz Salazar et Pérez Y Pérez 2021). Un second canal, qui n'exclut pas le premier, serait le sentiment de chaleur (*warm glow*) que l'on ressent à avoir accompli un acte utile ou bénéfique aux autres (Haverkamp, Welsch, et Ziegler 2022 ; Jia et van der Linden 2020). Cette sensation est associée au renforcement d'une image positive de soi, du sentiment d'agir en cohérence avec ses valeurs. Plus généralement, il est possible d'identifier un ensemble de valeurs et de traits de personnalités qui rendent les personnes à la fois plus heureuses et plus susceptibles de s'engager dans des comportements éco-responsables (Kasser 2017). Ceci pourrait expliquer la relation constatée entre le fait de se considérer comme écologiquement responsable (*green self-image*) et la satisfaction dans la vie (Welsch, Binder, et Blankenberg 2021).

Ces motivations ne sont évidemment pas exclusives les unes des autres. Elles ont pour conséquence commune de souligner un mécanisme de renforcement, dont on observe empiriquement les manifestations : l'engagement dans des actions de défense de l'environnement n'est associé au bien-être que chez les personnes qui ont initialement une forte préoccupation pour l'environnement et est renforcé lorsque ces actions sont socialement valorisées (Binder et Blankenberg 2017).

## Fin du monde et fin du mois

Les réactions face au changement climatique dépendent également de la priorité attribuée à ce sujet. Dans ce domaine, les fractures sociales prennent le pas sur les divergences entre générations – encore faut-il bien préciser de quoi l'on parle. Il existe en effet en Europe un large consensus sur

le fait que le changement climatique constitue un problème majeur et urgent (Lauwerier et Verdier 2022). Cette proportion varie en fonction des pays, du niveau de diplôme et de revenu, mais les écarts restent réduits par rapport à d'autres pays, comme les États-Unis, où le sujet recoupe un clivage politique fort. En revanche, lorsqu'il s'agit de savoir si le réchauffement climatique est le problème le plus pressant, on constate des contrastes beaucoup plus marqués. En moyenne, les pays aux situations économiques plus fragiles, et à l'intérieur de chaque pays les personnes les moins diplômées et disposant des revenus les plus faibles, accordent plus souvent la priorité à d'autres sujets, tels que la pauvreté ou la situation économique. Des études nationales confirment que ce sont les personnes qui déclarent le niveau de bien-être le plus élevé qui donnent la priorité aux enjeux écologiques (Čábelková, Smutka, et Strielkowski 2022). En Europe, ce sont ainsi les pays ayant le plus fort niveau de satisfaction dans la vie qui affichent les niveaux les plus élevés de soutien à un mix énergétique favorisant les énergies renouvelables (Welsch et Ferreira 2014).

Pour reprendre une expression à succès, on observe bien un contraste entre les personnes plus préoccupées par la fin du monde et celles d'abord inquiètes de la fin du mois.

## Le dilemme du développement économique

Pour finir, on ne peut passer sous silence la question de l'amélioration du niveau de vie et dans les pays en développement qui implique une augmentation de l'énergie utilisée et des émissions de gaz à effets de serre (Oswald, Owen, et Steinberger 2020). Deux mesures sont principalement citées pour faire face à ce dilemme. La première, déjà évoquée dans le Rapport Stern (Stern 2007), réside dans l'amélioration de l'efficacité énergétique qui permettrait de rendre compatible croissance économique et stabilisation du climat. Mais comment financer les investissements nécessaires ? La réponse semble avoir été donnée par les Accords de Paris en 2015 : les transferts internationaux. Les pays développés se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars chaque année afin d'aider les pays en développement dans leurs projets d'adaptation. Néanmoins, les limites de cette disposition sont déjà observées puisque seuls 86 milliards avaient été versés en 2020 et que les objectifs d'adaptation ne sont parfois pas assez ambitieux (Cissé, *et al.*, 2022). Malgré ces limites, la recherche économique actuelle semble optimiste sur la compatibilité entre développement et limitation du réchauffement climatique, sous condition d'une mise en place de politiques publiques entraînant la diminution des émissions (Kikstra *et al.*, 2021 ; Hubacek *et al.*, 2017 ; Soergel *et al.*, 2021).

## BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie est [accessible en ligne](#) sur la plate-forme Zotero.

- Welsch, Heinz. 2006. « [Environment and Happiness : Valuation of Air Pollution Using Life Satisfaction Data](#) ». *Ecological Economics* 58 (4) : 801-13.
- Welsch, Heinz. 2007. « [Environmental Welfare Analysis : A Life Satisfaction Approach](#) ». *Ecological Economics* 62 (3) : 544-51.
- Luechinger S. 2010. « [Life Satisfaction and Transboundary Air Pollution](#) ». *Economics Letters* 107 (1) : 4-6.
- Maddison D. 2020. « [Cross-Country Variations in Subjective Wellbeing Explained by the Climate](#) ». In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 105-126. Edward Elgar Publishing.

- Welsch, Heinz. 2020. « [Happiness and Air Pollution](#) In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 164-82. Edward Elgar Publishing.
- Welsch, Heinz. 2020. « [Happiness and Green Lifestyle](#) ». In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 349-66. Edward Elgar Publishing.
- MacKerron George. 2020. « [Mappiness : Natural Environments and in-the-Moment Happiness](#) ». In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 266-82. Edward Elgar Publishing.
- Douenne Thomas et Adrien Fabre. 2022. « [Yellow Vests, Pessimistic Beliefs, and Carbon Tax Aversion](#) ». *American Economic Journal : Economic Policy* 14 (1) : 81-110.
- Acierno, Ron, Kenneth J. Ruggiero, Sandro Galea, Heidi S. Resnick, Karestan Koenen, John Roitzsch, Michael de Arellano, John Boyle, et Dean G. Kilpatrick. 2007. « [Psychological Sequelae Resulting From the 2004 Florida Hurricanes : Implications for Postdisaster Intervention](#) ». *American Journal of Public Health* 97 (Suppl 1) : S103-8.
- Ahmadiani, Mona, Finbarr Brereton, Susana Ferreira, et Mirko Moro. 2020. « [Spatial Variation in Life Satisfaction : A Happiness Puzzle](#) ». In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 46-70. Edward Elgar Publishing.
- Ahumada, Gustavo, et Victor Iturra. 2021. « [If the Air Was Cleaner, Would We Be Happier ? An Economic Assessment of the Effects of Air Pollution on Individual Subjective Well-Being in Chile](#) ». *Journal of Cleaner Production* 289 (mars) : 125152.
- Alcock, Ian, Mathew P. White, Benedict W. Wheeler, Lora E. Fleming, et Michael H. Depledge. 2014. « [Longitudinal Effects on Mental Health of Moving to Greener and Less Green Urban Areas](#) ». *Environmental Science & Technology* 48 (2) : 1247-55.
- Alem, Yonas, et Jonathan Colmer. 2014. « [Optimal Expectations and the Welfare Cost of Climate Variability](#) ». Environment for Development Initiative.
- Algan, Yann, Elizabeth Beasley, Claudia Senik, Amory Gethin, Thanasak Jenmana, et Mathieu Perona. 2018. *Les Français, le bonheur et l'argent*. Opuscules du Cepremap 46. Paris : Rue d'Ulm / Cepremap.
- Ambrey, Christopher L., Christopher M. Fleming, et Andrew Yiu-Chung Chan. 2014. « [Estimating the Cost of Air Pollution in South East Queensland : An Application of the Life Satisfaction Non-Market Valuation Approach](#) ». *Ecological Economics* 97 (janvier) : 172-81.
- Ambrey, Christopher L., et Christopher M. Fleming. 2014. « [Valuing Ecosystem Diversity in South East Queensland : A Life Satisfaction Approach](#) ». *Social Indicators Research* 115 (1) : 45-65.
- Andersson, David, Jonas Nässén, Jörgen Larsson, et John Holmberg. 2014. « [Greenhouse Gas Emissions and Subjective Well-Being : An Analysis of Swedish Households](#) ». *Ecological Economics* 102 (juin) : 75-82.
- Banerjee, Abhijit Vinayak, Esther Duflo, et Christophe Jaquet. 2020. *Économie utile pour des temps difficiles*. Paris : Éditions du Seuil.
- Bayer, Patrick, Nathaniel Keohane, et Christopher Timmins. 2009. « [Migration and Hedonic Valuation : The Case of Air Quality](#) ». *Journal of Environmental Economics and Management* 58 (1) : 1-14.
- Bedran-Martins, Ana Maria, Maria Carmen Lemos, et Arlindo Philippi. 2018. « [Relationship between subjective well-being and material quality of life in face of climate vulnerability in NE Brazil](#) ». *Climatic Change* 147 (1) : 283-97.
- Beja, Edsel L. 2012. « [Subjective Well-Being Approach to Environmental Valuation : Evidence for Greenhouse Gas Emissions](#) ». *Social Indicators Research* 109 (2) : 243-66.

- Berg, Agnes E. van den, Jolanda Maas, Robert A. Verheij, et Peter P. Groenewegen. 2010. « [Green Space as a Buffer between Stressful Life Events and Health](#) ». *Social Science & Medicine* (1982) 70 (8) : 1203-10.
- Berleemann, Michael, et Marina Eurich. 2021. « [Natural Hazard Risk and Life Satisfaction – Empirical Evidence for Hurricanes](#) ». *Ecological Economics* 190 (décembre) : 107194.
- Berleemann, Michael, Judith Regner, et Jascha Tutt. 2020. « [Natural Disasters and Self-Reported Wellbeing : Empirical Evidence for Rainfall Extremes in the United Kingdom](#) ». In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 127-43.
- Binder, Martin, et Ann-Kathrin Blankenberg. 2017. « [Green Lifestyles and Subjective Well-Being : More about Self-Image than Actual Behavior ?](#) » *Journal of Economic Behavior & Organization* 137 (mai) : 304-23.
- Brereton, Finbarr, J. Peter Clinch, et Susana Ferreira. 2008. « [Happiness, Geography and the Environment](#) ». *Ecological Economics* 65 (2) : 386-96.
- Čábelková, Inna, Luboš Smutka, et Wadim Strielkowski. 2022. « [Public Support for Sustainable Development and Environmental Policy : A Case of the Czech Republic](#) ». *Sustainable Development* 30 (1) : 110-26.
- Callaghan, A., G. McCombe, A. Harrold, C. McMeel, G. Mills, N. Moore-Cherry, et W. Cullen. 2021. « [The Impact of Green Spaces on Mental Health in Urban Settings : A Scoping Review](#) ». *Journal of Mental Health (Abingdon, England)* 30 (2) : 179-93.
- Carrero, Isabel, Carmen Valor, et Raquel Redondo. 2020. « [Do All Dimensions of Sustainable Consumption Lead to Psychological Well-Being ? Empirical Evidence from Young Consumers](#) ». *Journal of Agricultural and Environmental Ethics* 33 (1) : 145-70.
- Carroll, Nick, Paul Frijters, et Michael A. Shields. 2009. « [Quantifying the Costs of Drought : New Evidence from Life Satisfaction Data](#) ». *Journal of Population Economics* 22 (2) : 445-61.
- Cêtre, Sophie, Ludivine Gilli, Guillaume Gueguen, et Claudia Senik. 2022. « [Les Français face aux grands risques](#) ». 2022-06. Notes de l'Observatoire du bien-être. Cepremap.
- Charlson, Fiona, Suhailah Ali, Tarik Benmarhnia, Madeleine Pearl, Alessandro Massazza, Jura Augustinavicius, et James G. Scott. 2021. « [Climate Change and Mental Health : A Scoping Review](#) ». *International Journal of Environmental Research and Public Health* 18 (9) : 4486.
- Cissé, G., R. McLeman, H. Adams, P. Aldunce, K. Bowen, D. Campbell-Lendrum, S. Clayton, et al., 2022. « [Health, Wellbeing, and the Changing Structure of Communities](#) ». In *Climate Change 2022 : Impacts, Adaptation, and Vulnerability*. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Cambridge University Press.
- Clayton, Susan, et Bryan T. Karazsia. 2020. « [Development and Validation of a Measure of Climate Change Anxiety](#) ». *Journal of Environmental Psychology* 69 (juin) : 101434.
- Clayton, Susan. 2020. « [Climate Anxiety : Psychological Responses to Climate Change](#) ». *Journal of Anxiety Disorders* 74 (août) : 102263.
- Cuñado, Juncal, et Fernando Pérez de Gracia. 2013. « [Environment and Happiness : New Evidence for Spain](#) ». *Social Indicators Research* 112 (3) : 549-67.
- Del Saz Salazar, Salvador, et Luis Pérez Y Pérez. 2021. « [Exploring the Differential Effect of Life Satisfaction on Low and High-Cost Pro-Environmental Behaviors](#) ». *International Journal of Environmental Research and Public Health* 19 (1) : 277.
- Douenne, Thomas, et Adrien Fabre. 2019. « [Opinions des Français sur les politiques climatiques](#) ». 1906. Documents de travail. Paris : Cepremap.

- Feddersen, John, Robert Metcalfe, et Mark Wooden. 2012. « [Subjective Well-Being: Weather Matters; Climate Doesn't](#) ». SSRN Scholarly Paper 2182862. Rochester, NY : Social Science Research Network.
- Ferreira, Susana, Alpaslan Akay, Finbarr Brereton, Juncal Cuñado, Peter Martinsson, Mirko Moro, et Tine F. Ningal. 2013. « [Life Satisfaction and Air Quality in Europe](#) ». *Ecological Economics, Transaction Costs and Environmental Policy*, 88 (avril) : 1-10.
- Ferreira, Susana, et Mirko Moro. 2013. « [Income and Preferences for the Environment: Evidence from Subjective Well-Being Data](#) ». *Environment and Planning A: Economy and Space* 45 (3) : 650-67.
- Fischer, Ronald, et Evert Van de Vliert. 2011. « [Does Climate Undermine Subjective Well-Being? A 58-Nation Study](#) ». *Personality & Social Psychology Bulletin* 37 (8) : 1031-41.
- Fitzroy, Felix, Jennifer Franz-Vasdeki, et Elissaios Papyrakis. 2012. « [Climate Change Policy and Subjective Well-Being](#) ». *Environmental Policy and Governance* 22 (3) : 205-16.
- Fleming, Christopher M., Matthew Manning, et Christopher L. Ambrey. 2016. « [Crime, Greenspace and Life Satisfaction: An Evaluation of the New Zealand Experience](#) ». *Landscape and Urban Planning* 149 (mai) : 1-10.
- Fleming, Christopher, et Christopher Ambrey. 2017. « [The life satisfaction approach to environmental valuation](#) ». Oxford University Press.
- Frey, Bruno S., Simon Luechinger, et Alois Stutzer. 2010. « [The Life Satisfaction Approach to Environmental Valuation](#) ». *Annual Review of Resource Economics* 2 (1) : 139-60.
- Frijters, P., et B. M. S. Van Praag. 1998. « [The Effects of Climate on Welfare and Well-Being in Russia](#) ». *Climatic Change* 39 (1) : 61-81.
- Frijters, Paul, Chitwan Lalji, et Debayan Pakrashi. 2020. « [Daily Weather Only Has Small Effects on Wellbeing in the US](#) ». *Journal of Economic Behavior & Organization* 176 (août) : 747-62.
- Frumkin, Howard, Jeremy Hess, George Luber, Josephine Malilay, et Michael McGeehin. 2008. « [Climate Change: The Public Health Response](#) ». *American Journal of Public Health* 98 (3) : 435-45.
- Gandelman, Néstor, Giorgina Piani, et Zuleika Ferre. 2012. « [Neighborhood Determinants of Quality of Life](#) ». *Journal of Happiness Studies* 13 (3) : 547-63.
- Germain, Jean-Marc. 2020. « [Du PIB au PIB ressenti : en retrait sur le PIB, l'Europe dépasse désormais les États-Unis en bien-être monétaire](#) ». 57. Insee Analyses. Paris : Insee.
- Ginkel, Samuel Elliott van. 2020. « [Happy Planet, Happy People? The Impact of pro-Environmental Behaviour on Psychological Well-Being](#) ». Ottawa : Thesis M.A. - Carleton University.
- Guesnerie, Roger. 2010. *Pour une politique climatique globale – Blocage et ouvertures*. Opuscules du Cepremap 20. Paris : Rue d'Ulm / Cepremap.
- Guillen-Royo, Mònica. 2019. « [Sustainable Consumption and Wellbeing: Does On-Line Shopping Matter?](#) » *Journal of Cleaner Production* 229 (août) : 1112-24.
- Guo, Wei, Lijuan Chen, Youqing Fan, Miaomiao Liu, et Fei Jiang. 2021. « [Effect of Ambient Air Quality on Subjective Well-Being among Chinese Working Adults](#) ». *Journal of Cleaner Production* 296 (mai) : 126509.
- Haverkamp, Thilo K. G., Heinz Welsch, et Andreas Ziegler. 2022. « [The Relationship between Pro-environmental Behavior, Economic Preferences, and Life Satisfaction: Empirical Evidence from Germany](#) ». MAGKS Papers on Economics. Philipps-Universität Marburg, Faculty of Business Administration and Economics, Department of Economics (Volkswirtschaftliche Abteilung).

- Hazer, Meghan, Margaret K. Formica, Susan Dieterlen, et Christopher P. Morley. 2018. « [The Relationship between Self-Reported Exposure to Greenspace and Human Stress in Baltimore, MD](#) ». *Landscape and Urban Planning* 169 (janvier) : 47-56.
- Schubert, Katheline, et Fanny Henriët. 2021. *La transition énergétique : objectif zen*. Collection Opuscules du Cepremap. Rue d'Ulm, Presses de l'École normale supérieure.
- Houlden, Victoria, Scott Weich, João Porto de Albuquerque, Stephen Jarvis, et Karen Rees. 2018. « [The Relationship between Greenspace and the Mental Wellbeing of Adults : A Systematic Review](#) ». *PLoS One* 13 (9) : e0203000.
- Hrabok, Marianne, Aaron Delorme, et Vincent I. O. Agyapong. 2020. « [Threats to Mental Health and Well-Being Associated with Climate Change](#) ». *Journal of Anxiety Disorders* 76 (décembre) : 102295.
- Hubacek, Klaus, Giovanni Baiocchi, Kuishuang Feng, et Anand Patwardhan. 2017. « [Poverty Eradication in a Carbon Constrained World](#) ». *Nature Communications* 8 (1) : 912.
- Hudson, Paul, My Pham, et Philip Bubeck. 2019. « [An evaluation and monetary assessment of the impact of flooding on subjective well-being across genders in Vietnam](#) ». *Climate and Development* 11 (7) : 623-37.
- Ibáñez-Rueda, Nazaret, et Jorge Guardiola Wanden-Berghe. 2022. « [Where Is the Double Dividend ? The Relationship Between Different Types of Pro-Environmental Behavior and Different Conceptions of Subjective Well-Being](#) ». In *Linking Sustainability and Happiness : Theoretical and Applied Perspectives*, édité par Scott Cloutier, Sara El-Sayed, Allison Ross, et Melanie Weaver, 83-101. Community Quality-of-Life and Well-Being. Cham : Springer International Publishing.
- Iriarte, Leire. 2022. « [Are the Sustainable Development Goals the Compass for a Happier Society ?](#) » In *Linking Sustainability and Happiness : Theoretical and Applied Perspectives*, édité par Scott Cloutier, Sara El-Sayed, Allison Ross, et Melanie Weaver, 103-11. Community Quality-of-Life and Well-Being. Cham : Springer International Publishing.
- Jia, Lili, et Sander van der Linden. 2020. « [Green but Not Altruistic Warm-Glow Predicts Conservation Behavior](#) ». *Conservation Science and Practice* 2 (7) : e211.
- Jones, Benjamin A. 2020. « [Happiness and Forest-Attacking Invasive Alien Species](#) ». In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 144-63. Edward Elgar Publishing.
- Kaida, Naoko, et Kosuke Kaida. 2016. « [Pro-Environmental Behavior Correlates with Present and Future Subjective Well-Being](#) ». *Environment, Development and Sustainability* 18 (1) : 111-27.
- Kasser, Tim. 2017. « [Living Both Well and Sustainably : A Review of the Literature, with Some Reflections on Future Research, Interventions and Policy](#) ». *Philosophical Transactions. Series A, Mathematical, Physical, and Engineering Sciences* 375 (2095) : 20160369.
- Keenan, Heather T., Stephen W. Marshall, Mary Alice Nocera, et Desmond K. Runyan. 2004. « [Increased Incidence of Inflicted Traumatic Brain Injury in Children after a Natural Disaster](#) ». *American Journal of Preventive Medicine* 26 (3) : 189-93.
- Kikstra, Jarmo S., Alessio Mastrucci, Jihoon Min, Keywan Riahi, et Narasimha D. Rao. 2021. « [Decent Living Gaps and Energy Needs around the World](#) ». *Environmental Research Letters* 16 (9) : 095006.
- Kimball, Miles, Helen Levy, Fumio Ohtake, et Yoshiro Tsutsui. 2006. « [Unhappiness after Hurricane Katrina](#) ». Working Paper. Working Paper Series. National Bureau of Economic Research.
- Kopmann, Angela, et Katrin Rehdanz. 2013. « [A Human Well-Being Approach for Assessing the Value of Natural Land Areas](#) ». *Ecological Economics* 93 (septembre) : 20-33.

- Kountouris, Yiannis, et Kyriaki Remoundou. 2011. « [Valuing the Welfare Cost of Forest Fires : A Life Satisfaction Approach](#) ». *Kyklos* 64 (4) : 556-78.
- Krefis, Anne Caroline, Matthias Augustin, Katharina Heinke Schlünzen, Jürgen Oßenbrügge, et Jobst Augustin. 2018. « [How Does the Urban Environment Affect Health and Well-Being ? A Systematic Review](#) ». *Urban Science* 2 (1) : 21.
- Krekel, Christian, et Alberto Prati. 2022. « [Linking Subjective Wellbeing and Pro-Environmental Behaviour : A Multidimensional Approach](#) ». In *Linking Sustainability and Happiness : Theoretical and Applied Perspectives*, édité par Scott Cloutier, Sara El-Sayed, Allison Ross, et Melanie Weaver, 175-201. Community Quality-of-Life and Well-Being. Cham : Springer International Publishing.
- Krekel, Christian. 2020. « [Valuing Energy Infrastructure Externalities Using Wellbeing and Hedonic Price Data : The Case of Wind Turbines](#) ». In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 297-317. Edward Elgar Publishing.
- Lamb, William F., et Julia K. Steinberger. 2017. « [Human Well-Being and Climate Change Mitigation](#) ». *WIREs Climate Change* 8 (6) : e485.
- Lauwerier, Rémi, et Théo Verdier. 2022. *Des Européens éco-anxieux ?* Monde en cours – La petite boîte à outils. Paris : l'aube et Fondation Jean Jaurès.
- Leelakulthanit, Orose. 2019. « [The Impact of Eco-Friendly Behaviors on Life Satisfaction](#) ». *Journal of Environmental Management and Tourism* 10 (1) : 220-30.
- Levinson, Arik. 2012. « [Valuing Public Goods Using Happiness Data : The Case of Air Quality](#) ». *Journal of Public Economics* 96 (9) : 869-80.
- Li, Zhengtao, Henk Folmer, et Jianhong Xue. 2014. « [To What Extent Does Air Pollution Affect Happiness ? The Case of the Jinchuan Mining Area, China](#) ». *Ecological Economics* 99 (mars) : 88-99.
- Luechinger, Simon. 2009. « [Valuing Air Quality Using the Life Satisfaction Approach](#) ». *The Economic Journal* 119 (536) : 482-515.
- MacKerron, George, et Susana Mourato. 2009. « [Life Satisfaction and Air Quality in London](#) ». *Ecological Economics* 68 (5) : 1441-53.
- Maddison, David, et Katrin Rehdanz. 2011. « [The Impact of Climate on Life Satisfaction](#) ». *Ecological Economics* 70 (12) : 2437-45.
- Marks, Elizabeth, Caroline Hickman, Panu Pihkala, Susan Clayton, Eric R. Lewandowski, Elouise E. Mayall, Britt Wray, Catriona Mellor, et Lise van Susteren. 2021. « [Young People's Voices on Climate Anxiety, Government Betrayal and Moral Injury : A Global Phenomenon](#) ». SSRN Scholarly Paper. Rochester, NY.
- McBride, Sarah E., Matthew D. Hammond, Chris G. Sibley, et Taciano L. Milfont. 2021. « [Longitudinal Relations between Climate Change Concern and Psychological Wellbeing](#) ». *Journal of Environmental Psychology* 78 (décembre) : 101713.
- McCormick, Rachel. 2017. « [Does Access to Green Space Impact the Mental Well-Being of Children : A Systematic Review](#) ». *Journal of Pediatric Nursing* 37 (décembre) : 3-7.
- Menz, Tobias, et Heinz Welsch. 2012. « [Life-Cycle and Cohort Effects in the Valuation of Air Quality : Evidence from Subjective Well-being Data](#) ». *Land Economics* 88 (2) : 300-325.
- Menz, Tobias. 2011. « [Do People Habituate to Air Pollution ? Evidence from International Life Satisfaction Data](#) ». *Ecological Economics* 71 (novembre) : 211-19.
- Methorst, Joel, Katrin Rehdanz, Thomas Mueller, Bernd Hansjürgens, Aletta Bonn, et Katrin Böhning-Gaese. 2021. « [The Importance of Species Diversity for Human Well-Being in Europe](#) ». *Ecological Economics* 181 (mars) : 106917.

- Minton, Elizabeth A., Hu Jeffrey Xie, Eda Gurel-Atay, et Lynn R. Kahle. 2018. « [Greening up Because of God : The Relations among Religion, Sustainable Consumption and Subjective Well-Being](#) ». *International Journal of Consumer Studies* 42 (6) : 655-63.
- Mkrtchyan, G. M., I. Yu. Blam, S. Yu. Kovalev, et Yu. O. Tsvlodub. 2018. « [Impact of Climate Change on the Subjective Well-Being of Households in Russia](#) ». *Regional Research of Russia* 8 (3) : 281-88.
- Möllendorff, Charlotte von, et Jesko Hirschfeld. 2016. « [Measuring Impacts of Extreme Weather Events Using the Life Satisfaction Approach](#) ». *Ecological Economics* 121 (janvier) : 108-16.
- Mueller, Marie A. E., Eirini Flouri, et Theodora Kokosi. 2019. « [The Role of the Physical Environment in Adolescent Mental Health](#) ». *Health & Place* 58 (juillet) : 102153.
- Murray, Thomas, David Maddison, et Katrin Rehdanz. 2013. « [Do Geographical Variations in Climate Influence Life Satisfaction ?](#) » *Climate Change Economics* 4 (1) : 1-21.
- Netuveli, Gopalakrishnan, et Paul Watts. 2020. « [Pro-Environmental Behaviours and Attitudes Are Associated with Health, Wellbeing and Life Satisfaction in Multiple Occupancy Households in the UK Household Longitudinal Study](#) ». *Population and Environment* 41 (3) : 347-71.
- Ogunbode, Charles Adedayo, Ståle Pallesen, Gisela Böhm, Rouven Doran, Navjot Bhullar, Sibebe Aquino, Tiago Marot, *et al.*, 2021. « [Negative Emotions about Climate Change Are Related to Insomnia Symptoms and Mental Health : Cross-Sectional Evidence from 25 Countries](#) ». *Current Psychology*, février.
- Ojala, Maria. 2005. « [Adolescents' Worries about Environmental Risks : Subjective Well-being, Values, and Existential Dimensions](#) ». *Journal of Youth Studies* 8 (3) : 331-47.
- Ortega-Gil, Manuela, Georgina Cortés-Sierra, et Chaima El Hichou-Ahmed. 2021. « [The Effect of Environmental Degradation, Climate Change, and the European Green Deal Tools on Life Satisfaction](#) ». *Energies* 14 (18) : 5839.
- Oswald, Yannick, Anne Owen, et Julia K. Steinberger. 2020. « [Large Inequality in International and Intranational Energy Footprints between Income Groups and across Consumption Categories](#) ». *Nature Energy* 5 (3) : 231-39.
- Pailler, Sharon, et Magda Tsaneva. 2018. « [The Effects of Climate Variability on Psychological Well-Being in India](#) ». *World Development* 106 (juin) : 15-26.
- Pecl, Gretta T., Miguel B. Araújo, Johann D. Bell, Julia Blanchard, Timothy C. Bonebrake, I-Ching Chen, Timothy D. Clark, *et al.*, 2017. « [Biodiversity redistribution under climate change : Impacts on ecosystems and human well-being](#) ». *Science (New York, N.Y.)* 355 (6332) : eaai9214.
- Pickett, Kate, et Richard Gerald Wilkinson. 2019. *The inner level : how more equal societies reduce stress, restore sanity and improve everyone's well-being*. Londres : Penguin Books.
- Pihkala, Panu. 2020. « [Eco-Anxiety and Environmental Education](#) ». *Sustainability* 12 (23) : 10149.
- Pouchain, Delphine, et Emmanuel Petit. 2022. « [Face Au Réchauffement Climatique, Passer de l'éco-Anxiété à l'éco-Colère](#) ». *The Conversation*. 15 juin 2022.
- Prinzing, Michael. 2020. « [Going Green Is Good for You : Why We Need to Change the Way We Think about Pro-environmental Behavior](#) ». *Ethics, Policy & Environment* 0 (0) : 1-18.
- Reece, Rebecca, Isabelle Bray, Danielle Sinnett, Robert Hayward, et Faith Martin. 2021. « [Exposure to green space and prevention of anxiety and depression among young people in urban settings : a global scoping review](#) ». *Journal of Public Mental Health* 20 (2) : 94-104.
- Rehdanz, Katrin, et David Maddison. 2008. « [Local Environmental Quality and Life-Satisfaction in Germany](#) ». *Ecological Economics* 64 (4) : 787-97.

- Reyes, Marc Eric S., Bianca Patricia B. Carmen, Moses Emmanuel P. Luminarias, Soleil Anne Nichole B. Mangulabnan, et Charles A. Ogunbode. 2021. « [An investigation into the relationship between climate change anxiety and mental health among Gen Z Filipinos](#) ». *Current Psychology (New Brunswick, N.j.)*, juillet, 1-9.
- Ruckelshauß, Teresa. 2020. « [The Effect of Green Areas on Life Satisfaction : A Comparison of Subjective and Objective Measures](#) ». In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 245-65. Edward Elgar Publishing.
- Sanson, Ann V., Judith Van Hoorn, et Susie E. L. Burke. 2019. « [Responding to the Impacts of the Climate Crisis on Children and Youth](#) ». *Child Development Perspectives* 13 (4) : 201-7.
- Schmitt, Michael T., Lara B. Akin, Jonn Aksen, et Rachael L. Shwom. 2018. « [Unpacking the Relationships Between Pro-Environmental Behavior, Life Satisfaction, and Perceived Ecological Threat](#) ». *Ecological Economics* 143 (janvier) : 130-40.
- Schubert, Katheline. 2009. *Pour la taxe carbone : la politique économique face à la menace climatique*. Opuscles du Cepremap 18. Paris : Rue d'Ulm / Cepremap.
- Searle, Kristina, et Kathryn Gow. 2010. « [Do concerns about climate change lead to distress ?](#) » *International Journal of Climate Change Strategies and Management* 2 (4) : 362-79.
- Sekulova, Filka, et Jeroen C. J. M. van den Bergh. 2013. « [Climate Change, Income and Happiness : An Empirical Study for Barcelona](#) ». *Global Environmental Change* 23 (6) : 1467-75.
- Sekulova, Filka, et Jeroen van den Bergh. 2016. « [Floods and happiness : Empirical evidence from Bulgaria](#) ». *Ecological Economics* 126 (C) : 51-57.
- Senik, Claudia. 2014. *L'économie du bonheur*. Paris : Seuil.
- Smyth, Russell, Vinod Mishra, et Xiaolei Qian. 2008. « [The Environment and Well-Being in Urban China](#) ». *Ecological Economics* 68 (1) : 547-55.
- Soergel, Bjoern, Elmar Kriegler, Benjamin Leon Bodirsky, Nico Bauer, Marian Leimbach, et Alexander Popp. 2021. « [Combining Ambitious Climate Policies with Efforts to Eradicate Poverty](#) ». *Nature Communications* 12 (1) : 2342.
- Song, Yan, Shu Guo, et Ming Zhang. 2019. « [Will Environmental Regulations Affect Subjective Well-Being ? – A Cross-Region Analysis in China](#) ». *Environmental Science and Pollution Research* 26 (28) : 29191-211.
- Stanke, Carla, Marko Kerac, Christel Prudhomme, Jolyon Medlock, et Virginia Murray. 2013. « [Health Effects of Drought : A Systematic Review of the Evidence](#) ». *PLoS Currents* 5 (juin) : ecurrents.dis.7a2cee9e980f91ad7697b570bcc4b004.
- Stanley, Samantha K., Teaghan L. Hogg, Zoe Leviston, et Iain Walker. 2021. « [From Anger to Action : Differential Impacts of Eco-Anxiety, Eco-Depression, and Eco-Anger on Climate Action and Wellbeing](#) ». *The Journal of Climate Change and Health* 1 (mars) : 100003.
- Stern, Nicholas. 2007. *The Economics of Climate Change : The Stern Review*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Thompson Coon, J., K. Boddy, K. Stein, R. Whear, J. Barton, et M. H. Depledge. 2011. « [Does Participating in Physical Activity in Outdoor Natural Environments Have a Greater Effect on Physical and Mental Wellbeing than Physical Activity Indoors ? A Systematic Review](#) ». *Environmental Science & Technology* 45 (5) : 1761-72.
- Tillmann, Suzanne, Danielle Tobin, William Avison, et Jason Gilliland. 2018. « [Mental Health Benefits of Interactions with Nature in Children and Teenagers : A Systematic Review](#) ». *Journal of Epidemiology and Community Health* 72 (10) : 958-66.

- Vanaken, Gert-Jan, et Marina Danckaerts. 2018. « [Impact of Green Space Exposure on Children's and Adolescents' Mental Health : A Systematic Review](#) ». *International Journal of Environmental Research and Public Health* 15 (12) : E2668.
- Verplanken, Bas, Elizabeth Marks, et Alexandru I. Dobromir. 2020. « [On the Nature of Eco-Anxiety : How Constructive or Unconstructive Is Habitual Worry about Global Warming ?](#) » *Journal of Environmental Psychology* 72 (décembre) : 101528.
- Wang, Erda, et Nannan Kang. 2019. « [Does Life Satisfaction Matter for Pro-Environmental Behavior ? Empirical Evidence from China General Social Survey](#) ». *Quality & Quantity* 53 (1) : 449-69.
- Welsch, Heinz, et Jan Kühling. 2011. « [Are Pro-Environmental Consumption Choices Utility-Maximizing ? Evidence from Subjective Well-Being Data](#) ». *Ecological Economics* 72 (décembre) : 75-87.
- Welsch, Heinz, et Susana Ferreira. 2014. « [Environment, Well-Being, and Experienced Preference](#) ». *International Review of Environmental and Resource Economics* 7 (3-4) : 205-39.
- Welsch, Heinz, Martin Binder, et Ann-Kathrin Blankenberg. 2021. « [Green Behavior, Green Self-Image, and Subjective Well-Being : Separating Affective and Cognitive Relationships](#) ». *Ecological Economics* 179 (janvier) : 106854.
- Welsch, Heinz. 2002. « [Preferences over Prosperity and Pollution : Environmental Valuation Based on Happiness Surveys](#) ». *Kyklos* 55 (4) : 473-94.
- Wendelboe-Nelson, Charlotte, Sarah Kelly, Marion Kennedy, et John W. Cherrie. 2019. « [A Scoping Review Mapping Research on Green Space and Associated Mental Health Benefits](#) ». *International Journal of Environmental Research and Public Health* 16 (12) : 2081.
- Wilson, Jeffrey, Peter Tyedmers, et Jamie E. L. Spinney. 2013. « [An Exploration of the Relationship between Socioeconomic and Well-Being Variables and Household Greenhouse Gas Emissions](#) ». *Journal of Industrial Ecology* 17 (6) : 880-91.
- Wu, Judy, Gaelen Snell, et Hasina Samji. 2020. « [Climate Anxiety in Young People : A Call to Action](#) ». *The Lancet Planetary Health* 4 (10) : e435-36.
- Zander, Kerstin K., Simon Moss, et Stephen T. Garnett. 2019. « [Climate Change-Related Heat Stress and Subjective Well-Being in Australia](#) ». *Weather, Climate, and Society* 11 (3) : 505-20.
- Zannakis, Mathias, Sverker Molander, et Lars-Olof Johansson. 2019. « [On the Relationship between Pro-Environmental Behavior, Experienced Monetary Costs, and Psychological Gains](#) ». *Sustainability* 11 (19) : 5467.
- Zapata, Oscar. 2022. « [Happiness in the Tropics : Climate Variables and Subjective Wellbeing](#) ». *Environment and Development Economics* 27 (3) : 250-71.
- Zawadzki, Stephanie Johnson, Linda Steg, et Thijs Bouman. 2020. « [Meta-Analytic Evidence for a Robust and Positive Association between Individuals' pro-Environmental Behaviors and Their Subjective Wellbeing](#) ». *Environmental Research Letters* 15 (12) : 123007.
- Zhang, Danlei, et Yong Tu. 2021. « [Green Building, pro-Environmental Behavior and Well-Being : Evidence from Singapore](#) ». *Cities* 108 (janvier) : 102980..
- Zhang, Xin, Xi Chen, et Xiaobo Zhang. 2020. « [The Effects of Exposure to Air Pollution on Subjective Wellbeing in China](#) ». In *Handbook on Wellbeing, Happiness and the Environment*, édité par David Maddison, Katrin Rehdanz, et Heinz Welsch, 183-200. Edward Elgar Publishing.

# 5. Annexes

## 5.1 Contributrices et contributeurs

Dylan Alezra a été assistant de recherche à l'Observatoire du bien-être du CEPREMAP de septembre 2020 à août 2022

Corin Blanc est assistant de recherche à l'Observatoire du bien-être du CEPREMAP

Mathieu Perona est directeur exécutif de l'Observatoire du bien-être du CEPREMAP

Alberto Prati est Assistant Professor in Economics à University College London, Research Fellow à University of Oxford et Associate Researcher à la London School of Economics

Thomas Renault est maître de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Claudia Senik est professeur à Sorbonne Université et à l'École d'économie de Paris, et directrice de l'Observatoire du bien-être du CEPREMAP

Lionel Wilner est économiste à l'Insee, chercheur affilié au CREST et à l'Ined

## 5.2 Sources de données

### ENQUÊTE MENSUELLE DE CONJONCTURE AUPRÈS DES MÉNAGES (CAMME)

L'enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (Camme) est une enquête de l'Insee qui interroge chaque mois plus de 2 000 ménages sur la conjoncture économique, leur situation financière personnelle ainsi que leurs intentions d'épargne et de consommation. Depuis juin 2016, l'Observatoire du bien-être du CEPREMAP finance une plate-forme additionnelle, trimestrielle, de vingt questions sur le bien-être subjectif. Depuis 2009, le service des données et études statistiques (SDES) du Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires utilise une plate-forme annuelle portant sur la relation des Français aux questions d'environnement.

Dans le cadre de notre partenariat avec l'Insee, nous avons accès aux vagues Camme liées à notre plate-forme quelques jours après leur collecte. L'ensemble des vagues, intégrant les deux plate-formes, sont mises à disposition annuellement par l'Insee et diffusées par Quetelet-Progedo : Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (CAMME) – INSEE (producteur), ADISP (diffuseur).

De 2016 à 2021 : [doi:10.13144/lil-1176](https://doi.org/10.13144/lil-1176), [doi:10.13144/lil-1253](https://doi.org/10.13144/lil-1253), [doi:10.13144/lil-1309](https://doi.org/10.13144/lil-1309), [doi:10.13144/lil-1373](https://doi.org/10.13144/lil-1373), [doi:10.13144/lil-1487](https://doi.org/10.13144/lil-1487), [doi:10.13144/lil-1539](https://doi.org/10.13144/lil-1539)

## TWITTER EMOTION INDEX

Thomas Renault a construit pour l'Observatoire une suite d'indicateurs d'expression de sentiment et d'émotions sur le réseau social Twitter. La méthode de construction est décrite dans l'opuscule *Le Bonheur est sur Twitter : Un baromètre du moral des Français*, et les données (69 séries) sont disponibles sur l'agrégateur du CEPREMAP DBnomics sous le chapeau commun TWTEMO.

## ENQUÊTE SUR LES RESSOURCES ET CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES

Cette enquête *Statistique sur les Ressources et Conditions de Vie* des ménages est une enquête annuelle de l'Insee. 16 000 logements sont concernés, avec une enquête en face-face sur les revenus, la situation financière et les conditions de vie des ménages. Il s'agit d'une enquête en panel tournant, renouvelé par neuvième chaque année avant 2019, part quart depuis.

En raison de l'important travail statistique requis pour sa mise en forme et la détermination des pondérations, elle est habituellement disponible dans l'année suivant celle de la collecte.

Les vagues que nous utilisons sont diffusées par Quetelet-Progedo (2010 à 2020). [doi:10.13144/lil-0747](https://doi.org/10.13144/lil-0747), [doi:10.13144/lil-0826](https://doi.org/10.13144/lil-0826), [doi:10.13144/lil-0901](https://doi.org/10.13144/lil-0901), [doi:10.13144/lil-0988](https://doi.org/10.13144/lil-0988), [doi:10.13144/lil-1090](https://doi.org/10.13144/lil-1090), [doi:10.13144/lil-1180](https://doi.org/10.13144/lil-1180), [doi:10.13144/lil-1224](https://doi.org/10.13144/lil-1224), [doi:10.13144/lil-1304](https://doi.org/10.13144/lil-1304), [doi:10.13144/lil-1374](https://doi.org/10.13144/lil-1374), [doi:10.13144/lil-1441](https://doi.org/10.13144/lil-1441), [doi:10.13144/lil-1524](https://doi.org/10.13144/lil-1524)

## EUROBAROMÈTRE

L'*Eurobaromètre* est une enquête d'opinion conduite tous les six mois depuis 1973 pour le compte de la Commission européenne. Elle porte essentiellement sur l'opinion qu'ont les européens de l'Union, de son action et des enjeux, nationaux comme européens. Lors de chaque vague, l'enquête interroge approximativement 1 000 personnes dans chaque pays.

<https://ec.europa.eu/comfrontoffice/publicopinion/index.cfm/General/index/general/doChangeLocale/locale/fr/curEvent/General.index/>

## EUROPEAN SOCIAL SURVEY

L'*European Social Survey* est une infrastructure de recherche européenne qui conduit tous les deux ans une enquête sur les attitudes, croyances, avis et comportements des européens. L'échantillon compte 800 personnes pour les pays de moins de 3 millions d'habitants, au moins 1 500 personnes par pays pour les autres. Dans les travaux relatifs au bien-être subjectif, l'ESS est souvent mobilisé car elle est une des rares enquêtes européennes harmonisées à poser des questions sur la confiance interpersonnelle.

Nous avons dans ce rapport mobilisé la Vague 8 (2016) :

ESS Round 8: European Social Survey Round 8 Data (2016). Data file edition 2.2. Sikt – Norwegian Agency for Shared Services in Education and Research, Norway – Data Archive and distributor of ESS data for ESS ERIC. [doi:10.21338/NSD-ESS8-2016](https://doi.org/10.21338/NSD-ESS8-2016).

## INTERNATIONAL SOCIAL SURVEY PROGRAMME

L'*International Social Survey Programme* est un ensemble d'enquêtes sociales lancé en 1984, et qui couvre la France depuis 1996. Il regroupe maintenant 40 pays sur 5 continents, avec une enquête annuelle. Les questions sont les mêmes d'un pays à l'autre, mais les thèmes changent d'année en année. Nous nous sommes plus particulièrement appuyés sur la vague de 2019 (collectée en 2021 en raison de l'épidémie de Covid-19), qui portait sur les perceptions des inégalités sociales.

ISSP Research Group (2022): International Social Survey Programme: Social Inequality V – ISSP 2019. GESIS, Cologne. ZA7600 Data file Version 3.0.0, [doi:10.4232/1.14009](https://doi.org/10.4232/1.14009).



# Table des matières

<b>Introduction</b> .....	<b>3</b>
<b>1. 2022 : le choc de l'inflation sur le moral des Français</b> .....	<b>5</b>
1.1. Inflation, insatisfaction et pessimisme.....	5
Un problème de pouvoir d'achat .....	6
Un choc de pessimisme .....	8
Un avenir collectif assombri .....	9
Pourquoi l'inflation rend malheureux.....	11
Inégale exposition à l'inflation et mal-être .....	12
Une note positive : les proches et les relations inter-personnelles .....	14
Bibliographie .....	16
I.2 Une crise émotionnelle au miroir de Twitter.....	16
Mesurer le moral des Français à partir de Twitter ? .....	17
Une montée de la négativité.....	17
La grande divergence des émotions.....	19
Un écart récent en faveur des hommes.....	20
Une polarisation politique de l'indice de sentiment .....	21
Polarisation des médias : la politique et les générations .....	24
Bibliographie .....	25
<b>2. Bonheur privé, malheur public</b> .....	<b>27</b>
2.1 Pessimisme et passéisme .....	27
Un nouveau regard sur le pessimisme des Français .....	27
Pessimisme individuel ou pessimisme collectif ?.....	28
Clivages sociaux dans la perception de l'avenir.....	29
Sommes-nous tous pessimistes ? .....	30
Une préférence prononcée pour le passé .....	32

Nostalgie d'un état du pays ou nostalgie de sa jeunesse ?.....	32
Pessimistes et passésistes ? .....	33
Bibliographie .....	34
2.2. La France dans le regard des Français .....	34
La France, société de classes moyennes ou pyramide inégalitaire ? .....	34
La Mobilité sociale perçue par les Français .....	44
2.3 Vivre ailleurs ?.....	54
Un haut de classement consensuel, des contrastes ensuite .....	56
Qui préfère la France ?.....	59
L'attrait de la proximité.....	60
<b>3. Le grand bouleversement du télétravail.....</b>	<b>61</b>
3.1 Le coût exorbitant des trajets domicile-travail .....	61
Les déplacements domicile-travail.....	62
Un mauvais moment à passer ? .....	63
Des conséquences en chaîne .....	63
Et dans l'ensemble ?.....	64
Des évaluations nécessaires.....	65
Bibliographie .....	66
3.2 Faut-il abolir le lieu de travail ?.....	66
Qu'avait-on appris avant le Covid ?.....	67
Les expériences de choix post-Covid.....	69
Le télétravail et le bien-être subjectif.....	71
Un révélateur des cultures de genre.....	72
Des résultats paradoxaux ?.....	73
Changer de modèle ? .....	74
Bibliographie .....	75
<b>4. Eco-anxiété, éco-action et bien-être.....</b>	<b>79</b>
4.1 Des Français préoccupés par l'environnement.....	80
Une inquiétude qui monte.....	80
Une inquiétude qui pousse à agir.....	84
Les pratiques pro-environnementales des Français .....	86
Qui s'oppose à la taxe carbone en France ?.....	91
Les Français dans la moyenne de l'Europe en matière écologique .....	95
L'acceptabilité sociale des politiques environnementales en Europe .....	100
Bibliographie .....	103

---

4.2. Bien-être et transition écologique : une revue des travaux existants .....	105
Le bien-être subjectif comme instrument de mesure .....	106
Environnement local, pollution, espaces verts .....	108
Les émotions face au changement climatique.....	110
Lutter et s'adapter au changement climatique .....	111
Bibliographie .....	114
<b>5. Annexes.....</b>	<b>123</b>
5.1 Contributrices et contributeurs.....	123
5.2 Sources de données.....	123
Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (Camme) .....	123
Twitter Emotion Index .....	124
Enquête sur les Ressources et Conditions de Vie des ménages.....	124
Eurobaromètre .....	124
European Social Survey.....	124
International Social Survey Programme.....	125

Ce troisième rapport annuel de l'Observatoire du bien-être du CEPREMAP éclaire de nouveaux aspects du bien-être subjectif des Français et mobilise de nouvelles données. L'année 2022 porte les séquelles de l'épidémie de Covid-19, puis les conséquences de la guerre en Ukraine et du retour de l'inflation. Il décrit une France très inquiète. La crainte de l'inflation fait chuter le niveau de satisfaction dans la vie des Français à un niveau proche de la crise des Gilets jaunes. C'est surtout l'image qu'ils se font des années à venir et de la vie des prochaines générations en France qui se ternit.

Cette inquiétude se lit aussi dans la psychologie économique des Français. Ces derniers se représentent leur société comme très inégalitaire mais, comme la plupart des Européens, pensent en majorité y occuper une place de niveau intermédiaire et appartenir à la classe moyenne. Ils estiment souvent qu'ils ont progressé par rapport à la position sociale de leurs parents, mais anticipent à l'avenir une stagnation de leur propre rang dans la société.

Nous mesurons aussi l'effet d'évolutions profondes de la société. Tout d'abord, l'irruption du télétravail, durablement installée dans les pratiques depuis les épisodes de confinement. Plébiscité par les travailleurs, ce type d'organisation est-il réellement propice à leur bien-être ? Les choses ne semblent pas être si simples, au-delà de la possibilité d'éviter le temps et les fatigue des transports domicile-travail.

Ensuite, à une échelle plus large, le changement climatique représente le bouleversement majeur des décennies à venir. Les Français sont tous très conscients de la gravité du problème, mais sont inégalement disposés à agir, et les pratiques environnementales sont révélatrices de clivages sociaux, de genre et d'âge, avec toujours ce constat : les plus engagés dans les pratiques de transition énergétique sont aussi les plus satisfaits de leur vie.

Les émotions et le bien-être subjectif sont désormais reconnus comme des facteurs importants du paysage social et politique du pays. Il importe de les objectiver et d'en comprendre les ressorts. C'est l'objet des travaux, que nous restituons dans ce rapport.

*Observatoire  
du Bien-être  
du CEPREMAP*

sous la direction de  
Mathieu PERONA  
et Claudia SENIK

12€

Téléchargeable sur [cepremap.fr](http://cepremap.fr)



9 782956 462941